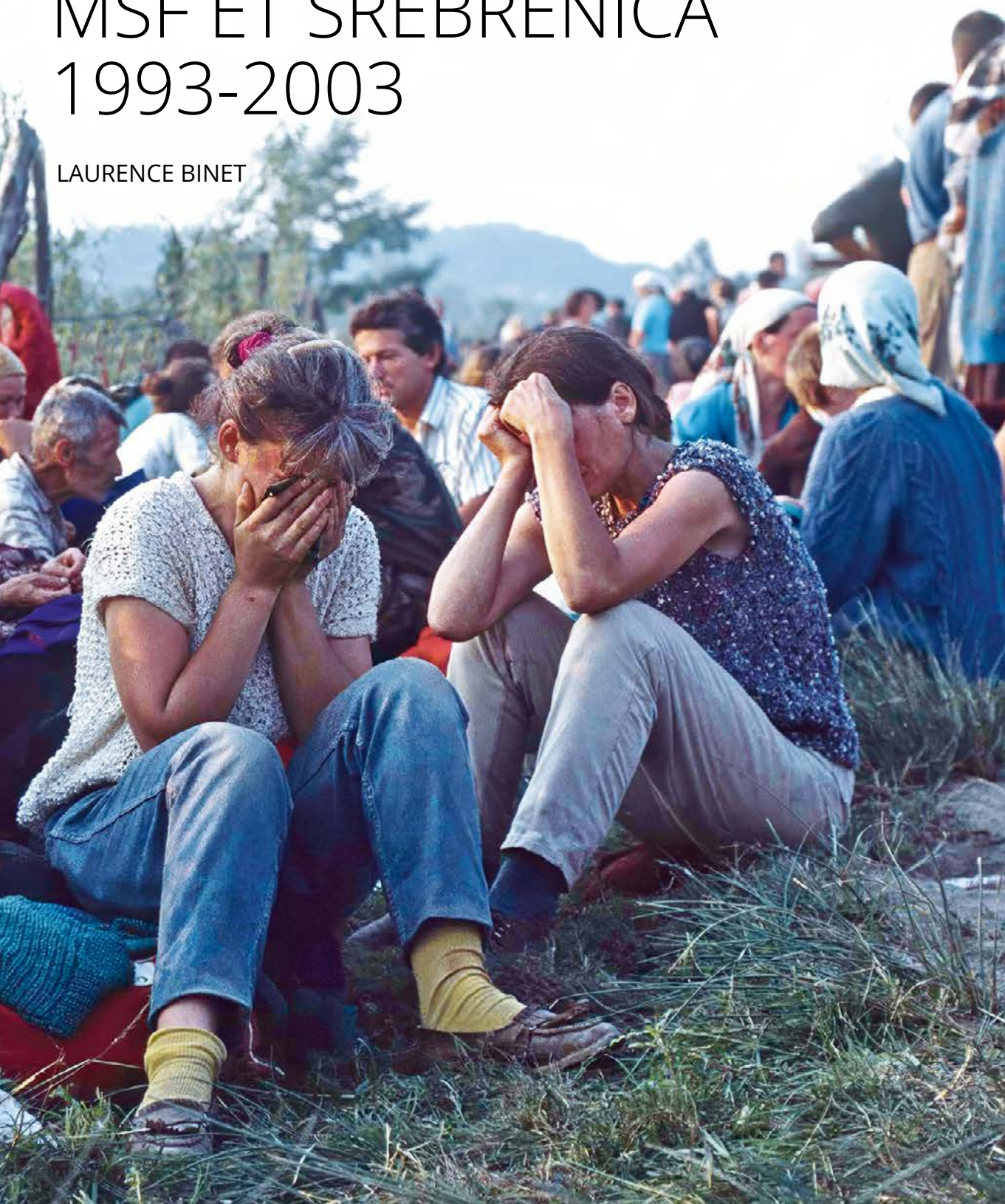


ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

MSF ET SREBRENICA 1993-2003

LAURENCE BINET



ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF

MSF ET SREBRENICA 1993-2003

**DANS LA MÊME COLLECTION,
ÉTUDES DE CAS SUR LES PRISES DE PAROLE PUBLIQUES DE MSF**

Camps de réfugiés salvadoriens au Honduras 1988

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Génocide des Rwandais tutsis 1994

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Camps de réfugiés rwandais au Zaïre et en Tanzanie 1994-1995

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Violences du nouveau régime rwandais 1994-1995

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2003]

Traque et massacres des réfugiés rwandais au Zaïre - Congo 1996-1997

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [août 2004]

Famine et transferts forcés de populations en Éthiopie 1984-1986

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2005]

Violence contre les Kosovars albanais, intervention de l'OTAN 1998-1999

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2006]

MSF et la Corée du Nord 1995-1998

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [janvier 2008]

Crimes de guerre et politiques de terreur en Tchétchénie 1994-2004

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [juin 2010]

Somalie 1991-1993 : guerre civile, alerte à la famine et intervention « militaro-humanitaire » de l'ONU

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [octobre 2013]

MSF et la guerre en ex Yougoslavie 1991-2003

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [décembre 2015]

MSF et les Rohingya 1992-2014

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [novembre 2020]

MSF et le Darfour 2003-2009

Laurence Binet - Médecins Sans Frontières [septembre 2024]

Comité éditorial : Laurence Binet, Françoise Bouchet-Saulnier, Marine Buissonnière, Rebecca Golden-Timsar, Michiel Hofman, Jérôme Oberreit, Darin Portnoy - **Directrice d'études/Auteure** : Laurence Binet - **Traduction de l'anglais vers le français** : Laurence Binet, Martin Saulnier - **Correction/préparation de copie** : Laurence Binet, Martin Saulnier - **Conception graphique/mise en page** : tgraphite.

Projet du Conseil international de Médecins Sans Frontières

<https://www.msf.org/fr/speakingout/accueil>

AVANT-PROPOS

Les « Études de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières » ont pour origine le souhait exprimé par le Conseil international du mouvement MSF, à la fin des années 1990, de mettre à disposition des membres du mouvement un document sur le « témoignage ».

Le document souhaité devait être simple et accessible à tous et servir de référence aux membres de l'organisation pour comprendre et se réappropriier sa culture de prise de parole publique.

Il ne devait pas prendre la forme d'un manuel idéologique ou technique (*guidelines*), le témoignage ne se limitant pas à l'application mécanique de préceptes et de procédures, mais impliquant la compréhension des dilemmes inhérents à l'action humanitaire.

Le projet a été confié par le Conseil international à une directrice d'études, qui travaille avec un comité de pilotage et éditorial. Chacun des membres de ce comité a été choisi par le Conseil international (désormais IB) ou co-opté pour son expérience et ses compétences et siège *intuitu personae*, indépendamment de son entité MSF d'origine.

Le comité éditorial privilégie l'étude des prises de parole publiques de MSF comportant un dilemme, donc une prise de risque. Il propose les cas à étudier au Conseil international, qui fait le choix final.

La source principale d'information de ces études réside dans la mémoire écrite et orale de MSF. Celle-ci est restituée via la recherche de documents datant de l'époque traitée et la conduite d'entretiens avec les protagonistes des événements sélectionnés.

Les personnes interviewées présentent leur récit des événements et leur appréciation sur la manière dont Médecins Sans Frontières a réagi. Elles s'expriment dans la langue de leur choix, avec l'appui d'un traducteur si nécessaire. Les entretiens sont enregistrés puis transcrits.

Les documents sont exhumés des archives des différentes entités impliquées et, dans la mesure du possible, dans celles des médias.

Ces travaux de recherche sont soumis à des contraintes d'ordre éthique, pratique et financier : localisation et volonté des interviewés de s'exprimer, existence, qualité et accessibilité des documents d'archives.

Le montage principal, qui présente les faits dans un ordre chronologique, est composé d'extraits de documents et d'entretiens, reliés entre eux par de courts textes de liaison ou d'introduction. Les extraits de documents sont privilégiés pour établir les faits. À défaut, les entretiens sont parfois amenés à jouer ce rôle. Ils apportent également un éclairage de la part des protagonistes sur leur vécu et leur analyse personnels des événements.

Cette méthodologie permet de reconstituer les faits et de restituer les débats et les dilemmes rencontrés, sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Le texte-montage principal est précédé d'une ou de plusieurs cartes, de la liste des abréviations utilisées et de celle des personnes interviewées.

Un résumé de l'étude présente le contexte des prises de parole publiques concernées et les principaux dilemmes auxquels elles ont tenté de répondre.

Une chronologie détaillée resitue les actions et prises de parole de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Destinée à aider le lecteur à se repérer, elle ne prétend pas représenter une référence universitaire.

Chaque étude de cas est disponible en français et en anglais.

Ces études de cas ont une vocation essentiellement pédagogique. Certaines d'entre elles servent désormais de base à des podcasts et des modules de formation et l'accès à l'ensemble de ce matériel est ouvert au public sur le site internet www.msf.org/fr/speakingout/accueil.

Bonne lecture !

Le comité éditorial.
2026

SOMMAIRE

Personnes interviewées et leur fonction au moment des événements	6
Personnalités politiques et militaires en poste au moment des événements	8
Acronymes et abréviations	11
Carte	12
Résumé	14
MSF et Srebrenica 1993-2003	17
I. ENTRER DANS L'ENCLAVE ET Y OUVRIR UNE MISSION	19
II. SOIGNER DANS UNE PRISON À CIEL OUVERT	41
III. TÉMOIGNER DE LA CHUTE DE LA « ZONE DE SÉCURITÉ »	72
IV. TÉMOIGNER PENDANT LA CHUTE DE L'ENCLAVE	75
V. DÉNONCER L'ABANDON DE LA « ZONE DE SÉCURITÉ »	112
VI. PAS D'ACCORDS DE PAIX AU DÉTRIMENT DE LA JUSTICE	138
VII. VERS UN APPEL À ÉTABLIR LES RESPONSABILITÉS DE LA FRANCE	153
VIII. APPUI CRITIQUE À LA MISSION D'INFORMATION DU PARLEMENT FRANÇAIS	172
IX. RÉACTION AUX RAPPORTS SUR LES RESPONSABILITÉS NÉERLANDAISES	213
ÉPILOGUE	227
Chronologie des événements 1991-2021	233

PERSONNES INTERVIEWÉES ET LEUR FONCTION AU MOMENT DES ÉVÉNEMENTS

(Interviews menées en 2000 et 2015)

Françoise Bouchet-Saulnier

MSF France, responsable juridique

Dr Jean-Hervé Bradol

MSF France, du conseil d'administration, 2000-2007

Dr Rony Brauman

MSF France, président du conseil d'administration, 1982-1994 ; directeur d'étude à la Fondation MSF France/CRASH

Dr Georges Dallemagne

MSF Belgique, directeur des opérations

Dr Graciela Diap

MSF Belgique/MSF France, coordinatrice médicale pour l'ex-Yougoslavie, octobre 1993 - avril 1995

Fabien Dubuet

MSF France, adjoint à la responsable juridique, 1995-2005

Dr Marc Gastellu-Etchegorry

MSF France, directeur adjoint des opérations, 1992-1997

Graziella Godain

MSF Belgique/MSF France, coordinatrice de terrain à Srebrenica, octobre 1993 - avril 1994

Dr Eric Goemaere

MSF Belgique, directeur général, 1994-1997

Wouter Kok

MSF Hollande, coordinateur général en Bosnie, 1992 ; responsable des programmes, 1993-1995

Dr Jacques de Milliano

MSF Hollande, directeur général, 1984-1996

Stephan Oberreit

MSF Belgique/MSF France, coordinateur général en ex-Yougoslavie, mai - novembre 1995 ; MSF France, directeur de la communication, 2000-2006

Pierre Salignon

MSF France, adjoint au responsable des programmes en ex-Yougoslavie, 1992-1996

Eric Stobbaerts

MSF Belgique/MSF France, coordinateur général en ex-Yougoslavie, décembre 1993 - avril 1995

Dr Renaud Tockert

MSF Belgique, responsable des programmes en ex-Yougoslavie, 1993-1995

Wilna Van Aartsen

MSF Hollande, coordinatrice générale en ex-Yougoslavie, 1991-1993 ; coordinatrice cellule d'urgence, 1994-1997 ; directrice des opérations, 1998-2001

Christina Schmitz et Daniel O'Brien, les deux membres du personnel international de MSF présents à Srebrenica pendant la chute de l'enclave en juillet 1995, n'ont pas souhaité être interviewés.

PERSONNALITÉS POLITIQUES ET MILITAIRES EN POSTE AU MOMENT DES ÉVÉNEMENTS

Yasushi Akashi

Nations unies, représentant spécial du secrétaire général en ex-Yougoslavie

Madeleine Albright

États-Unis, ambassadrice aux Nations unies, 1993-1997

Kofi Annan

Nations unies, secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix mars 1993 – décembre 1996 ; secrétaire général, janvier 1997 – décembre 2006

Boutros Boutros-Ghali

Nations unies, secrétaire général, janvier 1992 - décembre 1996

Hervé de Charette

République française, ministre des Affaires étrangères, mai 1995 - juin 1997

Jacques Chirac

République française, président, mai 1995 - juin 2007

Warren Christopher

États-Unis, secrétaire d'État, janvier 1993 - janvier 1997

Bill Clinton

États-Unis, président, janvier 1993 - janvier 2001

Général Jean Cot

Nations unies, commandant de la Forpronu, mars 1993 - mars 1994 [Français]

Major Robert Franken

Nations unies, commandant en second du bataillon néerlandais des forces de maintien de la paix à Srebrenica

Général Jean Heinrich

République française, directeur du renseignement militaire 1992 - 1995

Alija Izetbegovic

Fédération de Bosnie-Herzégovine, président, octobre 1990 – octobre 1996

Général Bernard Janvier

Nations unies, commandant de la Forpronu, mars 1995 à janvier 1996 [Français]

Alain Juppé

République française, ministre des Affaires étrangères, mars 1993 - mai 1995 ; Premier ministre, mai 1995 - juin 1997

Radovan Karadzic

République serbe de Bosnie, président, décembre 1992 - juillet 1996

Colonel Thomas Karremans

Nations unies, commandant du bataillon néerlandais des forces de maintien de la paix à Srebrenica en juillet 1995

Wim Kok

Pays-Bas, Premier ministre, août 1994 - juillet 2002

Nikola Koljevic

République serbe de Bosnie, vice-président

Radislav Krstic

République serbe de Bosnie, chef d'état-major de l'armée

Amiral Jacques Lanxade

République française, chef d'état-major des armées, 1991-1995

François Léotard

République française, ministre de la Défense, mars 1993 - mai 1995

Jean-David Levitte

République française, conseiller diplomatique du président de la République Jacques Chirac, 1995-2000

François Loncle

République française, président de la « Mission d'information commune sur les événements de Srebrenica »

John Major

Royaume-Uni, Premier ministre, novembre 1990 - mai 1997

Slobodan Milosevic

République de Serbie, président, 1989-2000

François Mitterrand

République française, président, mai 1981 - mai 1995

Général Ratko Mladic

République serbe de Bosnie, commandant en chef de l'armée

Général Philippe Morillon

Nations unies, commandant de la Forpronu en Bosnie-Herzégovine, septembre 1992 - juillet 1993

Naser Oric

Fédération de Bosnie-Herzégovine, commandant des forces de l'armée dans l'enclave de Srebrenica

Sadako Ogata

Nations unies, haut-commissaire pour les réfugiés 1991-2000

Lord David Owen

Co-président de la conférence sur l'ex-Yougoslavie

Jan Pronk

Pays-Bas, ministre de la Coopération pour le développement, novembre 1989 - mai 1998

Paul Quilès

République française, président de la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale, 1997-2002

Général Rupert Smith

Nations unies, commandant de la Forpronu en Bosnie-Herzégovine, janvier 1995 - 1996

Franjo Tudjman

République de Croatie, président, mai 1990 - décembre 1999

Hans Van Mierlo

Pays-Bas, ministre des Affaires étrangères, août 1994 - mai 1998

Cyrus Vance

Co-président de la conférence sur l'ex-Yougoslavie

Joris Voorhoeve

Pays-Bas, ministre de la Défense, août 1994 - mai 1998

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AFP	France, Agence France-Presse
AP	États-Unis, Associated Press
BBC	Royaume-Uni, <i>British Broadcasting Corporation</i> (chaîne audiovisuelle)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
DAS	République française, Délégation des affaires stratégiques du ministère de la Défense
DGSE	République française, Direction générale de la sécurité extérieure du ministère de la Défense
DPKO	Nations unies, <i>Department of Peacekeeping Operations</i> (Département des opérations de maintien de la paix)
DRM	République française, Direction du renseignement militaire du ministère de la Défense
Dutchbat	Nations unies, bataillon néerlandais de la Force de protection à Srebrenica
Forpronu/FPNU	Nations unies, Force de protection en ex-Yougoslavie
HCR/UNHCR	Nations unies, Haut-Commissariat pour les réfugiés
IFOR	OTAN, <i>Implementation Force</i> (force de maintien de la paix)
MDM	Médecins du Monde
MNUEE	Nations unies, Mission en Éthiopie et en Érythrée
NIOD	Pays-Bas, <i>Nederlands instituut voor oorlogsdocumentatie</i> (Institut néerlandais de documentation sur la guerre)
OMS	Nations unies, Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PSF	Pharmaciens Sans Frontières
SAS	Royaume-Uni, Special Air Service, unité de forces spéciales
Unicef	Nations unies, Fonds pour l'enfance
UNMO	Nations unies, Military Observer (observateurs militaires)



Extrait des archives de MSF ou d'articles de presse.




Extrait d'entretiens menés en 2000 et/ou 2002 avec des acteurs et/ou témoins des événements.

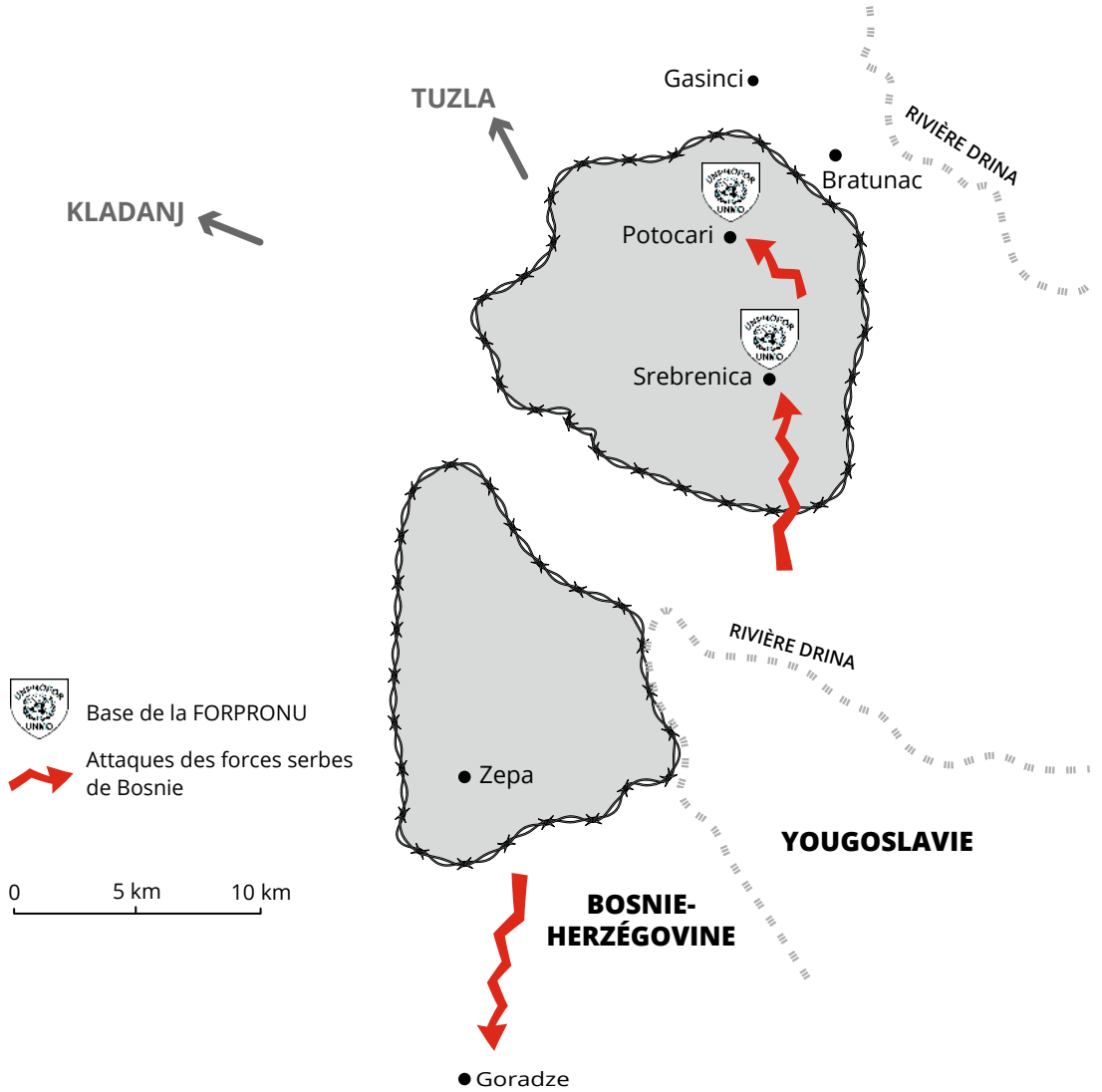


Retrouvez la vidéo en cliquant sur le numéro correspondant dans la liste de référence.



 Présence de Médecins Sans Frontières

 Zones de sécurité sous protection de l'ONU



RÉSUMÉ

En 1992, après le démantèlement de l'ex-Yougoslavie et la prise de contrôle de la majeure partie de la Bosnie orientale par les forces serbes de Bosnie, qui s'appliquent à en faire partir par la force tous les non-Serbes, la ville de Srebrenica devient une enclave assiégée et surpeuplée où se réfugient les musulmans de la région. Son approvisionnement est erratique, soumis au bon vouloir des assiégeants qui la bombardent régulièrement.

En mars 1993, après des mois de blocage, le commandant des Forces de paix des Nations unies déployées en Bosnie (Forpronu), le général Morillon réussit à entrer dans l'enclave avec un convoi du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR). Il promet à la population qu'il ne l'abandonnera pas. Srebrenica, ainsi que Zepa, Sarajevo, Tuzla, Gorazde et Bihac deviennent des « zones de sécurité » démilitarisées placées sous la protection de la Forpronu.

Une équipe de Médecins Sans Frontières est également entrée à Srebrenica dans le sillage du général Morillon et témoigne de la situation dans les médias. Dans les semaines qui suivent, MSF ouvre une mission médico-sanitaire dans l'enclave. Pendant deux ans, les équipes travaillent dans ce que d'aucuns considèrent comme une prison à ciel ouvert, maintenant en vie, grâce à ses secours, une population asphyxiée par le siège. À plusieurs occasions, MSF rapporte aux médias les difficultés qu'elle rencontre à obtenir l'autorisation de faire entrer dans l'enclave du matériel, des médicaments et des équipes.

Le 6 juillet 1995, les forces bosno-serbes attaquent Srebrenica. Dans les jours qui suivent, les deux membres du personnel international de MSF présents auprès des blessés assistent à l'offensive militaire des forces bosno-serbes qui prennent le contrôle de l'enclave, évacuent de force la population et mettent à l'écart les hommes âgés de plus de 16 ans. Srebrenica tombe aux mains des forces bosno-serbes le 11 juillet 1995, sans que les soldats de la Forpronu et de l'OTAN s'opposent militairement à la prise de cette « zone de sécurité » ou garantissent la protection de la population. Le contingent de Casques bleus néerlandais de la Forpronu, dont certains membres sont pris en otage, n'oppose aucune résistance et les frappes aériennes de l'OTAN, insuffisantes et opérées trop tard, n'ont aucun impact sur la situation au sol.

22 membres du personnel de MSF et employés de l'hôpital de Srebrenica sont portés disparus.

Pendant toute cette période, MSF rapporte en détail aux médias tout ce dont son équipe est témoin dans l'enclave et multiplie les appels demandant que la population soit protégée.

Une autre équipe MSF porte secours aux dizaines de milliers de réfugiés de Srebrenica qui sont arrivés à Tuzla et recueille leurs témoignages.

Dans les semaines qui suivent la chute de l'enclave, on découvre que les forces serbes ont massacré plus de 8 000 hommes et adolescents de plus de 16 ans. Des inculpations et des mandats d'arrêt sont lancés contre les responsables bosno-serbes Ratko Mladic et Radovan Karadzic.

Des enquêtes journalistiques révèlent qu'un accord aurait été passé entre le général Janvier, le commandant de la Forpronu, et le général Mladic, qui liait la libération de Casques bleus otages à l'absence de frappes aériennes.

MSF rend publics le journal de bord de son équipe de Srebrenica et les témoignages recueillis à Tuzla. L'équipe est interrogée par les médias sur ses relations avec les Casques bleus néerlandais dont le comportement passif est mis en question.

Après la signature des accords de paix sur l'ex-Yougoslavie, dits de Dayton, en décembre 1995¹, MSF s'inquiète publiquement que la volonté de paix entrave la justice et l'établissement des responsabilités dans ce qui s'est passé à Srebrenica.

Le 19 novembre 1999, le rapport de l'ONU sur les événements de Srebrenica reconnaît les « erreurs de jugement » de l'organisation et demande aux États membres impliqués de mener une enquête sur leurs propres responsabilités.

En juillet 2000, s'appuyant sur ce rapport, et forte d'avoir déjà obtenu, en 1998, la création d'une mission parlementaire sur le Rwanda, la section française de MSF lance un appel à la création d'une commission d'enquête du Parlement français sur les responsabilités de la France dans les événements de Srebrenica. Son objectif est de comprendre comment les logiques et défaillances politiques, militaires et humanitaires ont mené à l'abandon et au massacre d'une partie de la population d'une « zone de sécurité » où elle était censée être protégée et d'en tirer les leçons. Il s'agit de mettre en lumière les forces et les faiblesses des interventions armées internationales censées protéger les populations, interventions qui se multiplient depuis quelques années.

En novembre 2000, une mission d'information parlementaire est finalement mise en place et MSF lui apporte un soutien critique actif en fournissant aux parlementaires des éléments leur permettant de poser des questions susceptibles d'amener des réponses éclairantes sur les événements. Tous ces éléments, ainsi que des commentaires, sont transmis aux médias et postés sur un site Internet dédié.

Lors de la publication du rapport de la mission parlementaire en novembre 2001, MSF souligne publiquement que, s'il reconnaît les responsabilités militaires, ce document oublie les responsabilités politiques.

En 2002 et 2003, la section hollandaise de MSF commente publiquement les différents rapports établis à la demande des autorités néerlandaises qui répartissent les responsabilités de la tragédie de Srebrenica sur l'ensemble des acteurs de la communauté internationale. L'organisation insiste sur la nécessité de tirer les leçons de la crise de Srebrenica au regard de la protection des civils face aux violences de guerre.

1. Les accords de Dayton ont donné un cadre général à la paix en Bosnie-Herzégovine. Ils ont été négociés sur la base militaire aérienne de Wright-Patterson près de Dayton, dans l'Ohio, aux États-Unis, en novembre 1995 et signés à Paris, en France, le 14 décembre 1995.

MSF demande publiquement qu'à leur tour les États-Unis et le Royaume-Uni lancent un processus d'enquête sur leurs propres responsabilités dans les événements de Srebrenica.

Pendant toute cette période, MSF est confrontée à de multiples questionnements et dilemmes :

- ▶ En acceptant d'apporter des secours *a minima* à une population assiégée, MSF ne contribue-t-elle pas, à l'instar de médecins geôliers, à la stratégie des assiégeants tout en adoucissant leur image ?
- ▶ À l'inverse, demander l'évacuation de la population civile qui le souhaite n'équivaut-il pas à cautionner la politique d'épuration ethnique menée par les assiégeants ?
- ▶ Ayant fait confiance à l'engagement de protection de l'enclave et de sa population par les Forces des Nations unies, MSF doit-elle assumer une part de culpabilité ou de complicité dans l'abandon de l'enclave par l'ONU et le massacre de la population qui a suivi ? MSF n'a-t-elle pas donné à la population la fausse impression que rien ne pouvait lui arriver tant que son équipe était présente ?
- ▶ Est-ce le rôle d'une organisation médicale humanitaire de lancer un appel pour la création d'une commission d'enquête parlementaire puis, celle-ci mise en place, d'en assurer un suivi actif critique ?
- ▶ À l'inverse, MSF peut-elle ne pas chercher à comprendre les circonstances et les responsabilités qui, au niveau international, ont mené à l'abandon et au massacre d'une population à laquelle ses équipes portaient secours ? Peut-elle se contenter de demander une enquête parlementaire sans s'assurer que celle-ci se pose des questions susceptibles d'apporter des réponses éclairantes sur les événements ?
- ▶ En n'explorant pas les zones d'ombre des accords passés entre Bosno-Serbes et Bosniaques, MSF ne risque-t-elle pas de se poser en procureur des seules pratiques de l'ONU et de ses États membres ?
- ▶ La tragédie de Srebrenica doit-elle être considérée comme un accident de l'histoire ou comme une preuve de l'impuissance des mandats internationaux de protection des populations développés par l'ONU ?

Pour citer ce contenu :

Laurence Binet, « MSF et Srebrenica 1993-2003 », Décembre 2015, URL : <https://www.msf.org/fr/speakingout/msf-et-srebrenica-1993-2003>

MSF ET SREBRENICA 1993-2003

Après le démantèlement de l'ex-Yougoslavie en 1992, les forces des Serbes de Bosnie ont pris le contrôle de la majeure partie de la Bosnie orientale. Elles y mènent des opérations militaires visant à faire partir les Musulmans de la région. Les villes de Sarajevo, Bihac, Gorazde, Zepa, Tuzla et Srebrenica, majoritairement habitées par des musulmans, se transforment en enclaves assiégées et soumises aux offensives récurrentes des forces bosno-serbes. Des milliers de musulmans bosniaques chassés de leurs villages viennent s'y réfugier.

Les effectifs de la population de Srebrenica sont passés de 8 000 à 40 000 personnes. Ces personnes vivent dans des conditions d'extrême précarité, tributaires de l'approvisionnement que les assiégeants acceptent de laisser entrer. Ainsi, un convoi d'aide internationale entré le 18 novembre 1992 après plusieurs mois de pénurie sera le seul à pénétrer dans l'enclave pendant les quatre mois d'hiver.



« Bosnie : Srebrenica ravitaillée », **Le Monde** (France), **Reuters** (Royaume-Uni), 1^{er} décembre 1992 (en français).

Extrait :

Un convoi d'aide des Nations unies a réussi à atteindre, samedi 28 novembre, la ville musulmane assiégée de Srebrenica (70 000 habitants), en Bosnie, après avoir été bloqué pendant trois jours par les Serbes. L'ONU avait déjà tenté à deux reprises, mais en vain, de ravitailler la ville, coupée du monde depuis le début de la guerre civile en avril. Selon des responsables du HCR [Haut-Commissariat pour les réfugiés], la population était dans un état proche de la famine ; les hôpitaux doivent soigner les blessés sans médicaments ni anesthésie.



« "Purification ethnique" en Bosnie orientale. Pour les Serbes, les transferts de populations sont inéluctables et représentent "une des contraintes" de la guerre », **Le Monde** (France), 7 mars 1993 (en français).

Extrait :

Sur les crêtes des montagnes alentour, les forces serbes guettent l'une des dernières enclaves musulmanes de la Bosnie orientale : Srebrenica, dont ils ont décidé de s'emparer pour assurer la continuité de leurs territoires. [...]

Le major Pandurevic [commandant serbe de la région de Zvornik] déclarait, jeudi, au *Monde* que politiciens et diplomates ne faisaient que « prolonger l'agonie » en discutant d'un plan de paix selon lequel ces régions reviendraient aux Musulmans... « Tôt ou tard, dit-il, la communauté internationale sera contrainte de reconnaître l'état de fait sur le terrain ». Pour lui, cela signifie la possession et le contrôle de territoires ethniquement

homogènes. Dans ces conditions, les Musulmans doivent partir et s'installer dans d'autres territoires où ils sont majoritaires. Le transfert de populations est, à ses yeux, « une des contraintes de la guerre ». « Nous voulons montrer, soulignait-il, que nous sommes plus humains que les humanitaires » en expliquant que l'évacuation des civils et des blessés pouvait fort bien se faire sans le HCR, lequel se contenterait d'escorter les convois.

Du 18 au 21 février 1993, le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), constatant son impuissance à faire passer l'aide humanitaire en Bosnie, suspend toute activité dans cette région.

De son côté, MSF Belgique réussit à livrer du matériel de première nécessité aux populations déplacées de Zenica, mais ne parvient pas à approvisionner Tuzla et Srebrenica. Elle en informe les médias.



« La suspension de l'aide internationale à la Bosnie - Une décision prise par le haut-commissaire pour les réfugiés », **Le Monde** (France), 19 février 1993 (en français).

Extrait :

Au siège du HCR, on en est venu à baisser les bras. Et le haut-commissaire, Mme Sadako Ogata, a annoncé, mercredi 17 juillet, qu'elle avait pris, à contrecœur, une série de mesures revenant à priver la Bosnie-Herzégovine de l'essentiel de l'aide humanitaire internationale. Ces mesures sont les suivantes :

- rappel à leurs bases des convois humanitaires du HCR bloqués dans l'est de la Bosnie et suspension immédiate de tous les secours dans les régions sous contrôle serbe ;
- interruption de toutes les activités du HCR à Sarajevo et retrait de la majorité de son personnel, avec maintien d'une présence minimale dans cette ville assiégée de 380 000 habitants ;
- interruption des convois humanitaires et du pont aérien vers Sarajevo ;
- maintien à un niveau réduit des opérations du HCR dans les régions de Bosnie où il peut encore opérer. [...]

« Alors que tous nos efforts ont été concentrés pour soulager les victimes, les parties ont confondu aide humanitaire et intérêts politiques », a déclaré Mme Ogata, ajoutant : « Nos efforts humanitaires sont devenus la risée des responsables politiques et je regrette profondément que leur conduite m'ait forcée à prendre une telle décision. »



« Médecins Sans Frontières poursuit ses programmes de distribution en Bosnie », **Communiqué de presse** MSF Belgique, 19 février 1993 (en français).

Médecins Sans Frontières poursuivra la distribution d'une aide d'urgence en Bosnie depuis ses bases logistiques situées en ex-Yougoslavie. En cela, MSF ne suit pas l'appel lancé ce mercredi par le Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies d'arrêter toute opération humanitaire en Bosnie.

Sans pour autant se distancier du bien-fondé de cet appel, qui fait référence au non-respect total des droits de l'homme par les différentes parties en conflit, Médecins Sans Frontières estime qu'une aide massive en faveur de la population civile bosniaque s'avère plus que jamais nécessaire.

Ce sont surtout les habitants des villes encerclées en Bosnie du nord et en Bosnie centrale qui souffrent du blocus qui leur est imposé par les forces serbes, croates et musulmanes. Les villes de Tuzla et Srebrenica notamment se voient privées d'un approvisionnement régulier en nourriture, médicaments élémentaires et carburant depuis plusieurs mois déjà.

Ces deux dernières semaines, la section belge de MSF est parvenue à acheminer 400 tonnes de matériel de première nécessité (nourriture, couvertures...) vers des entrepôts de Zenica (Bosnie centrale). De Zenica, le matériel est distribué auprès des populations réfugiées et déplacées bosniaques. Aujourd'hui encore un convoi de 80 tonnes d'aide d'urgence atteindra la population de Tuzla, ville bosniaque encerclée par les Serbes.

I. ENTRER DANS L'ENCLAVE ET Y OUVRIR UNE MISSION

Fin février 1993, alors que les forces bosno-serbes lancent une nouvelle offensive, une équipe exploratoire de MSF Belgique tente de nouveau d'obtenir des autorités serbes de Bosnie l'autorisation de se rendre à Srebrenica. À plusieurs reprises, elle est bloquée par les forces bosno-serbes qui lui confisquent son matériel médical. De son côté, le général Morillon, commandant de la Force de protection des Nations unies (Forpronu) chargée en particulier de protéger les convois d'aide humanitaire du HCR, se dirige vers cette enclave, à la tête d'un convoi qui se retrouve lui aussi bloqué à plusieurs reprises par les forces bosno-serbes. Après une courte visite dans l'enclave de Cerska, il affirme n'avoir vu « aucune trace de massacres ».



« Alors que le général Morillon affirme n'avoir vu "aucune trace de massacres", les organisations humanitaires font état d'une situation dramatique en Bosnie orientale », **Le Monde** (France), 9 mars 1993 (en français).

Extrait :

L'ONU devait entreprendre, à partir du mardi 9 mars, une mission de secours vers l'enclave musulmane de Srebrenica, assiégée par les forces serbes, pour tenter d'évacuer des centaines de blessés et d'y acheminer des vivres. Les déclarations du général Philippe Morillon, commandant des troupes de l'ONU en Bosnie-Herzégovine, qui a affirmé, samedi, n'avoir vu « aucune trace de massacres » lors de sa courte visite à Cerska, vide de ses habitants, sont contredites par des informations du HCR et de radioamateurs qui font état d'une situation dramatique en Bosnie orientale.

Après une dizaine de jours d'attente et de négociations, l'équipe MSF décide finalement de se joindre au convoi de la Forpronu. Le 11 mars 1993, celui-ci est autorisé par les forces bosno-serbes à entrer dans Srebrenica. MSF Belgique l'annonce dans un communiqué de presse.



« Ex-Yougoslavie - Les convois passent enfin », **Communiqué de presse** MSF Belgique, 11 mars 1993 (en français).

Selon les dernières informations recueillies sur place, des convois humanitaires du HCR et de la Forpronu, accompagnés par des équipes de MSF Belgique, ont finalement obtenu l'autorisation de se diriger vers la poche musulmane de Srebrenica et la ville de Konjevic Polje, situées au nord-est de la Bosnie.

Une équipe de MSF se trouve depuis 13 h 00 UTC à Srebrenica pour y administrer les premiers secours aux habitants assiégés et à la population réfugiée dans la ville. Aux postes de contrôle serbes, l'équipe a néanmoins dû laisser une grande partie du matériel médical et des médicaments prévus pour cette opération de secours.

Ce midi par ailleurs, deux MSF Belgique ont atteint la ville de Konjevic Polje où ils essaient à leur tour de mettre sur pied une opération de secours.



On était en pleine offensive des forces serbes et proserbes dans la région. Depuis une dizaine de jours, on essayait d'entrer dans Srebrenica. On était bloqués dans une petite ville, de l'autre côté des ponts qui donnent sur la Drina. Tous les matins, on essayait d'aller négocier avec les Serbes et voir comment on pouvait entrer. Et puis Morillon est arrivé, il a dit : « Bon, moi je rentrerai dans Srebrenica coûte que coûte ! ». On était dans un hôtel dont l'ambiance était très particulière. Le soir, y venaient dîner les forces de l'ONU, le HCR, les agences humanitaires, mais aussi les milices serbes. Tous ces gens se côtoyaient dans cet hôtel. Et donc, chaque soir, on essayait de sympathiser pour négocier l'entrée dans Srebrenica le lendemain. Au bout d'une dizaine de jours, on est parvenus à rentrer, en prenant des risques considérables. En effet, les Serbes nous ont envoyés sur des petits chemins de montagne enneigés en prétendant que les ponts de la route normale avaient été minés. On a fini par arriver dans le no man's land entre les forces proserbes et les forces bosniaques vers cinq heures du soir. Il faisait déjà sombre. Dans le convoi, il y avait un petit char dans lequel se trouvait Morillon, une voiture MSF, une voiture HCR, une voiture de militaires des Nations unies dans laquelle se trouvaient des Américains avec du matériel satellite et un camion belge de la Forpronu qui transportait du sucre et des médicaments. Plusieurs véhicules ont été bloqués par la neige. J'étais à pied pour pousser le véhicule MSF et je me suis fait dépasser par le camion belge. Ils avançaient sans s'arrêter pour ne pas rester bloqués et je devais monter sur leur marchepied. Mais comme j'étais trop lourd à cause de mon gilet pare-balles, j'ai laissé passer le camion. Dix mètres plus loin, ce camion a explosé sur une mine antichar. Et le marchepied sur lequel je devais me trouver s'est totalement volatilisé : c'était cette roue-là qui avait roulé sur la mine antichar ! Éric Dachy, qui était dans un véhicule qui était déjà passé, est arrivé avec la valise d'urgence en pensant qu'il allait me retrouver en morceaux ! Les militaires belges n'ont pas été touchés parce que c'étaient les seuls camions de la Forpronu tapissés de feuilles de kevlar. Nous avons continué à pied et rejoint le char de Morillon qui, lui, avait filé tranquillement, sans nous attendre. Ils nous ont embarqués. Puis, en pleine nuit, nous avons rencontré des partisans bosniaques... Tout ce chemin était assez impressionnant.

Dr Georges Dallemagne, MSF Belgique, directeur des opérations, interviewé en 2000, (en français).



Quand Georges Dallemagne s'est joint au convoi avec Morillon, on a tous trouvé cela génial. Puis quand le général est parti, les MSF sont restés et cela a débouché sur une mission. Cela n'a pas seulement été un coup, mais un vrai démarrage. Donc on était

à fond derrière eux. D'une certaine manière on était jaloux, car c'est quelque chose qu'on aurait aimé faire nous-mêmes. C'était bien joué, on était fiers de nos copains belges.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration, 1982-1994; directeur d'études à la Fondation MSF France/CRASH, interviewé en 2015, (en français)

En arrivant dans l'enclave, dans la nuit du 11 au 12 mars 1993, l'équipe MSF découvre que des dizaines de ses habitants y meurent chaque jour, faute de nourriture et de soins. Les nombreux blessés causés par les bombardements affluent à l'hôpital.



« Un début d'aide humanitaire pour l'enclave de Srebrenica », **Le Soir** (Belgique), 12 mars 1993 (en français).

Extrait :

Une équipe de Médecins Sans Frontières a pu parvenir, hier, dans l'enclave musulmane de Srebrenica mais a dû abandonner « la majeure partie » des médicaments et du matériel médical qu'elle transportait à des postes de contrôle serbes, selon un communiqué diffusé par l'Organisation à Bruxelles.

L'arrivée de l'équipe MSF indique qu'un convoi de l'ONU qui se rend dans cette même enclave pourrait traverser les lignes serbes. Ce serait le premier à y parvenir depuis le 10 décembre, bien que la ville assiégée ait reçu de l'aide grâce aux parachutages américains.

Le convoi transportant 80 tonnes d'aide, parti de Belgrade, a franchi la frontière dans l'après-midi. C'est le général Morillon lui-même, commandant de la Forpronu en Bosnie, qui a obtenu des autorités serbes à Zvornik le passage de deux convois légers, le premier qu'il dirige lui-même pour l'enclave musulmane de Srebrenica, le second pour évacuer des blessés de l'enclave voisine, elle aussi assiégée, de Konjevic Polje.



Je garderai toujours un souvenir terrible de cette ville. Il y avait essentiellement des femmes et des enfants qui arrivaient dans la nuit, fuyant les bombardements des villages avoisinants. Ils arrivaient en pyjama, en chandail, pieds nus parfois. Ils avaient eu juste le temps de se sauver de leur maison. On entendait des cris, des pleurs. Des blessés étaient amenés dans des brouettes. Il faisait un froid épouvantable et pour tout combustible, ils brûlaient au coin des rues des boîtes de Coca. Il y avait des petits feux comme ça dans la nuit, et des milliers et des milliers de personnes dans cette ville. On est allés à l'hôpital. La situation y était complètement dantesque, un cauchemar total avec des gens ensanglantés partout. Le personnel de l'hôpital était dépassé par les événements. Il y avait deux petites filles avec les jambes brisées, par terre, geignant, et je suis allé chercher Morillon en lui disant : « Venez voir la guerre ». Je me souviendrai toujours que Morillon est arrivé jusqu'à l'hôpital, il a fait un petit speech et puis il s'est tourné. Il a été incapable d'aller voir ces enfants baignant dans leur sang, finalement incapable de « voir la guerre. » La plupart de ces gens sont morts parce qu'il n'y avait pas de quoi les soigner. Éric [Dachy] et moi, nous sommes médecins, mais pas chirurgiens. On a quand même essayé d'opérer, de traiter, de faire des trans-

fusions en donnant notre sang, etc. On a peut-être sauvé une ou deux personnes... C'était une mission exploratoire, on ne savait pas qu'on pourrait passer ni ce qu'on allait trouver.

Dr Georges Dallemagne, MSF Belgique, directeur des opérations, interviewé en 2000, opérations (en français)

Le 12 mars 1993, les habitants de Srebrenica refusent de laisser l'équipe MSF quitter l'enclave. Ils perçoivent sa présence comme une garantie potentielle contre une exacerbation de la violence. Avec le même espoir, ils retiennent également le général Morillon et son équipe. Le 13 mars, du balcon du bâtiment de la poste, celui-ci s'adresse à eux : « Ne soyez pas inquiets. Je reste avec vous. » Il demande la fin de l'offensive serbe, l'application des cessez-le-feu, l'établissement de corridors humanitaires vers Srebrenica et le déploiement d'observateurs des Nations unies.

V1 



« Un commandant des Nations unies dément avoir été retenu en otage dans une ville bosniaque », **Reuters** (Royaume-Uni), 13 mars 1993 (en anglais).

Extrait :

Dans un message radio émis depuis Srebrenica, une ville de l'est de la Bosnie qui subit un siège des forces bosno-serbes depuis onze mois, le général Philippe Morillon a démenti une déclaration faite plus tôt par le porte-parole du Haut-Commissariat pour les réfugiés affirmant qu'il avait été empêché de quitter la ville.

Le général Morillon a demandé la fin immédiate de l'offensive serbe dans la région et l'ouverture de corridors humanitaires pour les enclaves musulmanes.

Il s'est adressé par radio-transmission depuis Srebrenica, où il s'était rendu jeudi. Son message a été récupéré par des opérateurs radioamateurs de Sarajevo puis relayé par la radio bosniaque. [...]

Le porte-parole du HCR avait déclaré plus tôt que les forces musulmanes de Srebrenica refusaient de laisser le général. Morillon quitter la ville tant qu'un convoi des Nations unies n'était pas autorisé à entrer dans l'enclave.

Le convoi est en ce moment bloqué à la frontière serbe par les Serbes de Bosnie qui refusent de l'autoriser à rentrer en Bosnie.



« Texte d'un général des Nations unies depuis la ville assiégée de Srebrenica », **Reuters** (Royaume-Uni), 13 mars 1993 (en anglais).

Extrait :

Le général Morillon s'exprime depuis Srebrenica.

« Quand j'ai été nommé commandant des forces en Bosnie-Herzégovine, j'ai décidé de m'installer à Sarajevo parce que c'était l'endroit où la population était le plus en danger. Je m'y suis installé pour des raisons symboliques et pour réduire ce danger.

La semaine dernière, il est devenu clair que les Serbes de Bosnie n'arrêteraient pas leur offensive en Bosnie orientale, non pas tant qu'ils aient besoin de se saisir de ces territoires mais parce qu'ils avaient été scandalisés par la découverte de fosses communes à Kamenica.

J'ai essayé de leur faire comprendre que justice serait rendue pour tous les crimes de guerre une fois que les combats auront cessé et la paix serait rétablie. Mais ils n'ont pas voulu écouter et ont décidé de se faire justice eux-mêmes.

Pleinement conscient qu'une tragédie allait s'abattre sur Srebrenica, je suis délibérément venu ici, et j'ai décidé de rester ici, à Srebrenica, pour calmer les angoisses de la population et la sauver, ou essayer de la sauver.

Je demande premièrement la fin immédiate de l'offensive serbe comme elle me l'avait été promise à Pale.

Deuxièmement, la mise en œuvre immédiate et complète de tous les cessez-le-feu qui ont été convenus.

Troisièmement, le déploiement immédiat et permanent des observateurs militaires nécessaires.

Quatrièmement, l'ouverture d'un corridor terrestre entre Srebrenica, Bratunac, Konjevic Polje et Zvornik. Les ingénieurs de la Forpronu répareront le pont entre Srebrenica et Bratunac.

Cinquièmement, l'ouverture d'un corridor aérien pour Srebrenica afin d'évacuer les centaines de blessés graves.

Sixièmement, la libération des convois pour Srebrenica, qui sont en ce moment bloqués à Zvornik.

À la population de Srebrenica, je dis : (longue pause puis la même voix dans un serbo-croate hésitant) n'ayez pas peur, je resterai avec vous. »



Nous avons dit aux Bosno-Serbes que nous revenions le lendemain. Mais quand, le lendemain, nous avons voulu repartir, la population a dit : « Non, vous restez là ! » En tant que médecins, on circulait assez facilement dans cette enclave, on était bien accueillis. Les gens partageaient avec nous le peu qu'ils avaient encore à manger. Les militaires qui nous avaient accompagnés restaient entre eux. Ils ont eu très peur d'être pris en otage. Vers 2 ou 3 heures du matin, Morillon nous a réveillés et nous a dit : « Je pars. Mon chef de camp va s'occuper de la suite des opérations. » Il a traîné toute la nuit dans l'enclave et puis, évidemment, il n'a jamais pu en sortir et il est revenu. Le lendemain, en se réveillant vers midi après sa petite fugue, il avait changé d'avis et de stratégie, et il a annoncé : « Je resterai à Srebrenica, je vais en faire mon quartier général et je protégerai cette enclave. » C'est à ce moment-là que s'est installée cette protection officielle de l'ONU et donc cette immense responsabilité de la communauté internationale par rapport à l'avenir, au destin de l'enclave. Nous, nous sommes restés encore une journée à aider à l'hôpital, puis nous sommes repartis. De toute façon, nous n'étions pas les bonnes personnes. Il fallait une équipe chirurgicale avec des moyens, une grosse équipe MSF pour reprendre en main l'hôpital.

Dr Georges Dallemagne, MSF Belgique, directeur des opérations, interviewé en juillet 2000, (en français).

L'équipe exploratoire de MSF quitte Srebrenica le 14 mars 1993. Dès son retour à Bruxelles, elle témoigne auprès des médias de la situation dramatique qui règne dans l'enclave et de l'enjeu que représente la démarche du général Morillon. Le 16 mars, une conférence de presse est organisée.



« Morillon joue sa dernière carte pour les enclaves musulmanes », **AFP** (France), 15 mars 1993 (en anglais).

Extrait :

Le drapeau de l'ONU flotte enfin au-dessus de l'enclave musulmane assiégée de Srebrenica grâce à la courageuse posture du commandant des forces de maintien de la paix de l'ONU en Bosnie-Herzégovine, le général Philippe Morillon.

Mais beaucoup, sur place, pensent que le geste de Morillon, en promettant de rester dans la ville pour mettre un terme aux tentatives continues des Bosno-Serbes de s'en emparer, ne suffira pas à en empêcher la chute.

« Le général Morillon joue une de ses dernières cartes, peut-être sa plus forte, pour sauver la ville » a déclaré Georges Dallemagne, un médecin de l'organisation Médecins Sans Frontières qui a quitté Srebrenica dimanche.



« Un témoignage terrifiant sur le calvaire bosniaque », Edouard Van Velthem, **Le Soir** (Belgique), 16 mars 1993 (en français).

Extrait :

La voix est basse, fatiguée. De retour, via Belgrade, d'un voyage de quatre jours dans l'enclave assiégée de Srebrenica, à l'est de la Bosnie-Herzégovine, le Dr Georges Dallemagne, directeur des opérations de Médecins Sans Frontières - Belgique, demeure sous le choc de la réalité endurée. Et son témoignage est édifiant : c'est une ville à moitié détruite et délibérément affamée que la délégation mixte de l'ONU et de MSF a atteinte dès vendredi dernier. Avec, dans le convoi, en plus du véhicule de l'Organisation, le véhicule du commandant de la Forpronu en Bosnie, le général Philippe Morillon — toujours sur place —, une voiture du Haut-Commissariat pour les réfugiés, un camion de matériel médical et un blindé léger.

« Il y a encore quelque 30 000 personnes sur place, dont la moitié de réfugiés venus de Konjevic Polje. Beaucoup d'entre elles n'avaient plus mangé depuis cinq ou six jours, d'autres se nourrissent de baies ou de glands ramassés dans la forêt. La plupart n'ont plus de toit, alors elles restent dehors dans le vent glacial. Des enfants meurent ainsi de froid toutes les nuits. Mais l'afflux des errants ne tarit pas pour autant : il en arrive chaque jour, par les montagnes environnantes, après sept ou huit heures de marche dans la neige. Ils n'ont plus que les vêtements qu'ils portent comme bagage. Quand ils ne sont pas nu-pieds... [...]

L'hôpital ? Avec une capacité maximale de 96 lits, il accueille 150 blessés, dont trois quarts d'hommes. Et 80 % des blessures sont le fait des bombardements, des éclats d'obus notamment. Sans parler des victimes qui s'entassent dans les maisons individuelles environnantes. Les cinq médecins qui travaillent là sont épuisés, sans moyens. Les opérations se font à la lampe de poche, les stérilisations sans électricité. Les hôpitaux que j'ai visités en Afrique sont souvent en meilleur état.

Dans ce contexte de survie précaire, les parachutages américains ne sont bien sûr qu'un palliatif insuffisant : contrairement à ce qui a été affirmé au début, les largages sont désormais très précis. Les colis tombent à deux ou trois kilomètres de la ville au maximum. Mais seuls les plus costauds parviennent à les récupérer. [...] Il y a des émeutes, les gens se battent entre eux pour une ration. [...]

Partie avec toutes les autorisations nécessaires pour forcer les différents barrages, l'expédition qu'accompagnait le Dr Dallemagne a de surcroît dû composer avec les circonstances contraires : les contrôles multiples et tatillons des milices serbes, un pont en ruines sur la voie principale, l'obligation d'emprunter des routes de montagne étroites

et verglacées, l'accueil en demi-teinte enfin de la population musulmane. [...] Et, au moment du départ, redoutant d'être exterminée dès que nous aurions le dos tourné, elle nous a empêchés de partir. Il y a eu un moment de forte tension et, disons le mot, nous étions retenus contre notre gré. Mais le général Morillon a inversé la tendance : il a fait une déclaration, hissé solennellement les couleurs de l'ONU et promis de rester sur place jusqu'à ce que tous les blessés, et pas seulement les femmes et les enfants - car les hommes, de 16 à 60 ans, sont considérés comme criminels de guerre potentiels par les Serbes - puissent être évacués. [...] Les gens étaient rassurés. Et nous-mêmes avons pu repartir sans incident le lendemain. Chapeau au général Morillon : il a accompli la seule démarche humainement possible.

Aujourd'hui, l'urgence, pour les "pompiers" de MSF, c'est de mettre en place, à Srebrenica, une équipe chirurgicale avec tout le matériel nécessaire. [...]

Mais les autorisations tardent à venir, les promesses sont reniées et la situation reste bloquée. [...] Même si un fragile espoir est intervenu hier soir en faveur des blessés et des réfugiés de Srebrenica : les chefs d'état-major serbe et bosniaque, le général Mladic et le commandant Halilevic, ont cédé aux insistances de Philippe Morillon, autorisant, ce mardi, le passage du convoi de secours des Nations unies en s'engageant à respecter un cessez-le-feu temporaire. [...] Ce qui est insupportable, c'est que pendant des semaines les chefs militaires locaux nous mènent en bateau. Le feu vert que nous recevons à Belgrade passe aussitôt au rouge à Pale, fief des Serbes de Bosnie. »



À notre retour à Bruxelles, nous avons organisé une conférence de presse qui a eu un retentissement énorme parce qu'il y avait très peu de personnes qui étaient revenues de Srebrenica, et très peu qui avaient témoigné. Mon témoignage était assez brutal, parce que j'ai raconté tout ce que j'avais vu. J'avais été très choqué et je pense que mon témoignage a contribué à alerter l'opinion sur ce qui se passait dans Srebrenica. Et peut-être à arrêter momentanément l'offensive qui était en cours et stabiliser, à ce moment-là, les lignes de front. Jusqu'à quel point... je n'en sais rien !

Dr Georges Dallemagne, MSF Belgique, directeur des opérations, interviewé en juillet 2000, (en français).

Le 19 mars 1993, le général Morillon obtient l'autorisation de faire entrer un nouveau convoi d'approvisionnement des Nations unies à Srebrenica. Il déclare à la chaîne de télévision française France 3 qu'il restera dans l'enclave jusqu'à ce qu'un nombre suffisant d'observateurs soient déployés. Le lendemain, 100 blessés sont évacués de l'enclave par les Nations unies.



« Morillon promet de rester à Srebrenica jusqu'à l'arrivée des observateurs de l'ONU », **AFP** (France), 19 mars 1993 (en anglais).

Extrait :

« Je ne partirai pas d'ici tant qu'un nombre suffisant d'observateurs n'aura pas été déployé » a déclaré le général Morillon dans une interview par radio avec France 3 télévision. Lui qui avait réussi à faire passer le premier convoi d'aide de l'ONU pour Srebrenica depuis 3 mois, après 9 jours de résistance de la part des forces bosno-serbes,

a déclaré que les camions repartiraient dimanche « pour évacuer les premiers blessés » ainsi que des femmes et des enfants. [...]

« Nous avons déchargé toute l'aide humanitaire dans des entrepôts et elle a commencé à être distribuée », a-t-il dit à une chaîne de télévision française.

Il explique être allé à Mali Zvornik, où le convoi attendait, vendredi matin, pour mettre les camions en route, ajoutant « que c'est une bonne chose, autrement je ne pense pas que quoi que ce soit se serait passé. »

Il avait déclaré plus tôt à l'AFP, par radio avec Zagreb, qu'il avait été accueilli avec joie à son retour dans l'enclave à la tête du convoi vendredi après-midi.

« Ils étaient terriblement heureux, les gens pleuraient de joie ».

Les radioamateurs de Sarajevo citent également le général Morillon disant « qu'après leur avoir apporté l'espoir, nous leur avons apporté la vie. C'était émouvant. Pour ceux qui ont assisté à ça, ce sont des scènes inoubliables. »

Il a annoncé qu'un autre convoi d'aide arrivera à Srebrenica la semaine prochaine et qu'il espère mettre en place une série de convois à raison d'un par semaine.

La démarche du général Morillon est saluée par l'opinion publique et les médias occidentaux. Le président du conseil d'administration de MSF France, Rony Brauman, est l'un des rares à en pointer publiquement les limites et les effets pervers.



« Images délai », *Le Monde* (France), 19 mars 1993 (en français).

Extrait :

On retrouva le général au début de « La marche du siècle ». Cavada : « Ne quittez pas, général, je vous passe Bernard Kouchner¹, et aussi M. Mendiluce, envoyé spécial dans l'ex-Yougoslavie du Haut-Commissariat pour les réfugiés. » « Nous sommes prêts à vous rejoindre », lui lança Kouchner, admiratif. En échange, le général, là-bas, au milieu de la neige, de la boue et de la mort, se fendit de quelques gentilleses à destination de Bernard Kouchner.

Faut-il regretter que le général soit avec nous en duplex quasi permanent, au bout de ce poste de radioamateur qui le relie au monde ? Qu'il ait ainsi mis le doigt dans la moulinette qui transforme tout, le tragique et le sublime, en vague divertissement indifférencié ? Ainsi le feuilleton du convoi à destination de Srebrenica. Passera, ne passera pas ? Réponse demain, peut-être. Président de Médecins Sans Frontières, Rony Brauman, chez Cavada, manifesta d'honorables réticences face à l'humanitaire-spectacle. « C'est la mort des enfants, qui est indécente », lui répliqua Bernard Kouchner, avec, pour lui, la force brutale de l'évidence. Si l'on n'entendait pas le général Morillon chaque soir, ne l'aurait-on déjà oublié ? N'aurait-il pas été enseveli sous le flot quotidien, le terrorisme en Algérie, la dernière gaffe de Rocard ? La mère dans la neige, avec son bébé, n'aurait-elle pas été chassée par cette autre mère, femme de marin, défilant dans les rues d'une ville française ? Deux jours de suite d'attention, c'est tant demander !

1. Bernard Kouchner, co-fondateur de Médecins Sans Frontières, a quitté l'association en 1979. En 1993, il était ministre de la Santé et de l'Action humanitaire du gouvernement français.



« Un général au balcon », Rony Brauman, **Le Monde** (France), 3 avril 1993 (en français).

Extrait :

Le général Morillon, qui commande une force dite de « protection », n'a jamais utilisé le moindre détour pour reprocher leur violence à ceux qui se défendent, tandis qu'il a toujours fait preuve d'une grande compréhension pour les attaquants. Lors d'un séjour à Sarajevo, je l'ai entendu reprocher durement à l'armée bosniaque de susciter la colère des Serbes en répliquant aux tirs d'artillerie par d'autres tirs. En somme, voilà des gens qui ont le culot de prétendre résister alors que nous veillons à tout, puisque nous sommes prêts, si leurs ennemis nous y autorisent, à leur apporter à manger jusqu'au bord des fosses communes, jusqu'à l'intérieur des camps de détention. Quant au « Docteur Karadzic », l'un des criminels de guerre les plus en vue de cette région, le voilà crédité, à la seule condition de laisser passer un convoi humanitaire, d'une volonté de paix reconnue par tous et d'une représentativité à portée de main. Si les mots avaient un sens, la « Force de protection des Nations unies » devrait être rebaptisée « Force d'observation de la purification ethnique ».

Daladier ne cachait pas sa honte de Munich, ni Blum sa rage de ne pouvoir intervenir en Espagne. Nous, nous exhibons le courage physique, indéniable, d'un militaire dont c'est tout de même le métier, pour recouvrir d'un manteau de vertu notre constante impuissance et la lâcheté de notre comportement. Un seul geste de bravoure, pourvu qu'il passe à l'écran, et tous nos pitoyables renoncements sont effacés.

Mes réticences face à l'humanitaire-spectacle viennent de là, et de ma conviction que « l'indécence de la mort d'un enfant » ne justifie aucune autre indécence. Quand va-t-on s'apercevoir qu'une fois de plus l'essentiel du carnage était passé lorsque les troupes alliées ont débarqué de la façon que l'on sait à Mogadiscio ? Quand va-t-on se rappeler que, même lorsqu'ils meurent de faim, les Somaliens ne sont pas des animaux à qui l'on peut jeter, sans états d'âme, une pitance salvatrice sous les feux des sunlights ?

Ce que je redoute profondément devant le développement de l'humanitaire-spectacle en Bosnie et en Somalie, c'est que l'humanitaire mécanisé, médiatisé, aseptisé nous rende insidieusement inhumains.



C'était une réponse à Daniel Schneidermann qui, dans sa rubrique « médias » du Monde, s'était lancé dans un dithyrambe sur Morillon. Moi, je trouvais que Morillon était un faiseur et que l'enthousiasme de Schneidermann à son égard était complètement déplacé. Donc je lui ai écrit cette lettre qu'il a publiée, de façon assez élégante. Je ne voulais pas le faire sur le mode « je proteste et j'ai un droit de réponse » parce que je n'avais aucun titre à le faire. Mais MSF était sur place, quand même bien placée pour en parler... Et puis, le côté général héroïque... DAllemagne et les autres étaient dix fois plus gonflés que lui, qui ne risquait rien, car les Bosno-Serbes n'allaient pas descendre un général français. Nos collègues belges et hollandais, ça les a fait plutôt rire que je tape sur Morillon. Il n'était pas tenu en grande estime. J'étais le seul à le dire, mais il n'y a pas eu de réactions.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration, 1982-1994 ; directeur d'étude à la Fondation MSF France/CRASH, interviewé en 2015 (en français)

Le 20 mars 1993, Thierry Pontus, un chirurgien de MSF Belgique, est entré à Srebrenica. Une semaine plus tard, il est rejoint par un anesthésiste, un médecin et un sanitaire. Ils se mettent au travail auprès d'une population terrorisée et dans un état de dénuement total malgré l'arrivée de deux convois d'approvisionnement, les 28 et 30 mars, qui ont ensuite évacué plus de 5 000 femmes et enfants. Thierry Pontus, qui est resté dix jours dans l'enclave bombardée, témoigne dans le quotidien français *Le Monde*.



« Srebrenica, le point au 21 avril 1993 », **Mémo** MSF Belgique (en français).

Extrait :

Un premier chirurgien, Thierry Pontus, est parti et a su rentrer le 21 mars dans la ville en compagnie du général Morillon (qui était, lui aussi, ressorti entre temps), après avoir été en stand-by durant plusieurs jours. Il y a effectué les premières interventions chirurgicales dans l'hôpital totalement démunie des moyens de base (coupures de courant, d'eau, matériel détruit ou en mauvaise condition). Les médicaments apportés par un convoi précédent se sont avérés indispensables.

Pendant quelques jours, il y a travaillé et logé dans ces conditions précaires et sans contact direct avec l'extérieur. Son départ prévu a dû être remis plusieurs fois, faute de moyens pour quitter Srebrenica : d'un côté, les Serbes empêchaient les convois de l'UNHCR avec l'aide de passer, d'un autre côté, les Muslims [Musulmans] de Srebrenica ne voulaient pas que l'UNPROFOR [Forpronu], l'UNHCR et notre représentant MSF partent de peur que les Serbes ne passent à l'attaque massive de la ville. Pendant tout ce temps, les tirs sur la ville ne s'étaient pas arrêtés.

Thierry Pontus a pu sortir de Srebrenica le 29 mars et son témoignage ne laissait pas de doutes : les besoins d'assistance aux habitants de cette ville restaient énormes. Une nouvelle équipe, composée de Martin De Smet (méd[ecin]. gén[éraliste].), Norbert Scholtzen (anesth[ésiste].), Piet Willems (chir[urgien].) et Hans Ullens (log[isticien]-sanit[ation].), fut installée à Srebrenica en [au] début du mois d'avril.

Le cessez-le-feu était à ce moment plus ou moins respecté.

Pendant les trois semaines, un travail d'équipe a permis de remettre l'hôpital dans un état plus ou moins opérationnel, l'approvisionnement en eau fut rétabli, les 5 médecins locaux motivés à continuer le travail. Les conditions de sécurité ont pressé l'équipe de quitter la ville la première semaine d'avril avec ce qui parut alors l'un des derniers convois à encore rentrer dans Srebrenica.

Hans Ullens a décidé de rester pour assister aux évacuations des blessés par hélicoptère vers Tuzla et pour continuer son travail de sanitation. [...]

En ce moment, une équipe composée de Johannes Van Der Bijl (chir[urgien].), Eric Kamp (méd[ecin].gén[éraliste].), et Jos Vrancken (log[isticien].) est en stand-by à Belgrade pour se rendre à Srebrenica avec le premier convoi.

Les besoins restent, malgré les évacuations, énormes. MSF a, en plus, assumé le rôle de représentant symbolique auprès d'une population démunie de tout espoir sur une amélioration de sa condition présente et continuera à être présent pour aussi longtemps que possible.



« Bosnie-Herzégovine - Le témoignage d'un membre de Médecins Sans Frontières - Le calvaire des habitants de Srebrenica », **Le Monde** (France), 1^{er} avril 1993 (en français).

Extrait :

Thierry Pontus est sous le choc. Il cherche ses mots ; il a du mal à exprimer ce qu'il vient de vivre. Membre de Médecins Sans Frontières (MSF), ce chirurgien belge qui a rallié, mardi 30 mars, Belgrade est le premier médecin étranger à avoir passé dix jours dans l'enclave musulmane de Srebrenica. Dix jours pendant lesquels il a tenté de porter secours aux habitants de cette ville de Bosnie orientale coupée du monde depuis 11 mois de guerre.

Entré à Srebrenica dans la Jeep du général Philippe Morillon, alors que ses deux assistants - un anesthésiste et une infirmière - se voyaient refuser le passage par les assiégeants serbes, Thierry Pontus a dû affronter, tout seul, un véritable drame humanitaire. À l'hôpital de Srebrenica, où il a passé la plus grande partie de son séjour, cinq médecins généralistes, sans expérience chirurgicale, luttent jour et nuit depuis des mois pour sauver les blessés et les malades qu'ils opèrent à la lampe de poche dans une salle d'opération « qui n'en est pas une ».

Si le docteur Pontus s'est employé, au début, à leur apprendre les rudiments de la chirurgie, « même pour les amputations, alors qu'ils en ont déjà effectué près de 400 », il explique que le plus grave problème est celui des infections dues à l'absence de moyens de stérilisation et à l'impossibilité de se laver, puisque l'eau de Srebrenica est sale. La ville, qui comptait 9 000 habitants avant la guerre, a vu arriver des dizaines de milliers de réfugiés des poches musulmanes voisines tombées aux mains des Serbes. Dans l'école de Srebrenica, « grande comme un lycée de chez nous », les réfugiés s'entassaient à 80 ou 100 par classe, dans des conditions sanitaires catastrophiques.

L'une des images les plus tragiques que le médecin garde en mémoire est celle d'un bébé au ventre déchiqueté par un obus et qui est mort dans les bras de l'un des deux « Casques bleus Casques bleus » canadiens, blessés au moment où, mercredi 24 mars, ils assuraient l'évacuation hélicoptérée d'habitants, une opération qui a dû être annulée, les Serbes ayant pris l'aire d'atterrissage pour cible. Autre image : celle de personnes désespérées prenant d'assaut un convoi d'évacuation.

MSF, qui envoie ces jours-ci un nouveau chirurgien, un anesthésiste et un logisticien, entend poursuivre son action à Srebrenica, même si les responsables de l'organisation ne se font guère d'illusions. Les observateurs de l'ONU installés dans l'enclave ont en effet reconnu devant le docteur Pontus qu'« avec le soutien des unités de l'armée régulière [yougoslave] déployées du côté bosniaque, les Serbes peuvent faire sauter le verrou quand ils veulent ». Si la situation venait à se dégrader, « il est à craindre que MSF et la Forpronu soient gardés comme garantie par les Musulmans », souligne le médecin. Pour conclure que, dans tous les cas, « les humanitaires sont très mal à l'aise, car si les femmes et les enfants sont évacués, il ne restera plus que des hommes, et, à ce moment-là, on ne pourra plus rien faire pour sauver la ville ».

Le 28 mars 1993, un nouveau cessez-le-feu est signé. Un convoi humanitaire entre à Srebrenica et évacue 2 400 personnes vers Tuzla. Des observateurs militaires de l'ONU sont déployés dans l'enclave. Le général Morillon assure que Srebrenica est sauvée, tandis que des responsables militaires bosno-serbes l'accusent de s'être rendu à Srebrenica pour armer et nourrir les Musulmans.



« Malgré la trêve en Bosnie, le pari du général Morillon n'est pas encore gagné », *Le Monde* (France), 31 mars 1993 (en français).

Extrait :

Le convoi arrivé dimanche soir dans la ville assiégée est reparti lundi vers Tuzla, en zone musulmane, en évacuant près de 2 400 personnes, dont plusieurs centaines ont besoin de soins médicaux. Ce convoi, qui devait à l'origine évacuer 900 habitants de Srebrenica, a été littéralement pris d'assaut au moment de son départ par des femmes et des enfants désespérés. [...]

Si les Serbes bosniaques semblent finalement honorer leurs promesses au moment où, comme l'avait constaté vendredi le général Mladic, « les médias ont fait de Srebrenica le centre du monde », l'opération humanitaire en faveur de l'enclave musulmane semble toutefois profondément agacer les Serbes. Tout comme l'attitude du général Morillon, commandant de la Forpronu en Bosnie-Herzégovine, qui leur a quelque peu forcé la main. Après les assurances arrachées lors de négociations ardues, le général Morillon avait déclaré ce week-end : « Srebrenica est sauvée, c'est irréversible. » Son pari semble cependant encore loin d'être gagné.

[...] Si le général français a pu installer dans la ville une vingtaine d'observateurs militaires de l'ONU (en l'occurrence des Canadiens), les forces serbes s'opposent rigoureusement au déploiement dans la poche musulmane de nouveaux observateurs et d'une compagnie d'infanterie de la Forpronu. Le chef du gouvernement indépendantiste serbe de Bosnie-Herzégovine, M. Vladimir Lukic, que le général Morillon avait rencontré dimanche soir à Pale, a fait savoir qu'il n'avait nullement donné son accord, en promettant toutefois une réponse « dans les trois jours ». Cette question, qui s'inscrit dans un plan global de déploiement d'observateurs dans l'ensemble des territoires de la Bosnie-Herzégovine, est restée ouverte », a-t-il précisé. M. Lukic a d'autre part insisté sur le fait que les convois humanitaires ne devront être « accompagnés que par une escorte armée minimale ». Quant à la démilitarisation de l'enclave, annoncée comme prochaine par le général Morillon, dimanche, M. Lukic a « démenti » qu'elle ait fait l'objet d'un accord.

Les obstacles au déroulement des opérations humanitaires à Srebrenica et en d'autres points sensibles de la Bosnie-Herzégovine ne sont manifestement pas tous écartés. [...]

Dans un article publié ce week-end par la revue officielle de l'armée yougoslave, *Vojska*, les Serbes de Bosnie s'en prennent à l'action du général Morillon en faveur de Srebrenica pour alimenter la thèse selon laquelle la Forpronu est partielle dans la crise bosniaque. Selon eux, l'officier français a non seulement « abusé » de son mandat, mais aussi trompé le peuple serbe et l'armée serbe bosniaque. Ils affirment que le général Morillon s'est rendu à Srebrenica « pour nourrir et armer les Musulmans » afin de les aider à reprendre l'initiative sur le terrain et peut-être même « à gagner la guerre en Bosnie orientale. »

Le 31 mars 1993, le Conseil de sécurité des Nations unies prolonge le mandat de la Forpronu jusqu'au 30 juin. Le 6 avril, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) annonce vouloir évacuer de 10 000 à 15 000 civils de Srebrenica. Cette initiative est perçue par nombre d'observateurs comme risquant d'encourager le nettoyage ethnique pratiqué par les forces serbes de Bosnie.

Les États-Unis brandissent la menace de la levée de l'embargo sur la livraison d'armes aux Bosniaques musulmans.



« Le HCR veut tenter une grosse opération à Srebrenica - Bosnie : évacuer des milliers de civils ? », Agnès Gorissen, **AFP** (France), **Le Soir** (Belgique), 6 avril 1993 (en français).

Extrait :

Cela représente près d'un tiers de la population actuelle de Srebrenica. À l'origine, la localité ne comptait que 6 500 personnes auxquelles sont venus s'ajouter 20 000 à 30 000 réfugiés, venant principalement de Kamenica, Cerska et Konjevic Polje, des poches tombées aux mains des Serbes, la première en février, les autres en mars. Ce seraient ces réfugiés qu'évacuerait en priorité le HCR. À noter que 5 500 personnes ont déjà quitté l'enclave grâce au HCR. Significatif : le premier convoi de 18 camions, bloqué ce mardi midi par les Serbes à Zvornik, a finalement pu repartir. [...]

En outre, a tenu à préciser le haut-commissaire, Mme Sadako Ogata, une autre « option » est toujours à l'étude : faire de cette enclave une zone sous protection de l'ONU afin d'y acheminer une aide accrue. La Forpronu négocie depuis deux semaines avec les Serbes pour pouvoir envoyer 150 soldats et des observateurs militaires à Srebrenica. [...]

Comme pour faire pression sur les Serbes, le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, a une nouvelle fois évoqué hier une possible levée de l'embargo sur les armes au bénéfice des Bosniaques si les Serbes ne respectent pas le plan de paix de l'ONU. L'Union de l'Europe occidentale (UEO) a elle aussi fait un geste en décidant de renforcer, sur le Danube, les contrôles de l'embargo à l'encontre de la Serbie.



« Assiégée par les Serbes en Bosnie orientale, l'enclave musulmane de Srebrenica va être partiellement évacuée. Sauvetage ou épuration ? », **Le Monde** (France), 7 avril 1993 (en français).

Extrait :

Certes, un représentant du HCR à Sarajevo, John McMillan, a fermement nié que cette organisation spécialisée de l'ONU participe au « nettoyage ethnique ». Certes, chaque départ de camions blancs de Srebrenica a donné lieu à de sanglantes bousculades ayant fait plusieurs morts et donnant une idée de la terreur dans laquelle vivent ces gens promis à un sort épouvantable s'ils restent exposés à un assaut serbe.

Certes, le président bosniaque, Alija Izetbegovic, a fini par donner son « feu vert » à cette évacuation massive.

Reste l'opposition de nombreux Musulmans à une pratique qui, au nom de l'humanisme le plus élémentaire, risque d'offrir, sur un plateau d'argent, une victoire de plus aux forces serbes et de vider une nouvelle région de sa population originelle.

Car ce n'est certainement pas un hasard si les Serbes s'opposent, jusqu'à présent, à l'envoi de « Casques bleus » supplémentaires à Srebrenica ; c'est, en fait, un signe de plus que Belgrade et ses alliés locaux ont toujours la ferme intention de réduire cette enclave qui représente un élément de rupture, une sorte d'« anomalie », dans les territoires qu'ils ont conquis.

Or, une fois évacuées les personnes clairement identifiées comme n'étant pas des combattants - blessés, malades, femmes, enfants et vieillards - il ne restera plus, sur place, que des hommes valides, en âge de porter les armes, qui seront donc vite assimilés à des combattants. Et la guerre, à laquelle la communauté internationale ne veut pas se mêler, pourra reprendre ses droits. Étant donné le déséquilibre des forces, on peut aisément prévoir le sort de Srebrenica.

Et même si John McMillan avait raison, si l'ONU ne se prêtait pas à des pratiques condamnables, cette évacuation est un nouveau constat d'échec à mettre au débit des

Nations unies. L'Organisation agit, en l'occurrence, comme si elle avait renoncé à défendre Srebrenica, comme si elle avait définitivement décidé de ne pas entraver l'avance des Serbes. Dans ce cas, elle avait effectivement le devoir de sauver le plus de vies humaines possible.

Le 7 avril 1993, MSF demande publiquement un renforcement des équipes de secours internationales dans Srebrenica assiégée, pour répondre aux besoins de la population, mais aussi pour éviter des exactions de grande ampleur en cas de prise de la ville.



« Médecins Sans Frontières demande un renforcement de la présence internationale dans Srebrenica assiégée », **Communiqué de presse MSF**, 7 avril 1993 (en français).

Médecins Sans Frontières lance un appel pour un renforcement de la présence internationale afin de venir en aide à la population de Srebrenica. Le personnel des organisations internationales est aujourd'hui en nombre insuffisant et ne dispose pas des moyens nécessaires pour répondre aux besoins de la population.

Seuls un représentant du Haut-Commissariat pour les réfugiés, cinq observateurs des Nations unies, sept membres de la Forpronu ainsi que deux Médecins Sans Frontières sont présents dans l'enclave assiégée sur le point de tomber.

Une action véritablement efficace n'est possible qu'avec un renforcement des équipes de secours. Cette présence accrue pourrait avoir un effet dissuasif et éviter des exactions de grande ampleur si la ville tombait. Même si les projets d'évacuations aboutissent, 30 000 civils sans défense resteront à la merci des agresseurs.

Le droit humanitaire international, tel qu'il est défini par les Conventions de Genève, prévoit la protection des civils dans les zones de guerre, mais engage également les États signataires à en respecter et à en faire respecter l'application quelles que soient les circonstances.

Médecins Sans Frontières constitue des équipes médicales supplémentaires pour toute nouvelle intervention d'urgence à Srebrenica.

Le 12 avril 1993, les bombardements sur Srebrenica s'intensifient. Une centaine de blessés graves arrivent à l'hôpital. Ils sont pris en charge par le personnel local, soutenu par l'équipe MSF. Le 15 avril, en raison de la violence des bombardements, une partie de cette dernière quitte l'enclave avec un convoi du HCR qui repart à vide. Les autorités bosniaques ont refusé tout départ de réfugiés tant que leurs combattants gravement blessés dans les combats qui les opposent aux forces bosno-serbes ne seraient pas évacués. Les membres du personnel international de MSF témoignent dans les médias de la situation désespérée de la population de l'enclave.



« Le témoignage de Médecins Sans Frontières dans la ville assiégée - Les réfugiés de Srebrenica sont terrorisés », **AFP** (France), **Le Soir** (Belgique), 16 avril 1993 (en français).

Extrait :

Les réfugiés de Srebrenica sont terrorisés, explique sobrement Hans Ullens, responsable dans cette ville de l'équipe de l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières. Contacté jeudi soir par radio de Tuzla, sa voix grésille dans le haut-parleur du radioamateur, qui s'efforce d'améliorer la qualité du son de cette liaison avec l'enclave musulmane de Bosnie orientale assiégée depuis des semaines par les forces serbes bosniaques.

M. Ullens a fait partir jeudi ses trois collègues médecins, deux chirurgiens et un anesthésiste. Pour le moment, la situation est difficile. C'est trop dangereux, précise-t-il en français. Lui, spécialiste du traitement de l'eau potable, a décidé de rester sur place. Ses collègues ont profité du convoi du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), dont les forces serbes bosniaques ont autorisé cinq camions à passer. Ce convoi est reparti à vide, les autorités locales ayant refusé tout départ de réfugiés tant que 500 grands blessés n'auront pas été évacués par hélicoptère. Cinq vieilles personnes seulement ont pu monter dans un camion avec les trois médecins. Elles sont arrivées dans la soirée de jeudi à Tuzla, d'où les médecins de MSF ont gagné Belgrade. Depuis les bombardements de lundi, explique Hans Ullens, nous sommes la plupart du temps dans notre bâtiment. Nous ne pouvons pas sortir, sauf en voiture blindée et pour une courte période. Avant ces bombardements, qui selon l'ONU ont fait 57 morts et une centaine de blessés, tous les réfugiés dormaient dans les rues. Depuis, tous essayent de s'abriter comme ils le peuvent, le plus souvent dans les sous-sols des maisons. La population est terrorisée, souligne-t-il. [...]

Les bombardements sont moins intenses que lundi dernier mais se poursuivent toujours. Les forces serbes bosniaques sont à deux kilomètres environ de la ville et rien a priori ne peut les empêcher de la prendre, reprend le responsable MSF Hans Ullens, dont parfois la voix s'estompe à la radio.

Arrivé depuis trois semaines à Srebrenica, il a constaté la dégradation de la situation des réfugiés. Si la nourriture fournie par le HCR est à peu près suffisante, quoique peu variée, les stocks diminuent. Avant les bombardements de lundi, il y avait assez de médicaments, au point que l'équipe avait demandé vendredi que l'on cesse d'en envoyer. Depuis, les stocks ont été largement entamés.

Le 16 avril 1993, la résolution 819 de l'ONU exige que Srebrenica soit traitée comme une zone de sécurité et demande l'accroissement immédiat de la présence de la Forpronu dans l'enclave. Le 17 avril, un accord de cessez-le-feu et de démilitarisation de Srebrenica est signé ; il prévoit que toutes les unités militaires, à l'exception de la Forpronu, quittent la ville à la fin de cette opération. Pour de nombreux analystes, cela revient *de facto* à une reddition organisée des forces musulmanes. Le 18 avril la résolution 820 renforce l'embargo contre la Serbie. V2



« Les Casques bleus arrivent trop tard ? Le calvaire de Srebrenica met l'ONU au pied du mur, qui isole un peu plus Belgrade », Edouard Van Velthem, **AFP** (France), **Belga, Le Soir** (Belgique), 19 avril 1993 (en français).

Extrait :

Une course contre la montre. Alors que l'essentiel est déjà acquis par les armes. Hier, à Srebrenica, la communauté internationale a commencé de mettre en place une aide humanitaire d'urgence avec la « bénédiction » des miliciens serbes repus : évacuation par hélicoptères des premiers grands blessés vers Tuzla, convoi alimentaire d'une vingtaine de camions du Haut-Commissariat pour les réfugiés dont l'arrivée dans l'enclave est prévue pour aujourd'hui, et déploiement de 150 Casques bleus canadiens pour obtenir, dans les trois jours, la démilitarisation de la ville et sa mise sous la protection de l'ONU. [...]

Tout peut encore se produire dans une situation aussi confuse où des chefs de guerre souvent incontrôlés n'écoutent que d'une oreille distraite les ordres de leurs supérieurs. Ensuite, et surtout, parce que les Serbes, même sans entrer effectivement dans le centre de la cité, ont déjà atteint l'essentiel de leurs objectifs : élargir leur « couloir de sécurité » et parachever la purification ethnique.

Radovan Karadzic lui-même n'appelait-il pas de ses vœux l'interposition de la Forpronu sur toutes les lignes de front ? À Srebrenica, c'est chose faite. Et le chef militaire des Serbes de Bosnie, le général Mladic, a tout lieu aussi d'être satisfait : en vertu du cessez-le-feu conclu sous l'égide du général Morillon, les Casques bleus doivent récupérer toutes les armes des combattants musulmans, vaincus par la puissance de feu adverse. [...] Une chose, en tout cas, est sûre : le calvaire de Srebrenica marque un tournant dans la guerre de Bosnie-Herzégovine. Pour les belligérants, comme pour la communauté internationale. La réunion d'urgence du Conseil de sécurité, ce week-end, l'adoption d'une résolution sur le renforcement de l'embargo contre Belgrade, qui conduit à un isolement de la Serbie plus important encore que celui décrété contre l'Irak, ne doit pas faire illusion. Il faudra bien plus pour prétendre influencer sur le conflit.

Le 25 avril 1993, profitant de la médiatisation de la visite éclair d'une délégation des Nations unies dans l'enclave, MSF rappelle à la presse que Srebrenica est en train de devenir une « bombe sanitaire ».



« Une délégation de l'ONU se rend à Srebrenica, 161 blessés sont évacués », **AFP** (France), 25 avril 1993 (en anglais).

Extrait :

La mission de l'ONU a passé la journée du dimanche à inspecter et à parler aux habitants de Srebrenica, une ville à majorité musulmane qui accueille 30 000 réfugiés supplémentaires depuis l'offensive lancée par les combattants bosno-serbes l'an dernier. Mais un an de combats et la surpopulation ont leur coût : des médecins étrangers rapportent que la santé de la population se détériore rapidement.

L'eau est sale, rare et à peine potable. Chaque personne est rationnée à trois litres d'eau par jour au lieu des 20 litres requis quotidiennement pour éviter une épidémie selon ces médecins. Le docteur Jacques de Milliano de la branche néerlandaise de Médecins Sans Frontières a déclaré que « Srebrenica est devenue une bombe sanitaire ».

Il a ajouté que le manque d'eau est un facteur expliquant la propagation des diarrhées, spécialement chez les enfants et que la maladie peut devenir fatale en 48 heures si elle n'est pas prise en charge. Cependant, à sa connaissance, personne n'en est encore mort, pour le moment.

Le 5 mai 1993, malgré les menaces d'intervention militaire internationale, les membres du « Parlement » des Serbes de Bosnie rejettent le plan de paix Vance-Owen, pourtant signé par leur leader, Radovan Karadzic, trois jours plus tôt.



« Après le nouveau rejet du plan de paix et l'annonce d'un référendum, Washington préconise "des actions plus dures" contre les Serbes de Bosnie », **Le Monde** (France), 7 mai 1993 (en français).

Extrait :

Après dix-sept heures de négociations dramatiques, le « Parlement » des Serbes de Bosnie, réuni mercredi 5 mai à Pale, a refusé de ratifier le plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine. [...]

M. Karadzic a justifié la décision de son « Parlement » en accusant la communauté internationale d'avoir « placé les Serbes de Bosnie dans une situation désespérée à laquelle ils ne peuvent répondre que par des décisions désespérées ». Il a mis en garde contre les « risques d'un chaos général en cas d'intervention militaire étrangère. » [...]

Expliquant à son tour que les Serbes ne pouvaient pas entrer en guerre contre la communauté internationale, le président yougoslave, Dobrica Cosic, a déclaré que « les conditions offertes ne sont pas idéales, elles sont même douloureuses, mais elles permettent d'obtenir en temps de paix ce qui n'a pas été obtenu dans les tranchées ». Il a demandé aux Serbes de Bosnie de « ne pas continuer une guerre à tout prix, jusqu'au suicide ».

Le 6 mai 1993, la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) décrète un embargo économique contre les Serbes de Bosnie afin de les obliger à accepter le plan de paix. Le même jour, la résolution 824 du Conseil de sécurité des Nations unies ajoute les enclaves de Sarajevo, Tuzla, Zepa, Gorazde et Bihac à la liste des « zones de sécurité » sous la protection de la Forpronu. Le 8 mai, un accord de cessez-le-feu prévoit le déploiement des forces de l'ONU à la place des combattants. À Srebrenica, la zone démilitarisée est élargie.



« Le Conseil de sécurité décrète "zones de sécurité" cinq nouvelles villes bosniaques », **Le Monde** (France), 8 mai 1993 (en français).

Extrait :

Cette résolution autorise le renforcement de la Forpronu en Bosnie par cinquante observateurs militaires, à savoir cinq observateurs pour chaque zone de sécurité. « Cette présence sera purement symbolique, explique un diplomate. Le but est en fait d'accroître le coût politique de l'agression, le message étant que les attaques contre les zones protégées reviennent à des attaques contre l'ONU. »

Les membres occidentaux du Conseil qui s'étaient opposés à l'adoption de ce texte estiment que décréter des « zones de sécurité » sans pouvoir réellement protéger les populations qui y vivent est « assez cynique comme démarche ». Et de citer l'exemple de Srebrenica, déclarée zone protégée depuis trois semaines, qui fait notamment face à d'énormes difficultés d'approvisionnement en eau. Reste la menace de la résolution 824 de prendre « toute mesure supplémentaire », au cas où les parties ne s'y conformeraient pas.



« La guerre dans l'ex-Yougoslavie - Sous les auspices de la Forpronu, un accord général de cessez-le-feu a été conclu entre combattants serbes et musulmans en Bosnie », **Le Monde** (France), 11 mai 1993 (en français).

Extrait :

Signé samedi à Sarajevo, après trente heures de négociations sous les auspices du commandant de la Forpronu en Bosnie, le général Morillon, par les chefs militaires des Serbes et des Musulmans de Bosnie, le nouvel accord de « cessez-le-feu général » est entré en vigueur dimanche à midi et semblait « globalement » respecté lundi au matin. Suivant la résolution 824 du Conseil de sécurité déclarant cinq villes musulmanes « zones de sécurité », l'autre accord prévoit la démilitarisation « bilatérale » des enclaves musulmanes de Srebrenica et Zepa, en Bosnie orientale, ainsi que le déploiement de forces de l'ONU à la place des combattants. À Srebrenica, déjà partiellement « démilitarisée » et où se trouvent trois cent quarante « Casques bleus » canadiens, la zone démilitarisée doit être simplement élargie. [...]

L'accord final autorise les forces musulmanes à quitter les zones démilitarisées avec leurs armes et « ordonne » aux forces serbes de se replier à bonne distance de la ligne de front.

Le 18 mai 1993, lors d'un référendum organisé pour montrer qu'il s'agit bien d'un choix du peuple et non pas seulement des parlementaires, les Serbes de Bosnie rejettent à 96 % le plan de paix Vance-Owen et se prononcent pour l'indépendance de la « République serbe ».



« Après avoir rejeté massivement le plan Vance-Owen, les Serbes de Bosnie se déclarent "ouverts à toute nouvelle initiative" », **Le Monde** (France), 21 mai 1993 (en français).

Extrait :

Ce plan de paix prévoyant le partage de la Bosnie-Herzégovine en dix provinces autonomes a été rejeté par 96 % des électeurs serbes bosniaques. Et c'est à 96 % également qu'ils se sont prononcés en faveur de l'indépendance de la « République serbe », installée sur 70 % du territoire bosniaque. Le taux de participation a été chiffré à 92 %. « La première étape de notre lutte est terminée [...], le peuple serbe a pris sa destinée en main en décidant qu'il ne renoncera jamais à son État. »

Le 4 juin 1993, la résolution 836 du Conseil de sécurité de l'ONU permet à la Forpronu de riposter en cas d'agression contre les six enclaves musulmanes déclarées « zones protégées » et aux États membres d'utiliser la force aérienne pour soutenir la Forpronu.



Résolution 836 (1993) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies à sa 3228^e séance, 4 juin 1993 (en français/en anglais).

Extrait :

Le Conseil de sécurité, [...]

4. Décide d'assurer le plein respect des zones de sécurité mentionnées dans la résolution 824 (1993);

5. Décide d'étendre à cette fin le mandat de la Forpronu afin de lui permettre, dans les zones de sécurité mentionnées dans la résolution 824 (1993), de dissuader les attaques contre les zones de sécurité, de contrôler le cessez-le-feu, de favoriser le retrait des unités militaires ou paramilitaires ne relevant pas du Gouvernement de la République de Bosnie-Herzégovine et d'occuper quelques points essentiels sur le terrain, [...]

9. Autorise la Forpronu, en sus du mandat défini dans les résolutions 770 (1992) du 13 août 1992 et 776 (1992), dans l'accomplissement du mandat défini au paragraphe 5 ci-dessus, pour se défendre, à prendre les mesures nécessaires, y compris en recourant à la force, en riposte à des bombardements par toute partie contre les zones de sécurité, à des incursions armées ou si des obstacles délibérés étaient mis à l'intérieur de ces zones ou dans leurs environs à la liberté de circulation de la Forpronu ou de convois humanitaires protégés;

10. Décide que [...] les États Membres, agissant à titre national ou dans le cadre d'organisations ou d'arrangements régionaux, peuvent prendre, sous l'autorité du Conseil de sécurité et moyennant une étroite coordination avec le secrétaire général et la Forpronu, toutes mesures nécessaires, à l'intérieur et dans les environs des zones de sécurité de la République de Bosnie-Herzégovine, en recourant à la force aérienne, pour soutenir la Forpronu dans l'accomplissement de son mandat défini aux paragraphes 5 et 9 ci-dessus.

Fin juin 1993, Franjo Tudjman et Radovan Karadzic, les leaders croate et bosno-serbe, se mettent d'accord sur un plan de partition de la Bosnie en trois entités ethniques (serbe, croate, musulmane) proposé par l'envoyé spécial de l'ONU Cyrus Vance et le représentant de la Communauté européenne, Lord Owen. Le leader Musulman, Alija Izetbegovic, refuse de l'endosser. De l'avis des observateurs, ce plan consacre la politique d'épuration ethnique menée par le pouvoir bosno-serbe.



« Les missions de l'ONU en ex-Yougoslavie : les dérobades », **Le Monde** (France), 25 septembre 1993 (en français).

Extrait :

L'ONU a servi de lieu où l'on a substitué l'action humanitaire à une action politique défailante. Cette intervention humanitaire a eu pour règle de ne s'exercer qu'avec l'accord de tous les belligérants. La résolution du Conseil de sécurité autorisant le recours

à la force pour garantir l'arrivée des secours aux populations est restée pratiquement lettre morte, et l'on a vu à maintes reprises des miliciens entraver l'acheminement de convois pourtant escortés par des blindés de l'ONU. Cette action humanitaire n'était de surcroît pas neutre politiquement. L'épisode le plus parlant fut à cet égard celui de Srebrenica, en avril 1993, où l'on vit le général Morillon, commandant des « Casques bleus » en Bosnie, sauver la petite enclave musulmane assiégée par les Serbes, moyennant sa reddition et le désarmement des combattants musulmans par les soins de la Forpronu elle-même. Les membres permanents du Conseil de sécurité se sont, d'autre part, déconsidérés, notamment aux yeux des pays non alignés et musulmans, en adoptant une série de résolutions censées démontrer leur fermeté, mais qui ne furent jamais appliquées, ou beaucoup trop tard. En mai 1992, la résolution 757 décrétait contre la Serbie un embargo dont chacun savait bien qu'il ne serait qu'une passoire, et qui le fut jusqu'à la fin avril 1993. À cette date, le Conseil transformait enfin le pseudo-embargo en un blocus beaucoup plus étanche, dont on mesura très vite l'effet sur le régime de Belgrade : on avait perdu un an. En octobre 1992, le Conseil décrétait l'interdiction de survol de la Bosnie par l'aviation serbe, mais sans mesure de rétorsion. Elle fut des centaines de fois violée impunément, jusqu'à ce qu'en mars 1993, sous la pression des Américains, le Conseil chargeât l'OTAN de la faire respecter. Ce premier épisode conflictuel entre Américains et Européens avait fait apparaître une autre ambiguïté de la présence des « Casques bleus » en Bosnie : otages, cible désignée des représailles, ils faisaient obstacle à toute intervention militaire aérienne. Ne souhaitant pas s'engager dans une épreuve de force dans l'ex-Yougoslavie, Européens et Américains (quoi qu'ils en disent) y trouvaient leur compte. La « communauté internationale » y perdait toute crédibilité. Au chapitre des résolutions sans suite, il faut citer encore celles sur les « zones de sécurité » censées protéger Sarajevo et cinq enclaves musulmanes, qui n'entrèrent jamais en vigueur, faute de renforts en « Casques bleus », et celle sur le tribunal international censé juger des criminels de guerre que personne n'arrêtera et avec lesquels la Forpronu continue de négocier sur le terrain. Enfin, l'autre intervention de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie — l'élaboration de plans de paix — laisse pour le moins perplexes. Le plan de Cyrus Vance pour la Croatie, adopté en février 1992 et que 14 000 « Casques bleus » sont supposés faire respecter n'est toujours pas appliqué : les milices serbes de Krajina restent armées jusqu'aux dents et moins disposées que jamais à renoncer à leur combat sécessionniste. En Bosnie, l'ONU a soutenu d'abord un plan dit Vance-Owen qui n'avait pas, loin de là, que des qualités et qui notamment a joué son rôle dans le déclenchement de la deuxième guerre bosniaque : celle qui oppose Croates et Musulmans. Puis, elle y a renoncé devant son rejet par les Serbes de Bosnie. Enfin, elle soutient à présent un projet de règlement Owen-Stoltenberg qui, s'il est accepté, consacrerait l'éclatement de la Bosnie. S'inclinant devant la force, les Nations unies, manquant à l'un des préceptes fondamentaux de leur Charte, acceptent ainsi la désintégration d'un État qu'elles avaient reconnu comme membre en mai 1993.

En avril 1993, la section française de MSF a décidé de proposer à la section belge d'établir une mission conjointe en ex-Yougoslavie et de chercher du personnel médical pour renforcer l'équipe de Srebrenica.

Le 15 mai 1993, dans son rapport moral à l'assemblée générale, le président de MSF France rappelle le malaise de l'organisation face à l'utilisation de l'humanitaire comme alibi à l'inertie politique en Bosnie. Il souligne toutefois que, à Srebrenica, MSF remplit son rôle. Un débat s'ensuit sur la nécessité pour la section française de développer des programmes en ex-Yougoslavie. Dans le communiqué de presse publié à la suite de l'assemblée générale, MSF France réitère ses inquiétudes face à l'utilisation de l'humanitaire en Bosnie pour pallier l'inertie politique.



Compte-rendu de la réunion des opérations, MSF France, 27 avril 1993 (en français).

Extrait :

Yougoslavie : [...]

– Srebrenica : MSF Belgique a trouvé 1 inf[irmier]. et 1 log[isticien]. MSF France trouverait 1 méd[ecin], 1 chir[urgien]. et 1 anesth[ésiste].

Décision :

- 1) proposer à Georges Dallemagne une mission conjointe B/F, coordination de Belgrade sur Tuzla
- 2) chercher rapidement ressources humaines expérimentées



Rapport moral du président du conseil d'administration de MSF France à la XXII^e Assemblée générale de la section française de MSF, 15 mai 1993 (en français).

Extrait :

Tout au long de l'année, nous avons tergiversé sur notre engagement en Bosnie. Ces tergiversations s'expliquent à la fois par la présence importante et efficace des sections hollandaise et belge de MSF, à la fois en Croatie et en Serbie, mais également, il ne faut pas se le cacher, par le malaise que nous éprouvions devant l'utilisation de l'humanitaire en Bosnie. [...] Je veux simplement mentionner qu'en ce moment même, une équipe belge de cinq MSF est à pied d'œuvre à Srebrenica et que d'autres missions sont éventuellement en cours. Si MSF est à Srebrenica, quel que soit le jugement que l'on porte sur l'utilisation de l'humanitaire en Bosnie, il est indiscutable que MSF remplit son rôle, que c'est là notre mission et qu'il faut l'accomplir.



« L'Assemblée générale de Médecins Sans Frontières s'inquiète des difficultés grandissantes d'intervention auprès de certaines populations en détresse et s'indigne de l'usage de l'humanitaire en Bosnie-Herzégovine », **Communiqué de presse** MSF France, 18 mai 1993 (en français).

Extrait :

Les débats de l'Assemblée générale sur les relations entre humanitaire et politique ont mis en évidence l'indignation de tous sur l'usage de l'humanitaire en Bosnie-Herzégovine. Refusant de déclarer hors-la-loi la purification ethnique et son cortège d'atrocités lorsqu'il était encore temps, les États européens se sont en effet contentés de l'accompagner de convois humanitaires. Tout en réaffirmant le caractère indispensable de l'aide en raison

de la dégradation de la situation sur le terrain, l'Assemblée générale de Médecins Sans Frontières a rigoureusement condamné l'habillement humanitaire du renoncement politique en Bosnie.

En juin 1993, un accord est passé entre les sections belge et française qui gèrent désormais en commun les programmes menés dans les enclaves de Srebrenica et Gorazde.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France du 25 juin 1993 (en français).

Extrait :

Ex-Yougoslavie - Marc Gastellu[-Etchegorry] (directeur adjoint des opérations)

Au cours de la dernière Assemblée générale, des discussions sont intervenues sur la question de la nécessité d'intervenir ou non en ex-Yougoslavie. Marc Gastellu[-Etchegorry] s'est donc rendu dans cette région pour constater les actions des sections belges et hollandaises, appréhender les difficultés rencontrées et en dégager des éléments de réflexion. [...]

Dans les enclaves de Gorazde et de Srebrenica, où la ville connaît d'énormes problèmes d'hygiène, une distribution d'eau potable a été mise en place, en même temps qu'un programme chirurgical développé. Outre l'appui médical, ces actions présentent un grand intérêt en termes de présence et de solidarité.

Pour pallier les difficultés de recrutement de personnel rencontrées dans ces missions, MSF France va collaborer avec les Belges. [...]

Marc Gastellu[-Etchegorry] a ressenti la difficulté des équipes à se démarquer de la Forpronu, seuls interlocuteurs. Ce manque de recul les prive selon lui d'une analyse sur les positions locales. Le port permanent du gilet pare-balles lui est également apparu comme une escalade dans les moyens de protection auxquels MSF doit se soumettre. [...]

La présence de MSF à Karlovac permet d'avoir un regard sur l'évolution de la situation. MSF France est ici souvent mal perçue, la confusion avec MDM et sa campagne d'affichage² est courante. À cela s'ajoutent une complexité opérationnelle énorme et un danger réel découlant des témoignages rendus publics³. Tous ces arguments poussent Marc Gastellu[-Etchegorry] à penser que MSF France ne doit pas se rendre dans cette région. Son intervention sur le terrain doit se borner à fournir un appui aux autres sections dans les enclaves de Gorazde et de Srebrenica.

Une dénonciation de quelque partie en présence que ce soit pouvant mettre en danger les équipes sur le terrain, toute prise de position publique se doit d'être un message commun aux trois sections.



Les Belges étaient clairement intéressés pour qu'on y aille, sans doute pour une question de moyens, mais aussi pour nous mettre dans le coup. Ils nous ont ouvert la porte. En Serbie, on n'avait pas grand-chose à faire, j'en étais convaincu. En Croatie, il y aurait sans doute eu des choses à faire, mais ce n'était pas là où un positionnement huma-

2. Dans sa campagne d'affichage, Médecins du Monde comparait le président de la Serbie, Slobodan Milosevic, à Adolf Hitler.

3. En particulier le rapport « Nettoyage ethnique dans la région de Kozarac » publié en décembre 1992.

nitaire avait lieu d'être. En Bosnie, les Hollandais couvraient le terrain et ce n'était pas la peine de dupliquer. Ma conclusion a donc été que le positionnement qu'il nous fallait avoir c'était sur les enclaves. Donc Srebrenica, Gorazde et Zepa. Tout le monde était d'accord là-dessus. C'était typiquement le genre de terrain sur lequel il fallait être, car c'était une situation où on trouvait enfin la possibilité de faire ce que l'on savait faire : des activités médicales et du témoignage.

*Dr Marc Gastellu-Etchegorry, MSF France, directeur adjoint des opérations, 1992-1997
(en français) interviewé en 2015*

En juin 1993, MSF ouvre un bureau à Pale, siège des autorités bosno-serbes, espérant ainsi faciliter les relations avec ces dernières.



Message du coordinateur général de MSF Belgique à Belgrade au coordinateur général de MSF Hollande à Zagreb, 15 juin 1993 (en anglais).

Extrait :

Je sais que l'équipe MSF de Sarajevo a des contacts avec Pale pour les négociations et les distributions. Donc l'idée est la présence d'un officier de liaison, qui est absolument nécessaire pour le travail effectué depuis Belgrade pour la Bosnie serbe et les enclaves musulmanes à Pale, mais qui visiterait aussi d'autres endroits en Bosnie.

Cet officier de liaison pourrait être accompagné d'un personnel médical pour les évaluations. [...] En fait ça ne ferait pas une grande différence puisque nous sommes en contact permanent avec Pale depuis maintenant plus d'un an.

II. SOIGNER DANS UNE PRISON À CIEL OUVERT

À Srebrenica, l'équipe MSF se concentre sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement, ainsi que sur la réhabilitation des bâtiments en prévision de l'hiver. Mais les Bosno-Serbes, qui maintiennent le siège, ne laissent passer qu'une aide insuffisante et de façon erratique. Les longs délais de validation du comité des sanctions de l'ONU aggravent la situation. L'équipe s'interroge sur la réalité de la protection censée être garantie par la présence des Casques bleus.



« Blocus des programmes MSF dans les enclaves », **lettre** du coordinateur général de MSF pour l'ex-Yougoslavie à l'envoyé spécial du HCR, 6 septembre 1993 (en anglais).

Extrait :

La tension et l'anxiété de la population vont grandissant. Sa survie est entièrement dépendante des livraisons de l'aide internationale et cette aide est dépendante du bon vouloir des autorités bosno-serbes à Pale et du Comité des sanctions à New York.

Après deux semaines de négociations avec les autorités de Pale, MSF se trouve face à un refus complet de laisser entrer autre chose que du matériel médical dans les enclaves. A cause des refus répétés et des retards causés par les autorités de Pale, le programme

de MSF à Srebrenica, mais également celui de Gorazde, sont bloqués. Les matériaux nécessaires pour la première phase de notre projet de réhabilitation pour 2 000 réfugiés à Srebrenica ont déjà été achetés et sont pour l'instant stockés à Belgrade. Les autorités de Pale (le ministère de la Santé et la commission pour l'aide humanitaire) réclament un programme MSF équivalent du côté bosno-serbe, dans ce qu'ils appellent les « enclaves serbes ». MSF poursuit un programme équilibré basé sur les besoins. Nous distribuons des médicaments de base et du matériel chirurgical aux hôpitaux serbes de Bosnie orientale et nous menons des missions exploratoires à Trnovo, Sokolac, Petrovac comme nous l'ont demandé les autorités de Pale. Cependant, nous n'envisageons pas de vaste programme d'abri dans les zones bosno-serbes. En tant que seul partenaire du HCR actif dans les enclaves, je demande urgemment votre assistance dans nos négociations avec Pale. [...]

Parce que les promesses d'abris ont été faites, parce que les convois n'apportent pas une ration de nourriture adéquate aux réfugiés, parce que les enfants ne reçoivent pas de chaussures et d'habits en quantité suffisante avant l'hiver, parce que de nouveaux envois de matériel médical ne sont pas encore arrivés, la population de Srebrenica doute que la communauté internationale remplisse son mandat. La sécurité de nos représentants, MSF comme HCR ou CICR, pourrait être menacée si des progrès ne sont pas faits rapidement.



Rapport sur la détérioration de la situation de la population de Srebrenica, Hans Ullens, coordinateur de MSF France à Srebrenica, 16 septembre 1993 (en anglais).

Extrait :

5. Conclusion.

La population de Srebrenica est complètement isolée du monde extérieur et forcée à l'autosuffisance. Cependant, il est impossible de fournir la structure pour cette autosuffisance à court terme et même à long terme tant que les Serbes de Bosnie régneront sur la région. Il n'y a pas de ressources locales et pas de source d'énergie, il n'y a pas d'institutions, ni même de personnel et de ressources pour ouvrir ces institutions. Par exemple, l'hôpital qui est la première institution à avoir été organisée (c'était un dispensaire auparavant) est complètement dépendant de MSF en matière de médicaments et de personnel qualifié. Il n'y a pas de personnel local pour remplacer le chirurgien, l'anesthésiste ou le stomatologue. Personne n'est en mesure et personne n'a le pouvoir de faire venir des médicaments de l'extérieur dans l'enclave. L'hôpital est seulement un exemple des nombreuses institutions sociales ou juridiques qui ont besoin d'être créées. Elles rencontrent toutes le même problème. Il n'y a pas de personnel qualifié pour officier dans ces institutions et ils ne viendront pas de Tuzla ou de Sarajevo. L'idée d'une enclave autosuffisante encerclée par une population hostile est une illusion totale.

Les Nations unies ont déclaré Srebrenica « zone de sécurité », mais l'ont en réalité vendue aux Serbes de Bosnie qui la transforment peu à peu en un camp d'extermination. Ils décident de ce qui rentre et deviennent les gestionnaires du programme d'aide. L'ONU et les organisations humanitaires ne sont qu'une main-d'œuvre bon marché pour eux. Ils dirigent une ferme de 45 000 personnes avec un gestionnaire serbe qui ne se préoccupe que de se débarrasser de ses animaux.

Quand la Forpronu est arrivée en mars, les gens pensaient que c'était la fin du cauchemar et il y avait un optimisme général. Cet optimisme s'est transformé en amertume. Tout le monde réalise que la tragédie n'est pas loin.

La seule solution est la création immédiate d'un corridor pour le matériel à destination de Srebrenica, contrôlé par l'ONU et sans contrôle ou interférence des autorités serbes de Pale, ainsi qu'un programme d'aide massif. [...]

Le cauchemar de ce début d'année revient avec une petite différence: il est orchestré par les Serbes de Bosnie, mais il est mis en œuvre par l'ONU et les organisations humanitaires. Mourir d'un tir de mortier est finalement plus humain que de mourir de froid et de misère.

Si le libre passage de l'aide n'est pas possible, nous préférons le retrait de toute protection et d'assistance plutôt que d'assister à cette dernière.



« MSF appelle au secours pour la Bosnie », Edouard Van Elthem, **Le Soir** (Belgique), 25 septembre 1993 (en français).

Extrait :

Jusqu'ici, les zones de sécurité soi-disant décrétées par l'ONU ne sont pratiquement pas protégées. [...]

À l'autre bout du fil, Geneviève Begkoyian reprend son souffle. Chef de mission à Médecins Sans Frontières, elle coordonne, depuis Belgrade, trois programmes d'action différents : pour les Serbes de Serbie et les Albanais du Kosovo, pour les Serbes de l'est de la Bosnie, depuis Trebinje au sud jusqu'à Brcko au nord, enfin pour les Musulmans des enclaves assiégées. [...]

La lenteur et la complexité des négociations, les conditions mises par les autorités militaires serbes - qui exigent une contrepartie identique pour leur propre communauté à chaque passage d'un convoi pour la population musulmane -, la bureaucratie, surtout du Comité des sanctions, sont autant d'entraves à l'action des organisations humanitaires. Du côté des *checkpoints*, des fameux points de contrôle serbes, la situation semble s'améliorer depuis la discussion que nous avons eue, mercredi dernier, avec les dirigeants de Pale sur les conditions d'accès aux régions assiégées. En revanche, tout le monde est bloqué sous le double poids de l'inertie et des contrôles tatillons du Comité des sanctions des Nations unies. Pas seulement nous, organisation non gouvernementale, qui attendons parfois jusqu'à deux mois avant de recevoir le feu vert à l'importation de médicaments. Mais même les agences de l'ONU, telles que le Haut-Commissariat pour les réfugiés. S'il passe commande de matériel aujourd'hui, son délai d'attente peut atteindre trois semaines.



MSF était la seule source de soins à Srebrenica, il n'y en avait pas d'autres. En 1993, on avait réussi à faire entrer une quantité importante de médicaments et on survivait grâce à cela. Ensuite ce stock s'est épuisé. En huit mois, on a réussi à faire entrer une seule commande de médicaments, en mars 1994, juste un mois avant que je parte. On vivait sur des reliquats, sur ce que les Casques bleus canadiens nous donnaient. Le CICR avait aussi réussi à nous faire passer des médicaments même si officiellement ils ne livraient que des secours non médicaux... Par les voies officielles, on ne faisait rentrer que des quantités minimales, dérisoires. Mais au point où on en était, de toute façon, tout était bon à prendre ! Il fallait négocier en permanence avec les militaires bosno-serbes. Quasiment tous les deux ou trois jours, j'allais parler au capitaine qui était à l'entrée de l'enclave. Il nous disait: « Mais qu'est-ce que vous faites ici ? À quoi ça sert ? De toute façon, on va le récupérer cet endroit ! » Il ajoutait: « mais ça pue les Musulmans ! » On négociait un passage. Mais le lendemain quand on arrivait au checkpoint, on nous tirait dessus. Le fameux capitaine disait: « Je n'y peux rien, je ne contrôle pas les snipers là-haut... » C'était en permanence une épreuve de

force. Mais on sentait que les types étaient résolus, qu'ils iraient jusqu'au bout, qu'ils ne lâcheraient pas. Ils étaient comme des bouledogues qui serreraient un morceau de viande. On a beau les blesser, leur faire n'importe quoi, ils ne desserreront pas les dents.

Graziella Godain, MSF Belgique/MSF France, coordinatrice de terrain à Srebrenica, octobre 1993-avril 1994, interviewée en 2000 (en français)

En décembre 1993, le coordinateur de MSF à Srebrenica déplore auprès du HCR les obstacles posés par les autorités bosniaques musulmanes qui gèrent l'enclave à toute activité humanitaire qui n'est pas sous leur contrôle.



Message de Hans Ullens, coordinateur de MSF France à Srebrenica, au représentant du HCR à Belgrade, 17 décembre 1993 (en anglais).

Extrait :

Auparavant, la coopération entre les autorités locales et les organisations humanitaires était plus ou moins bonne. Aujourd'hui, cette coopération s'est muée en un sabotage continu de toute activité de secours qui n'est pas complètement sous leur contrôle.

Les autorités locales ne semblent pas accepter que des organisations humanitaires recrutent leur propre personnel et veulent les forcer à passer systématiquement par leurs canaux. Elles désirent que toute l'aide qui arrive à Srebrenica soit distribuée uniquement par des gens qu'elles ont elles-mêmes désignés, bien que leurs propres distributions n'aient pas toujours bien fonctionné. Chaque personne impliquée dans les distributions coordonnées par les organisations humanitaires est victime d'une campagne de désinformation continue orchestrée par les autorités locales.

Nous avons l'impression que l'aide humanitaire est devenue de plus en plus le sujet d'une lutte politique interne et que ses objectifs premiers sont d'une importance secondaire.

Médecins Sans Frontières est une organisation humanitaire qui offre assistance à toutes les personnes en détresse. Mais nous sommes une organisation apolitique et nous ne pouvons donc accepter aucune manipulation politique de nos actions.



Le phénomène d'enclave cristallisait la mise en péril de la population, prise en otage par les Serbes de Bosnie, mais aussi par ses propres extrémistes, les miliciens bosniaques. Ils symbolisaient une certaine résistance inacceptable pour les Serbes de Bosnie. Il y avait des radicaux d'un côté comme de l'autre. Il n'y avait pas que des gentils Bosniaques à l'intérieur. Pendant huit mois, je les ai côtoyés et ils ne rigolaient pas... Ils organisaient des opérations commando. Ils se shootaient tous à la morphine avant de partir dans la montagne en pleine nuit et aller tuer des Bosno-Serbes. Il fallait vraiment être un peu shooté pour faire ça. On pouvait appeler cela de l'autodéfense, mais jusqu'à un certain point. Les Bosno-Serbes en profitaient pour dire : « Vous avez dit que c'était une zone démilitarisée et ils nous tirent dessus. ». Et ils en faisaient un alibi pour tirer sur les civils. On avait droit systématiquement à ce genre de représailles. J'en discutais avec le commandant bosniaque, je lui

disais : « À chaque fois que vous faites ce genre d'opération, le lendemain, on se prend des tirs de tous les côtés, on a un enfant qui se fait tirer dessus ».

Graziella Godain, MSF Belgique/MSF France, coordinatrice de terrain à Srebrenica, octobre 1993-avril 1994, interviewée 2000, (en français)

Fin 1993, sous la pression serbe, la Forpronu renonce temporairement à déployer le contingent néerlandais (Dutchbat) prévu pour remplacer le bataillon canadien dans les enclaves de Srebrenica et Zepa. Ce dernier s'est montré d'un grand secours pour les populations, en particulier en aidant du mieux possible les équipes MSF. La rotation n'a finalement lieu qu'en mars 1994. Les Casques bleus néerlandais installent leur base à Potocari, dans l'enclave, mais hors de la ville de Srebrenica. Ils y déploient des moyens qui laissent penser à l'équipe MSF qu'un renforcement de la sécurité est en cours.



« La Forpronu renonce à déployer des "Casques bleus" dans deux enclaves musulmanes », **Le Monde** (France), 25 décembre 1993 (en français).

Extrait :

La Forpronu a momentanément renoncé, sous la pression des forces serbes en Bosnie, à protéger les « zones de sécurité » à population musulmane de Zepa et de Srebrenica, dans l'est du pays. Cette mission devait incomber à un bataillon de la brigade aéroportée néerlandaise, dont le commandant a confirmé, au cours d'un entretien radiodiffusé, mercredi 22 décembre, que le départ était reporté *sine die*.

La décision émane du quartier général de la Forpronu, et fait suite au refus récent des militaires serbes de laisser une patrouille de reconnaissance de la brigade pénétrer dans les deux zones à protéger. Les 1 100 militaires néerlandais qui devaient s'y déployer à compter du 18 janvier prochain appartiennent à une unité de combat qui aurait été lourdement équipée et dont l'engagement déplairait au commandant en chef des forces serbes en Bosnie, Ratko Mladic. Bien que le chef de la diplomatie des Pays-Bas, Pieter Kooijmans, ait jugé « inacceptable » de voir les Serbes déterminer l'emplacement des forces de l'ONU, le secrétaire d'État à la Défense a d'ores et déjà annoncé que le détachement néerlandais recevrait une nouvelle affectation, probablement la protection des transports humanitaires dans le centre de la Bosnie.



« La menace de frappe aérienne de l'OTAN - Les Occidentaux veulent tenter une action sur Tuzla et Srebrenica », **Le Monde** (France), 25 décembre 1993 (en français).

Extrait :

Les dirigeants alliés ont annoncé, le même jour, qu'ils demandaient aux autorités de la Forpronu d'établir « d'urgence » des plans pour la réouverture de Tuzla, ainsi que pour permettre la relève d'un contingent de « Casques bleus » canadiens dans l'enclave de Srebrenica, à laquelle s'opposent les Serbes. A propos de Srebrenica, un porte-parole de la Forpronu a déclaré, mardi à Sarajevo, que le problème n'était pas dû seulement au blocage serbe, mais aussi à la difficulté de trouver des « Casques bleus » pour assurer la relève des 180 soldats canadiens.

Dans sa conférence de presse, le Premier ministre britannique John Major a qualifié « d'intolérable » la situation qui était faite à la Forpronu dans cette enclave musulmane de Bosnie orientale. « Il est très clair, a-t-il dit, que si l'usage de la force aérienne se révélait nécessaire pour permettre la rotation des «Casques bleus» à Srebrenica, nous serions prêts à y avoir recours. »



Les Casques bleus canadiens faisaient énormément d'efforts. Ils soignaient les populations. Le médecin canadien faisait des consultations mobiles avec nous le week-end dans les dispensaires qui étaient disséminés autour de la ville. Par Visoko, leur base, ils se faisaient approvisionner en médicaments, et ils nous faisaient ensuite des donations, car on n'arrivait à rien faire rentrer. Beaucoup de choses passaient par les Canadiens, ils nous ont énormément aidés. En mars 1994, il y a eu un regain de sentiment de sécurité parce que les Hollandais sont arrivés avec beaucoup plus de moyens que les Canadiens. Ils ont déplacé la base des Casques bleus dans une usine désaffectée à Potocari. Ils n'étaient pas beaucoup plus nombreux mais ils ont tout rééquipé. C'était impressionnant. Pour le matériel médical, les Canadiens n'avaient qu'une salle minuscule, équipée très sommairement. Les Hollandais sont arrivés avec un échographe et un équipement dernier cri. Ils ont installé deux blocs opératoires alors que les Canadiens n'en avaient pas. On a eu l'impression qu'il existait une volonté de renforcer, de donner les moyens et de rester un certain temps.

Graziella Godain, MSF Belgique/MSF France, coordinatrice de terrain à Srebrenica, octobre 1993-avril 1994, interviewée en août 2000, (en français)

Au sein de MSF, les avis divergent sur la position à tenir face au marchandage mené par les autorités bosno-serbes qui exigent, pour laisser les équipes et le matériel MSF entrer dans les enclaves, que l'organisation apporte des secours de même envergure en Bosnie serbe. Sur le terrain, les équipes s'emploient à assister les populations les plus vulnérables de Serbie et de Bosnie serbe. Elles relayent parfois des demandes des autorités aussi extravagantes que dangereuses, telles que la mise à disposition de chirurgiens expatriés qui travailleraient isolés dans plusieurs hôpitaux de la région.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France du 12 janvier 1994 (en français).

Extrait :

2) Yougoslavie

Un résumé de l'action MSF France en ex-Yougoslavie est fait par Pierre Salignon :

MSF continue à travailler en Croatie auprès des ex-détenus, en Macédoine dans les camps de réfugiés, un programme commun à Belgrade sous coordination belge est mené dans les enclaves de Gorazde, Srebrenica et Zepa et une priorité est mise sur cette mission « enclaves » où le travail est nécessaire mais se confronte à de multiples obstacles : le [manque de] bon vouloir des milices serbes et des autorités de Pale, le difficile accès aux victimes, la confiscation du matériel... MSF doit se démarquer des UN [Nations unies] pour avoir accès aux enclaves.

Pour Rony B[rauman]. se pose le problème d'une orientation politique et d'un équilibre à trouver. Compte tenu de l'importance des budgets et de ce que l'on doit payer (« le

piège ») pour arriver là où c'est nécessaire, les équipes sont confrontées à des problèmes de sécurité et les gens se fatiguent dans un contexte difficile.

Sans MSF, l'hôpital de Srebrenica ne fonctionnerait pas. La réhabilitation et la sanitation sont aussi essentiellement le fait des équipes MSF. À Gorazde, la présence de MSF est également essentielle.

Il faudrait

- développer une assistance humanitaire en Bosnie serbe (une évaluation est en cours) en sachant que cela représente un réel danger,
- être attentif à « l'envol » des budgets,
- tenir compte, comme le souligne Karim [Laouabdia-Sellami], du fait que MSF France s'est impliquée très tardivement en Yougoslavie et qu'il a fallu définir des schémas de coordination avec le programme Bruxelles/Belgrade sur lequel MSF s'est greffée et qui tournait depuis un an.



Lettre de Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF France, à l'équipe de coordination de MSF en ex-Yougoslavie, 15 janvier 1994 (en français).

Extrait :

Vous nous avez soumis notamment les demandes du ministre de la Santé, M. Kalinic, pour trois postes de chirurgien généraliste dans les hôpitaux de Drvar, Brcko et Nevesinje.

Je vous rappelle que la politique d'action humanitaire de MSF dans l'ex-Yougoslavie obéit à des règles précises.

La politique générale de sécurité de MSF dans les pays en conflit s'oppose au travail d'individu isolé. MSF déploie des équipes. Cela donne une plus grande efficacité à l'action, chaque individu connaît très bien sa mission. Cela permet à MSF d'assurer la sécurité des individus.

La présence sur le territoire de l'ex-Yougoslavie de médecins et auxiliaires médicaux très compétents et en nombre suffisant a conduit MSF à une politique surtout tournée vers l'approvisionnement depuis le début du conflit.

Concernant la question que vous me soumettez, veuillez noter les points suivants :

1/ Le droit humanitaire lie la liberté de passage des secours humanitaires dans les conflits, à la qualité d'organisation humanitaire impartiale (art. 18 du deuxième protocole additionnel aux Conventions de Genève).

MSF fournit sa caution d'organisme humanitaire impartial pour la distribution de secours aux populations civiles sur l'ensemble des territoires de l'ex-Yougoslavie.

2/ Le droit humanitaire distingue toujours dans les activités de secours ce qui doit être entrepris par les autorités nationales d'une part, et d'autre part ce qui ne peut être mis en œuvre que par l'intermédiaire d'une organisation humanitaire impartiale (art. 7, 9, 10, 11, 14 et 18 du même protocole)

MSF a donc également offert son impartialité, pour bénéficier d'un droit d'entrée et de sortie dans les enclaves, conformément au droit humanitaire.

La décision d'installer des équipes chirurgicales dans ces sites est due à deux facteurs spécifiques :

- l'absence sur place, de toute capacité chirurgicale, malgré un nombre important d'opérations nécessaires tous les jours.
- l'impossibilité où sont les autorités sanitaires et civiles concernées, de pourvoir à ces besoins, en raison du blocus militaire de ces zones.

3/ MSF s'attache à assurer à la communauté internationale que la distribution des secours se fait sans aucune discrimination autre que l'urgence des besoins.

MSF a donc toujours le devoir d'évaluer les besoins, de façon aussi précise que possible, en adaptant au maximum ses contraintes opérationnelles.



Les programmes en Serbie ont commencé bien avant notre présence dans les enclaves. Il était évident qu'à cause de la guerre il y avait des difficultés en Serbie. Mais ces difficultés étaient essentiellement liées à l'effort de guerre. Je ne pense pas que les médicaments que nous avons fournis aient réellement couvert des besoins fondamentaux. On n'avait pas de présence directe sur le terrain. On peut supposer que l'aide matérielle qu'on octroyait pouvait se transformer assez rapidement en moyen financier et politique puisque la Serbie pouvait aussi profiter de cette image de façade. En 1993, pour justifier cette activité, certains disaient que cela allait nous permettre d'avoir des accès ailleurs. Mais par la suite, il a aussi fallu négocier l'accès aux enclaves. J'ai participé un tout petit peu aux discussions sur la meilleure façon d'approcher ces négociations. Les Bosno-Serbes disaient « C'est 50/50, vous devez apporter autant de médicaments côté serbe que côté bosniaque. » On peut se poser la question de savoir si on aurait eu accès aux enclaves sans ces programmes en Serbie. Moi je crois que oui.

Dr Marc Gastellu-Etchegorry, MSF France, directeur adjoint des opérations, 1992-1997, interviewé en 2015 (en français).



La seule chose qu'on savait, c'est que pour pouvoir passer des médicaments dans les enclaves, on devait faire une distribution en Republika Srpska. Mais il y avait façon et façon de le faire. Il y avait une discussion de fond sur ce projet que tout le monde qualifiait de « projet alibi ». Quand je suis arrivée, j'ai dit : « On ne doit pas faire de projet alibi. Je vais faire une visite. » Parfois, on peut faire des projets simplement parce que notre présence auprès des populations est très importante. Mais là, ce n'était pas le cas. Après un an de projet, on trouvait des bouteilles de shampoing et des paquets de compresses étiquetés MSF dans les boutiques des hôpitaux bosno-serbes. J'étais choquée. Dans les hôpitaux de la Republika Srpska près de la frontière, les Bosno-Serbes ne permettaient pas qu'on soigne la population civile parce que c'étaient des zones militaires. Ces hôpitaux, réservés aux militaires, étaient très bien approvisionnés et pas seulement par MSF, mais par d'autres organisations aussi, financées par l'Union européenne. Et pour moi, il était impardonnable que MSF n'ait pas décidé d'arrêter plus tôt, sachant que le ministère de la Défense avait les fonds pour approvisionner ces hôpitaux. On a alors fait des évaluations dans les petites structures de santé que personne n'avait jamais pris le temps de visiter. Cela sautait aux yeux que ces structures étaient complètement oubliées parce que la population qui les fréquentait, des vieillards, des femmes, n'était absolument pas la priorité des autorités. On a donc refait le programme de ce projet et ciblé ces structures de santé. Notre impact n'était pas terrible, mais quand même, ça nous permettait d'aller voir ce qui se passait dans les villages éloignés de la ligne de front. Les consultations nous ont permis de constater que le traitement de la population civile, surtout les vieillards et les patients des structures de soins de santé mentale, était vraiment honteux. La vie des habitants de la Republika Srpska était extrêmement difficile, même si la situation n'était pas aussi grave que celle des enclaves. L'information était manipulée, la priorité était donnée aux militaires. Pour MSF, c'était important de connaître tout cela, même si ça ne l'était pas autant du point de vue des témoignages.

Dr Graciela Diap, MSF Belgique/MSF France, coordinatrice médicale pour l'ex-Yougoslavie, octobre 1993-avril 1995, interviewée en 2000 (en français).



Il était évident que les Bosno-Serbes tiraient un certain avantage politique de notre présence à Srebrenica. On avait un désaccord, sur l'analyse de la situation, avec les Belges qui pensaient qu'ils devaient en quelque sorte racheter leur présence à Srebrenica par des distributions côté serbe. Nous, on pensait que notre présence à Srebrenica arrangeait aussi les Bosno-Serbes parce qu'il y avait aussi un deal qui n'était pas clair avec les Bosniaques et qu'il y avait aussi une préoccupation d'image publique. C'est pour ça que la Forpronu était présente, ainsi que le HCR et le CICR, mais plus formellement parce qu'ils ne faisaient qu'une visite par semaine, tandis que nous, nous avions une présence consistante et permanente. Mais ce formalisme-là n'était pas indifférent, tout le monde y était attaché, il avait une signification politique. Au printemps 1994, j'ai accompagné une délégation de MSF Belgique venue négocier un accès continu aux enclaves avec pour compensation une distribution de biens d'hygiène et de produits sanitaires dans les villages bosno-serbes. La difficulté, c'était qu'un certain nombre de ces villages serbes étaient des villages bosniaques « serbisés ». On arrive à Pale, où le gouvernement de la Republika Srpska était installé dans un hôtel, puisque c'est une station de sports d'hiver. Au lieu d'être introduits dans un bureau, on est conduits dans la salle à manger de l'hôtel où l'on a la surprise de trouver une vingtaine de personnes attablées autour d'une table disposée en grand carré et les caméras de la télé de la Republika Srpska plantées là. On comprend qu'on est pris dans une affaire de propagande, mais ce n'est pas bien grave. Je me retrouve assis avec juste à ma gauche Mme Karadzic qui se présente à moi comme « Mme Karadzic, Freudan Psychoanalyst. » C'est la petite cerise sur le gâteau dont je me régale encore aujourd'hui ! La discussion commence avant le dîner, avec des allusions précises et un peu lourdes, mais très diplomatiques, en direction « des gens qui ont pris des positions hostiles aux droits des Bosno-Serbes. » Aucun d'entre nous n'a réagi. Tout le monde a joué sa carte assez discrètement, assez élégamment. Viennent ensuite les informations concernant le projet d'extermination des enfants serbes de Bosnie, donc le génocide organisé par l'UNICEF... On n'en avait jamais entendu parler ! Plusieurs personnes, des médecins de santé publique au ministère, qui avaient de solides formations — dont l'ancien chef du département d'épidémiologie du ministère de la Santé yougoslave, chef de service de chirurgie — ont repris sur un ton pas très convaincu cette accusation folle selon laquelle les vaccins contre la rougeole envoyés par l'UNICEF étaient empoisonnés. C'étaient donc autant de doses mortelles qu'on les invitait à injecter à leurs enfants. Par précaution, ils s'étaient souciés de faire un test de vérification sur un des échantillons, dans un laboratoire anglais, ce qui donnait une crédibilité à la chose. Quand ils ont vu ce résultat selon lequel le flacon contenait un poison, ils n'en ont pas cru leurs yeux et ils sont allés faire vérifier ça en Allemagne. À l'époque, l'Allemagne était pour les Serbes l'auxiliaire de Satan, l'allié de l'ennemi, avec le Vatican et l'université Al-Azhar. Le complot germano-christiano-islamique, c'était ça leur grande histoire ! En Allemagne, ils ont eu une triste confirmation de la réalité de cet empoisonnement et donc in extremis ils ont arrêté cette campagne de vaccination, faute de quoi les 300 000 enfants qu'ils allaient vacciner auraient été assassinés. Parce que c'était dirigé contre les enfants, c'était l'avenir des Serbes de Bosnie qui était compromis, donc c'était un génocide. De toute façon, ça s'inscrivait dans une conspiration mondiale pour la disparition du peuple serbe, c'était donc parfaitement cohérent avec le reste. On était assez déçouvenancés. En plus, il y avait un décalage entre l'énormité de l'accusation et le calme apparent, le côté un peu automatisé de leur discours. Quand tes enfants sont menacés de cette façon-là, tu as normalement tendance à dramatiser un peu les choses, à avoir un peu plus d'émotion dans tes paroles ! Je leur ai dit qu'on n'était pas au courant du tout de cette histoire-là, mais qu'ils faisaient bien de nous en parler parce qu'une affaire d'une telle importance ne pouvait pas rester comme ça. Je leur garantissais que tous les moyens de MSF seraient mis à leur disposition à condition que l'information soit vérifiée. Donc ils n'avaient qu'à nous donner les flacons pour qu'on les analyse de notre côté et on mènerait campagne contre tous les responsables et on sonnerait l'alerte. Ça a, semble-t-il, complètement satisfait tout le monde et,

presque instantanément, on est passés du génocide à la commande de papier toilette, de coton et de serviettes hygiéniques. Une shopping list familiale, complètement décalée par rapport à la guerre, aux déplacements de populations, aux accusations de génocide. Il n'y avait d'ailleurs pratiquement pas de médicaments sur cette liste des besoins qu'ils nous soumettaient. Cette histoire n'a pas eu de suite, puisque nous n'avons jamais reçu les échantillons à analyser. Elle reste comme un grand moment de kitsch victimaire!

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration, 1982-1994; directeur d'étude à la Fondation MSF France/CRASH, interviewé en avril 2015, (en français)



Il y avait une base de MSF à Pale, dans une maison, avec une administratrice et une infirmière qui géraient un petit stock, faisaient de l'approvisionnement dans l'est de la Republika Srpska. On avait passé un accord : on n'avait pas de personnel en permanence sur place, mais on faisait de la distribution dans des centres de santé. On essayait aussi de travailler dans un établissement psychiatrique où les patients vivaient dans des conditions épouvantables. On faisait des petites réhabilitations de centres de santé, une activité classique, pour justifier une présence à Pale et dans la Republika Srpska. On en faisait beaucoup moins que ce que faisaient les Hollandais dans l'ouest.

Stephan Oberreit, MSF Belgique/MSF France, coordinateur général en ex-Yougoslavie, mai-novembre 1995; MSF France, directeur de la communication, 2000-2006, interviewé en 2015, (en français)

Le 1^{er} avril 1994, le mandat de la Forpronu en ex-Yougoslavie est prolongé de six mois. Ses effectifs ne sont augmentés que de 3 500 hommes, au lieu des 10 000 hommes demandés par l'ONU, mais refusés par les États-Unis pour des raisons financières.



« Les Nations unies autorisent l'envoi de 3 500 "Casques bleus" supplémentaires », **Le Monde** (France), 2 avril 1994 (en français).

Extrait :

Le mandat de la Force de protection des Nations unies dans l'ex-Yougoslavie (Forpronu) a été prorogé, jeudi 31 mars, de six mois par le Conseil de sécurité de l'ONU. Mais le renforcement de la mission a été limité, du fait des États-Unis, à 3 500 hommes au lieu des 10 000 demandés par le secrétaire général. La France et la Grande-Bretagne ont toutefois obtenu que le Conseil affirme qu'il ne s'agissait là que d'une « première étape » et que la question des renforts serait réexaminée au plus tard dans un mois afin de « doter la Forpronu des moyens nécessaires à la mise en œuvre de son mandat ». [...] Les États-Unis, pour des « raisons financières », avaient refusé mercredi de donner leur accord au total des effectifs réclamés par les militaires de la Forpronu sur le terrain et par M. Boutros-Ghali.

De fin mars à fin avril 1994, Gorazde, l'autre enclave dans laquelle se trouve une équipe MSF, fait l'objet d'une offensive de la part des forces bosno-serbes. MSF, dont deux membres du personnel international sont dans l'enclave, dénonce les bombardements constants de celle-ci et décrit la situation désastreuse de sa population.

Au bout de plusieurs semaines d'offensive, l'OTAN opère des frappes aériennes. Pour les dissuader de recommencer, les forces bosno-serbes prennent des Casques bleus en otage.

Cette dynamique de pression des forces bosno-serbes sur la Forpronu se reproduira désormais régulièrement. V3 ▶



« Après le raid aérien de l'OTAN sur les forces serbes qui encerclent Gorazde, amertume teintée de satisfaction à Sarajevo », **Le Monde** (France), 12 avril 1994 (en français).

Extrait :

Dimanche matin, les forces serbes étaient aux portes est de la ville, et les quartiers situés sur la rive droite de la Drina étaient sur le point de tomber.

Au cours d'une liaison radio dimanche en milieu d'après-midi, un médecin belge de Médecins sans frontières (MSF), Olivier Van Bull, [Van Bunnan] confirmait les informations alarmantes avancées par les autorités bosniaques. Selon son témoignage, la rive droite de la Drina, où se trouve notamment l'hôpital, pouvait passer sous contrôle serbe « dans les heures qui viennent ». « La population est prise de panique, des milliers de gens fuient sur la rive ouest. La situation est critique et nous n'avons pas les moyens d'évacuer l'hôpital, qui abrite 250 blessés », ajoutait-il, en précisant que la ville était depuis le matin « sous bombardements constants ».

[...] Informé par ses observateurs sur place de la dégradation de la situation, le général Rose a finalement demandé, dimanche à 16 h 30, à son commandant en chef, le général [Bertrand] de Lapresle, « un appui aérien rapproché » alors que « la vie des civils, des observateurs militaires de l'ONU et du personnel des organisations humanitaires sur place est en danger ». Ce dernier en a référé au diplomate japonais, Yasushi Akashi, représentant du secrétaire général, qui a décidé de faire appel à l'OTAN.

Il n'aura fallu que 25 minutes à l'Alliance atlantique pour approuver la requête de l'ONU et déclencher la procédure des frappes aériennes. À 18 h 22, deux F-16 américains bombardaient, pour la première fois, des positions au sol en Bosnie. Auparavant, le commandant des forces serbes, le général Ratko Mladic, avait été expressément averti, à deux reprises, du danger que ses troupes encouraient si elles ne mettaient pas un terme à l'offensive. Son chef d'état-major, le général Manojlo Milovanovic, s'était contenté de répondre « qu'aucun obus d'artillerie serbe ne tombe [dimanche] sur Gorazde ».



« En réaction aux raids aériens de l'OTAN, les Serbes de Bosnie recourent à l'intimidation contre les "Casques bleus" », **Le Monde** (France), 14 avril 1994 (en français).

Extrait :

Après les frappes aériennes de dimanche et lundi contre leurs positions à Gorazde, les Serbes de Bosnie avaient annoncé la rupture de toutes leurs relations avec la Forpronu et donné l'ordre de fermer le passage aux personnels de l'ONU à tous les points de contrôle serbes. Résultat : plusieurs milliers de « Casques bleus » déployés dans Sarajevo

se sont donc retrouvés dès lundi pratiquement cloîtrés dans la ville assiégée, avec comme seule échappatoire possible un accès dérobé conduisant à l'aéroport de la capitale sans passer par les lignes serbes : une route que les snipers se sont empressés mardi de remettre dans leur ligne de mire.

Mais pour les soldats de la paix déployés en territoire serbe, la situation était plus grave : ils devenaient otages, bloqués en territoire hostile, isolés de leur poste de commandement et privés le plus souvent de leur liberté de mouvement. [...]

Selon le chef des observateurs militaires de l'ONU (UNMO), le major Roy Thomas, quarante de ces observateurs ont été assignés à résidence forcée dans des zones sous contrôle serbe en Bosnie, et un autre a tout simplement disparu avec son interprète, après avoir quitté l'enclave musulmane de Zepa (Bosnie orientale, au nord-est de Gorazde) et être entré en territoire serbe. Les forces serbes ayant suspendu les relations avec la Forpronu, toutes les démarches entreprises pour localiser cet observateur hollandais ont été vaines. Les quarante observateurs militaires consignés depuis lundi ont, quant à eux, été menacés d'être arrêtés s'ils quittaient leur domicile que surveillent, depuis, des soldats serbes et des patrouilles de police. [...]

D'autre part, un certain nombre de « Casques bleus » sont restés bloqués mardi dans les hangars où sont rangées les armes lourdes serbes retirées des hauteurs de Sarajevo, après la création, en février dernier, d'une zone d'exclusion de 20 kilomètres autour de la capitale bosniaque. Pour les dissuader de sortir, les miliciens serbes avaient posé, lundi, des chapelets de mines devant l'entrée des bâtiments. Des barrages de mines ont également permis aux forces serbes de bloquer plusieurs compagnies de « Casques bleus » déployées sur les collines qui surplombent Sarajevo. Ces hommes ont pour mission de surveiller le cessez-le-feu, respecté dans l'ensemble depuis sa signature, en février, mais fragilisé depuis ces derniers jours, en raison de la tension croissante.

De même, des éléments du bataillon nordique de la Forpronu sont retenus avec leur convoi, depuis dimanche après-midi, aux postes de contrôle serbes de Kobiljaca, entre Kiseljak et Sarajevo. Bloqués par des mines, ces « Casques bleus » suédois sont contraints de dormir dans leurs camions et de se satisfaire des bouteilles d'eau que leurs « geôliers » leur apportent. [...]

Le personnel humanitaire pour sa part s'est vu interdire mardi de quitter le territoire serbe sans autorisation. C'est ce qu'a confirmé, dans la journée, le porte-parole du HCR à Sarajevo, Chris Janowski, en précisant que l'acheminement de l'aide humanitaire vers Banja Luka, Tuzla, Gorazde, Zepa et Srebrenica, avait été suspendu en raison de la fermeture des points de contrôle serbes. Il a ajouté qu'à défaut d'une reprise du ravitaillement des populations dans le besoin dans les dix jours, la situation deviendrait « critique ».

Le 1^{er} mars 1994, les autorités bosniaques musulmanes et croates ont décidé de constituer une fédération croato-musulmane qui se met en place dans les mois suivants.

Le 26 avril 1994, le « Groupe de contact » sur la Bosnie, incluant les États-Unis, la Russie, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, a été créé afin d'obtenir un cessez-le-feu et relancer les voies diplomatiques pour aboutir à une paix durable.

Le 5 juillet 1994, ce groupe de contact propose un nouveau partage de la Bosnie attribuant 51 % du territoire à la Fédération croato-musulmane et 49 % aux Bosno-Serbes qui refusent.

À la mi-septembre 1994, les forces bosno-serbes encerclent de nouveau Srebrenica et ne laissent passer qu'un quart des convois humanitaires. La résolution 943 des

Nations unies complique cette situation en laissant dans la liste des marchandises sous embargo les matériels logistiques et sanitaires pourtant vitaux pour permettre aux enclaves de préparer l'hiver. MSF s'en inquiète auprès du Conseil de sécurité de l'ONU et prépare un message pour la presse.



Message d'Eric Stobbaerts, coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie, au bureau MSF de Belgrade, 29 septembre 1994 (en français).

Extrait :

Préparer à Bruxelles un texte avec le contenu suivant :

- 1) MSF dénonce le nonaccès à la Bosnie serbe et les enclaves musulmanes depuis plus de 15 jours (date du dernier convoi). MSF demande aux autorités compétentes un droit d'accès et de libre circulation pour ces convois humanitaires pour les populations civiles de Bosnie, tel que défini dans les conventions de Genève.
- 2) Sur le terrain la situation sanitaire et médicale reste toujours aussi urgente dans les enclaves musulmanes de Gorazde et Srebrenica. Ces populations sont toujours emprisonnées depuis plus de deux ans. MSF s'inquiète de ce nouveau blocus qui renforce l'extrême précarité de la situation de ces populations civiles. MSF souligne le manque de médicaments essentiels dans ces endroits [...] de même l'[absence d']acheminement de la nourriture, des produits d'hygiène et du matériel pour se préparer à l'hiver mettent en danger la survie de ces populations abandonnées à leur propre sort. [...]

Attendre dans la matinée si évolution à Pale vers un meeting dans la journée, contacter le CICR et le HCR pour avoir leur évaluation de la situation.

Ensuite :

- si rien de concret à midi, envoyer le communiqué de presse
- si le meeting a lieu et selon un contenu pas/peu satisfaisant envoyer un communiqué de presse dans le même style mais complété des nouvelles infos (style « encore dans une semaine » ou « avec des conditions absurdes »).



Message d'Eric Stobbaerts, coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie, à Pierre Salignon, adjoint au responsable des programmes en ex-Yougoslavie de MSF France, 8 octobre 1994 (en français).

Extrait :

1. Depuis plus d'un mois pas de convois MSF dans les enclaves de Bosnie orientale. Depuis 15 jours, refus systématique par les autorités militaires d'acheminer des convois MSF, sans même mentionner l'interdiction d'acheminement de matériel logistique pour la préparation de l'hiver.

Pas de mouvement de nos volontaires pendant deux semaines, bien que ceci semble s'améliorer depuis quelques jours. Autorisations de circuler ce week-end du 10/10/94 ainsi qu'en début de semaine prochaine. Mais toujours aucune autorisation pour les médicaments, qui font maintenant défaut. Plus d'oxygène à Srebrenica. [...]

L'hiver est là, précoce. La neige est tombée ce week-end à Gorazde et à Srebrenica. Toujours des familles sans abris puisqu'il n'y a plus de matériel logistique qui rentre dans ces poches.

2. [...] résolution du Conseil de sécurité, numérotée 943 [...] concerne la question de l'embargo imposé sur la Bosnie serbe par le gouvernement de Serbie, dans le cadre de l'acceptation du dernier plan de paix sur la Bosnie. [...] Elle approuve les mesures du

gouvernement de Belgrade sur leur voisin, qui consiste en l'interdiction de tout transit commercial ou militaire, à l'exception des biens essentiels pour tous besoins humanitaires : vêtements, nourriture et médicaments. Ces définitions ne peuvent être satisfaisantes si l'on considère les programmes de réhabilitation et de sanitation, de préparation à l'hiver mis en place dans les enclaves musulmanes (et en Rép. serbe).

C'est ici qu'il y a problème. En effet, en approuvant les mesures déjà mises en place par Belgrade, elle cautionne donc les limites du gouvernement de Belgrade sur l'action humanitaire internationale. La résolution va même dans le sens des restrictions imposées depuis deux mois par les autorités de Pale sur les convois logistiques des agences humanitaires (MSF, CICR et HCR) destinées aux enclaves musulmanes de Bosnie orientale.

Une demande de révision de la résolution s'impose.

3. Cette interdiction ne concerne que les convois MSF. En effet à Sarajevo la semaine dernière un accord est passé entre les autorités serbes et musulmanes de Bosnie à propos d'un échange de prisonniers de guerre (Présence CICR et informellement HCR Sarajevo). L'échange a eu lieu le 6/10. Cet accord prévoit l'échange de prisonniers serbes [...] [contre] un acheminement d'aide humanitaire dans les enclaves (nourriture essentiellement) par des convois du HCR !

27 camions sont entrés depuis lors. Aucun de MSF [...]

La stratégie d'action que je propose pour cette semaine :

– Audience avec le vice-président de la République serbe pour obtenir une autorisation pour nos convois.

– Si refus ou impossibilité ou promesse dans quelques jours, alors une réaction MSF face aux médias (par un com[muniqué]. de presse) dans le style du draft envoyé il y a une semaine. De plus en parallèle, une intervention auprès du Conseil de sécurité pour la révision de la résolution.



Lettre de MSF à Sir David Hannay, président du Conseil de sécurité des Nations unies, 13 octobre 1994 (en anglais).

Extrait :

Je voudrais attirer votre attention sur les difficultés rencontrées par notre organisation dans l'acheminement de l'aide aux populations civiles des enclaves musulmanes de Bosnie orientale (Srebrenica, Gorazde et Zepa) à la suite de la résolution 943 adoptée par le Conseil de sécurité le 2 septembre 1994.

Comme vous le savez, cette résolution détaille les mesures prises pour alléger les sanctions internationales à l'encontre de la République fédérale de Yougoslavie (RFY).

Elle approuve la décision de Belgrade de fermer la frontière entre la RFY et la Bosnie-Herzégovine.

Elle restreint le transit de matériel commercial et militaire au travers de la RFY et à destination de la Bosnie sous contrôle serbe, à l'exception des « vêtements, nourriture et médicaments » nécessaires pour couvrir les besoins humanitaires essentiels à la survie de la population civile.

Cependant, il est à noter que la liste des équipements, établie par le Conseil de sécurité des Nations unies, qui ne sont pas soumis à cet embargo, n'inclut pas « le matériel logistique et sanitaire ». Avec l'arrivée d'un troisième hiver de siège, ce genre de matériel est de la plus grande importance pour les programmes de réparations et d'abris menés par nos équipes dans les enclaves de Srebrenica, Gorazde et Zepa.

Pour cette raison, nous demandons, comme il est en votre pouvoir, que ne soient pas soumis à cet embargo tous les matériaux nécessaires pour offrir un abri à ces populations

dans le besoin. Ils sont essentiels pour la survie des populations civiles de ces enclaves qui vivent dans des abris dévastés par la guerre. Ces programmes ont une nature exclusivement humanitaire, avec pour objectif d'aider 2 000 familles qui vivent encore dans des conditions précaires à Gorazde ainsi que 1 000 autres à Srebrenica.

Notre équipe de Belgrade est dans l'incapacité de transporter le matériel logistique qui est stocké dans nos hangars là-bas (voir liste en annexe). Le résultat de cette carence est que nos programmes dans les enclaves sont au point mort depuis plusieurs semaines. En attendant le vote d'une nouvelle résolution donnant une définition plus appropriée du matériel humanitaire non soumis à embargo et étant donnée l'urgence de reprendre ces programmes avant l'hiver, des directives pourraient être envoyées aux observateurs de l'ONU en ex-Yougoslavie autorisant une application plus souple de la résolution 943 sur le terrain en ce qui concerne le matériel logistique destiné aux enclaves musulmanes de Bosnie orientale.

Le futur des 100 000 habitants des enclaves est incertain et leur survie dépend de l'aide apportée par la communauté internationale.



Une fois qu'on avait réussi à faire entrer un camion ou une équipe, progressivement la position recommençait à se durcir. Ça pouvait prendre un, deux ou trois mois, et c'était de nouveau l'escalade. Notre défense de l'accès aux enclaves se faisait en plusieurs étapes qui se terminaient par de la communication. On l'a fait à plusieurs reprises soit à partir de Belgrade, soit à partir de Bruxelles ou de Paris. On faisait d'abord appel aux Casques bleus, au gouvernement, au secrétaire général des Nations unies et puis on arrivait à une position dans la presse.

On a publié très régulièrement des communiqués de presse, et parfois même lancés uniquement à partir de Belgrade, simplement pour se rappeler à la mémoire des autorités

Dr Renaud Tockert, MSF Belgique, responsable des programmes en ex-Yougoslavie, 1993-1995 (en français) interviewé en 2000



Il y avait des prises de parole, surtout à partir de Belgrade, mais pas de communiqué de presse. On répondait plutôt aux questions des journalistes. On était extrêmement prudents. On était vraiment dans la théorie des petits pas : avoir accès, négocier de mettre pied du côté de Belgrade. Et puis on allait à Srebrenica en passant par Belgrade et la frontière à la limite de la Macédoine et de la zone serbe, donc tout était négociations. Il fallait être dans les enclaves, donc on essayait de s'y maintenir. On était pris au piège, mais on ne cédait pas. On essayait d'être imaginatifs, de faire passer des médicaments, de garder des liens avec le CICR, avec le HCR. Mais on restait très frustrés de la dégradation, très inquiets. Et puis il y avait des bombardements, des blessés, enfin la vie d'un territoire enfermé.

Pierre Salignon, MSF France, adjoint au responsable des programmes en ex-Yougoslavie, 1992-1996 (en français) interviewé en 2015

En décembre 1994, la situation continue à se détériorer à Srebrenica où l'équipe MSF est quasiment bloquée depuis plus de deux mois, toujours sans approvisionnement. Le 12 décembre, le coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie, qui a déjà confié ses préoccupations à ce sujet à l'AFP quelques semaines plus tôt, demande au siège d'envisager une opération de communication. Le 16 décembre, dans un

communiqué de presse envoyé aux correspondants de médias occidentaux à Belgrade, il rapporte l'arrivée d'une nouvelle vague de Musulmans victimes de purification ethnique. En représailles, les forces bosno-serbes ne laisseront entrer aucun convoi transportant des médicaments dans les enclaves pendant quatre mois, jusqu'en mars 1995.



« Selon un médecin d'une organisation d'aide, les enclaves musulmanes sont des prisons » **AFP** (France), 24 novembre 1994 (en anglais).

Extrait :

Jeudi, Eric Stobbaerts, qui est le coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie, a expliqué à des journalistes qu'en plus des difficultés économiques, la population subit une importante pression psychologique pour rester dans ce qu'il appelle « des prisons à ciel ouvert ».

« La pression vient de l'armée serbe à l'extérieur et l'intérieur pour décourager les gens de quitter les enclaves bosniaques ».

« Si les enclaves étaient ouvertes, les gens quitteraient la région » explique-t-il, ajoutant « qu'il y a un risque que les gens abandonnent et s'en aillent bien qu'ils aient le droit de vivre dans cette région ».

« De plus, pour quitter la région tout le monde doit payer 2 000 deutsche marks à l'armée serbe ».

Eric Stobbaerts rapporte qu'avec l'approche de l'hiver, la situation des habitants de l'enclave est devenue critique.

« Avant la guerre, Srebrenica comptait 6 000 habitants. Maintenant il y a 23 000 personnes qui tentent de survivre dans l'enclave - 80 % d'entre eux sont des réfugiés venus d'autres villages pris par les Serbes », raconte-t-il.

Dans les villes, la population dépend entièrement des distributions de nourriture et de l'aide médicale de MSF. Mais les Serbes n'autorisent qu'un minimum de ravitaillement à passer. Selon Eric Stobbaerts, les forces serbes ne laissent passer quelques camions de vivres, en partie remplis, que lorsque la situation devient vraiment désespérée.

Les seuls vivres disponibles dans les enclaves musulmanes sont la farine, l'huile, la viande en conserve et le lait en poudre. Ce régime a causé des carences nutritionnelles et rend la population plus vulnérable aux maladies.

Pour Eric Stobbaerts le principal problème à Srebrenica et Gorazde est l'accès à l'aide humanitaire. Il ajoute que MSF est la seule organisation non gouvernementale à être autorisée à aller dans les enclaves.

« Les gens qui vivent dans ces enclaves sont dans une situation impossible, à attendre une solution hautement improbable à cette crise. Les travailleurs de MSF sont les témoins de ce désespoir au quotidien ».



Message d'Eric Stobbaerts, coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie, au directeur des opérations de MSF Belgique, 12 décembre 1994 (en français).

Extrait :

Il y a besoin de faire de la comm[unication]. Un cri d'alarme pour les populations civiles des enclaves en Bosnie orientale. La situation devient chaque fois plus dramatique. Comme tu le sais nous sommes depuis près de deux mois totalement bloqués, sans possibilités de convois ni même de déplacement d'expats. Ce délai dépasse tous ceux que j'ai connus depuis mon arrivée ici.

Aujourd'hui encore les autorisations pour la semaine ont été refusées sans explications. Samedi, une Jeep MSF a été confisquée à la sortie de Srebrenica. Nous essayons toujours de la récupérer. Les équipes sont prises en otage puisqu'elles ne peuvent plus sortir ni rentrer, sans fuel pour poursuivre nos programmes et bientôt plus de nourriture. Il faudra bientôt penser à survivre ou et peut-être abandonner ces populations en danger. Pour MSF plus de convoi logistique depuis le mois d'août. Quelle solution pour ceux qui n'ont toujours pas d'abri pour l'hiver ?

La pression est donc énorme. Il faut ajouter l'insécurité générale : shelling [bombardements] sporadiques et actes de francs-tireurs qui augmentent chaque jour, les confiscations... L'objectif de Pale est évident : pousser MSF à partir.

Le CICR se trouve dans la même situation. Seul le HCR parvient encore à faire rentrer quelques ridicules tonnes de nourriture pour éviter qu'une famine ne sévise.

L'UNPROFOR [Forpronu] a déclaré ce matin ne plus vouloir escorter les convois humanitaires des UN [Nations unies] en Bosnie orientale car trop de risques. Quel jeu sournois est-il en train de se jouer ? À quel niveau ?

Nous ressentons un abandon évident de ces personnes et peu de recours possible au niveau de la communauté internationale.

Peux-tu voir avec la comm[unication] à Bruxelles et à Paris ce qu'on peut faire ? (NB : merci de coordonner avec le terrain pour la sécurité des équipes).



« 16 décembre 1994 : la purification ethnique continue », **Communiqué de presse** du coordinateur de MSF en ex-Yougoslavie envoyé aux correspondants à Belgrade de **AFP** (France), **Reuters** (Royaume-Uni), **BBC** (Royaume-Uni) et **Le Figaro** (France), 16 décembre 1994 (en français).

Extrait :

De nouveau, ce vendredi 16 décembre, cent personnes (exactement 39 femmes, 40 hommes et 17 enfants qui viennent s'ajouter aux 17 arrivés depuis le début de la semaine) ont échoué tels des rescapés d'un naufrage inattendu, dans la région de Tuzla. Perdus et abandonnés par ceux qui furent un jour leurs voisins et leurs frères. On attend une nouvelle vague cette semaine. Ils viennent tous de la région de Bijeljina et certains des hommes d'un camp de détention. Après menaces et évictions parmi les leurs, ils sont finalement obligés et forcés de partir. Le système est organisé, méthodique : ils paient et sont aussi démunis de toute possession.

Depuis la ligne de front où ils sont emportés et déposés, il y a cette longue marche qui peut durer jusque 12 heures jusqu'au premier village musulman. De ce côté, les agences internationales les attendent et les mettent à l'abri. Beaucoup retrouvent des parents ou des proches qui les accueillent dans de bien maigres conditions.

Terrorisés par leur nouveau sort et un destin inconnu, ils sont apathiques, choqués. Ils ont besoin de réconfort.



« MSF est extrêmement préoccupée par la situation humanitaire dans les enclaves de Bosnie orientale, qui se détériore avec l'avancée de l'hiver », **Communiqué de presse** MSF Belgrade, 19 décembre 1994 (en anglais).

Au mois de novembre, la quantité de nourriture qui a pu entrer dans les enclaves s'élevait à 905 kcal par personne et par jour à Srebrenica et 875 kcal à Gorazde (l'apport calorifique journalier nécessaire par personne s'élève normalement à 2 500).

Les quelques champs qui étaient encore fertiles sont aujourd'hui stériles, en particulier en cette saison.

Il n'y a pas d'autre source d'approvisionnement venant de l'extérieur. La situation risque de devenir rapidement dramatique. MSF est extrêmement préoccupée et demande que l'accès soit donné aux convois humanitaires afin de permettre aux populations des enclaves de Bosnie orientale de vivre dans des conditions acceptables.

MSF demande également de laisser entrer du matériel de réhabilitation et d'aménagement aux conditions hivernales. Plusieurs centaines de familles sont en effet toujours sans abris et à la merci de maladies, voire de mourir de froid.



Bijeljina, c'était un des fiefs des Serbes de Republika Srpska. Ils obligeaient les Bosniaques musulmans encore présents dans cette zone à accueillir chez eux des déplacés bosno-serbes. Ces derniers prenaient littéralement le contrôle de la maison, les empêchant de brûler les meubles pour se chauffer ou de récolter les légumes du jardin. La cohabitation était tellement difficile qu'à la fin les Musulmans voulaient partir. Et là, on leur disait : « Si vous voulez partir, vous devez payer. » Je pense qu'à l'époque c'était 200 deutsche marks. « Il y a un charter qui va vous faciliter le transport jusqu'à la frontière. » La frontière de l'autre côté c'était Tuzla. Et une fois qu'ils avaient payé, on leur disait : « Vous ne pouvez pas partir avec toutes vos affaires, mais vous pouvez prendre des choses de valeur et traverser la frontière. » Au moment de traverser, plutôt que la frontière, la ligne de front, il y avait un checkpoint, où on les dépouillait de tous leurs biens. Il y avait même des gens qui arrivaient sans chaussures. Eric Stobbaerts, le coordinateur général, était justement à Tuzla. Il a vu arriver cette vague de déportés et on a sorti un communiqué de presse dont on n'a pas mesuré les conséquences : pendant les quatre mois suivants, on n'a pas réussi à obtenir une seule autorisation pour faire entrer des médicaments dans les enclaves.

Dr Graciela Diap, MSF Belgique/MSF France, coordinatrice médicale pour l'ex-Yougoslavie, octobre 1993-avril 1995, interviewée en 2000, (en français)

En janvier et février 1995, les autorités bosno-serbes renforcent encore leurs exigences quant aux contreparties que doit apporter MSF en territoire bosno-serbe, en échange de la possibilité de faire entrer des secours dans les enclaves. MSF refuse toujours de délivrer de l'aide sans évaluer les besoins au préalable. Tous les responsables internationaux susceptibles de faire pression sur les autorités bosno-serbes sont informés de ces difficultés.



Lettre du Dr Philippe Biberson, président de MSF France et d'Eric Goemaere, directeur général de MSF Belgique, à l'ONU et aux responsables européens chargés de l'ex-Yougoslavie, 12 février 1995 (en anglais).

Extrait :

Nous voudrions attirer aujourd'hui votre attention sur l'impossibilité que rencontre notre organisation depuis plusieurs mois de faire parvenir de l'aide dans les territoires assiégés de Srebrenica, Gorazde et Zepa.

Cette situation est le résultat d'un blocus continu imposé par les autorités serbes de Bosnie sur les convois humanitaires de Médecins Sans Frontières en violation du droit d'initiative humanitaire accordé aux organisations impartiales par les Conventions de

Genève (art. 9 CG 1, 2, 3 - art. 10 CG 4). L'accès à ces zones a toujours été difficile, mais il est devenu impossible depuis quelques mois.

La situation humanitaire est désormais critique :

- Depuis plus de 3 mois (début novembre 1994), notre organisation s'est vu refuser le droit d'approvisionner les enclaves en médicaments et en matériel médical. Étant donné que Médecins Sans Frontières est le principal fournisseur de médicament dans ces enclaves, il existe aujourd'hui des pénuries importantes de médicaments de base (voir en annexe : liste des médicaments nécessaires envoyés par nos équipes médicales à Gorazde et Srebrenica). En conséquence, la santé des populations assiégées est maintenant en danger grave, principalement celle des enfants et des personnes âgées.

- Concernant les programmes de préparation pour l'hiver, depuis août 1994, tous ces programmes ont été grandement limités par le refus systématique des autorités serbes de Bosnie d'autoriser le passage de convois de matériel logistique, d'assainissement et de réhabilitation. Ceci aggrave la précarité et la misère dans lesquelles vivent les populations civiles.

- Médecins Sans Frontières suit également de près l'approvisionnement en nourriture afin de pouvoir surveiller de possibles cas de malnutrition et d'autres problèmes de santé. Les chiffres pour la fin de l'année 1994 et le début de l'année 1995 sont en dessous des standards internationaux de 2 000 kcal par personne et par jour. En réalité, les convois de nourriture de l'ONU ne sont autorisés qu'en quantité insuffisante ces derniers mois, ce qui entraîne un affaiblissement général de la population. (voir les chiffres en annexe).

En 1994, sur la route des enclaves, les équipes de Médecins Sans Frontières ont également été victimes, à plusieurs reprises, de confiscation arbitraire de matériel humanitaire, considéré par les autorités serbes de Bosnie comme du matériel stratégique (6 bombes d'oxygène, 68 cartons de médicaments, du matériel de communication et de protection et un véhicule Toyota), ce qui a altéré l'efficacité de nos opérations. Les autorités de Pale « enquêtent » sur cet incident depuis plusieurs mois et nous ont promis de nous rendre le matériel confisqué.

Les problèmes mentionnés ci-dessus montrent clairement le rejet des principes humanitaires édictés par les Conventions de Genève et des résolutions de l'ONU relatives à la protection des prétendues « zones de sécurité ».

Parce que nos approvisionnements et nos activités humanitaires sont d'une importance capitale pour les populations assiégées et parce que la situation pourrait devenir rapidement dramatique, nous demandons votre soutien pour nous aider à résoudre le problème actuel avec les autorités serbes de Bosnie.



Lettres de l'ONU et des responsables européens chargés de l'ex-Yougoslavie au Dr Philippe Biberson, président de MSF France, et au Dr Eric Goemaere, directeur général de MSF Belgique, février 1995 (en anglais).

Extrait :

De la Mission permanente de l'Allemagne aux Nations unies, le 24 février 1995

Merci pour votre lettre [...]. Ces informations sont extrêmement utiles pour notre évaluation de la situation en Bosnie dans le cadre de notre travail au Conseil de sécurité.

Du représentant permanent de la Fédération de Russie aux Nations unies, le 28 février 1995

La Fédération de Russie est très préoccupée [...]. Le Conseil de sécurité a été saisi de cette affaire et fait un certain nombre de déclarations présidentielles [...]. Le Conseil va continuer à suivre attentivement la situation.

De la Conférence internationale des Nations unies sur l'ex-Yougoslavie, le 28 février 1995

Le Groupe de contact des cinq nations a été le principal canal pour la négociation avec les Serbes de Bosnie depuis près d'un an [...] Votre demande devrait donc être adressée aux ministres des Affaires étrangères de ces cinq pays.

Du Conseil de sécurité des États-Unis, le 9 mars 1995

Je partage votre préoccupation et votre frustration, et j'ai une haute estime pour le travail accompli par votre organisation pour tenter d'atténuer la souffrance des populations en Bosnie. [...] Nous avons peu d'influence sur les Serbes de Bosnie. Nous continuerons néanmoins à appeler à la libre circulation de l'aide en Bosnie.



Lettre du ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales de la République serbe de Bosnie à l'UNICEF, PSF, MDM et MSF Sarajevo, 22 février 1995 (en anglais).

Extrait :

Nous ne sommes pas du tout satisfaits de votre explication selon laquelle cette aide, en principe, est établie en fonction respectivement des besoins et de vos évaluations sur le terrain, et non selon le ratio réel du nombre d'habitants et du nombre de structures de santé qui sont sous le contrôle des autorités de Sarajevo et de celles qui sont sous le contrôle des autorités de la République serbe de Bosnie. Mes collègues ont essayé, au cours de plusieurs entretiens, d'attirer votre attention sur ces points, et sur l'inégalité de traitement appliqué selon nous à la partie serbe dans la répartition de l'aide que vous fournissez. Malheureusement, à l'exception de l'OMS et du HCR, les autres organisations n'ont pas porté assez d'attention à nos arguments et nous serons bientôt dans l'obligation de revoir complètement notre coopération avec elles.



Message du coordinateur général de MSF pour l'ex-Yougoslavie à MSF Bruxelles et Paris, 24 février 1995 (en anglais).

Extrait :

Pour résumer :

Il est maintenant clair pour moi que le problème n'est pas MSF.

Toute la négociation sur un document, l'aspect politique de notre déclaration, le projet de distribution de la mi-mars ne sert qu'à gagner du temps. C'est le seul outil que peuvent officiellement utiliser les autorités civiles.

Le problème est militaire. La menace réelle d'une offensive bosniaque avant la fin du cessez-le-feu en est la raison.

Militairement parlant, il est plus intéressant de couper l'approvisionnement en matériel médical plutôt qu'en nourriture pour affaiblir une armée. Les médicaments de toutes les organisations seront donc refusés.

C'est pour cela par exemple que le HCR refuse les médicaments de MSF non étiquetés, que le convoi du Dutchbat avec PSF et MSF Hollande de Tuzla a été refusé, que l'autorisation du CICR a été refusée. [...]

Donc cessons d'être paranoïaques et préparons-nous pour une urgence.

Nous avons discuté de la possibilité de largages aériens pour forcer le passage de quelques convois (parce que les autorités serbes de Bosnie détestent les largages aériens). C'est la dernière solution. [...]

Les mouvements d'expatriés vont aussi être un sujet difficile (puisque ce sont des personnels médicaux) mais cela devrait pouvoir se résoudre. Je vais faire tout ce que je peux pour résoudre ça pour demain. On verra les résultats.



The Mission no 198, **lettre d'information** satirique de MSF France, 26 juin 1995 (en français).

Extrait :

Ça y est, on a enfin obtenu des Serbes de Bosnie les autorisations pour faire sortir et entrer des équipes à Srebrenica et à Gorazde. La rotation a été faite ce week-end [week-end] sur Srebrenica, pas encore sur Gorazde ; on attend avant d'y croire (comme Saint Trucmuche) Les gus de Srebrenica, eux, entraînés par Pierre Soupaloignon-y-crouton [Salignon] qui est à Pale pour l'événement, n'ont visiblement pas attendu pour arroser leur quille [...]. Pour rappel, on a deux personnes à Gorazde et trois à Srebrenica. Pour elles, c'est comme une sortie de prison. Aussi bien. Aussi triste pour les gens qu'elles laissent derrière les barreaux. Ça n'a rien à voir, mais on a par ailleurs fait une petite dotation de matériel à des hôpitaux non seulement militaires mais aussi serbes dans la région de Sarajevo. Polies, les autorités militaires serbes de Bosnie nous ont envoyé tous leurs remerciements. Beurk.



Message de Pierre Salignon, MSF France, adjoint au responsable des programmes en ex-Yougoslavie, au département de la communication, 27 juin 1995 (en français).

Extrait :

Salut de Pale

On vient de lire le dernier *The Mission* et on peut dire que nous avons été pour le moins surpris par le paragraphe ex-Yougo. On connaît le ton provocateur de *The Mission*, mais ce n'est pas pour cela que l'on a la permission de dire tout et n'importe quoi [...]

Vous faites référence à une donation à des hôpitaux militaires et de surcroît « serbes » ??? Si ça vous fait plaisir d'écrire des bêtises...

Donc on se permet de vous répondre. [...]

Il y a ici aussi une guerre depuis 3 ans. Que les Serbes en soient responsables, c'est une chose. Que des populations en souffrent, ça en est une autre et peu importe à quelle communauté elles appartiennent.

Si vous ne le saviez pas déjà, MSF développe en Bosnie de l'est (côté serbe) un programme de distribution de médicaments à 30 structures de santé (polycliniques et dispensaires, et 5 pharmacies pour réfugiés).

Ce programme aujourd'hui fonctionne mieux et a un réel intérêt médical/impact auprès de la population civile, même si vous n'en êtes pas convaincus, le CICR lui s'occupe notamment des hôpitaux et des blessés de guerre, c'est son mandat.

Il est important aussi de savoir que depuis plusieurs semaines la guerre est ici en train de changer de nature.

Sans oublier les responsabilités des Serbes dans ce conflit et les massacres commis en 1992 et 1993 [...] aujourd'hui ce sont deux armées qui se combattent et sont prêtes à

tout pour arriver à leurs fins. Et la guerre est sale et les méthodes utilisées de chaque côté pas recommandables.

Les victimes de part et d'autre, ces dernières semaines - civiles et militaires - sont nombreuses. Ce qui explique clairement pourquoi des donations urgentes peuvent être réalisées, même si cela déplaît à certains de voir MSF soigner des « Serbes » civils ou militaires... Vous avez lu la charte???



On apportait la liste des médicaments qu'on voulait distribuer aux responsables bosno-serbes et ils nous disaient: « OK, on va faire 70 % pour la partie serbe, 30 % pour la partie bosniaque. » On répondait qu'on ne parlait pas de pourcentage mais de besoins. On leur racontait quelle situation on avait trouvée en Republika Srpska et quel approvisionnement on prévoyait. Puis on racontait quelle était la situation de l'autre côté et on leur donnait la liste des médicaments qu'on estimait devoir livrer. Et là commençait la procédure de « clearance⁴ », de la bureaucratie totale ! Il fallait une « clearance » pour le camion, une pour le chauffeur, une pour la personne qui accompagnait, une pour les médicaments qu'on transportait et une pour la date. La plupart du temps, tout était prêt et les « clearances » étaient négatives. Une fois, le responsable était en train de signer la fameuse « clearance » lorsque par la fenêtre, derrière lui, j'ai vu apparaître un champignon de fumée. C'étaient les premières frappes de l'OTAN. Le type s'est tourné, il a pris le papier et il l'a chiffonné. J'en avais les larmes aux yeux. Un beau matin, on recevait l'autorisation et on partait. Ensuite, on pouvait se retrouver à attendre à un checkpoint, parfois jusqu'au lendemain. Parfois aussi, il y avait des mines antichars sur le passage et les militaires nous provoquaient : « On ne peut pas les bouger, mais vous pouvez descendre les retirer vous-même. » La situation était tellement critique dans les enclaves que lorsqu'on y venait seul, on laissait les médicaments de la malle d'urgence.

Dr Graciela Diap, MSF Belgique/MSF France, coordinatrice médicale pour l'ex-Yougoslavie, octobre 1993-avril 1995, interviewée en 2000 (en français)

Tandis que les offensives éclatent un peu partout en Bosnie, au sein de MSF, on s'interroge à nouveau sur le rôle de l'organisation dans les enclaves. Depuis plusieurs mois, Eric Stobbaerts, le coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie constate que la plupart des responsables militaires, diplomates et journalistes étrangers présents se sont résignés à l'idée que les enclaves sont une entrave au processus de paix.

Dans le numéro d'avril 1995 du journal interne de MSF Belgique, *Contact*, Eric Stobbaerts se demande si MSF ne joue pas le rôle de médecin geôlier dans ces enclaves et ne devrait pas prendre la parole au nom de ceux qui veulent en sortir.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 24 février 1995 (en français).

Extrait :

La situation dans les enclaves est de plus en plus difficile. Les équipes n'ont plus de matériel médical (depuis 2 mois) ni de matériel logistique (depuis 5 mois). On renforce

4. Autorisation.

tous les moyens de pression pour faire entrer le matériel et on se dit que si on n'y arrive pas, on retirera peut-être les équipes car cela deviendra extrêmement dangereux pour elles lorsqu'elles n'auront plus rien. C'est une éventualité douloureuse.

Les nouvelles équipes sont arrivées et se trouvent dans une situation à laquelle elles étaient mal préparées. Elles ont quand même trouvé de quoi accomplir un travail médical et le moral est un peu meilleur.

D'une façon générale, la situation se dégrade et nous avons mis la barre très haut dans notre intransigeance à ne pas payer aux Serbes de contrepartie en échange de ce qui entre dans les enclaves. D'autres acteurs humanitaires sont moins exigeants. À titre d'exemple, on estime à 30 % le pourcentage de ce que l'OMS achemine allant aux Serbes. Il existait un soi-disant programme d'évacuation des blessés qui n'a jamais fonctionné, sauf en échange de prisonniers ou de convois qui arrivent en zone serbe.

Nous nous sommes retirés de ce système et nous sommes fait agonir d'injures par le HCR et le CICR (et par les ONG en général). Nous sommes très isolés, car partout on marchande...

Les enclaves sont maintenant un enjeu stratégique et non plus militaire.

Nous n'avons pas de bonne solution pour l'instant.



Infomatin, **Bulletin d'information interne** de MSF Belgique, 22 mars 1995 (en français).

Extrait :

On ressent partout le contexte de guerre ; les Bosniaques sont réarmés par les US.

La situation dans les enclaves est désespérée ; les gens sont véritablement en prison, n'ont plus aucun espoir et la mort n'a plus aucune valeur pour eux. Ils se disent eux-mêmes condamnés à mourir.

Même si la nourriture et les médicaments sont encore suffisants (mais limités), il s'agit réellement d'une stratégie des Serbes de laisser passer les approvisionnements au compte-gouttes, pour mieux asphyxier les populations.

MSF devrait revoir sa stratégie et faire davantage pour redonner un sens à la vie de ces gens enfermés et désespérés.

À Pale (QG des Serbes bosniaques), 8 MSF ont parlementé pendant 5 jours avec les autorités. Un accord est intervenu pour le transport de l'aide vers les enclaves avec l'obligation pour les ONG de déclarer mois par mois le matériel à y faire entrer.

Un premier convoi a pu pénétrer à Srebrenica et Gorazde, ce qui a permis de changer les équipes et de faire entrer quelques tonnes de vivres et de médicaments.

En conclusion, il faut absolument reparler des enclaves et être plus agressifs dans notre communication (une réunion sera programmée rapidement sur la Bosnie).



« Du rôle de MSF dans les enclaves de Bosnie orientale », Eric Stobbaerts, coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie, février 1995, Sarajevo, Pale, publié dans **Contact, journal interne** de MSF Belgique, avril 1995 (en français).

Extrait :

Le ton et l'auteur risquent de surprendre certains d'entre vous. C'est le résultat d'une frustration énorme à attendre l'aboutissement d'interminables négociations en Bosnie orientale pour recommencer nos activités à un rythme plus soutenu. Cela n'est certainement pas un cri de capitulation ; notre quotidien pour devise : « *A luta continua!* »

Arrivé au terme d'une mission de plus de quinze mois qui m'a passionné et pris aux tripes, à laquelle je me suis donné corps et âme, soudain cette réflexion inattendue, venue du plus profond : mais quel rôle sommes-nous amenés à jouer par notre intervention en Bosnie orientale ? [...]

Quel avenir ?

À terme, tout le monde le sait, ces poches n'ont pas de futur. Tous ont capitulé, même cette hypocrite communauté internationale qui répugnait, au début du conflit, à la division communautaire. Aujourd'hui, c'est elle-même qui propose ce partage et de façon très méticuleuse. La population assiégée n'y croit pas non plus. On peut estimer grossièrement à 70 % ceux qui souhaitaient partir.

Mais il ne faut pas le cacher : si ces populations sont assiégées par l'armée serbe, elles le sont désormais aussi par les autorités dans ces poches. Le siège est donc double.

Doit-on encore garder sous silence que cet été, par exemple, une grand-mère et sa petite fille ont été tuées par les autorités de la poche de Gorazde alors qu'elles essayaient de traverser la ligne de front serbe ?

L'enjeu politique et diplomatique que représentent ces enclaves tant pour Pale que pour Sarajevo est évident.

Quel rôle joue-t-on ?

D'une part, nous faisons le jeu des intérêts de Pale puisque nous assurons la stabilité (pas l'amélioration) de l'état de santé de ces populations-monnaies d'échange. Cela évite au bourreau un scandale humanitaire qui attirerait trop l'attention.

D'autre part, nous participons au dessein politique (encore peu clair) de Sarajevo, en nous conformant à leurs méthodes expéditives et en négligeant l'essentiel : avant tout, cette population veut sa liberté.

À quoi joue-t-on alors ?

MSF doit-elle se conformer à un rôle de geôlier/médecin de prison, au service de deux parties en conflit ?

Ne doit-on pas prendre la parole au nom de ceux qui veulent partir, ceux qui veulent retrouver leur liberté, ceux qui se trouvent emprisonnés contre leur gré, et pour un idéal auquel ils ne croient plus ?

Où en est la Bosnie, cet idéal de la multidifférence qui diminue, telle une peau de chagrin, à coup de purification ethnique de part et d'autre, cet idéal qui se limite désormais aux contours du centre de Sarajevo, et encore, dans quel état !!!

N'est-ce point le moment de réfléchir autrement, de penser de façon objective, en revoyant les principes qui nous ont fait venir et en saisissant à ce jour la souffrance de ces populations ?

Ne doit-on pas penser que le sort de 100 000 personnes réfugiées sur un sol en paix et unifié est plus profitable (humainement), sol où ils pourront jouir de leur liberté et de leurs droits d'êtres humains ?

Quel est le sort de 100 000 personnes vouées à vivre dans un état mi-humain mi-animal, vidées de leur substance, c'est-à-dire de leur intégrité ? Ne doit-on pas se révolter devant cette réflexion d'une jeune réfugiée (19 ans) de Srebrenica : « Attendre encore un ou dix ans, qu'importe ? »

Peut-être est-il prématuré d'approfondir cette réflexion ou de se l'approprier, mais à la veille d'une nouvelle offensive que nous « attendons » tous ce printemps... elle est justifiée ?

Quel prix faut-il payer pour défendre un idéal ? Et l'Histoire nous en sera-t-elle reconnaissante ?

En tout cas, on se doit d'y réfléchir, ne serait-ce que pour réitérer les bases de notre engagement dans ces ghettos de la fin du millénaire...



Dès 1994, les gens ont compris que vu son encerclement, sa disposition géographique, trop rapprochée, trop ancrée dans la Republika Srpska, près de la frontière yougoslave, Srebrenica allait être un enjeu, une monnaie d'échange et tomberait aux mains des Serbes à l'occasion d'un deal politique pour des accords de paix. Les gens avaient compris qu'ils ne pourraient pas rester, qu'ils partiraient. Quand j'ai quitté l'enclave [en avril 1994], j'étais persuadée que ça ne tiendrait pas, qu'on ne leur garderait pas Srebrenica et la région pour eux. En revanche, comme les gens eux-mêmes, nous avons eu la naïveté de croire qu'ils garantiraient la sécurité de la population et sa protection.

Graziella Godain, MSF Belgique/MSF France, coordinatrice de terrain à Srebrenica, octobre 1993-avril 1994, interviewée en août 2000, (en français)



J'étais en contact régulier avec les Nations unies, les journalistes, les responsables de la Forpronu, les diplomates, etc. Au fur et à mesure des mois qui passaient — et c'est devenu très clair à l'hiver 94 et début 95 — pour tous ces gens-là, Srebrenica et les autres enclaves étaient devenues un obstacle au processus de paix. Ils ne l'ont évidemment jamais dit ni par écrit ni dans une réunion officielle, mais tout le monde avait capitulé sur la possibilité d'avoir une Bosnie multiethnique. Dans ce sens, les Serbes avaient gagné. En janvier 1995, les convois n'entraient pas. On en était arrivé à se dire qu'il fallait faire du largage par voie aérienne. MSF avait toujours critiqué cela, mais on était dans une telle situation — on n'avait même plus d'aspirine dans la pharmacie — qu'on a décidé d'aller demander aux Nations unies de faire du parachutage de médicaments sur Srebrenica. Je suis allé voir le général Smith, le responsable de l'UNPROFOR [Forpronu], qui m'a répondu en substance que la communauté internationale n'était pas prête à risquer une troisième guerre mondiale pour faire parvenir de l'aspirine à Srebrenica. En 1993, à Srebrenica, la population était composée de ruraux déplacés. Ils avaient une force, une volonté d'être sur place. Au-delà de la souffrance, de la situation inhumaine qu'ils vivaient, ils comprenaient la raison d'exister de cette enclave, qu'être là c'était une façon de lutter pour arriver à une reconnaissance d'une Bosnie multiethnique. Mais au fur et à mesure de mois et de mois horribles d'une vie atroce, la situation a évolué. Lors de ma dernière visite à Srebrenica avant de partir [en avril 1995], ça se formalisait un peu parce que je parlais, les gens me disaient : « Merci beaucoup, MSF, pour tout ce que vous faites, mais nous, ce que l'on veut, c'est sortir, on veut rejoindre les nôtres. » Entre-temps, un État s'était mis en place en Bosnie-Herzégovine, sur la base d'un accord entre les Croates et les Musulmans. Il y avait une sorte de stabilisation en Bosnie centrale et les gens de Srebrenica avaient changé de discours. Entre ce que disaient les diplomates et ce que disaient les gens de Srebrenica, j'ai fait une sorte de synthèse empirique et je me suis dit que finalement, à MSF, on était en train de devenir les médecins de prisons serbes. Je crois qu'on ne s'en est pas rendu compte à temps. Pour moi, le rôle de MSF c'est d'être à l'écoute des populations et on ne l'a pas été suffisamment dans le cas de Srebrenica. Au cours de mon débriefing au siège, j'ai suggéré qu'on propose un déplacement de cette population, qu'on demande à ce que les gens de Srebrenica puissent rejoindre les leurs, puisque c'est cela qu'ils demandaient. J'ai eu droit à une levée de boucliers. On m'a dit : « Ce n'est pas le mandat de MSF, en plus ce serait faire le jeu des Serbes. » Je m'en veux personnellement d'être parti à ce moment-là. La personne qui devait me remplacer n'était pas disponible, on a divisé ma position en deux : on a temporairement remis un coordinateur à Belgrade et un autre à Split, et on a renforcé leur profil. Srebrenica était désormais sous coordination de Belgrade. Or, beaucoup de contacts concernant Srebrenica ne se trouvaient pas à Belgrade, mais à Sarajevo et à Zagreb. Il n'y avait plus personne, à part les responsables des sièges, pour avoir une vision globale de la situation. Mais ils ne se déplaçaient pas sur le terrain toutes les semaines pour recouper les informations. Cette réorganisation nous a fait perdre de l'information.

Eric Stobbaerts, MSF Belgique/MSF France, coordinateur général en ex-Yougoslavie, décembre 1993-avril 1995, interviewé en juillet 2000 (en français)



C'est bien que MSF soit arrivée dans l'enclave avec Morillon, soit restée, ait développé toute cette activité médicale, se soit battue pour faire venir des médecins, et pour habiter là, être proche des gens. Je pense que l'élément le plus important, c'était vraiment notre présence. Mais cette présence a peut-être eu un revers en donnant le sentiment que tout allait bien. La population de Srebrenica ne voulait pas rester, elle voulait aller à Tuzla. MSF le savait, mais n'a pas relayé cette volonté. Pourquoi ? Parce qu'on s'attendait à ce que cette population soit respectée. Peut-être aussi parce que l'arrogance de MSF l'a amenée à se satisfaire d'être dans l'enclave, « là où il fallait être », sans vraiment analyser la souffrance des gens. Et ça, on doit le reconnaître.

Dr Graciela Diap, MSF Belgique/MSF France, coordinatrice médicale pour l'ex-Yougoslavie, octobre 1993-avril 1995 (en français) interviewée en 2000



À de très nombreuses reprises au sein du conseil d'administration de MSF France, dont j'étais membre, la question des enclaves a été posée. Le vice-président de l'époque a soulevé la question : « Est-ce que MSF n'est pas la cigarette du condamné ? » C'est exactement comme ça qu'il l'a formulée. On a réfléchi à la possibilité de demander l'évacuation des gens. Mais c'est une idée qui a été écartée, parce qu'elle nous semblait tout à fait irréaliste, irréalisable. Il n'y avait pas d'accord politique là-dessus et l'exprimer publiquement, c'était nous empêcher, à court terme, d'entrer dans les enclaves et nous amener à perdre le contact.

Dr Renaud Tockert, MSF Belgique, responsable des programmes en ex-Yougoslavie, 1993-1995, interviewé en 2000, (en français)



Je ne me souviens pas de discussion autour des évacuations. Ce n'était pas entendable par les responsables politiques nationaux concernés. Je voyais souvent la représentante du HCR. On discutait de la réalité de ces populations bloquées dans les enclaves, complètement dépendantes, vivant dans une sorte de petit Varsovie de la pire époque et se demandant quelle serait la prochaine étape. Mais tout le monde était tenu par le deal politique et le rapport de force qui évoluait avec les événements militaires : les déploiements de troupes qui gelaient certaines positions, les frappes aériennes, etc. Et dans le deal politique, personne n'en parlait, même si tout le monde savait qu'il y avait une verue et qu'il allait falloir trouver une solution.

Pierre Salignon, MSF France, adjoint au responsable des programmes en ex-Yougoslavie, 1992-1996, interviewé en 2015, (en français)

À la même époque, les relations se tendent de nouveau entre l'équipe MSF à Srebrenica et l'opstina, l'autorité civile bosniaque musulmane qui gère la ville, au sujet du personnel local employé par MSF. Les autorités municipales bosniaques exigent la démission du logisticien, employé essentiel pour les activités de l'organisation et qui résiste aux tentatives de corruption. Il est sommé de rejoindre

l'armée bosniaque, sous peine d'être emprisonné. Progressivement, le contentieux s'étend aux cas d'autres membres du personnel MSF.



Message du coordinateur de MSF à Srebrenica au coordinateur général de MSF pour l'ex-Yougoslavie, 9 mars 1995 (en anglais).

Extrait :

Ils veulent :

1. le retrait de notre logisticien, il a reçu une lettre lui demandant d'être présent le 9 mars à 8 heures à l'école sinon prison. C'est lui qui porte le plus de responsabilités dans la mission MSF.
2. la rotation de tout le personnel MSF. Nous devons leur fournir la liste de notre staff, avec le nombre et les qualifications du personnel futur. Date limite dans deux ou trois jours, dans 15 jours tout le personnel devra avoir été remplacé.
3. ce n'est pas une attaque contre MSF, cela concerne le personnel local de toutes les organisations.

POURQUOI? (Notre conclusion)

- Ils veulent montrer leur force
- Ils veulent avoir leurs personnes aux positions clés des organisations, donc tout contrôler.
- Prélever des impôts sur les salaires



Lettre du coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie au représentant du ministère de la Défense à Srebrenica, 24 avril 1995 (en anglais).

Extrait :

En pratique, la situation confuse que je vous ai exposée et la mobilisation de notre personnel nous ont obligés à annuler certaines de nos activités faute de support logistique.

- Programme de réhabilitation
- Maintien de l'hôpital
- Toutes les activités qui ne dépendent pas de la pharmacie puisque notre entrepôt principal n'a plus de magasinier. 12 ambulants [dispensaires mobiles] sont à court de produits d'hygiène, 6 d'entre elles sont plus ou moins inaccessibles puisque l'un de nos véhicules est en panne et que personne ne peut faire les réparations.

En plus de leurs responsabilités médicales, les docteurs doivent assumer l'entretien du générateur et des véhicules. [...] Dans l'incapacité de porter une assistance essentielle à la population, j'estime que la situation ne peut perdurer sans conséquences durables sur notre opération.

Croyant en une volonté commune de permettre à nos programmes de redémarrer, nous attendons une réponse positive de votre part pour une discussion ouverte.



Compte-rendu de la réunion des opérations de MSF France, 6 juin 1995 (en français).

Extrait :

Srebrenica : des personnes de notre staff vont être mobilisées. Problème vis-à-vis de l'équipe d'une part et d'autre part le staff « de remplacement » va nous être imposé.

Nous allons changer les profils de poste en diminuant la responsabilité du personnel local.



Rapport mensuel de juin 1995, MSF Srebrenica, 8 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

Non seulement le manque de ressources humaines, de médicaments et de matériel médical bloque nos activités, mais le problème actuel avec l'opstina rend difficile la fourniture d'une assistance suffisante à la population.

Il ne semble pas y avoir de possibilité de compromis de leur part et [...] (deux logisticiens très importants) ne sont plus autorisés dans notre maison. Des discussions sont en cours à Sarajevo. 30 % des travailleurs des structures civiles seront retirés de leurs postes.

Quelle est la relation entre l'administration civile et militaire ?



On avait de gros problèmes avec l'opstina, la municipalité, qui était très vindicative et très revendicatrice. Il y avait à la fois de la déprime dans la majorité de la population et une espèce d'énerverment au sein des militaires bosniaques. L'opstina commençait à imposer le recrutement forcé des hommes et on commençait à avoir du mal à garder le personnel masculin. Il a fallu qu'on résiste lorsqu'ils voulaient nous enrôler des employés pour faire leurs opérations commando sur les postes serbes. D'une part, la plupart d'entre eux ne voulaient pas participer à ces actions. D'autre part, on avait besoin d'eux pour travailler. La prise en charge médicale de 45 000 personnes c'était énorme et nous n'étions que quatre à six expatriés.

Graziella Godain, MSF Belgique/MSF France, coordinatrice de terrain à Srebrenica, octobre 1993-avril 1994, interviewée en août 2000, (en français)

À partir du 15 avril 1995, les autorités bosno-serbes s'opposent à nouveau à toute rotation des équipes expatriées de MSF travaillant dans les enclaves de Gorazde et Srebrenica. Début juin, depuis Belgrade, MSF rapporte à la presse la dégradation de la situation dans l'enclave qui est de nouveau bombardée par les forces bosno-serbes.

Les autorités de Pale tentent de conditionner la rotation des expatriés au fait que l'organisation les mette en contact avec les responsables politiques français. MSF refuse.



« La situation humanitaire s'aggrave dans les enclaves », **AFP** (France), Belgrade, 5 juin 1995 (en français).

Extrait :

Le dernier convoi de nourriture est parvenu à Srebrenica le 25 avril et les stocks baissent à Gorazde également, selon M. Stephan Oberreit, coordinateur général de MSF à Belgrade.

L'approvisionnement en médicaments est cependant régulier, le dernier convoi étant arrivé le 18 mai à Srebrenica et le 23 à Gorazde.

MSF rencontre de nombreux problèmes dans la conduite de ses programmes du fait qu'il lui est « impossible à l'heure actuelle d'effectuer les rotations normales des équipes », a dit M. Oberreit.

Les autorités serbes de Bosnie « ne délivrent pas les autorisations nécessaires pour effectuer les changements de personnel prévus », a-t-il précisé.

À Gorazde, l'anesthésiste de l'équipe MSF a pu « assister les médecins locaux dans les opérations de 30 blessés graves et il a dénombré une dizaine de décès à l'hôpital ».

Sur le plan de la sécurité, « la situation se détériore » également. « Plusieurs obus sont tombés près de l'antenne MSF, à Gorazde et plusieurs autres dans le campement même de l'hôpital local », a ajouté M. Oberreit.

Les activités militaires dans la région de Gorazde restent importantes. Un véhicule MSF clairement identifié a été poursuivi par un tir de mitrailleuse alors qu'il quittait le pont principal de Gorazde avec l'anesthésiste et un blessé à son bord selon la même source. L'ONU à Sarajevo a annoncé que l'enclave de Srebrenica, qui avait connu une relative accalmie, avait été bombardée dans la nuit de dimanche à lundi. 303 détonations y ont été enregistrées par les observateurs de l'ONU.



Message de MSF Pale pour MSF Srebrenica, 20 juin 1995 (en anglais).

Extrait :

Leur proposition était que MSF Belgique/MSF France demande au gouvernement français de contacter [...] à Pale pour le forcer à accepter la rotation. Cela lui donnerait l'occasion d'avoir un contact avec des représentants de la diplomatie française. Ils espèrent ainsi ouvrir un nouveau canal de négociations.

Imaginez notre surprise d'entendre ce discours, même si nous comprenons qu'il y a une crise entre les autorités civiles et militaires de la République serbe de Bosnie. Soyons clairs, ils essayent de nous entraîner dans des affaires politiques en contradiction avec nos principes. C'est, comme vous pouvez vous en douter, évidemment délicat. Nous devons avoir de nouveaux rendez-vous avec eux demain. Après discussion avec les sièges, nous pensons que ce chantage est inacceptable.

Il y a deux façons de résoudre tout ça.

Premièrement, l'inacceptable, qui est de faire de nos équipes dans les enclaves, c'est à dire vous, un enjeu de marchandage entre négociateurs serbes et négociateurs français « occidentaux », sur lequel nous n'aurions aucun contrôle, sachant que les Serbes joueraient ce jeu très professionnellement — comme ils l'ont fait avec les Casques bleus — et cela ajouterait même une contrainte sur nos activités futures dans les enclaves, puisqu'ils pourraient utiliser cet argument chaque fois qu'ils le voudraient... et dans toute circonstance qui leur plairait.

Deuxièmement, le difficile, qui est de refuser ce marchandage de voleur et dire que nous nous en tiendrons à notre position : demander l'accès, une rotation des équipes normale et la continuation de toutes nos activités humanitaires. Il faut savoir que cela pourrait avoir rapidement un effet boomerang à différents niveaux : autorisation d'entrée et de sortie pour les enclaves et les équipes de Pale, des contraintes de sécurité, peut-être même être pris en otage, l'expulsion des enclaves et de la République serbe, tout est possible.

S'il devait s'en suivre une réaction inacceptable des Serbes à cette proposition, alors nous pourrions avoir à prendre d'autres mesures, qui n'ont pas à être discutées ici et maintenant, mais que nous préparons déjà.

Nous voulons défendre la seconde option demain et nous vous tiendrons informés de tout nouveau développement qui suivrait dans la journée.

Cela implique que nous vous demandions de rester ferme, comme nous le faisons ici et qu'il n'y ait pas de discordance dans le message officiel. Nous savons que c'est une condition qui est dure pour vous, nous savons que vous êtes fatigués, que vous en avez assez de ces conneries, mais est-ce que vous pouvez tenir encore une semaine ou plus ? Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour vous soutenir autant que possible.



Quand MSF est entrée dans les enclaves en 1993, il devait y avoir 5 postes à Srebrenica et 3 à Gorazde. En mai 1995, on n'avait plus droit qu'à 3 postes à Srebrenica et 2 à Gorazde. Et il fallait attendre que des membres du personnel international aient une autorisation de rentrer pour faire sortir les autres. Au bout d'un certain temps, ceux qui étaient dans l'enclave, sous les bombes, craquaient. On les avait en pleurs à la radio. Je leur chantais des chansons pour leur remonter le moral et les faire rire... J'ai passé trois semaines à essayer d'obtenir les autorisations de faire des rotations de personnel et de faire rentrer du matériel. Ces négociations étaient un rien surréalistes. On rencontrait les Serbes, entourés de gros malabars, dans des chalets. L'interlocuteur des humanitaires, c'était Nikola Koljevic, le vice-président de la Republika Srpska, un professeur de littérature anglaise. Il a commencé par demander qu'on le mette en contact avec le président français Jacques Chirac, qu'on lui fasse passer son numéro de téléphone. J'ai refusé en expliquant que MSF était une organisation non gouvernementale. Au bout d'un moment, je me suis dit qu'il fallait lâcher quelque chose. Donc je lui ai dit que sur Srebrenica, on ne pouvait pas descendre en dessous de deux employés internationaux. Et là, il a répondu : « Très bien, ça c'est un argument qui va m'aider. » Une fois la rotation effectuée, je l'ai appelé pour le lui annoncer et le remercier et là il m'a dit qu'il était bien content et qu'il venait fêter ça chez nous ! Il est arrivé, déjà complètement ivre, avec des bouteilles. J'ai demandé que son garde du corps armé reste dehors. On a donc passé la soirée avec Koljevic qui nous chantait des chansons françaises et nous racontait sa vie. C'était complètement surréaliste.

Stephan Oberreit, MSF Belgique/MSF France, coordinateur général en ex-Yougoslavie, mai-novembre 1995 ; MSF France, directeur de la communication, 2000-2006, interviewé en 2015, (en français)



Lorsqu'on est à Pale, Stephan et moi, en juin 1995, on voit énormément de choses. On voit des voitures de l'ONU, on entend que tel responsable de l'ONU est venu à la Maison-Blanche, le petit chalet du Parlement des Serbes bosniaques. On ne sait pas bien de quoi ils discutent puisqu'on n'y est pas. Mais Koljevic nous dit « On est en train de négocier. La guerre est bientôt finie, on va à peu près avoir ce qu'on veut... Oui, il y a un deal sur Srebrenica. » Il ne nous dit pas : « On a signé ceci contre cela », mais il nous donne des numéros de téléphone, de fax, en nous disant « Voilà, donnez ça à M. Chirac ». C'est complètement brouillon et très manipulateur, pour voir jusqu'où on est prêts à aller ou pas.

Pierre Salignon, MSF France, adjoint au responsable des programmes en ex-Yougoslavie, 1992-1996, interviewé en 2015, (en français)

Fin mars 1995, le secrétaire général des Nations unies a demandé au Conseil de sécurité de remplacer la Forpronu par trois forces de paix, dont l'une chargée de

la Bosnie, qui resteront toutefois coordonnées par un commandement général. À la mi-avril, deux soldats du contingent français de la Forpronu sont tués par des tireurs embusqués.



« Trois forces de paix distinctes vont succéder à la Forpronu », **AFP** (France), **Reuters** (Royaume-Uni), 27 mars 1995 (en français).

Extrait :

Par ailleurs, le secrétaire général de l'ONU a demandé au Conseil de sécurité de remplacer, à compter du 31 mars, la Forpronu par trois forces de paix distinctes en Croatie, Bosnie et Macédoine. Un quartier général effectuant la liaison entre les trois opérations (Croatie, Bosnie, Macédoine) sera cependant maintenu à Zagreb, sous le commandement général et le contrôle du diplomate japonais Yasushi Akashi et du général français Bernard Janvier. [...]

Le quartier général sera aussi responsable de la liaison avec le gouvernement de Belgrade et d'autres gouvernements concernés, ainsi qu'avec l'OTAN, qui effectue des opérations aériennes dans la région. [...]

Sur le terrain, une semaine de violents combats a permis aux forces du gouvernement bosniaque de s'emparer de plusieurs points stratégiques, alors que, de leur côté, les forces des Serbes de Bosnie ripostaient en bombardant plusieurs villes, dont des zones de sécurité.

III. TÉMOIGNER DE LA CHUTE DE LA « ZONE DE SÉCURITÉ »

Le 24 mai 1995, les forces bosno-serbes bombardent de nouveau Sarajevo. À l'ONU, les désaccords et l'indécision règnent quant à la pertinence de riposter par des frappes aériennes. Les États-Unis, qui n'ont pas de troupes au sol, insistent pour frapper. Les États membres qui ont engagé des contingents dans la Forpronu craignent pour la vie de leurs soldats.

Le 25 mai, des frappes aériennes sont finalement mises en œuvre. Les forces bosno-serbes répondent en bombardant les zones de sécurité de Tuzla, Srebrenica, Gorazde et Bihac et en prenant en otage plusieurs centaines de Casques bleus qu'ils positionnent en boucliers humains pour dissuader d'autres frappes.



« Où et qui sont les otages? », **Le Monde** (France), 28 mai 1995 (en français).

Extrait :

Pour faire cesser les raids aériens de l'OTAN, qui a frappé, jeudi 25 et vendredi 26 mai, à proximité de leur fief de Pale, les Serbes de Bosnie ont transformé des soldats de l'ONU en boucliers humains : 145 « Casques bleus », dont 103 Français, et 22 observateurs militaires de l'ONU se trouvaient encore samedi matin entre les mains des milices serbes de Bosnie, selon l'ONU. Soit un total de 167 personnes. Ils étaient retenus en des points de rassemblement d'armement dans douze sites différents situés autour de Sarajevo, mais certains ont été emmenés vers « une destination inconnue ».

Les derniers Casques bleus otages des forces bosno-serbes sont libérés le 18 juin 1995. Dans son édition datée du 23 juin, le quotidien étatsunien *The New York Times* rapporte que, selon des responsables occidentaux, la France aurait secrètement négocié leur libération contre la garantie donnée aux Bosno-Serbes de ne pas mettre en œuvre de forces aériennes de l'OTAN et contre la libération de quatre de leurs prisonniers.



« Pale a libéré les hommes de l'ONU », **AFP** (France), 19 juin 1995 (en français).

Extrait :

L'affaire des Casques bleus et des observateurs de l'ONU pris en otage par les Serbes de Bosnie est terminée. Un dernier groupe de 26 militaires est arrivé hier en début de soirée en Serbie. Le groupe — 15 observateurs de différentes nationalités, dont un Belge (le commandant Guy Schandeler), et 11 Casques bleus canadiens — a été remis à Pale à Jovica Stanisic, envoyé spécial du président serbe Milosevic. [...]

Un premier groupe de 120 prisonniers avait été libéré le 2 juin, et 111 autres cinq jours plus tard.

À Sarajevo, la Forpronu a annoncé, elle, que la plupart des Casques bleus qui étaient encerclés depuis le 25 mai dans plusieurs postes situés en territoire sous contrôle serbe avaient évacué ces positions.



« La France a mené des négociations secrètes avec les Serbes », **The New York Times** (États-Unis), 23 juin 1995 (en anglais).

Extrait :

Selon des responsables occidentaux, la France avait négocié la libération des soldats de l'ONU retenus en otage par les Serbes de Bosnie, même si l'ONU et les gouvernements occidentaux avaient insisté pour que leur libération soit inconditionnelle.

En échange de la libération des soldats des Nations unies, qui comprenaient de nombreux soldats français, les Serbes de Bosnie auraient apparemment reçu l'assurance que les avions de l'OTAN ne frapperaient plus les positions serbes. Un autre terme de l'accord semble avoir permis la reprise des livraisons de nourriture aux enclaves musulmanes assiégées.

Ces responsables ont également indiqué que le général Bernard Janvier, le commandant français des forces des Nations unies en ex-Yougoslavie, aurait rencontré à deux reprises le général Ratko Mladic, commandant des Serbes de Bosnie, pendant la prise d'otages. Ces rencontres auraient eu lieu le 4 juin à Zvornik, à la frontière entre la Bosnie et la Serbie, et le 17 juin au quartier général des Serbes de Bosnie, à Pale, près de Sarajevo. De plus, ont ajouté ces responsables, le général Bertrand de Lapresle, le précédent commandant des forces des Nations unies, a été envoyé en Bosnie où il s'est entretenu avec les dirigeants serbes de Bosnie au sujet de la libération des otages. Les soldats avaient été capturés par les forces bosno-serbes après un raid aérien de l'OTAN sur l'un de leurs dépôts de munitions.

Tout au long de cette période, la France faisait partie des gouvernements qui insistaient publiquement pour qu'aucune tractation secrète ne soit conduite avec les Serbes.

« Les Français ont eu un rôle moteur dans la libération des otages », nous a confié un responsable. « L'accord qui a permis de les libérer a été conclu lors des réunions avec le général Janvier et le général de Lapresle ».

Le général Rupert Smith, le commandant britannique des forces des Nations unies en Bosnie, s'était fortement opposé à l'idée de discussions secrètes avec les Serbes de Bosnie. Il avait été invité à la réunion du 4 juin à Zvornik, mais avait refusé de s'y rendre. Les tensions s'étaient alors accrues entre le quartier général du général Smith à Sarajevo et celui du général Janvier à Zagreb.

Les termes de l'accord conclu par les généraux français sont maintenant clairs. La réunion du 4 juin à Zvornik, qui s'était tenue une semaine après la prise d'otage, avait été suivie d'une déclaration des Nations unies annonçant qu'elle se conformerait strictement à ses principes de maintien de la paix - un signal fort qu'il n'y aurait plus de frappes aériennes de l'OTAN.

C'était la première demande du général Mladic et de Radovan Karadzic, le dirigeant des Serbes de Bosnie.

Les responsables expliquent que le rôle de la France dans la négociation de cette garantie a été mis en lumière cette semaine, lorsque le président russe Boris Eltsine a annoncé avoir été assuré par le président Jacques Chirac de la fin des frappes aériennes en Bosnie.

Ils ont ajouté que la réunion du 17 juin à Pale entre le général Janvier et le général Mladic avait fixé les derniers détails. Elle a permis la libération des derniers otages le lendemain, en échange de quatre Serbes capturés par les soldats français lors d'un combat autour d'une position des Nations unies à Sarajevo le 27 mai. Deux soldats français avaient été tués au cours de l'opération.

En échange de cette attitude compréhensive, le général Janvier aurait reçu la promesse du général Mladic qu'il laisserait les convois de nourriture des Nations unies accéder aux enclaves.



« Les Français démentent chercher à "marchander" avec les Serbes », *The New York Times* (États-Unis), 24 juin 1995 (en anglais).

Extrait :

La France a affirmé aujourd'hui avoir rencontré toutes les parties belligérantes en Bosnie pour obtenir la libération des soldats des Nations unies pris en otage par les Serbes, mais n'avoir ni négocié ni marchandé pour leur libération.

Cette déclaration a été faite en réaction à l'article du *New York Times* de vendredi qui disait que des responsables français avaient négocié avec les Serbes de Bosnie pour libérer plus de 320 Casques bleus capturés en mai. [...]

Yves Doutriaux, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères a déclaré aujourd'hui à Paris que le général Bernard Janvier, commandant pour l'ex-Yougoslavie, et le général de Lapresle, son prédécesseur, « ont transmis par divers moyens le message de fermeté de la France : la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages ». « Il n'y a eu ni négociation ni marchandage », a conclu M. Doutriaux.

Début juin 1995, à l'initiative de la France, une force de réaction rapide d'un millier d'hommes, indépendante de la Forpronu, a été créée pour défendre les Casques bleus.



« S'engager en Bosnie », **Le Monde** (France), 6 juin 1995 (en français).

Extrait :

Face à la paralysie de la Forpronu, les Occidentaux en fait, essentiellement les Européens n'avaient guère le choix. Ou ils acceptaient le défaitisme d'un Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU, prêt à apaiser les Serbes en cantonnant la Forpronu dans un tout petit rôle humanitaire et en oubliant sa mission de protection des populations civiles bosniaques, ou ils sortaient du cadre de l'ONU et constituaient une force armée autonome à la manière de ce qu'ont fait les États-Unis en Haïti afin d'amener les Serbes à la raison, sans être liés par l'impossible mécanique onusienne.

Réunis samedi 3 juin à Paris, à l'initiative de la France, les ministres de la Défense des pays participant à la Forpronu ont choisi une solution intermédiaire. Ils mettent bien sur pied une force, respectable, de plusieurs milliers d'hommes, sous le nom de force de réaction rapide (FRR). Sa mission sera de défendre les « Casques bleus », d'empêcher qu'ils ne puissent être humiliés ou pris en otage comme ces derniers jours, de s'assurer, enfin, qu'ils peuvent accomplir leur mission.

Ces hommes n'opéreront pas sous la bannière des Nations unies mais sous leurs uniformes nationaux. Les liens ne sont, cependant, pas coupés avec l'ONU : formellement, la FRR est à la disposition du général français Bernard Janvier, le patron des « Casques bleus » dans l'ex-Yougoslavie, et du Britannique Rupert Smith, le commandant de la Forpronu en Bosnie.

Le 3 juin 1995, les forces bosno-serbes s'emparent du point d'observation des Casques bleus de Slapovici situé dans l'enclave de Srebrenica. Le 24 juin, des paramilitaires bosno-serbes attaquent le village.

La situation de la population de l'enclave se dégrade encore, l'arrivée de plusieurs convois n'ayant permis de couvrir que 30 % de ses besoins en nourriture.



Rapport mensuel juin 1995, MSF Srebrenica, 8 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

On s'est vraiment rendu compte ce mois-ci que Srebrenica n'était pas démilitarisée. Des hommes jeunes, en nombre, ont fait leur apparition, vêtus d'uniformes neufs. Dès le début, cette présence de combattants armés indiquait clairement qu'ils se préparaient à défendre l'enclave, ce qui évidemment a fait monter la tension.

Des incidents isolés comme le bombardement d'un endroit spécifique, des échanges de tirs, des détonations ont lieu tous les jours. Mais cela ressemble plus à une forme de terrorisme qu'à un ciblage précis.

Les forces bosno-serbes ont pris un poste d'observation des Casques bleus à Slapovici. Ils ont promis de ne pas en prendre d'autres...

L'ONU a ouvert deux autres postes près de celui qui a été pris.

Le 24 de ce mois, des paramilitaires sont entrés dans l'enclave en passant par un vieux tunnel de 5 k et ont attaqué un village.

Aujourd'hui la seule chose à faire c'est se préparer à l'urgence. On doit être prêts pour n'importe quel scénario (par exemple un départ du contingent néerlandais de la Forpronu).

1. Conditions de vie de la population [...]

Au mois de juin, seuls quatre convois de nourriture ont pu pénétrer dans l'enclave. Le fait que cela corresponde à 30 % des besoins parle de lui-même.

IV. TÉMOIGNER PENDANT LA CHUTE DE L'ENCLAVE

Le 24 juin 1995, une équipe médicale de deux personnes, composée de l'infirmière et responsable de terrain Christina Schmitz, et du médecin Daniel O'Brien, est finalement autorisée à entrer dans Srebrenica pour remplacer ses collègues qui quittent l'enclave. Une autre équipe entrera à Gorazde le 2 juillet.



Message de MSF Belgrade aux responsables de programme à Paris et Bruxelles, 24 juin 1995 (en anglais).

Extrait :

Information au sujet de bombardements dans la poche de Srebrenica pendant la nuit (15 en tout), 3 près de l'hôpital et la maison de MSF. 1 mort et deux blessés... les forces bosno-serbes sont entrées dans la poche puis se sont repliées sur leur position initiale. 8 h 30 : [...] On vient juste de recevoir l'autorisation pour India [nom de code de Srebrenica]... YYOOUUUPPI !!! [...]

Maintenant, il faut faire la route... nous sommes plutôt optimistes car un convoi du HCR est en route et 3 observateurs de l'ONU ont pu quitter la poche ce matin sans problème. 10 h 25 : Notre équipe (Christina et Daniel) vient de quitter Belgrade. Il n'y a plus qu'à attendre. Bonne chance à eux. [...]

14 h 45 : Ils ont réussi à entrer dans la poche... OOOUUUUUAAAAOOOOUUUUU !!! Il ne leur reste maintenant plus qu'une heure pour être briefés par Edwin, Catherine et Igor. Ensuite, ces trois-là doivent rentrer à Belgrade. [...]

Le HCR n'a pas eu la même chance : aujourd'hui, son convoi pour Srebrenica a été bloqué par les forces bosno-serbes. [...]

17 h 00 : C'est confirmé : Edwin, Catherine et Igor sont en chemin pour Belgrade.



À chaque barrage, l'équipe était bloquée. J'ai repéré Koljevic dans une réunion du HCR et à chaque blocage je l'appelais et il me disait qu'il s'en occupait. L'une des dernières fois où je l'ai appelé, il m'a dit qu'il allait prendre son M16 personnel pour aller tirer sur les militaires qui bloquaient ! Je lui ai dit qu'il n'était peut-être pas nécessaire d'aller jusque-là, qu'il suffisait de leur dire de laisser passer l'équipe.

Stephan Oberreit, MSF Belgique/MSF France, coordinateur général en ex-Yougoslavie, mai-novembre 1995 ; MSF France, directeur de la communication, 2000-2006, interviewé en 2015, (en français)



On était inquiets. Karadzic avait déclaré « De toute façon, les Musulmans nous attaquent, ils brûlent les villages autour de l'enclave. » Tout était donc là pour que les Bosno-Serbes attaquent. Mais on se disait que la Forpronu était là pour les protéger. On était dépendants de la capacité à faire entrer et sortir des membres du personnel international. Au final, on en a sorti quatre, fait entrer deux et il n'y avait même pas de chirurgien.

Mais j'assume ce choix. On l'a fait en se disant : « On sait que ça va arriver. On veut être dedans car notre présence limitera les conséquences des violences, parce qu'ils n'oseront pas ». Est-ce qu'on l'a vraiment formulé comme ça ? C'est comme ça que je le reconstruis aujourd'hui.

Pierre Salignon, MSF France, adjoint au responsable des programmes en ex-Yougoslavie, 1992-1996, interviewé en 2015, (en français)

Début juillet 1995, les mouvements des forces armées dans et autour de l'enclave laissent penser à l'équipe MSF que les combats vont reprendre.



Sitrep Srebrenica 1^{er}-7 juillet 1995, **Journal de bord** de l'équipe MSF présente à Srebrenica, 9 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

Au cours de la première moitié de la semaine, il est devenu évident que les deux parties se préparaient au scénario actuel. Les forces bosniaques musulmanes étaient à leurs postes, les forces bosno-serbes ont déployé leurs soldats autour de l'enclave, on a observé des mouvements de tanks et d'artillerie lourde. Le 2, une femme a été tuée près du poste d'observation Québec (au nord-est).

Le 6 juillet 1995, les forces bosno-serbes attaquent les positions de l'armée bosniaque au sud-est et au nord de Srebrenica. L'enclave est la cible de bombardements permanents. L'équipe MSF se met à l'abri. Treize blessés arrivent à l'hôpital.



Sitrep Srebrenica-Potocari 6-22 juillet 1995, **Journal de bord** de l'équipe MSF présente à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

Jedi 6 juillet

00 h 30 : 6 roquettes sont tombées sur la base de la Forpronu, deux d'entre elles ont explosé.

04 h 30 - 07 h 30 : intenses bombardements au sud de l'enclave à Slapovici. Le bruit nous réveille, nous débranchons la radio HF et nous nous réfugions dans le bunker.

À partir de ce moment-là, nous sommes en alerte orange foncé/rouge, ça ne changera pas jusqu'au 12 juillet.

Les UNMO [observateurs militaires de l'ONU] ont dénombré 150 tirs d'obus, d'artillerie et de mortier.

08 h 30 - 09 h 00 : 10 obus tombent sur la ville. [...]

Le bilan du jour est de 13 blessés et de 4 tués. Mais le nombre de morts est certainement beaucoup plus important : tous n'arrivent pas à l'hôpital.

Un centre d'hébergement qui se trouvait sur la route de Potocari a été bombardé, les habitants ont fui.



« Violents combats dans l'enclave de Srebrenica », **AFP** (France), 6 juillet 1995 (en français).

Extrait :

De violents affrontements ont éclaté jeudi matin entre les forces serbes et l'armée gouvernementale bosniaque dans l'enclave musulmane de Srebrenica (est de la Bosnie), a annoncé le porte-parole de la Force de protection des Nations unies (Forpronu) à Sarajevo.

Six roquettes ont été tirées sur la ville à 00 h 35, selon la même source. Moins d'une heure plus tard, des échanges de mortier, d'artillerie lourde, d'armes légères et de canons de char ont éclaté.

Le bataillon néerlandais de la Forpronu stationné à Srebrenica a été mis en état d'alerte rouge, le plus haut niveau d'alerte dans la graduation de la Force.

Le 7 juillet 1995, quatre tanks des forces bosno-serbes bombardent les rues de Srebrenica. L'équipe MSF transporte les blessés à l'hôpital.



Sitrep Srebrenica 1^{er}-7 juillet 1995, **Journal de bord** de l'équipe MSF présente à Srebrenica, 9 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

Mercredi 7 juillet - activités de MSF Belgique/MSF France : les changements drastiques en matière de sécurité nous ont obligés à modifier nos objectifs. Pendant la semaine, nous avons décidé de recommencer les dispensaires mobiles dans les villages, le planning familial, les consultations au centre social [...] mais toutes ces activités ont dû être reportées jusqu'à...

Hôpital : les deux derniers jours de la semaine, l'hôpital était débordé, plein de patients blessés de guerre. Le personnel travaille quasiment 24 heures sur 24. Cela fonctionne très bien, malgré des circonstances difficiles. Mais il est évident que la charge de travail est trop importante, en particulier pour le chirurgien local. [...]

Forpronu : leur nouvelle équipe médicale est arrivée. Ces derniers jours, le contingent néerlandais avait refusé son aide à la population. [...]

Et soudain, leur équipe médicale a fait son apparition et demandé à travailler sur notre programme. Nous devons faire attention à préserver notre neutralité.

L'équipe de liaison du contingent néerlandais ne donne aucune information à qui que ce soit sur la sécurité, même pas aux observateurs de l'ONU.

Le 8 juillet 1995, les forces bosno-serbes s'emparent d'autres postes d'observation de la Forpronu, tuant un Casque bleu et en faisant vingt autres prisonniers. Elles continuent à bombarder l'enclave. Dans la nuit du 8 au 9 juillet, elles entrent dans la ville de Srebrenica.



Sitrep Srebrenica-Potocari 6-22 juillet 1995, **Journal de bord** de l'équipe MSF présente à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

Samedi 8 juillet : Peu d'obus pendant la nuit [...] Le chirurgien local est sur le point de craquer, nous avons donc un besoin urgent d'un nouveau chirurgien [expatrié]. Matin calme, mais depuis l'heure du déjeuner on entend de forts bombardements, parfois plus d'un obus par minute.

L'armée des Serbes de Bosnie a pris le poste d'observation Foxtrot et l'a fait exploser. Un Casque bleu néerlandais a été tué.

Les véhicules blindés légers de l'ONU vont et viennent le long de la route. 2 soldats bosniaques, légèrement blessés, sont arrivés de la ligne de front [...] Le CICR a attendu [...] à Yellow Bridge et a dû s'en retourner.

Les autorités locales ont donné des interviews à Radio Tuzla et à Sarajevo et ont déclaré qu'elles étaient satisfaites de MSF à Srebrenica.

Le 9 juillet 1995, les Casques bleus basés dans les postes d'observation de l'ONU sont pris au piège entre les forces bosno-serbes et les forces bosniaques. Ceux qui sont basés en centre-ville se replient sur la base de la Forpronu à Potocari sans en avertir l'équipe MSF. En raison des bombardements, celle-ci doit annuler une visite à l'école de Slapovici où se trouvent 4 000 réfugiés. Les autorités municipales n'envisagent toujours pas d'évacuation.

Le commandant de la Forpronu demande un appui aérien à l'OTAN.



« Srebrenica : les Serbes humilient l'ONU », **Le Soir** (Belgique), **AP** (États-Unis), **AFP** (France), **Reuters** (Royaume-Uni), 10 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Une nouvelle fois, les Serbes de Bosnie ont défié et humilié les Casques bleus ce week-end. Poursuivant leur offensive terrestre contre l'enclave musulmane de Srebrenica, dans l'est, l'une des « zones de sécurité » de l'ONU, ils se sont emparés dimanche de trois postes d'observation ainsi que d'un blindé de la Forpronu, et ont fait prisonniers 32 soldats néerlandais. [...]

En fin de journée, les combattants de Radovan Karadzic étaient arrivés à un kilomètre de la ville de Srebrenica, et avaient tiré. [...]

Vers 23 heures, hier, on apprenait que la Forpronu venait de menacer les Serbes de demander des frappes aériennes s'ils attaquaient Srebrenica. Quant à la télévision de ces Serbes bosniaques, elle expliquait en soirée que l'action de leur armée dans l'enclave n'était destinée qu'à défendre ses positions attaquées par les musulmans.



« La Forpronu demande un appui aérien après l'offensive serbe dans l'est de la Bosnie », **Le Monde** (France), 11 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Le général Janvier, commandant des forces de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie a demandé, dimanche 9 juillet, un appui aérien de l'OTAN devant l'offensive menée par les Serbes de Bosnie contre l'enclave musulmane de Srebrenica, dans l'est de la République. Cet

appui pourrait aboutir à des frappes aériennes si les forces serbes reprenaient leur progression, qu'elles semblaient avoir interrompue lundi matin.

La Forpronu a par ailleurs bon espoir d'obtenir la libération de la trentaine de « Casques bleus » néerlandais capturés, samedi et dimanche, dans l'enclave par les Serbes de Bosnie et dont certains ont été conduits dans la ville voisine de Bratunac, près de la frontière avec la Serbie. Ils ont été faits prisonniers alors qu'ils occupaient des postes d'observation à la limite de la zone. [...]

On indique à Paris que la Force de réaction rapide (FRR), si elle avait été opérationnelle, serait intervenue à Srebrenica pour arrêter l'offensive contre cette région qui est l'une des six « zones de sécurité » décrétées par les Nations unies au même titre que Sarajevo, Zepa, Gorazde, Tuzla et Bihac. Mais la FRR ne peut encore être utilisée en raison des retards dans l'acheminement de son matériel. Le dispositif devrait être partiellement opérationnel vers la mi-juillet et complet environ un mois plus tard.



Sitrep Srebrenica-Potocari 6-22 juillet 1995, **Journal de bord** de l'équipe MSF présente à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

Dimanche 9 juillet : Réunion avec l'UNMO [Observateur militaire des Nations unies], la FORPORNu et les autorités locales dans les bâtiments de la poste. Le président a requis de l'aide pour les 4 000 réfugiés de Slapovici, pour la plupart réfugiés dans l'école.

Nous avons prévu d'aller les voir cet après-midi avec l'équipe de liaison de l'ONU. Je leur ai proposé un support logistique.

La visite n'a pas pu avoir lieu à cause des bombardements.

Selon les Nations unies, l'armée bosno-serbe occupe un bout de territoire au sud de l'enclave, la ligne de front se situe à un kilomètre au sud de Srebrenica... [...]

Toute la journée, nous avons entendu des tirs à l'arme lourde. Au total, 9 blessés aujourd'hui, des hommes jeunes atteints par des éclats d'obus. Un obus est tombé dans une pièce où s'étaient rassemblées de nombreuses personnes. On a entendu dire que des villages ont été brûlés.

Aujourd'hui, on essaye encore de faire comme si tout était normal, en discutant de problèmes médicaux avec l'équipe MSF de Belgrade. Daniel fait la tournée des malades et des blessés au milieu des bombardements.

Le 10 juillet 1995, les forces bosno-serbes lancent un ultimatum aux Casques bleus, leur intimant d'évacuer la population de l'enclave dès le lendemain matin.

Les Nations unies et les responsables néerlandais brandissent la menace d'une attaque aérienne de l'OTAN.

Plusieurs obus tombent près de l'hôpital où les blessés affluent. Les chirurgiens sont débordés. Le commandant du bataillon néerlandais de la Forpronu refuse à MSF l'assistance d'un chirurgien, mais propose de mettre à disposition un véhicule blindé léger pour le transport des blessés.

Dans un communiqué de presse, MSF demande que les structures et le personnel médical soient épargnés par les combats.



« Voorhoeve : le soutien aérien de l'OTAN en Bosnie est inévitable », **NRC Handelsblatt** (Pays-Bas), 11 juillet 1995 (en néerlandais).

Extrait :

Selon le ministre de la Défense Voorhoeve, le soutien aérien de l'OTAN aux militaires néerlandais à Srebrenica est inévitable. Hier après-midi [10 juillet], il a considéré le déploiement d'avions de l'OTAN comme « risqué pour les troupes néerlandaises et les 30 otages », mais il pense que des attaques aériennes pourraient arrêter l'avancée des chars des forces serbes de Bosnie. Des positions d'artillerie pourraient aussi être ciblées par les avions de l'OTAN.

« L'attaque de lundi soir [10 juillet] justifie les craintes sur ce que préparent les Serbes pour ces prochains jours », a déclaré M. Voorhoeve. Le colonel Dedden, du comité de crise (au sein du ministère de la Défense) à La Haye, hier, a indiqué que la situation à Srebrenica était revenue « sous contrôle ». Les Serbes de Bosnie ont atteint leur objectif, le contrôle d'une route stratégique vers deux sites miniers. Selon lui, au cas où les Serbes de Bosnie voudraient conquérir l'enclave, le soutien aérien de l'OTAN serait demandé et les troupes gouvernementales bosniaques ne permettraient pas une telle opération (par les Serbes). Le colonel a ajouté qu'il y a eu des contacts ce lundi entre le commandant des troupes néerlandaises de Srebrenica et les 30 otages et que ces derniers vont bien.



« Les Serbes de Bosnie réclament le retrait des Casques bleus de Srebrenica », **Le Monde** (France), 12 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Le commandant serbe local a lancé un ultimatum au commandant des 450 Casques bleus néerlandais déployés à Srebrenica, l'exhortant à procéder à l'évacuation de la poche à partir de mardi [11 juillet] à l'aube. Les forces serbes exigent non seulement le départ des 44 000 habitants mais aussi celui des Casques bleus sous les quarante-huit heures et en abandonnant leurs armes. [...]

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a indiqué, lors d'une visite lundi [10 juillet] à Athènes, que « les Nations unies auront si nécessaire recours à des frappes aériennes de l'OTAN pour protéger les enclaves musulmanes si les Serbes les attaquent ». [...] Dans la soirée, le ministre hollandais de la Défense, Joris Voorhoeve, a affirmé que les raids de l'OTAN étaient « inévitables » après l'attaque serbe contre les Casques bleus néerlandais et que cette intervention de l'OTAN faisait « l'objet de discussions ».



Sitrep Srebrenica-Potocari 6-22 juillet 1995, **Journal de bord** de l'équipe MSF présente à Srebrenica, 10 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

Lundi 10 juillet : Le chirurgien et son équipe ont travaillé toute la nuit. À 7 heures du matin, l'hôpital était de nouveau complètement débordé. Partout, des gens en train de geindre et de pleurer, des blessés perdant leur sang. Notre voiture et le véhicule de ramassage des déchets retournent au centre de la ville et heureusement ne ramènent pas de nouveaux blessés. [...]

Sur la BBC, nous entendons que les Bosno-Serbes nient avoir lancé une offensive. Quel cynisme ! [...]

À 10 h 30, un obus est tombé sur la route en face de l'hôpital. Nous sommes tous les deux dans le bunker, mais nous sommes horrifiés par le bruit et parce que la zone de

l'hôpital est maintenant prise pour cible. Peu de temps après, un nouvel obus, un petit peu plus loin. Les vitres sont brisées dans la pharmacie et dans l'hôpital.

Un soldat de la Forpronu nous offre son aide pour réparer les fenêtres. Un autre nous informe qu'en dehors des bombardements, la situation dans l'enclave est stable ! Difficile à croire...

Nous avons vu les autorités locales pour essayer d'avoir plus d'informations à propos des nouveaux déplacés et de leurs conditions de vie. Vers 16 h 00, les bombardements se sont encore intensifiés. On entend des mitrailleuses, ce qui laisse supposer que la ligne de front se rapproche. 10 minutes plus tard, l'hôpital reçoit 9 blessés, des civils pour la plupart, des membres déchiquetés, des éclats d'obus dans tout le corps.

[...] Le chirurgien demande l'aide du contingent néerlandais. J'envoie un télex, sachant déjà que ce ne sera pas possible⁵. Et en effet, le refus arrive immédiatement par télex. C'est mon premier contact avec Franken, le commandant en second du contingent néerlandais. Il nous propose un véhicule blindé léger pour transporter les blessés. Dix minutes plus tard, le véhicule est là. Il sera stationné à la base et nous pouvons à tout moment demander sa mise à disposition.

Notre siège est en contact avec l'envoyé spécial de l'ONU, lui-même en contact avec le contingent néerlandais et Akashi.

MSF Belgrade est en contact avec le CICR et les Bosno-Serbes.

Ce soir, les gens ont commencé à quitter le centre-ville et à se rassembler autour de l'hôpital. Tous les membres du personnel local avec leurs familles entrent dans notre abri. [...]

Finalement, les forces bosniaques poussent la population à rentrer chez elle dans le centre. Le personnel médical réfugié dans notre bunker refuse de partir tant qu'une solution n'a pas été trouvée. Ils expriment leur désespoir, leur fatigue et leur souhait de quitter cette prison et de vivre libres. Ils ont toute notre sympathie. [...] À force de temps et d'énergie, nous parvenons à les convaincre qu'il n'est pas possible de dormir à 80 dans notre petit abri. Finalement, ils retournent à l'hôpital.



« L'hôpital de Srebrenica complètement saturé », **Communiqué de presse** MSF Belgique, MSF France, MSF Hollande, MSF Royaume-Uni, 10 juillet 1995 (en français).

Les bombardements intenses qui avaient commencé vendredi dernier se sont poursuivis ce matin, touchant à nouveau le centre-ville de l'enclave de Srebrenica.

L'équipe de Médecins Sans Frontières (un médecin et une infirmière) a quitté le bunker MSF très tôt ce matin pour se rendre à l'hôpital, où une cinquantaine de blessés a été enregistrée lors des quatre derniers jours. Parmi eux, dix sont décédés des suites de leurs blessures. L'équipe médicale locale, assistée de l'équipe MSF, travaille sans désespérer afin de soigner les nombreux blessés, dont la plupart sont touchés par des éclats d'obus. L'hôpital, d'une capacité d'une centaine de lits, est complètement saturé alors que l'afflux de patients se poursuit et que les bombardements se rapprochent.

En dépit de son statut de zone de sécurité, l'enclave de Srebrenica, où vivent près de 40 000 personnes, est à nouveau la cible d'une offensive meurtrière. Les bombardements sont effectués de manière indiscriminée, touchant régulièrement des bâtiments civils. Après trois ans de siège, la population civile de l'enclave de Srebrenica, victime de privations répétées, se trouve à nouveau dans une situation dramatique.

5. Christina sait que, selon les règles militaires, lorsqu'un bataillon est en opération, son service médical est mobilisé exclusivement pour ses propres blessés.

Médecins Sans Frontières demande avec insistance le respect des populations civiles et des structures de santé.

Pour des raisons de sécurité et de disponibilité, l'équipe MSF à Srebrenica n'est pas mise en contact direct avec la presse. Elle débriefe l'équipe de Belgrade qui se charge des relations avec les journalistes. Le quotidien français *Libération* publiera des extraits des messages radio envoyés par l'équipe à la coordination à Belgrade.



« Bosnie : l'ONU menace les Serbes de frappes aériennes. L'offensive se poursuit dans la poche de Srebrenica », *Libération* (France), 11 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Selon un responsable de Médecins Sans Frontières (MSF) à Belgrade, dont une équipe se trouve à Srebrenica, 30 blessés ont été admis hier à l'hôpital, soit autant qu'au cours des trois jours précédents. Une dizaine de personnes, accueillies au cours des quatre derniers jours à l'hôpital, sont décédées des suites de leurs blessures. MSF s'est refusée à faire un bilan des victimes, seuls les blessés étant transportés à l'hôpital.



« "Le monde ici s'est effondré" De Srebrenica, des membres de Médecins Sans Frontières témoignent », *Libération* (France), 14 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Voici de nouveaux extraits des messages radio envoyés par l'équipe de MSF à Srebrenica à sa centrale de Belgrade, rendant compte de la situation dans la ville que les Serbes ont quasiment vidée de sa population.



À partir du moment où l'attaque est lancée, la presse s'y intéresse. On décide que Christina ne prendra pas les journalistes en direct. Il faut qu'elle puisse continuer à être opérationnelle et soit protégée. Elle fait déjà plein de choses, alors si elle doit en plus répondre à des interviews, on ne s'en sortira pas. Elle me débriefe et c'est moi qui les prends, à partir du bureau de Belgrade. L'autre option aurait été de faire entrer les journalistes dans notre salle radio pour l'interviewer. Mais ce n'était pas une bonne idée, car cela l'aurait mise un peu plus en danger et lui aurait pris de son temps. Mais je me suis toujours posé la question : « Si elle avait pu décrire elle-même, en direct, la situation de l'intérieur, est-ce que ça aurait changé quelque chose ? » Ça aurait sûrement été plus impactant et plus efficace. Je me suis toujours demandé si on n'avait pas fait une erreur. Mais on avait décidé que non.

Stephan Oberreit, MSF Belgique/MSF France, coordinateur général en ex-Yougoslavie, mai-novembre 1995 ; MSF France, directeur de la communication, 2000-2006, interviewé en 2015, (en français)

Le 11 juillet 1995, en début d'après-midi, les avions de l'OTAN opèrent deux frappes aériennes qui atteignent des chars bosno-serbes. L'autorisation pour une troisième

frappe est demandée.

La population fuit vers le nord de l'enclave et l'équipe MSF décide de la suivre en évacuant les patients. Ces derniers sont réinstallés dans un hôpital de campagne sur la base de la Forpronu, aménagé dans une usine désaffectée, à Potocari. Environ 20 000 personnes s'établissent sur un campement de fortune autour de cette base, dans des conditions d'hygiène et de sécurité extrêmement précaires. La Forpronu accepte d'accueillir 5 000 personnes à l'intérieur de la base, dans de meilleures conditions. L'équipe MSF travaille en bonne collaboration avec le contingent de Casques bleus néerlandais.

À Belgrade, l'équipe de coordination de MSF réfléchit à deux options : demander l'établissement d'un corridor humanitaire pour évacuer les patients ou au contraire demander l'accès de renforts en personnel et matériel médical à l'enclave.



Sitrep Srebrenica-Potocari 6-22 juillet 1995, **Journal de bord** de l'équipe MSF présente à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

Mardi 11 juillet : Nous voyons encore des gens qui fuient par petits groupes vers Potocari. L'équipe de liaison de la Forpronu et les trois soldats britanniques qui guident au sol les frappes aériennes sortent de l'immeuble de la poste et les gens se mettent à courir craignant des attaques aériennes. [...]

Les médecins bosniaques insistent pour évacuer [les 80 patients] ce matin par camions jusqu'à Potocari. Ils ont peur que se reproduise la situation de Vukovar, où les forces serbes ont pénétré dans l'hôpital et tué tout le monde.

Nous préférons garder les malades dans l'hôpital car il s'agit en théorie d'une zone neutre, mais nous comprenons la détermination des médecins bosniaques. Ils organiseront le transfert avec deux camions.

La ville est très tendue et agitée, il y a beaucoup de soldats en armes dans l'hôpital. Notre appel incessant pour que l'hôpital reste neutre en interdisant les armes et les uniformes n'a aucun effet.

Tout est tranquille jusqu'en milieu de journée, puis les bombardements sur le centre-ville reprennent. Il n'y a pas de blessés, donc nous pouvons rester dans le bunker. Nous entendons des avions qui passent au-dessus de nous sans savoir où les bombes vont tomber.

On nous a dit que des patients sont partis pour rejoindre la compagnie Bravo (le bataillon néerlandais, 500 mètres plus loin), mais un obus est tombé sur leur base. Les patients ont fait demi-tour. [...]

Vers 15 h 00, nous entendons des avions et voyons des bombes tomber. Peu après, nous courons à l'hôpital. Un flot de gens fuit vers Potocari [la base de la Forpronu].

Après une courte discussion avec l'équipe de la capitale [Belgrade], nous décidons de suivre la population. [...]

Daniel part dans une voiture, avec le personnel bosniaque et les bagages, pendant que nous tentons de caser les patients dans les deux voitures restantes.

Il reste encore 20 personnes dans l'hôpital.

Nous roulons jusqu'à Potocari où nous déposons les patients. Je reviens ensuite avec un pick-up. Entre-temps, d'autres blessés sont arrivés, j'ai dû laisser 6 personnes âgées parce que le véhicule de l'ONU quittait l'hôpital.

[...] Quel chaos !

Les gens courent, pris de panique, emmenant des enfants qui hurlent. Les Casques bleus marchent avec la population en fuite. Les bombardements continuent depuis les

montagnes. Il fait très chaud. La route poussiéreuse est envahie de monde. En face de nous, un camion est embourbé, les Casques bleus le poussent. Puis le camion s'arrête et les gens sont autorisés à y monter. Les gens s'entretuaient presque pour avoir une place, pour être transportés sur les 4 km restants.

Enfin, nous arrivons à la base de la Forpronu, les Casques bleus ont déjà mis en place un hôpital de fortune dans un couloir sombre.

55 patients sont arrivés ici, avec des blessures de guerre pour la plupart. Nous n'avons pas de médicaments avec nous.

Daniel établit une liste des médicaments essentiels à demander au bataillon néerlandais. Pendant ce temps, nous demandons à MSF Belgrade des médicaments supplémentaires, en sachant que de toute manière, ils n'arriveront pas.

Après avoir pris contact avec MSF Belgrade par la radio de la voiture, je fais un tour dans le camp, à l'extérieur, avec le personnel bosniaque. 20 000 personnes cherchent refuge autour de quelques bâtiments détruits, pour échapper aux bombardements continuels, tremblant à chaque déflagration. Le commandant en second Franken tente d'arranger avec l'armée bosno-serbe un aller-retour en ville pour aller chercher les personnes âgées restées dans l'hôpital et notre stock de médicaments. Mais Mladic nous dit que tout est vide.

Mladic réquisitionne les bus des Nations unies pour l'évacuation des déplacés, propose de la nourriture et des médicaments.

La Forpronu accepte que plus de 5 000 femmes et enfants trouvent refuge à l'intérieur de sa base, dans l'usine. Là, l'approvisionnement en eau et en nourriture est un peu meilleur, la Forpronu peut fournir 7 000 litres d'eau par jour et une ration de nourriture journalière. De plus, les gens qui viennent se réfugier sont à l'abri, protégés des bombes, du soleil et hors de vue des Bosno-Serbes. Nous distribuons aux malades des couvertures, des serviettes, du savon et des seaux, ainsi que des bâches plastiques pour le dispensaire, prélevés sur le stock MSF basé dans un entrepôt à Potocari.

La Forpronu essaye encore de proclamer Potocari « zone sûre ».

MSF Belgrade demande l'ouverture d'un corridor humanitaire vers la Bosnie centrale et des autorisations pour qu'une équipe d'expatriés vienne nous aider avec du matériel logistique et médical à Potocari.

Les bombardements continuent jusqu'à 22 h 00 environ.



« Les Casques bleus se sont repliés, des milliers de civils ont fui vers le nord. L'enclave assiégée de Srebrenica tombe aux mains des troupes serbes », Hélène Despic-Popovic, **Libération** (France), 12 juillet 1995 (en français).

Extrait :

« Au moment de la frappe, un exode massif de la population avait déjà commencé », raconte par téléphone Stephan Oberreit, un responsable de Médecins Sans Frontières (MSF) à Belgrade, selon le récit qui a été fait par un médecin et une infirmière de MSF sur place. « À 15 h 30, date de notre dernier contact radio, l'équipe venait d'évacuer l'hôpital avec les derniers quinze blessés. Les autres étaient déjà partis plus tôt avec des médecins locaux. Il avait fallu organiser plusieurs navettes parce que l'équipe n'a que deux voitures. En nous annonçant qu'ils venaient de faire la dernière navette, notre équipe a dit que les Serbes venaient d'entrer dans la ville. Depuis le début de la matinée, la ville se vidait, en proie à la panique. Une foule de gens effrayés et épuisés s'était mise en marche vers Potocari, où se trouve la base de l'ONU, en quête de protection. »

Un nouveau communiqué de presse de MSF Belgique et MSF France décrit la situation dans l'enclave, condamne l'incapacité de l'ONU à protéger les civils de Srebrenica et demande un cessez-le-feu. L'organisation dénonce aussi le non-respect de la zone de sécurité par les troupes bosno-serbes.

Le responsable de programme de MSF Hollande pour l'ex-Yougoslavie déplore de ne pas avoir été informé au préalable de cette publication, arguant qu'elle peut compromettre la sécurité des équipes et la continuation des projets dans le reste de l'ex-Yougoslavie. Par ailleurs, selon lui, le bataillon de la Forpronu étant néerlandais, l'implication de MSF Hollande dans ces déclarations aurait permis d'avoir plus d'impact sur les Nations unies via l'opinion publique et les politiciens néerlandais.

MSF Hollande positionne des équipes et du matériel de secours à Tuzla et Zenica, les villes proches de Srebrenica où risquent d'arriver les 15 000 personnes qui ont fui l'enclave à pied, à travers la forêt et la montagne.



« Médecins Sans Frontières demande un cessez-le-feu immédiat pour la protection des populations de Srebrenica », **Communiqué de presse**, MSF Belgique/MSF France, 11 juillet 1995 (en français).

Alors que les forces serbes entrent dans la ville de Srebrenica, la population, les malades de l'hôpital et l'ensemble du personnel se sont réfugiés massivement vers le nord de la poche, aux environs des campements de la Forpronu. Des dizaines de milliers de personnes demandent maintenant à quitter l'enclave, de peur d'y être massacrées. Pris de panique, des petits groupes se déplacent également vers l'extérieur de la ville et dans les bois alentour. Le centre de la ville s'est vidé de sa population.

À 13 heures, des camions ont quitté l'hôpital avec 65 patients accompagnés du personnel médical, en direction du nord de l'enclave. L'évacuation de l'hôpital s'est poursuivie dans l'après-midi avec le transfert des 10 derniers blessés. L'équipe MSF a dû réaliser plusieurs aller-retour pour pouvoir évacuer des patients vers les campements de la Forpronu.

Aujourd'hui, la zone de sécurité de Srebrenica n'existe plus et près de 40 000 personnes y sont prises au piège. Médecins Sans Frontières dénonce le non-respect de la zone de sécurité par les troupes serbes de Bosnie et déplore l'incapacité des Nations unies à protéger les populations civiles. MSF demande instamment qu'un cessez-le-feu soit installé et que la protection de la population de Srebrenica soit garantie.



Message du responsable de programme de MSF Hollande aux responsables de programme de MSF Belgique et de MSF France, 11 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

Hier après-midi [10 juillet], à MSF Hollande, nous avons reçu votre communiqué de presse sur Srebrenica. Nous regrettons que vous ayez agi de cette façon car nous aurions pu vous apporter un soutien conséquent. De plus, ce communiqué n'est pas en règle avec les précédents accords sur la coopération entre les sections. [...]

Il y a quelques mois, nous avons (une fois encore !) confirmé, Renaud [Tockert] de MSF Belgique, Pierre [Salignon] de MSF France et moi-même, Hans Van Oort de MSF Hollande, que toute section souhaitant faire une déclaration publique sur la situation en ex-Yougoslavie devait consulter auparavant les responsables de programme des autres sections.

La raison à cela est que toutes les sections ont du personnel qui travaille sous haute tension et dans des régions où le niveau d'insécurité est élevé, de tous les côtés des lignes de front et avec toutes les parties au conflit. Les déclarations publiques peuvent mettre en danger les expatriés. La continuation des projets est également mise en danger, car pour de nombreux transports de personnel et de matériel (les enclaves, Bihac, Sarajevo) l'autorisation des Serbes est nécessaire. [...]

Je suis désolé que vous n'ayez pas tenu compte de cet accord et diffusé ce communiqué de presse sans même nous en informer auparavant. De nouveau, MSF Hollande a dû prendre des précautions pour son personnel présent dans les zones serbes [...]

L'autre considération c'est que MSF devrait mieux utiliser le fait que le contingent présent à Srebrenica est néerlandais. Cette présence a un énorme impact sur l'opinion publique néerlandaise, tout comme la participation néerlandaise à la FRR [Force de réaction rapide]. Impliquer MSF Hollande dans les prises de parole publiques sur la situation dans les enclaves pourrait en renforcer l'impact, car MSF Hollande a une certaine influence sur l'opinion publique néerlandaise, ce qui pourrait donc influencer les politiciens pour faire pression sur l'ONU, etc.



Message du responsable de programme de MSF Hollande aux responsables de programme de MSF Belgique et de MSF France, 12 juillet 1995 (en anglais).

Hier soir, notre communiqué de presse, basé sur le vôtre, a bénéficié d'une très bonne couverture dans la presse et à la télévision.

Barbara, à Belgrade, a été interviewée en direct et j'ai été cité plusieurs fois dans les journaux du matin. Un ministre néerlandais va demander le retrait du contingent néerlandais, mais en insistant sur l'importance de continuer à protéger les civils. Nous nous attendons à beaucoup plus de demandes de la presse aujourd'hui. Pouvez-vous nous tenir encore mieux informés en nous envoyant les rapports du terrain ? Nos équipes de Zenica et Tuzla préparent des plans d'urgence.

Le 11 juillet 1995 au soir, une troisième frappe aérienne est annulée à la demande du ministre de la Défense néerlandais afin de préserver la vie des Casques bleus pris en otage. Aux Pays-Bas, l'opinion publique s'inquiète pour la sécurité de ses soldats.



« Les Pays-Bas se sont opposés à une troisième frappe aérienne de l'OTAN », Alain Franco, **Le Monde** (France), 13 juillet 1995 (en français).

Les Pays-Bas fournissent 2 400 hommes aux forces de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie. Une trentaine d'entre eux sont retenus en otage par les Serbes, tandis que 410 autres tentaient mercredi de négocier leur sortie et celle de quelques milliers de civils de l'enclave de Srebrenica. C'est La Haye qui, avec l'appui de la France notamment, a demandé la réunion d'urgence du Conseil de sécurité.

Mardi soir [11 juillet], le ministre de la Défense, Joris Voorhoeve, a qualifié la chute de l'enclave protégée de « catastrophe de grande ampleur », tandis que son collègue des Affaires étrangères, Hans Van Mierlo, estimait que l'histoire des « Casques bleus » dans l'ex-Yougoslavie atteignait « un tournant important », lourd de conséquences politiques. Joris Voorhoeve a également indiqué qu'il avait demandé la suspension d'une troisième

frappe aérienne de l'OTAN, « suite aux menaces d'ordre terroriste » des Serbes de Bosnie contre leurs otages.

Les deux ministres ont toutefois refusé d'évoquer un retrait total des forces de l'ONU, dont il n'est, selon leur entourage, pas question pour l'instant. « Malgré tout, les «casques bleus» ont sauvé des vies, continuent à le faire, et cela suffit à justifier leur mission. » Cette unité gouvernementale pourrait cependant, à terme, se heurter à l'opinion publique, malgré toute la sympathie qu'elle manifeste pour le camp bosniaque. Le Centre de crise de l'armée est submergé d'appels de Néerlandais inquiets pour la sécurité des hommes sur le terrain.

Selon de récents sondages, la population s'interroge de plus en plus sur la nécessité d'une présence néerlandaise en Bosnie. Mardi soir, Joris Voorhoeve rappelait les exactions commises dans le passé récent contre des Musulmans de Bosnie et ajoutait à propos de Srebrenica : « 40 000 Musulmans sont exposés à la purification ethnique. Je crains que se reproduisent des événements tels que ceux que nous avons observés auparavant dans des situations semblables. »



Voorhoeve, le ministre de la Défense, est un type bien, mais il ne pouvait pas faire grand-chose. Je me souviens de lui à la conférence de presse, le lendemain de la chute. Il a déclaré, littéralement : « Aujourd'hui, il s'est passé quelque chose d'épouvantable ». Au moins, il n'était pas dans le registre « Nos p'tits gars ont bien agi. » Il s'intéressait à la population. Je le vois encore, faisant sa déclaration. On voyait que cela l'atteignait vraiment.

Wouter Kok, MSF Hollande, coordinateur général en Bosnie, 1992; responsable des programmes, 1993-1995, interviewé en 2015 (en anglais)

Le 12 juillet 1995 au matin, les forces bosno-serbes menacent de bombarder les populations qui fuient l'enclave en cas de nouvelle frappe aérienne de l'OTAN et exigent la remise de toutes les armes des forces bosniaques.



« Les Serbes menacent de bombarder les réfugiés qui fuient la "zone de sécurité" de Srebrenica », **Le Monde** (France), 13 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Les Serbes ont menacé, mercredi matin, de bombarder ces colonnes de réfugiés si l'OTAN procède à de nouveaux raids, une menace que les responsables des « Casques bleus » disent « prendre au sérieux ». Les organisations humanitaires font état d'un manque d'eau, de nourriture et de matériel médical. L'hôpital de Srebrenica a été évacué. Le Conseil de sécurité devait adopter, mercredi 12 juillet à New York, une résolution demandant au secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, d'utiliser « tous les moyens disponibles » pour « restaurer le statut de zone de sécurité » de Srebrenica. Les dirigeants occidentaux ne se sont toutefois guère exprimés sur une opération militaire, à l'exception de Jacques Chirac qui, dès mardi soir, a fait savoir qu'il était prêt à une intervention et a sommé le Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités. La France ne peut intervenir seule, a expliqué le président de la République française, en marge du sommet franco-allemand de Strasbourg.

Dans la journée du 12 juillet 1995, la base de Potocari est prise sans aucune résistance de la part du contingent de la Forpronu. Des milliers de femmes, d'enfants et de vieillards

sont entassés dans des bus et débarqués près de la ligne de front, où ils sont forcés à marcher près de huit kilomètres pour rejoindre le village de Kladanj. D'autres sont transportés à Tuzla.

Devant les caméras de la télévision serbe, le commandant des forces serbes, le général Mladic, assure que les civils sont bien traités, tandis que Radovan Karadzic, le leader politique serbe affirme que la zone de sécurité ne sera pas reconstituée.

Les hommes sont mis à l'écart dans un bâtiment gardé par des militaires et des chiens. L'équipe MSF s'oppose, en vain, à l'évacuation d'un groupe de patients vers le village voisin de Bratunac. Dans l'hôpital de campagne, le contingent de Casques bleus néerlandais met à sa disposition tout son matériel médical et ses médicaments.

V4 ▶ V5 ▶ V6 ▶



Sitrep Srebrenica-Potocari 6-22 juillet 1995, **Journal de bord** de l'équipe MSF présente à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

Mercredi 12 juillet :

L'armée bosno-serbe a annoncé un cessez-le-feu jusqu'à 10 h 00. Ils réclament toutes les armes des soldats bosniaques en échange de la sécurité des déplacés. Les Nations unies n'ont aucun contact avec l'armée bosniaque. Profitant de l'accalmie et avec l'aide de Casques bleus, nous avons installé trois tentes pour le tri des blessés ou la réhydratation. Les déplacés sont très affaiblis après cette nuit dehors. Je ne peux plus les aider quand les bombardements reprennent à 9 h 45 : 3 ou 4 obus tombent en 15 minutes.

Des tanks bosno-serbes tentent de franchir le Yellow Bridge et d'entrer dans l'enclave. La Forpronu essaye de s'y opposer avec un barrage de soldats.

La situation dans l'hôpital de campagne où travaille Daniel reste précaire en matière de médicaments : les fluides, les antibiotiques, les analgésiques et les pansements sont rares.

Un peu plus tard, le bataillon néerlandais nous offre tout son stock médical. Depuis lors, nous ne manquons plus de médicaments de première nécessité. Cependant, l'équipe médicale bosniaque est démotivée : leurs familles sont à l'extérieur. [...]

Puis nous sommes informés que les forces bosno-serbes et Mladic commenceront par l'évacuation des blessés vers le stade de foot de Bratunac, puis les civils. J'ai essayé de parler à Mladic pour protester contre les évacuations, mais il m'a seulement dit de faire mon boulot et il est parti.

Le convoi MSF de 30 tonnes de médicaments, avec un médecin et deux logisticiens, est en route depuis Belgrade afin de nous rejoindre [...]

Le siège a parlé à l'adjoint de Boutros Boutros-Ghali [secrétaire général des Nations unies] qui leur a dit que l'ONU obtiendrait la garantie que toute la population, y compris les hommes, serait emmenée à Tuzla. C'est facile à dire mais puisqu'il n'existe pas de recensement, comment contrôler cela ?

Vers 15 h 00, les Serbes commencent à évacuer les déplacés en bus et en camions avec une incroyable rapidité. La plupart des hommes ont été séparés et emmenés dans une maison gardée par des soldats et des chiens. À proximité, on entend des tirs d'armes à feu.

Quelques heures plus tard, à 18 h 00, la Forpronu prépare le premier convoi médical. Les gens sautent dans les camions. Les familles se retrouvent séparées.

Mladic accepte que je me rende à l'extérieur, pour récupérer les blessés et les malades dans le camp.

Deux camions-citernes ont été mis en place pour que les déplacés, qui s'apprêtent à passer leur deuxième nuit dehors, puissent avoir de l'eau potable.



« Les Serbes commencent à déplacer des Musulmans en dehors des territoires capturés », Chris Hedges, *The New York Times* (États-Unis), 13 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

L'air était empli de pleurs angoissés quand les Serbes ont commencé à faire embarquer les 3 000 premières femmes, enfants et personnes âgées dans des bus à Potocari, la base des Nations unies à l'extérieur de Srebrenica tombée mardi [11 juillet] et envahie aujourd'hui [12 juillet]. Les réfugiés ont été déposés aux abords de Kladanj, à 40 kilomètres de là, et ils ont été forcés de marcher sur les dix derniers kilomètres, à travers les lignes de front, jusqu'à la ville tenue par le gouvernement.

« C'était une scène horrible », a déclaré Stephan Oberreit de Médecins Sans Frontières qui était en contact par radio depuis Belgrade avec ses collègues de Srebrenica. « Il y avait des cris, des pleurs, c'était la panique. Ils ne savaient pas où ils étaient emmenés. » Associated Press a rapporté que les 1 500 premiers réfugiés sont arrivés tard ce soir dans des bus du gouvernement bosniaque à la base des Nations unies de Tuzla, où ils étaient attendus pour la fin de leur voyage. Une réfugiée a dit avoir vu des Serbes de Bosnie tuer une femme et son enfant, mais il n'y a pas encore de confirmation de ce témoignage.

Aujourd'hui [12 juillet], 1 500 hommes des forces bosno-serbes, appuyés par des chars, sont entrés dans Potocari à la mi-journée. Ils ont envahi la base des Nations unies, sans rencontrer de résistance, après avoir menacé de bombarder les réfugiés et de tuer des Casques bleus néerlandais qu'ils tenaient en otage si l'aviation de l'OTAN intervenait.

Les Casques bleus néerlandais ont fait entrer des dizaines de blessés sur leur base de Potocari mardi soir [11 juillet], mais la plupart des 40 000 réfugiés « ont passé la nuit sans rien, sur le champ qui entoure la base », a déclaré Ron Redmond, le porte-parole du Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies à Genève.

La télévision serbe de Bosnie a montré aujourd'hui [12 juillet] des dizaines de milliers de réfugiés s'agglutinant autour du camp ainsi que des femmes et des enfants escortés vers des bus. La télévision ne montrait aucune scène de panique, mais de nombreux réfugiés avaient l'air fatigués, hagards et terrifiés.

Le général Ratko Mladic, commandant des Serbes de Bosnie, était présent, entouré de gardes du corps, pour superviser l'embarquement des réfugiés dans les camions et dans les bus.

« Vous n'avez rien à craindre, leur a-t-il dit, laissez passer les femmes et les enfants en premier ». Il a ajouté : « pour ce premier tour, nous évacuerons les femmes, les enfants, les personnes âgées et tous ceux qui veulent quitter la zone des combats, sans forcer personne. »

Il a déclaré à la télévision : « Srebrenica est désormais libre, mais il a ajouté, il reste encore des petits groupes qui essaient de résister ».

Le dirigeant des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, était encore plus confiant. Même s'il a assuré que les civils capturés et les Casques bleus étaient « hors de danger et en sécurité », il a annoncé qu'il n'y avait aucune chance que la zone de sécurité soit reconstituée, ce que le Conseil de sécurité réclamait aujourd'hui. Depuis Pale, le quartier général des Serbes de Bosnie proche de Sarajevo, il a déclaré : « Srebrenica, c'est notre pays. »



On a tout de suite suspecté qu'ils allaient s'en prendre aux hommes en âge de combattre. Il y a eu une première alerte de Christina qui se demandait s'il n'y avait pas des exécutions en cours autour de Potocari. Et puis Potocari s'est vidée très rapidement, les Serbes déportant les gens. Les équipes de Bosnie centrale ont commencé à voir arriver les bus. Je leur demandais s'il y avait des hommes dans ces bus et on me disait qu'il y en avait. Or il n'y en avait pas beaucoup, puisqu'ils avaient été tués à Potocari ou qu'ils avaient fui à travers champs. Ça n'a pas très bien marché. Je pense rétrospectivement qu'on aurait pu alerter beaucoup plus.

Stephan Oberreit, MSF Belgique/MSF France, coordinateur général en ex-Yougoslavie, mai-novembre 1995; MSF France, directeur de la communication, 2000-2006, interviewé en 2015, (en français)

Le commandant du contingent néerlandais des Casques bleus négocie un cessez-le-feu avec le général Mladic, le commandant des forces bosno-serbes.



« Bosnie : l'ONU sous le choc après la chute de Srebrenica », **Le Soir** (Belgique), 12 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Les quelques centaines de Casques bleus néerlandais, inférieurs dans un rapport de un à vingt, selon des officiers de la Forpronu à Sarajevo, n'ont pu tenir bien longtemps et ont dû battre en retraite vers leur quartier général de Potocari, entraînant dans leur sillage plusieurs milliers de réfugiés terrorisés. Le commandant du contingent, le lieutenant-colonel Tom [colonel Thomas] Karremans, a négocié ce matin [12 juillet] un cessez-le-feu temporaire avec les vainqueurs qui, par la voix de leur leader politique, Radovan Karadzic, ont déjà exclu de se retirer de l'enclave.

Privée de défense, Srebrenica se vide rapidement de ses 40 000 habitants, laissant entrevoir un nouvel exode aux conséquences humanitaires tragiques : « Il n'y a plus personne dans la ville, toute la population est sur la route pour fuir l'avance serbe », a précisé Stephan Oberreit, représentant à Belgrade de l'association Médecins Sans Frontières.

Lors d'une conférence de presse à Bruxelles, MSF Belgique témoigne de la prise de Potocari par les forces bosno-serbes et de la situation dramatique qui y prévaut.



« La poche de Potocari est tombée - la population de Srebrenica aux mains des forces serbes bosniaques - Conférence de presse à MSF Belgique », **Communiqué de presse** MSF Belgique, 12 juillet 1995 (en français).

Les forces serbes de Bosnie viennent de prendre totalement le contrôle de l'enclave musulmane de Srebrenica. Ils se sont infiltrés dans le campement des Casques bleus de la Forpronu faisant prisonnière la population de Srebrenica qui s'y était réfugiée. Les Serbes comptent évacuer la population à travers Bratunac en commençant par les femmes et les enfants.

MSF est profondément choquée par la chute de Srebrenica et tente pour l'instant de protéger et de soigner ceux qui peuvent l'être. Lors de cette conférence de presse, MSF témoignera de la situation sur place.



« MSF demande que l'aide humanitaire puisse parvenir immédiatement à la population de Srebrenica », **Communiqué de presse** MSF Belgique, 12 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Une partie de la population, restée hors du campement, s'est abritée dans des bâtiments en partie détruits, les autres déplacés se sont regroupés sur le bord de la route.

À l'intérieur même du campement, plus de 7 000 personnes — essentiellement des femmes et des enfants — disposent de moins d'un litre [d'eau] par jour et par personne. Les besoins en nourriture et en eau sont les plus urgents.

L'équipe de Médecins Sans Frontières a aménagé des abris pour les déplacés, et distribué des couvertures et des récipients. Des tentes ont été installées dans le campement afin d'abriter les femmes et les enfants, les protéger de la chaleur et prévenir les problèmes de déshydratation de cette population vulnérable. Une partie des blessés est déjà prise en charge, il faut encore identifier parmi la population ceux qui n'ont pas pu être secourus. Les stocks de médicaments sont extrêmement limités et les médicaments essentiels commencent à manquer.

Des équipes de Médecins Sans Frontières présentes à Belgrade se tiennent prêtes à intervenir avec tout le matériel nécessaire. Seules les autorisations manquent.

Une décision doit être prise dans la journée pour l'acheminement d'une aide matérielle d'urgence aux dizaines de milliers de personnes déplacées. La présence d'agences internationales (HCR, CICR...) est absolument nécessaire pour assurer la protection de la population.

Dans sa résolution 1004, le Conseil de sécurité de l'ONU exige que les forces bosno-serbes mettent un terme à leur offensive et que toutes les parties donnent aux organismes d'aide le libre accès à la zone de sécurité. Elle demande au secrétaire général d'utiliser de toutes ses ressources pour rétablir la zone de sécurité de Srebrenica. Toutefois, les commentaires des responsables politiques des divers États impliqués et des observateurs aux Nations unies laissent penser que le sort de l'enclave n'est déjà plus considéré comme un enjeu. Certains évoquent même un retrait de la Forpronu.



« L'ONU "exige" le retrait des Serbes sans aucune intention de l'imposer », **Le Monde** (France), 14 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté, mercredi 12 juillet, une résolution demandant au secrétaire général « d'utiliser de toutes les ressources à sa disposition pour rétablir, en conformité avec le mandat de la Forpronu, le statut de zone de sécurité de Srebrenica » et exigeant des Serbes qu'« ils se retirent sur-le-champ » de la ville. Mais peu importe, à vrai dire, les termes de cette résolution, adoptée à l'unanimité : il ne se passera rien à Srebrenica. Le Conseil de sécurité a renoué mercredi avec une pratique

qui lui est chère face à la guerre en Bosnie : celle des résolutions non destinées à être appliquées. [...]

Dans les interventions formelles, lors de la réunion du Conseil de sécurité, aucun pays, à part la France, n'a fait allusion à une utilisation de la force, nous rapporte notre correspondante à New York, Afsané Bassir Pour. L'ambassadeur français, Jean-Bernard Mérimée, tout en affirmant que la France ne peut « en aucun cas admettre la mise en cause du statut des enclaves », a tout de même ajouté que Paris, « bien entendu, n'impose pas de recourir à tel moyen plutôt qu'à tel autre ». « Nous disons tout simplement, a-t-il précisé, que nous sommes prêts, si les autorités civiles et militaires de l'ONU l'estiment possible, à mettre nos forces à la disposition de telles opérations qu'elles considéreraient comme utiles et réalisables. »

Dans les milieux de l'ONU, on n'exclut pas la chute d'autres enclaves. « Si les Serbes veulent prendre Zepa, on n'y peut rien », explique un diplomate. Allant plus loin, il ajoute : « L'abandon des enclaves orientales, à proximité de la Serbie, aux Bosno-Serbes pourrait, à long terme, être la solution pour une stabilité dans ce pays. L'alternative est une guerre de l'ONU contre les Serbes. Qui va l'entreprendre ? »

Même si aucun officiel ne l'admet ouvertement, les Nations unies ont donc renoncé de fait à la notion de « zone de sécurité » pour Srebrenica et peut-être pour d'autres enclaves. Le ministre des Affaires étrangères, Muhamed Sacirbey, a récusé mercredi la proposition faite par les Britanniques de tenter d'obtenir le retrait serbe en échange de la démilitarisation de Srebrenica. « Il faut arrêter de parler en termes fantaisistes », disait M. Sacirbey, en se demandant qui, dans une telle hypothèse, garantirait la sécurité de l'enclave.

Le président de la République, Jacques Chirac, a de nouveau fait allusion mercredi, au Sénat, à un départ de la Forpronu si elle se révèle incapable de remplir sa mission : « Si la communauté internationale ne réagit pas, alors il faut se demander ce que la Forpronu fait sur place et, le cas échéant, en tirer les conséquences. Si les enclaves ne sont pas respectées, si celle de Srebrenica n'est pas réhabilitée, c'est toute la mission de la Forpronu qui est en cause. » Cette idée d'un retrait ne figure pas, en revanche, dans le communiqué publié mercredi par Maignon à l'issue d'un conseil ministériel restreint sur la Bosnie. Le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, a jugé pour sa part qu'il faudrait « plusieurs jours » avant de savoir si les événements de Srebrenica doivent avoir « des conséquences fondamentales sur la présence de l'ONU en Bosnie ». [...] A Washington, le porte-parole de la Maison-Blanche a répété que, pour Bill Clinton, il était « souhaitable et important » que l'ONU reste en Bosnie.


Aux Pays-Bas, Jacques de Milliano, directeur général de MSF Hollande, tente de convaincre les parlementaires, essentiellement préoccupés par le sort du contingent néerlandais, de s'intéresser à la protection de la population civile de Srebrenica.



Le mercredi 12 juillet, j'ai reçu un coup de téléphone de Bernard Pécoul et d'Eric Goemaere [directeurs généraux de MSF France et de MSF Belgique] qui m'ont dit que les équipes de MSF sur place avaient vu les gens être mis dans des bus et qu'ils avaient un mauvais pressentiment. Je me suis demandé ce qu'on pouvait faire. Il était 10 heures du matin et je savais qu'à 12 heures, il y avait une mini-réunion parlementaire sur la chute de Srebrenica à La Haye. J'ai téléphoné à La Haye pour parler à des parlementaires et leur demander qu'on mette la protection des civils sur l'agenda. Il était 11 heures, les gens étaient

déjà partis vers la salle. J'ai pris un taxi et, trois quarts d'heure plus tard, j'étais à La Haye. Quand je suis arrivé, le briefing du ministre était déjà fini. Il n'avait même pas duré une demi-heure. J'ai demandé aux parlementaires de quoi ils avaient parlé. Ils m'ont répondu : « On a parlé de la situation des troupes hollandaises. » J'ai demandé : « Avez-vous parlé de la protection de la population civile ? » Ils m'ont dit : « On n'a pas voulu mentionner ce problème-là parce qu'il y avait la famille des militaires dans la salle. Ça pouvait donner l'impression qu'on ne se souciait pas des militaires hollandais là-bas. » À ce moment-là aux Pays-Bas, c'était impossible d'en parler. C'était le blocus, la paralysie totale.

Dr Jacques de Milliano, MSF Hollande, directeur général, 1984-1996, interviewé en 2000, (en français)

Les 13 et 14 juillet 1995, le camp puis la base de la Forpronu sont progressivement vidés, avec violence, de la plupart des réfugiés qui sont entassés dans des autobus par les militaires bosno-serbes. Les patients qui peuvent marcher et le personnel infirmier sont également évacués. Les hommes continuent à être mis à l'écart. L'équipe MSF entend des coups de feu provenant des environs du bâtiment où ils sont enfermés, et la rumeur coure qu'on trouve des cadavres dans les alentours. Un homme remet son enfant à l'infirmière de MSF avant d'être emmené par les militaires. [V7](#) 

L'équipe MSF apprend que certains patients du convoi du 12 juillet vers Bratunac ont été mis à l'écart quand les militaires bosno-serbes se sont aperçus qu'ils n'étaient pas blessés. Pour le prochain convoi d'évacuation, elle prévoit de garder avec elle le personnel médical masculin.

Les responsables onusiens condamnent ce qu'ils qualifient « d'actes odieux » et « d'épuration ethnique. »



Message satellite de MSF Srebrenica à MSF Belgrade, 13 juillet 1995 - 11 h 41 GMT (en anglais).

Extrait :

Le convoi médical des Nations unies transportant nos patients se dirige vers Tuzla, escorté par un détachement spécial de forces serbes avec des instructions personnelles de Mladic en ce qui concerne la sécurité. [...]

J'ai vécu une expérience horrible - un soldat bosno-serbe est venu vers moi avec un homme et son bébé. L'homme ne savait pas à qui confier son enfant. J'ai donc dû séparer le bébé de son père, en larmes, tandis que le soldat emmenait le père.

Les Bosno-Serbes sont d'accord pour que j'aie vu ce qui se passe, accompagnée d'un observateur de l'ONU, mais ils ne garantiront pas ma sécurité.

De toute façon, je pense qu'il vaut mieux que je n'y aille pas : trop risqué, pas confirmé, pas clair où se trouvent les cadavres. Qu'en pensez-vous ?



Sitrep Srebrenica-Potocari 6-22 juillet 1995, **Journal de bord** de l'équipe MSF présente à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

Jeudi 13 juillet

À 7 heures, l'évacuation des personnes déplacées se poursuit... Les Casques bleus tentent de contrôler une foule désespérée.

Tous ceux qui auraient pu mettre un terme à cet exode devraient à leur tour ressentir, un jour, la panique et le désespoir de ceux qui doivent partir en laissant derrière eux le peu de choses qui leur restait. Ils devraient avoir vu la violence qui s'affiche sur les visages des soldats de l'armée bosno-serbe, dirigeant la foule vers les bus, tel un troupeau d'animaux. Les enfants hurlent dans les bras de leurs mères, chacun fuit pour survivre, mais fuit vers un avenir incertain.

L'armée des Serbes de Bosnie refuse que notre convoi d'expatriés et de médicaments en provenance de Belgrade passe, arguant que les soldats bosniaques sont encore dans le coin et pourraient tirer sur le convoi.

Dans la matinée, je me suis essentiellement déplacée hors du campement des Nations unies, j'ai amené des personnes âgées, exténuées ou en pleine crise d'hystérie jusqu'à notre hôpital où Daniel et les infirmières bosniaques les prennent en charge.

Dans l'après-midi, le nombre de patients a augmenté fortement et des soldats des Nations unies nous ont aidés à les transporter en camion. Les médecins des Nations unies effectuent une sorte de triage médical dans le camp à l'extérieur. Des abris sont en train d'être fabriqués avec nos bâches en plastique, la Forpronu a apporté un camion d'approvisionnement en eau, qui sera plus tard pillé par les soldats bosno-serbes. [...]

Les mères qui allaitent n'ont pas assez de lait pour leurs enfants à cause du stress.

Un vieil homme est mort pendant la soirée, il y a eu 7 accouchements (dont un mort-né) en 24 heures, la plupart se sont déroulés dans des conditions effroyables, au milieu de la foule, sans aucune intimité, sans hygiène, sur une civière sale, dans la boue d'un corridor humide et sombre. Au total, 27 nouveaux patients ont été admis aujourd'hui.

Aujourd'hui, les conditions d'hygiène pour les déplacés dans le camp des Nations unies se sont aggravées : pas assez de latrines, les toilettes existantes sont saturées. [...].

Vers 4 heures, le camp est vidé et, une demi-heure plus tard, l'armée commence à évacuer les déplacés. Cela durera jusqu'à 7 heures. Les Casques bleus les assistent jusqu'au portail et là les civils sont emmenés dans des bus et des camions qui attendent. Le personnel de l'hôpital et tous les patients capables de marcher partent avec le convoi. Les rumeurs disent qu'une partie des hommes a été séparée des groupes.

Après avoir vidé le camp, l'armée bosno-serbe est venue inspecter le campement des Nations unies. Ils y ont passé dix minutes, visiblement dégoûtés par l'odeur et les conditions de vie, ont posé quelques questions aux patients et à notre traductrice, ont pris une liste des patients et sont partis. J'ai saisi l'occasion pour demander une escorte militaire afin de retourner dans la ville de Srebrenica. Nous avons pu nous rendre avec un observateur de l'ONU et l'escorte à l'hôpital où nous avons retrouvé trois patients âgés, assis à l'endroit même où nous les avons laissés trois jours auparavant. Ils sont en bonne santé. En passant à notre ancien centre social, j'ai vu une personne assise devant, nous nous sommes arrêtés et nous avons découvert trois autres personnes âgées. Les militaires bosno-serbes étaient assez nerveux et s'attendaient à trouver des soldats bosniaques dans le centre ou à l'hôpital. On a dû se dépêcher, mais [nous] devons porter seuls les patients jusqu'au camion. Quelle drôle d'impression de retourner dans une ville que je commençais à aimer et qui est maintenant vide ! Il y a de nombreux soldats bosno-serbes qui commencent à piller...

Le convoi du HCR avec de la nourriture est arrivé dans l'après-midi à Bratunac et a reçu l'autorisation d'entrer. Comme c'est cynique : juste au moment où tout le monde est parti !



Message satellite de MSF Srebrenica à MSF Belgrade, 13 juillet 1995 - 16 h 57 GMT (en anglais).

Extrait :

Réunion avec Franken : nous sommes d'accord pour attendre que tout le monde soit évacué. Pas de convoi médical aujourd'hui. Nous négocierons avec les Bosno-Serbes la mise à disposition d'un bus pour les personnes âgées incapables de marcher, mais qui n'ont pas besoin d'une escorte médicale de l'ONU. Les membres du personnel médical peuvent choisir s'ils préfèrent partir aujourd'hui avec la foule ou demain. Les hommes devraient rester avec nous - le personnel de MSF - encore une fois les femmes peuvent choisir, mais j'insiste pour que les hommes restent avec nous. Au cas où Barbara n'arriverait pas aujourd'hui : devons-nous partir avec les derniers patients ?

Je m'attends à ce que les hommes soient emmenés de force. Selon Franken, les Bosno-Serbes ne touchent pas aux hommes qui ne sont pas enrôlés dans l'armée bosniaque. Pour les autres, vous savez...

Voici la version définitive de Franken au sujet du convoi médical de la nuit dernière : avant d'entrer dans Bratunac, les militaires bosno-serbes ont contrôlé les pansements de quelques hommes et découvert qu'ils n'étaient pas blessés. Évidemment ils étaient furieux et ont emmenés une trentaine d'hommes à l'écart. Ces hommes ont disparu. Franken a informé le CICR et d'autres niveaux hiérarchiques. Il ne nous en veut pas. Daniel m'a dit qu'il n'avait aucun moyen de contrôler qui montait dans le camion. [...]

Voici une deuxième version, que Daniel tient d'un infirmier du contingent néerlandais accompagnant le convoi : à la frontière, tous les patients qui pouvaient marcher ont été sortis du camion et ont dû parcourir à pied les 37 kilomètres restants. Ils étaient inquiets pour la sécurité des hommes. Les infirmiers locaux les accompagnaient. Cet après-midi, l'infirmier a reçu confirmation par la Forpronu qu'ils étaient tous arrivés à bon port, y compris les hommes.

Avec Franken, nous avons décidé que demain les hommes seront contrôlés par les militaires bosno-serbes avant le départ, afin d'éviter leur colère.



« Les Serbes poursuivent l'épuration ethnique de l'enclave », **Le Monde** (France), 15 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Le commandant des « Casques bleus » néerlandais déployés dans la « zone de sécurité », le colonel Karremans, a « décidé de rester jusqu'au départ du dernier réfugié, faisant ainsi le choix du capitaine dont le bateau est en train de couler », a indiqué le ministère de la Défense à La Haye. Selon des sources concordantes, les « Casques bleus » néerlandais encore présents sur place ont subi des pressions de la part des forces serbes pour qu'ils quittent leur base de Potocari. De plus, 55 soldats néerlandais étaient toujours retenus, vendredi matin, par les Serbes.

Chargés dans des bus et des camions, en dehors de tout contrôle des « Casques bleus », ces 14 000 femmes, enfants et vieillards expulsés ont été conduits jusqu'aux lignes de front, qu'ils ont dû franchir à pied, sur plusieurs kilomètres, seuls et sans aide. Parmi eux, 33 blessés graves qui n'ont pu traverser le no man's land à pied ont été repris par les forces serbes, a indiqué le porte-parole de la Forpronu, Alexander Ivanko. L'incertitude plane sur le sort qui leur est réservé.

Seuls quelques hommes en âge de se battre ont été relâchés, jeudi, par les miliciens serbes. Les autres ont été emmenés vers Bratunac, une ville sous contrôle serbe, au nord de Srebrenica, où ils seraient parqués sur un terrain de football. « L'attaque et le

nettoyage ethnique d'une "zone de sécurité" de l'ONU sont des actes odieux qui justifient l'écoeurement de la communauté internationale », a déclaré l'envoyé spécial de l'ONU en ex-Yougoslavie, Yasushi Akashi. Le haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, Sadako Ogata, a condamné, dans « les termes les plus vigoureux », ce qu'elle a qualifié « d'exemple frappant de purification ethnique ». [...]

Selon un communiqué des autorités de Pale, les forces serbes ont continué, jeudi, à « neutraliser » les soldats bosniaques de Srebrenica « qui ont refusé de déposer les armes ». Le dirigeant des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a menacé, jeudi, d'infliger le même traitement aux cinq autres « zones de sécurité » de l'ONU. Selon l'ONU, les forces serbes ont bombardé, jeudi matin, la poche de Zepa.

MSF et l'ONU font part ouvertement dans la presse de leur inquiétude sur le sort réservé aux hommes de l'enclave. MSF demande de nouveau l'accès pour ses renforts en personnel et matériel médical, son convoi étant toujours bloqué à la frontière. L'organisation lance un appel à l'approvisionnement en eau et nourriture des 20 000 réfugiés arrivés à Tuzla auxquels ses équipes s'efforcent de porter secours. Elle demande également que le CICR soit autorisé à contrôler les transferts de réfugiés.



« MSF demande l'accès des agences humanitaires à Potocari », **Communiqué de presse** MSF Belgique et MSF France, 13 juillet 1995 (en français).

Des milliers de civils, effrayés et choqués, sont toujours massés dans des conditions dramatiques à Potocari, au nord de Srebrenica, alors que les transferts forcés de populations se poursuivent en direction de la Bosnie centrale.

Plusieurs milliers de personnes, déplacées par bus, sont arrivées dans la zone de Kladanj, à l'ouest de Srebrenica. Des centaines d'entre elles sont parties vers la ville de Tuzla.

Deux équipes de Médecins Sans Frontières prennent en charge les arrivants dans des camps de déplacés à Kladanj et à Tuzla où de la nourriture a été distribuée. Trois Médecins Sans Frontières sont partis de Bruxelles et de Paris pour renforcer les équipes déjà présentes sur place.

Les transferts de populations s'effectueront sur plusieurs jours. Or, la situation sanitaire pour les personnes qui restent autour de Potocari est déplorable et on craint l'apparition d'épidémies. La nourriture, le matériel et les médicaments s'épuisent.

La situation empirant d'heure en heure, les agences humanitaires demandent instamment de pouvoir avoir accès en urgence aux milliers de personnes qui restent autour du campement. Actuellement, un convoi de Médecins Sans Frontières, accompagné de deux médecins et de deux logisticiens et chargé de matériel médical et logistique, est bloqué, avec le convoi du HCR, au poste-frontière de Zvornik, à quelques kilomètres de Srebrenica.



« Srebrenica est victime à son tour de la purification ethnique », **Le Monde** (France), 14 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Plusieurs témoignages indiquent que les Serbes ont procédé à un véritable « tri » de la population avant de l'expulser. Médecins Sans Frontières, par exemple, explique que les

hommes ont été emmenés séparément vers des bureaux où ils ont été priés de décliner leur identité. Une partie d'entre eux ont déjà été transportés dans des camions vers des destinations inconnues. « Visiblement, ces chargements dans les bus étaient terrifiants. Les gens hurlaient ou paniquaient », rapportent les représentants de MSF sur place. L'ONU signale que le général Mladic a ordonné une « sélection » de tous les hommes de plus de seize ans, qui devaient être ensuite regroupés sur le stade de football de la petite ville de Bratunac, à la frontière avec la Serbie. [...]

Selon Alexander Ivanko, porte-parole des Nations unies, les Serbes envisageaient apparemment des interrogatoires pour déterminer si ces civils s'étaient rendus coupables de « crimes de guerre ». Dans l'esprit des Serbes, qui considèrent les Musulmans comme des « terroristes », toute personne ayant porté une arme est assimilée à un « criminel de guerre ». Zena Hasanovic, une jeune habitante de Srebrenica expulsée mercredi vers Tuzla, a affirmé avoir vu des soldats serbes tuer une femme et un garçon de dix ans. [...]

L'exode des réfugiés s'est poursuivi mercredi. Plus de quinze cents personnes sont arrivées dans la soirée à Tuzla, où elles ont été prises en charge par le personnel des Nations unies. [...]

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime que « la quasi-totalité de la population de Srebrenica [qui comptait environ 44 000 habitants avant l'offensive] a probablement fui la ville ».

Selon Médecins Sans Frontières, qui a une équipe sur place, les besoins en eau et en nourriture sont des plus urgents. « C'est une population extrêmement vulnérable, beaucoup de gens n'avaient pratiquement rien à manger depuis des semaines et vivaient dans des conditions d'hygiène dramatiques », expliquait un représentant de MSF. L'organisation humanitaire et le HCR tentaient, mercredi, d'obtenir des autorités serbes l'autorisation d'acheminer vivres et médicaments dans l'enclave. Deux convois étaient bloqués par les forces du général Mladic.



« MSF : des femmes réfugiées à Potocari avec des "marques évidentes de sévices" », **AFP** (France), 14 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières (MSF) nourrit « les plus grandes inquiétudes » sur le sort réservé aux populations déplacées en Bosnie, « des femmes musulmanes arrivant à Potocari avec des marques évidentes de sévices », indique vendredi l'organisation humanitaire interrogée par l'AFP.

300 réfugiés, dont 650 sont blessés, venant de l'ex-zone de sécurité de l'ONU à Srebrenica, dont l'armée serbe de Bosnie a pris le contrôle, se trouvent encore à Potocari, à 2 kilomètres au nord de Srebrenica, avec deux membres d'une équipe MSF. Une infirmière de MSF et un observateur de l'ONU ont pu se rendre jeudi à l'hôpital de Srebrenica d'où ils ont réussi à ramener trois vieillards à Potocari, où se trouve la base du bataillon néerlandais de la Forpronu.

Selon MSF, 700 réfugiés, en majorité des hommes et seulement quelques femmes, se trouvent à Bratunac, localité sous contrôle serbe, à l'est de Srebrenica, et leur sort est incertain. Ainsi, MSF n'a pas de nouvelle d'un premier convoi de 33 blessés qui devait partir du stade de Bratunac, où ni MSF ni les six observateurs du Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR), chargés de superviser sur le terrain la distribution de l'aide, ne sont autorisés à entrer par les militaires serbes de Bosnie. Les responsables de MSF et du HCR négocient depuis jeudi soir pour obtenir l'autorisation de pénétrer dans ce stade.

L'organisation humanitaire souligne que la majorité de la population réfugiée à Potocari vient du sud de l'enclave de Srebrenica. On ne sait rien sur les populations des villages voisins, qui se sont enfuies on ne sait où, souligne MSF.



« 20 000 réfugiés de Srebrenica dans des abris de fortune à l'aéroport de Tuzla », **Communiqué de presse** MSF, 13 juillet 1995 (en anglais).

20 000 réfugiés, tout juste arrivés de l'enclave de Srebrenica, sont regroupés sur les pistes de l'aéroport de Tuzla. Les Nations unies, MSF et d'autres organisations leur fournissent des soins médicaux, de la nourriture et de l'eau. MSF envoie vers Tuzla et Kladanj, via Split, un cargo chargé de 12 tonnes de secours, dont des tentes, des couvertures et des bâches en plastique avec à son bord deux membres du personnel international supplémentaires. MSF a déjà cinq membres du personnel international à Kladanj et trois à Tuzla.



Message des responsables de programme de MSF Belgique et MSF France à l'équipe MSF à Srebrenica, 13 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

Nous voulons juste vous dire que nous sommes fiers de vous deux. Nous pensons à vous sans arrêt et chaque mot que vous écrivez reste gravé pour longtemps dans nos esprits. Comme vous nous le demandez, nous informons le monde entier de cette tragédie. C'est notre façon d'être avec vous et avec la population.

Ce que vous faites à Srebrenica est fantastique. Parfois, on a du mal à croire qu'il n'y a que vous deux, Christina et Daniel sur place.

On aimerait vraiment être avec vous. L'objectif de toute cette pression que nous mettons en disant qu'il faut absolument que de l'aide internationale arrive d'urgence à Potocari, c'est pour y envoyer une nouvelle équipe MSF pour au moins vous soutenir physiquement. Merci pour tout ce que vous êtes capables de faire.

On vous aime et on sait que vous serez bientôt avec nous.

Prenez soin de vous

Plein de bises

Pierre [Salignon], Pierre-Pascal [Vandini] et tout votre fan club.



Point info Bosnie, MSF International aux départements de la communication des sections MSF, 13 juillet 1995 - 12 h 00 (en anglais).

Extrait :

Interviews et briefings de Belgrade

Notre équipe à Belgrade ne peut plus faire face aux demandes de vos journalistes nationaux. Nous suggérons qu'à partir de maintenant vous laissiez Anouk [Delafortrie – chargée de communication] ou Michel [Villée – attaché de presse] de MSF Belgique et Anne Guibert à MSF France organiser les interviews pour vous. Stephan [Oberreit] et Barbara continueront à répondre aux interviews. Il faut seulement qu'on organise un système plus efficace. Il y aura certainement un communiqué de presse soulignant le fait qu'il y a des besoins d'aide en Bosnie centrale et à Srebrenica même.

Le 14 juillet 1995, le président français préconise une action militaire de la communauté internationale pour donner un coup d'arrêt à l'abandon des enclaves. Il n'est plus question de reprendre Srebrenica, mais de protéger Zepa et Gorazde. Ses homologues européens et étatsunien restent sceptiques.



« L'appel de M. Chirac se heurte au scepticisme des Britanniques et des Américains », Daniel Vernet, *Le Monde* (France), 16 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Les capitales occidentales saluent, bien entendu, les fortes paroles du président de la République française et déclarent leur accord de principe avec une analyse sans fard de la situation humiliante dans laquelle se trouve la communauté internationale; mais elles soupçonnent implicitement la France de vouloir se donner le beau rôle, en s'attribuant le mérite d'une initiative si quelque chose se fait ou en rejetant la responsabilité sur les autres si rien ne se passe. Or M. Chirac a déclaré, vendredi, avec une franchise fort peu diplomatique, que sa proposition de dégager Srebrenica par la force après que les Serbes bosniaques s'en furent emparés, s'était heurtée à une fin de non-recevoir de la part des alliés de la France. Les premières réactions aux nouvelles propositions françaises minimales, a dit le chef de l'état, c'est-à-dire la protection de Gorazde et un accès garanti à Sarajevo, ne sont guère plus encourageantes.

Personne n'a encore dit vraiment non, mais les Américains, sollicités pour apporter un appui logistique, et surtout les Britanniques, avec qui la France a créé la Force de réaction rapide, mettent en avant des obstacles techniques et l'absence de plan précis pour ajourner leur réponse.

Le même jour, la coordinatrice médicale de MSF en ex-Yougoslavie, bloquée avec le convoi à Zvornik y croise des officiers français venus rencontrer le général Mladic, commandant des forces bosno-serbes. Ce qu'ils lui disent confirme l'impression qu'une opération de reprise de toutes les enclaves est en cours.



Message de la coordinatrice médicale de MSF en ex-Yougoslavie aux responsables de programme, 15 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Hier soir à l'hôtel nous avons croisé 3 militaires dont un Français. Ils nous ont dit « qu'ils venaient voir les Serbes ». Aujourd'hui je les ai recroisés dans un autre hôtel (à 5 kilomètres à vol d'oiseau de Srebrenica).

C'est une délégation composée de deux envoyés spéciaux de Janvier (un colonel français et un colonel russe) et un officier de liaison serbe. Les deux envoyés essayaient depuis hier de rencontrer Mladic.

L'officier de liaison m'a fait savoir que :

- Il retournerait à Belgrade dans la journée, probablement avec les deux, sans avoir pu rencontrer Mladic (injoignable car en action depuis 3 h du matin) (disons qu'il y avait un manque de volonté certain de la part des Serbes de pousser pour que la rencontre se fasse)

- Il avait été à Bratunac la semaine passée. Que là-bas ils se réjouissaient de la victoire proche. Qu'il leur avait demandé pourquoi ils étaient si pressés.

- À ma question si à Zepa se passait la même chose qu'à Srebrenica il a répondu oui.
- Quant à ma question sur le passage d'Alessandra via Bratunac sur Pale il m'a répondu que cette zone-là resterait inaccessible pendant 2 à 3 jours.

Si vous aviez un doute sur le degré de planification de cette action, vous n'en avez plus maintenant.

L'équipe MSF de Potocari s'emploie à organiser correctement l'évacuation des derniers patients ainsi que sa propre sortie de l'enclave. L'opération est compliquée par l'implication de divers acteurs et la volonté des militaires bosno-serbes de vérifier la présence de combattants bosniaques parmi les patients.



Message satellite de MSF Srebrenica à MSF Belgrade, 14 juillet 1995 - 9 h 17 GMT (en anglais).

Extrait :

Les patients ne seront pas évacués par hélicoptère. Franken veut que ce soit le CICR qui le fasse parce qu'il se peut que la Forpronu n'arrive pas à gagner Kladanj avec ses véhicules. Franken est en contact avec le CICR. Rien n'est encore finalisé, mais il semble que nous ne pourrions pas partir aujourd'hui.

Stephan, est-ce qu'à ce niveau des événements MSF ne pourrait pas s'impliquer plus dans toute la procédure d'évacuation ?

N'est-ce pas à MSF, de concert avec l'ONU, de demander au CICR ? Merci de ton conseil. Merci de garder à l'esprit les 30 camions du HCR. Ne pourraient-ils pas servir à cette évacuation ?

Je pense que la priorité est de faire sortir les patients aussitôt que possible. Si cela prend trop de temps, les forces bosno-serbes vont s'en charger...

On a vu avec quelle rapidité ils ont déporté toute la population et personne n'a été capable de les arrêter. Ils veulent vider l'enclave.

Ce qui va se passer pour le contingent néerlandais n'est pas clair. Vont-ils être gardés en otage ?



Sitrep Srebrenica-Potocari 6-22 juillet 1995, **Journal de bord** de l'équipe MSF présente à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

Vendredi 14 juillet : Les patients sont actuellement transportés au bunker du bataillon néerlandais qui a plus d'espace, de lumière et de meilleures conditions d'hygiène. [...]

Le CICR nous a informés dans l'après-midi qu'ils envisageaient d'évacuer les patients vers Kladanj, mais ils n'ont toujours pas les autorisations. Notre évacuation et celle du personnel local est un problème traité séparément. Le HCR cherche à évacuer tous les patients par hélicoptère jusqu'à Sarajevo.

À Tuzla, le HCR joue aussi le jeu et essaye de son côté d'évacuer les patients en convoi. Un convoi de la Forpronu est arrivé dans l'après-midi avec de nouveaux médicaments, de la nourriture et 35 000 litres de carburant (les forces bosno-serbes en confisquent 30 000 litres !) [...]

La question du jour : pourquoi l'évacuation des patients est-elle bloquée ?

On pense, comme Franken, que c'est parce qu'il y a, parmi les patients qui sont à Bratunac, des soldats de l'armée bosniaque. Bien sûr, les Serbes pourraient simplement les emmener, mais puisque le monde entier connaît le nombre des patients, ils cherchent certainement à éviter les communiqués alarmistes. Difficile à croire néanmoins.

Samedi 15 juillet : Tôt ce matin, l'ancienne équipe médicale de la Forpronu a pu quitter l'enclave.

Jan Pronk, le ministre néerlandais des Affaires humanitaires est à Tuzla et essaye d'organiser l'évacuation (qui n'essaye pas ?).

La situation médicale est sous contrôle. Les infirmières locales et MSF s'occupent de prendre en charge les patients, et les Casques bleus sont plus que coopératifs pour nous aider. [...]

On a appris qu'à Bratunac, 4 patients devaient subir des interventions chirurgicales, sous peine de faire augmenter les taux de mortalité.

L'ambulance organisée par les Nations unies, avec une de leurs infirmières et sous escorte des forces serbes de Bosnie, a fini par repartir, mais sans malades. Apparemment, ce sont tous de jeunes hommes. [...]

Selon Franken, quelques hommes arrivent bien à Kladanj, mais, bien sûr, personne ne dispose de chiffres fiables.

La rumeur d'aujourd'hui concerne un groupe de 700 à 1 000 hommes, capturés sur le chemin de Tuzla, qui seraient rassemblés dans le stade de foot de Bratunac. [...]

C'est aussi la journée des listes. Avec le HCR, nous préparons une liste de tous les malades et leur diagnostic. Une autre liste du personnel local et des membres de leurs familles est donnée aux Nations unies et aux forces bosno-serbes afin d'obtenir des autorisations pour qu'ils évacuent avec nous.

Dimanche 16 juillet : Le service médical du bataillon norvégien de la Forpronu, qui semble spécialisé dans les évacuations médicales, a pris la responsabilité d'évacuer les patients et doit quitter [Tuzla] à 1 h 30. Et maintenant, deux informations différentes, à vous de deviner laquelle est vraie :

Le convoi de MSF a passé Zvornik et est en chemin vers Bratunac. (Info venant des autorités de Bratunac)

Le convoi a essuyé des tirs dans les environs de Zvornik et a dû faire demi-tour (information venant des Nations unies à Tuzla). [...]

Une autre rencontre est organisée avec les forces bosno-serbes au sujet de l'évacuation des malades. Comble du cynisme, nous nous retrouvons à devoir discuter de culture et d'art, alors que, dehors, une horde de Serbes est en train de piller Srebrenica... [...]

Le CICR tente aussi d'organiser une évacuation et demandera l'autorisation pour les patients. Aujourd'hui à Bratunac, une petite délégation a rendu visite aux prisonniers de guerre.

MSF Belgrade s'occupe de nos autorisations pour nous permettre de partir avec le convoi de demain.

Le 16 juillet 1995, plusieurs milliers de personnes ayant fui Srebrenica à pied à travers la forêt et qui étaient portées disparues arrivent à Tuzla où une équipe MSF est à l'œuvre auprès des réfugiés.

Les responsables de programme s'inquiètent pour la sécurité du personnel MSF présent dans l'enclave, et particulièrement celle du personnel local, si le contingent

néerlandais se retire rapidement. L'équipe de MSF Hollande s'en ouvre au ministre néerlandais présent à Tuzla.

À Potocari, les derniers patients restés sous la responsabilité de l'équipe MSF et du bataillon néerlandais sont finalement évacués par le CICR dans la soirée du 17 juillet. MSF l'annonce dans un communiqué de presse.

Des journalistes tentent de joindre en direct l'équipe MSF sur le poste téléphonique du bataillon de la Forpronu.



Message de MSF Belgrade aux responsables de programme de MSF Belgique et France, 16 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Nouvelles de dernière minute : un afflux important (on parle de 4 000) personnes (pas mal de blessés légers) est en train de se produire via Kalesija. Ce serait le BiH [l'armée bosniaque] qui aurait ouvert un corridor permettant à une partie des « disparus » d'intégrer la zone de Tuzla. À confirmer demain matin, pour le moment pas d'accès possible vers la région, équipe med[icale] locale assure soins et transports.



« Opération de secours de Médecins Sans Frontières », **Communiqué de presse** MSF Belgique, 15 juillet 1995 (en français).

Une équipe de Médecins Sans Frontières composée de 13 expatriés travaille actuellement dans les camps de déplacés dans et autour de l'aéroport de Tuzla afin de venir en aide aux 20 000 réfugiés en provenance de Srebrenica.

Tous les efforts sont concentrés sur l'approvisionnement en eau potable et en nourriture ainsi que sur l'établissement de plusieurs postes de santé.

De plus, MSF a mis sur pied une structure d'accueil pour les réfugiés arrivant encore à Kladanj.

MSF a déjà dépêché sur place 24 tonnes de matériel de secours composé principalement de tentes, de couvertures, de containers d'eau et de lait en poudre.



Message du responsable de programme de MSF France à l'équipe de coordination de MSF à Belgrade, 16 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Je ne veux rien imposer car je suis trop loin de la situation de Daniel et Christina pour être suffisamment pertinent. J'espère seulement vous donner un peu plus d'éléments pour alimenter votre réflexion [...]

Tout notre personnel (6 hommes + 1 traductrice) est théoriquement protégé par des conventions protégeant le personnel de secours en situation de conflit. Il faut qu'ils portent des signes d'identification soit MSF soit la bonne vieille croix rouge.

Nous devons considérer que les chauffeurs comme les log[isticiens] ont un rôle dans la surveillance ou la prise en charge des patients. Ils sont brancardiers, ambulanciers, agents hospitaliers, aides-soignants ou tout ce qu'on veut.

À ce titre, nous devons proposer qu'ils accompagnent les blessés et les familles (enfants et femmes du staff notamment).

La négociation des conditions même de l'évacuation nous échappe mais nous pouvons transmettre ce qui concerne leur rôle d'accompagnant. [...]

Je crois que nos craintes sont passées à Franken, ce qui est l'essentiel. Ce n'est pas bon pour le moral de trop réfléchir sur ce qui va se passer car personne ne peut deviner l'avenir.

Peut-on faire quelque chose depuis Paris, Bruxelles et Amsterdam ?

Nous avons répété nos inquiétudes sur la population de Potocari et Bratunac.

Devons-nous préciser dans notre message la présence de staff local et demander leur immunité ? Nous ne sommes pas sûrs que les journalistes reprennent cet aspect. Et cela peut aussi les faire un peu trop voir ? [...]

Le gouvernement hollandais veut absolument que le Dutchbat se retire rapidement.

Grosse pression de la population hollandaise. La crainte est qu'il accepte une évacuation avec des garanties minimales de protection à condition qu'elle soit rapidement effectuée.

Deuxième crainte. Resteront-ils après le départ des blessés et alors que le CICR ne sera pas dans la place ?

L'équipe hollandaise de Tuzla est entrée en contact avec leur ministre présent sur place.

Ils ont insisté sur le sort de l'ensemble des réfugiés restant à Potocari et Bratunac et donc sur l'importance de la présence du Dutchbat en matière de protection. Le ministre a bien compris le message mais quel poids aura-t-il face aux autres facteurs politiques nationaux et internationaux ?



Message du responsable de programme de MSF France à l'équipe de coordination de MSF à Belgrade, 16 juillet 1995 (en français).

Extrait :

1. personnel MSF de Srebrenica. Nous ne pouvons pas faire plus que ce qui a déjà été fait pour protéger le personnel MSF de Srebrenica. Si l'évacuation des blessés a lieu et que l'armée serbe refuse l'accompagnement par une partie ou la totalité du personnel MSF bosniaque, Daniel et Christina devront tout de même partir.

Rester encore ne ferait que reculer l'échéance sans apporter plus de garanties de succès. La protection de tous les hommes prisonniers qui resteraient à Potocari et Bratunac est du ressort du mandat du CICR et non celui de MSF.

Si Daniel et Christina souhaitent rester après le départ des blessés, la capitale ou les sièges peuvent refuser cette proposition.

2. la communication

- nous devons effectivement demander l'avis de Christina lorsque nous donnons à la presse des informations concernant ses propres réactions personnelles. Nous avons commis une erreur pour l'article de *Libération*⁶.

- les infos données à la presse depuis Paris sont filtrées en fonction des risques potentiels pour l'équipe sur le terrain.

- je ne pense pas que la communication au sujet de Srebrenica aujourd'hui modifie en quoi que ce soit la sécurité de l'équipe de Gorazde ou influe sur nos demandes auprès des autorités de Pale. Les Serbes sont déterminés, de toutes les manières.

- la communication après la sortie de Christina et Daniel : pour Paris il n'est pas envisageable de demander à Christina et Daniel de participer à la communication sans que cela soit pour eux un souhait spontané.

6. Dans son édition du 14 juillet, le quotidien français *Libération* a publié des extraits des messages radio envoyés par Christina Schmitz, la responsable de terrain de MSF à Srebrenica, qui lui avaient été transmis par MSF, sans l'accord de l'intéressée.



Sitrep Srebrenica-Potocari 6-22 juillet 1995, **Journal de bord** de l'équipe MSF présente à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

Lundi 17 juillet : Des journalistes ont réussi à trouver le numéro de téléphone de la base de la Forpronu et commencent à nous harceler avec des demandes d'interviews. Comme nous n'avons pas nos propres moyens de communication et que les interviews peuvent mettre en danger notre évacuation, nous les renvoyons sur Belgrade. [...]

Tôt ce matin, nous avons appris que le bataillon norvégien a une nouvelle fois tenté de quitter Tuzla pour procéder à l'évacuation, mais il a eu quelques petits problèmes près de la ligne de front et a dû rebrousser chemin.

Le convoi du CICR a quitté Bijeljina à 8 heures et demie ce matin et est attendu vers midi à Bratunac. Nous nous tenons prêts à partir.

Ce matin, nous avons rencontré, aux côtés d'observateurs militaires de l'ONU et de la Forpronu, plusieurs commandants des forces bosno-serbes. Au menu des discussions : l'évacuation des malades, celle des expatriés et du personnel local de MSF, ainsi que l'évacuation du bataillon néerlandais. Nous apprenons que notre personnel local est libre de partir avec nous. Difficile à croire.

Les forces bosno-serbes insistent sur la nécessité d'identifier les patients, avant que le CICR puisse les évacuer. L'identification se fera bien sûr en présence du CICR. [...]

Pendant ce temps, Daniel a donné des tranquilisants aux malades les plus vulnérables. [...]

À 18 h 15, tous les malades sont embarqués à bord de voitures du CICR et quittent Potocari, à l'exception de 7 hommes, qui sont séparés des autres par les Bosno-Serbes, transportés à Bratunac par la Forpronu, remis au CICR. [...] Le reste des malades de Bratunac a pu se joindre également au convoi, à l'exception de 11 personnes.

L'anesthésiste de l'ONU et l'un des observateurs militaires onusiens étaient sur place pour garantir un bon traitement des malades.



Communiqué de presse MSF, 17 juillet 1995 (en français).

L'évacuation médicale de 59 blessés et patients de Bratunac et des 43 de Potocari, demandée depuis jeudi dernier, est actuellement en cours. Le CICR est arrivé à Potocari en fin de matinée.

MSF insiste pour que l'évacuation concerne tous les blessés et les patients ainsi que le personnel de secours local et leur famille. L'équipe MSF, toujours présente à Potocari, devrait accompagner les blessés. MSF demande que le CICR puisse accéder aux prisonniers restés à Potocari et Bratunac afin qu'ils soient traités conformément aux Conventions de Genève.

L'organisation de l'évacuation de l'équipe MSF elle-même, et de la quinzaine de personnes sous sa responsabilité, requière quatre jours supplémentaires en raison de multiples blocages administratifs, politiques et sécuritaires concernant en particulier le sort des Bosniaques. MSF publie un communiqué de presse pour essayer de débloquer la situation.

Le 21 juillet, l'équipe MSF composée des deux expatriés et de huit membres du personnel local, les familles de ces derniers ainsi que deux personnes âgées est enfin évacuée de l'enclave avec le dernier convoi de Casques bleus.



« MSF demande aux autorités de Pale et Belgrade de délivrer les autorisations nécessaires à l'évacuation de son équipe et de 15 civils de Potocari », **Communiqué de presse** MSF Belgique et MSF France, 19 juillet 1995 (en français).

8 jours après la chute de Srebrenica, l'équipe de Médecins Sans Frontières est toujours bloquée à Potocari. Au près du médecin et de l'infirmière de l'association se trouvent 15 civils dont trois enfants, deux personnes âgées et les membres du personnel bosniaque de Médecins Sans Frontières.

L'ensemble des autorisations permettant leur évacuation n'a [pas] encore pu être obtenu.

Médecins Sans Frontières demande que tout soit mis en œuvre pour leur évacuation rapide et dans de bonnes conditions de sécurité.



« Un 4e avion pour Tuzla », **Communiqué de presse** MSF, 19 juillet 1995 (en français).

Extrait :

À Potocari, l'équipe de Médecins Sans Frontières espère pouvoir évacuer cet après-midi, en emmenant avec eux les 13 membres du staff local et deux derniers blessés, une femme et un homme âgés respectivement de 80 et 81 ans. À Kladanj, 2 MSF restent prêts à prendre en charge d'autres réfugiés en provenance de Srebrenica. [...]



Sitrep Srebrenica-Potocari 6-22 juillet 1995, **Journal de bord** de l'équipe MSF présente à Srebrenica, 24 juillet 1995 (en anglais).

Extrait :

Mardi 18 juillet : Bien qu'étant autorisés à nous rendre à Tuzla, nous hésitons beaucoup car notre sécurité ne peut pas être garantie : nous ne connaissons pas la route du tout, nous ne pouvons pas être escortés par la Forpronu ni par les Bosno-Serbes au-delà de Ljubovija et nous craignons d'avoir des ennuis à cause de notre personnel masculin. [...] Dans la matinée, Franken est informé que tous nos passagers locaux seront arrêtés s'ils essaient d'entrer en Serbie et/ou en Croatie.

Finalement, la Forpronu à Sarajevo [...] envoie une lettre à Renaud [Tockert, responsable de programme de MSF Belgique] annonçant que la Forpronu va prendre la responsabilité de transporter les 13 civils musulmans de la Serbie jusqu'en territoire bosniaque.

Il reste qu'on n'a encore abouti à rien aujourd'hui et qu'une dernière surprise nous attend : les militaires bosno-serbes ont trouvé deux personnes âgées dans le sud de Srebrenica et nous les amènent. [...]

Nous devons les prendre en charge puisque la Forpronu n'est pas capable de les prendre sous sa responsabilité et que le personnel local du HCR n'est plus en situation de travailler.

Mercredi 19 juillet 1995

Lors d'une réunion qui a lieu à 10 heures avec le HCR et les Nations unies, nous sommes informés du résultat de la rencontre entre Rupert Smith et Mladic : toute personne se

trouvant dans l'enceinte du campement des Nations unies est autorisée à partir avec un convoi hollandais le vendredi 21 juillet, à midi.

Vendredi 21 juillet

À 11 heures, nous sommes prêts pour le départ. Les 8 membres du personnel local avec 5 personnes de leurs familles, plus les deux personnes âgées s'installent dans les voitures. Les radios fonctionnent et les réservoirs sont pleins. Deux minutes avant midi, le convoi s'ébranle en direction de Potocari. Nos trois voitures sont en tête du convoi qui rassemble 163 véhicules. [...]

Mladic, flanqué d'une délégation de la presse serbe, et le colonel Karremans, commandant de la Forpronu à Srebrenica, nous attendent côté bosniaque du pont de fer.

Guy, le coordinateur technique de MSF Belgrade peut finalement se joindre au convoi qui se dirige lentement jusqu'à la frontière croate.

À partir de là, la Forpronu ne peut plus nous escorter, mais à sa place la police croate et des représentants des Nations unies en Croatie.

Les deux heures et demie passées à la frontière sont très déplaisantes : le responsable du service d'immigration interroge notre personnel local sur des événements qui se sont produits à Srebrenica. Il m'engueule et accuse la Forpronu de ne pas avoir protégé les civils.



« L'équipe de Médecins Sans Frontières a pu évacuer Potocari », **Communiqué de presse** MSF, 21 juillet 1995 (en français).

Le médecin et l'infirmière de Médecins Sans Frontières ont quitté ce matin Potocari avec 15 civils, dont les membres du personnel bosniaque de l'association, trois enfants et deux personnes âgées. Après avoir transité en République fédérale de Yougoslavie, ils sont arrivés en Croatie.

Depuis avril 1993, Médecins Sans Frontières était la seule organisation humanitaire qui maintenait une présence étrangère dans l'enclave, fournissant une assistance médicale, chirurgicale et logistique à près de 40 000 personnes.

Pendant toute la durée de l'offensive, le médecin et l'infirmière ont pris en charge, avec le personnel bosniaque, plusieurs dizaines de personnes blessées lors des bombardements et ont porté assistance aux civils qui s'étaient réfugiés sur Potocari.

Une équipe (une infirmière et un anesthésiste) de Médecins Sans Frontières travaille toujours à Gorazde. À Tuzla, Zenica et Kladanj, une vingtaine de volontaires participent à la prise en charge des populations déplacées de Srebrenica.



Les Bosno-Serbes nous disent que notre équipe peut sortir, mais nos membres du personnel international sont avec 17 personnes, des membres du personnel avec leurs familles, des connaissances, qui restent groupées autour d'eux. J'explique à Christina qu'elle et Daniel peuvent sortir. Elle me dit qu'elle ne sortira qu'avec tous les autres. De nouveau, on se lance dans des négociations d'enfer jusqu'à ce que les Bosno-Serbes acceptent. Dans le cadre de l'évacuation du bataillon néerlandais, 17 personnes s'entassent dans trois voitures MSF. C'était assez épique. Quand ils sont arrivés en Croatie, l'équipe de MSF Hollande a passé un dur moment avec les Croates pour les faire entrer. Puis ils ont filé sur l'autoroute jusqu'à Zagreb. Je suis tout de suite allé voir le gars du HCR à Zagreb pour lui dire que j'aurai du travail pour lui quand ils arriveraient. Ils ont dû arriver à l'hôtel vers minuit. Ces trois voitures, c'était le radeau de la méduse ! Un des évacués m'a dit qu'il demandait le statut de réfugié. Donc j'ai de nouveau appelé le gars du HCR pour lui dire qu'il faudrait qu'il vienne à une réunion le lendemain. Des voitures sont venues chercher ceux qui étaient prêts à retour-

ner en Bosnie centrale. D'autres ont demandé une protection et certains l'ont eue.

Stephan Oberreit, MSF Belgique/MSF France, coordinateur général en ex-Yougoslavie, mai-novembre 1995; MSF France, directeur de la communication, 2000-2006 (en français) interviewé en 2015

Les équipes de MSF Hollande renforcent leur assistance aux milliers de déplacés de Srebrenica installés sur l'aéroport de Tuzla et dans les alentours.



« Un 4^e avion pour Tuzla », **Communiqué de presse** MSF, 19 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Ce matin, à 6 h 00, un quatrième avion-cargo affrété par Médecins Sans Frontières a décollé d'Amsterdam en direction de Split. Il était chargé de 11 tonnes de matériel (kits médicaux, matériel de sanitation et d'approvisionnement en eau).

Dans la région de Tuzla, les équipes MSF, composées de 22 expatriés et de membres du personnel local, se chargent de la distribution de nourriture et de l'approvisionnement en eau. MSF assure aussi, en coordination avec les autorités locales et d'autres ONG, les soins médicaux auprès des 20 000 réfugiés de la région, répartis entre le camp de l'aéroport de Tuzla et différents centres collectifs et écoles de la région. Ces derniers sont situés dans les municipalités de Zivinice, Srebrenik, Banovici, Gracanica et Lukavac.

Enfin, une équipe MSF composée de 2 expatriées est toujours présente à Gorazde, à son tour menacée. Une infirmière et une anesthésiste qui travaille au sein de l'hôpital où, en plus du travail opératoire, elle assure la formation.

Le 18 juillet 1995, Jacques de Milliano, le directeur général de MSF Hollande, de retour de Tuzla, donne une conférence de presse à La Haye où il dénonce l'absence de protection apportée à la population de Srebrenica. Ses propos passent mal auprès d'une opinion publique qui soutient pleinement le contingent néerlandais. C'est le cas de la majorité des donateurs de MSF. Seul Jan Pronk, le ministre chargé de la Coopération pour le développement, partage l'opinion exprimée par MSF.

Le 23 juillet, le ministre-président et le prince héritier néerlandais célèbrent le contingent néerlandais, de retour aux Pays-Bas, qu'ils félicitent d'« avoir tout fait pour protéger la population ».

Au cours d'une conférence de presse, le colonel Karremans commandant du contingent néerlandais de la Forpronu à Srebrenica, se laisse aller à des compliments sur le général Mladic, commandant des forces bosno-serbes.

Les journalistes néerlandais se tournent alors vers Jacques de Milliano, le directeur général de MSF Hollande, attendant qu'il accable le contingent néerlandais.



« Le soutien néerlandais était trop limité », **NRC Handelsblad** (Pays-Bas), 19 juillet 1995 (en néerlandais).

Extrait :

La question de savoir si les Casques bleus néerlandais ont, ou non, fait tout ce qui était en leur pouvoir pour protéger les 25 000 réfugiés est à l'évidence une question difficile pour J. de Milliano. Revenant juste d'une visite à Tuzla et en Bosnie orientale, il choisit ses mots avec beaucoup de soin. « Après tout ce que j'ai vu et entendu là-bas, je ne vois aucune raison de mener une enquête sur la conduite des Casques bleus néerlandais. Ne serait-ce que pour contrer les rumeurs selon lesquelles ils n'en ont pas fait assez, ce serait une bonne chose si le Gouvernement pouvait apporter un récit cohérent de ce qui s'est réellement passé dans la relation entre les Serbes, les réfugiés et les Casques bleus néerlandais ». Une « enquête » n'est pas le bon mot pour Jacques de Milliano : « C'est trop connoté, comme si quelqu'un était accusé de quelque chose ». En accord avec son équipe, il appellerait cela une « reconstitution des faits ».

Avec ces « faits », M. de Milliano se réfère aux multiples témoignages des réfugiés sur des viols de femmes et des exécutions de Musulmans bosniaques par des Serbes de Bosnie dans le voisinage immédiat des soldats néerlandais dans l'enclave musulmane de Srebrenica. Où, comme de Milliano l'a formulé au cours d'une conférence de presse à l'aéroport : « Des actes de cruauté épouvantables ont été commis : des enfants ont été arrachés à leur mère, des femmes violées, de jeunes hommes abattus devant leurs mères. Ce sont des témoignages authentiques, trop précis et trop détaillés pour n'être que des histoires. Ce n'est pas une psychose de masse. Il y a suffisamment de victimes pouvant détailler leur histoire de manière convaincante. Ces atrocités auraient, selon de multiples sources, eu lieu « au vu des Casques bleus néerlandais. »

Oui, mais alors qu'est-ce que cela signifie ? Que les Casques bleus ont vu des choses de leurs propres yeux ? Qu'ils étaient présents à ce moment-là ? Ou alors quelque chose d'autre ? Les marges d'interprétation de ce genre d'observations et de déclarations doivent faire l'objet d'une enquête avant qu'on juge du comportement des Casques bleus.

« C'est un fait que de nombreux réfugiés arrivés à Tuzla racontent que ces atrocités se sont déroulées à Potocari, où ils s'attendaient à être protégés par les Casques bleus néerlandais. C'est aussi un fait que la protection, par les Casques bleus, des bus qui transportaient les Musulmans de la zone, et hors desquels nombre de personnes ont été de nouveau emmenées par les Serbes, était extrêmement limitée ».

Vous pouvez voir la situation de deux points de vue différents : celui du ministre [néerlandais] de la Défense Voorhoeve qui déclare que « les Serbes avaient le contrôle total, le personnel de l'ONU était impuissant ». Et celui des réfugiés : « Les Néerlandais ne nous ont pas suffisamment protégés. » Lequel de ces points de vue est le vôtre ?

« Le mien est principalement que l'ONU, en tant qu'instrument de protection humanitaire, a échoué. Doivent faire l'objet d'une enquête non seulement les atrocités commises par les Serbes, mais également les décisions prises au sein des Nations unies et qui ont conduit les militaires néerlandais dans cette situation délicate. Qui a décidé, si tard, trop tard, de n'autoriser que deux frappes aériennes de l'OTAN à Srebrenica ? Ces questions méritent des réponses. »

Vous utilisez, comme M. le ministre Pronk, assez librement les mots de génocide et d'atrocités commis par les Serbes, alors qu'on demande aux militaires qui en reviennent de ne pas utiliser cette terminologie afin de ne pas mettre en danger les soldats qui sont encore sur place. Pourquoi faites-vous cela ?

« Pour moi, le génocide est la destruction d'un peuple, et c'est exactement ce qui se passe en ce moment en Bosnie. Nous utilisons ces mots pour montrer que l'aide humanitaire a complètement échoué en l'absence de protection militaire contre des violations brutales et systématiques des droits de l'homme, que ce soit au Rwanda ou en Bosnie. »



« De Milliano : "Le Dutchbat n'a pas suffisamment tenu sa promesse" », **Trouw** (Pays-Bas), 21 juillet 1995 (en néerlandais).

Extrait :

Le personnel néerlandais des Nations unies à Srebrenica n'a pas suffisamment tenu sa promesse d'accompagner les Musulmans de l'enclave. C'est ce dont le directeur de MSF Jacques de Milliano rend les dirigeants du Dutchbat responsables. Il a déclaré hier : « Si vous ne pouvez pas tenir votre promesse, vous devez être clairs à ce sujet » ajoutant : « Je ne doute pas des bonnes intentions, mais elles ont donné aux réfugiés le faux sentiment d'être protégés ».

M. de Milliano se dit frustré par certains événements. Après la chute de l'enclave, le ministre de la Défense avait déclaré que les Néerlandais ne partiraient qu'au moment où tous les blessés et les réfugiés auraient été mis en sécurité. « Le colonel Karremans du Dutchbat donnait l'impression que ses hommes accompagneraient les civils jusqu'à ce qu'ils soient en sécurité, pendant le transport vers Tuzla », ajoute Jacques de Milliano. « Ça a été dit de façon forte, mais j'ai l'impression que ce n'était que des mots. Karremans et les Serbes de Bosnie se sont accordés sur le fait que les hommes du Dutchbat voyageraient avec les bus dans lesquels les Musulmans étaient transportés. » M. de Milliano explique cependant avoir entendu que cette présence néerlandaise était très limitée.



« Quand les "casques bleus" néerlandais trinquaient avec les Serbes à Srebrenica... », Alain Franco, **Le Monde** (France), 2 septembre 1995 (en français).

Extrait :

Le 23 juillet, les « casques bleus » néerlandais ont reçu le feu vert pour rentrer au pays, alors que le drame de Srebrenica continuait. De retour aux Pays-Bas, ils ont été reçus par le prince héritier, Willem Alexander, le ministre-président, Wim Kok, et son homologue de la défense, venus les féliciter pour, écrira plus tard ce dernier, « avoir tout fait pour protéger la population ». [...]

Lors d'une conférence de presse à Zagreb, ce même 23 juillet, le lieutenant-colonel [colonel] Karremans a affirmé, malgré les informations dont il disposait, qu'en Bosnie il n'y a « ni *good guys* ni *bad guys* ». L'un des plus hauts gradés en provenance de Srebrenica s'est aussi laissé aller à des compliments sur le comportement du général Mladic, avec qui il avait trinqué devant des caméras serbes quelques jours plus tôt. Le même n'a pas hésité à colporter l'histoire, considérée par tous les observateurs comme de la propagande serbe, de 192 villages serbes autour de l'enclave rasés par les Bosniaques musulmans. Selon le lieutenant-colonel Everts, le bataillon était animé par un sentiment antimusulman : « Plus personne ne supportait les gens pour lesquels nous étions là, les Bosniaques musulmans de l'enclave. »



Le jeudi, il n'y avait rien dans les médias. Le vendredi, mes vacances commençaient, j'allais dans le sud avec ma femme et mes enfants et je me disais : « Ce n'est pas possible ! » Dans la nuit, je me réveille, je téléphone pour avoir un billet d'avion. Le samedi matin, je pars à Bruxelles pour prendre l'avion pour Split où je prends un hélicoptère de l'ONU qui va de Split à Tuzla. Là, j'ai parlé avec les femmes qui arrivaient. Leurs histoires se recoupaient complètement. Je suis revenu aux Pays-Bas, j'ai fait une conférence de presse pour dire que c'était la catastrophe et j'ai eu droit encore aux mêmes remarques : « Tu accuses les sol-

dats néerlandais, tu dis qu'ils n'ont pas été courageux ! ». Je répondais : « Non, c'est que la population n'a pas eu la protection qu'elle aurait dû avoir, le ministre de la Défense fait semblant que tout est OK, mais il y a un grave problème. » En fait, on essayait de me faire dire que j'étais contre le Dutchbat alors que ce n'était pas vrai. Je devais donner une longue interview sur un autre sujet. J'ai dit au journaliste : « Maintenant, on va parler de Tuzla parce qu'avec les autres journalistes, ce n'était pas possible. ». J'ai fait une page sur mes sentiments là-dessus. Ça a fait l'effet d'une bombe au sein de MSF et auprès des donateurs. J'étais le seul en Hollande à tenir ces propos. Ils pensaient tous que je déraillais. Cela a été une semaine difficile pour moi, parce que je tenais mon discours seul contre tous les autres. À MSF, il y en avait qui comprenaient, en particulier les responsables de programmes, mais il y en avait qui étaient très angoissés, car 90 % des donateurs étaient pour le Dutchbat. Le samedi suivant, je suis retourné à Zagreb. Et là, à la télé, en direct je vois le Dutchbat faisant une petite fête avec le prince et le Premier ministre. Je vois Karremans qui commence à dire des bêtises : « Les Serbes étaient très corrects, etc. » Là, je me dis : « Il va être démasqué, il n'a rien compris. » Et tout d'un coup, par vagues, les journalistes viennent me voir. Je leur ai répondu : « C'est trop tard, je n'ai plus rien à dire ». J'étais dégoûté. Ils étaient soudain tous contre Karremans. Mais moi, mon but n'était pas d'être pour ou contre. C'était la protection de la population et maintenant elle avait été massacrée ! C'était vraiment dur !

*Dr Jacques de Milliano, MSF Hollande, directeur général, 1984-1996 (en français)
interviewé en 2000*



On a diffusé un communiqué de presse sur « nos p'tits gars », comme les journaux qui les soutenaient avaient surnommé les Casques bleus néerlandais. On a porté une parole contradictoire et tout le monde nous est tombé dessus. Les Néerlandais pensaient vraiment que « nos p'tits gars » faisaient du bon travail, qu'ils étaient plein de bonnes intentions, qu'ils allaient là-bas pour prendre soin des gens. En réalité, la société néerlandaise n'était pas prête à accepter l'idée que le bataillon néerlandais aurait dû en faire plus. Et affirmer le contraire, c'était manquer de respect à la nation. À Srebrenica, à certains moments, les Casques bleus néerlandais en avaient assez de la guerre, assez des Musulmans. C'était choquant. Les Néerlandais n'étaient pas habitués à cette société qu'ils considéraient comme sous-développée. Ils regardaient vraiment de haut ces gens qui n'étaient pas des citoyens, dont les femmes portaient des foulards. Ce n'est pas pour cette raison, bien sûr, que tout a mal tourné à Srebrenica, mais cet a priori ne les a pas incités non plus à avoir une approche humanitaire de cette population. Ces gens étaient en danger et, quelles que soient leurs croyances, leurs références culturelles, on devait les aider sur le plan médical, comme sur le plan non médical.

*Wilna Van Aartsen, MSF Hollande, coordinatrice générale en ex-Yougoslavie, 1991-1993; coordinatrice celle d'urgence, 1994-1997; directrice des opérations, 1998-2001
(en anglais) interviewée en 2015*



Pour les Néerlandais, la question c'était : « Nos pauvres gars y étaient et ces méchants Serbes leur ont mené la vie dure ». C'était plus l'histoire des soldats néerlandais que celle de la population de Srebrenica. Une fois sortis, ils ont trinqué et fait la fête avec le prince héritier et le Premier ministre, alors qu'au même moment une population se faisait massacrer. Seul Jan Pronk, le ministre du Développement et de la Coopération, a dit : « Il n'y a aucune raison de célébrer : au moment où nous parlons, des gens se font massacrer, nous ne savons pas où se trouve la population masculine et nous devons craindre le pire. » Jacques

de Milliano est allé à Tuzla et a aussi plaidé : « Nous devons y aller, envoyer une représentation internationale pour les escorter et garantir leur sécurité. » Seul le tandem Pronk et de Milliano a vraiment tenté de renverser une opinion publique qui continuait à dire : « Comme c'est merveilleux, nos héros sont sains et saufs ! », alors que personne ne parlait de la population de l'enclave.

Wouter Kok, MSF Hollande, coordinateur général en Bosnie, 1992 ; responsable des programmes, 1993-1995 (en anglais) interviewé en 2015

Entre-temps, le 20 juillet 1995, des sources au sein des services de renseignement français déclarent à la presse que si les frappes de l'OTAN du 11 juillet n'ont pas atteint leurs objectifs, c'est faute de guidage au sol, les officiers britanniques chargés de cette tâche ayant quitté leur poste. Cette explication sera contestée par la suite.



« Le rendez-vous manqué de l'OTAN à Srebrenica », Jacques Isnard, **Le Monde** (France), 20 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Faute d'officiers de guidage au sol pour leur désigner les cibles durant les combats qui ont abouti à la chute de Srebrenica, les avions de l'OTAN n'ont pas atteint leurs objectifs, contrairement aux indications données par les états-majors alliés après le raid du 11 juillet. C'est ce que des sources françaises de renseignement affirment, après un examen des conditions dans lesquelles les frappes aériennes de l'OTAN ont eu lieu pour tenter d'enrayer l'offensive serbe contre l'enclave musulmane. Ce jour-là, en effet, l'OTAN devait exécuter trois frappes. Seules les deux premières ont eu lieu, la troisième ayant été récusée par les Pays-Bas. Un char T-55 serbe a été neutralisé et quelques camions détruits.

À Srebrenica, la zone « onusienne » de sécurité était tenue par quelque 780 « Casques bleus » néerlandais. Lorsque, le 11 juillet, les avions de l'OTAN se sont présentés, les officiers de guidage au sol, si l'on en juge par les renseignements réunis par les états-majors français, avaient quitté leurs postes. « Les avions étaient en l'air, précise un général français, leurs pilotes avaient un bon visuel de la situation, mais ils n'avaient pas de cibles désignées pour accomplir la mission, du fait du départ des contrôleurs au sol censés devoir guider leur intervention. » [...]

En clair, les pilotes, prenant des risques pour voler à basse altitude, voyaient leurs objectifs - il s'agissait, entre autres, de chars serbes - mais les règles d'engagement de l'OTAN sont impératives : elles stipulent que les cibles doivent leur être nominativement et précisément désignées depuis le sol. Ce qui ne fut pas le cas en la circonstance, faute de ces officiers de guidage des tirs. La règle a été instituée pour limiter le plus possible les dégâts dits « collatéraux » au sol, c'est-à-dire les destructions inutiles et les pertes en vies humaines dans la population.

Le 21 juillet 1995, réunis à Londres, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense et les chefs d'état-major de seize pays impliqués dans le maintien de la paix en Bosnie (dont les États-Unis et la Russie), ainsi que des représentants

des Nations unies, de l'OTAN et de l'Union européenne lancent un avertissement aux responsables bosno-serbes. Ils les menacent d'une réponse « substantielle et décisive » à toute attaque sur l'enclave assiégée de Gorazde. Les observateurs s'interrogent toutefois sur les modalités d'application de ces menaces.



« La conférence sur la Bosnie adresse une mise en garde limitée aux Serbes », Patrice de Beer, **Le Monde** (France), 23 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Les Français voulaient envoyer des troupes sur le terrain, les Britanniques tergiversaient, et la Maison Blanche soucieuse d'éviter les pertes et menacée par le Congrès d'une levée de l'embargo sur la fourniture d'armes aux Bosniaques ne proposait d'autre alternative que des bombardements aériens. Au bout d'une journée de discussions acharnées à Lancaster House sous une chaleur accablante, les participants sont parvenus à un compromis qui, s'il semble n'avoir heurté personne à l'exception des Russes, opposés à toute « escalade », donne déjà lieu à des interprétations différentes. [...]

Si l'on se fie aux textes, l'avertissement occidental à Radovan Karadzic, le chef des milices serbes, ne semble pas plus musclé que celui qui lui avait été adressé le 28 février 1992, lors d'une conférence précédente, également à Londres. Il est loin d'être aussi déterminé que l'exigeait la France. Le texte britannique est rédigé dans des termes généraux qui nécessitent pour le moins l'exégèse. Mais, dit-on, il sera présenté avec la plus grande fermeté aux hommes de Pale (le fief des Bosno-Serbes) [...]

Selon Paris, le compromis entre les trois principaux protagonistes États-Unis, Grande-Bretagne et France est donc de tenter l'approche américaine (menace de raids aériens) et, si elle échoue, de retourner à la proposition française (intervention sur le terrain).

Mais le texte est bien vague. Restent les modalités d'application, sur lesquelles il faudra se mettre d'accord [...]. Qui décidera des frappes ? L'OTAN, sur la demande du commandant local de la Forpronu ? Ou bien la décision relèvera-t-elle toujours de la lourde machine onusienne (la « double clé ») freinée par son chef, le Japonais Yasushi Akashi ? Et où les frappes auront-elles lieu ?

V. DÉNONCER L'ABANDON DE LA « ZONE DE SÉCURITÉ »

Le 21 juillet 1995, le ministre néerlandais de la Défense, Joris Voorhoeve, déclare « craindre que de graves crimes de guerre aient été commis lors de la prise de Srebrenica. » Le 23 juillet, il rapporte que des Casques bleus du contingent néerlandais ont vu des militaires bosno-serbes abattre une dizaine d'hommes. Certains Casques bleus témoignent de scènes de violence extrême.

À Tuzla, un rescapé raconte à deux journalistes comment il a survécu à un massacre.

Le 24 juillet, Tadeusz Mazowiecki, le rapporteur de la commission des droits de l'homme des Nations unies, annonce être sans nouvelles de 7 000 personnes, ce que confirme la Croix-Rouge, et assure que des actes barbares ont été commis à Srebrenica.



« “Graves crimes de guerre” à Srebrenica ? », **Le Monde** (France), 23 juillet 1995 (en français).

Le ministre néerlandais de la Défense, Joris Voorhoeve, a dit craindre, vendredi 21 juillet, que « de graves crimes de guerre aient été commis » lors de la prise de l'enclave musulmane de Srebrenica, le 11 juillet par les Serbes, et que « des centaines, voire des milliers de personnes aient été tuées ». « Une enquête doit être ouverte pour le compte du tribunal international chargé de juger les auteurs de crimes dans l'ex-Yougoslavie », a indiqué M. Voorhoeve, cité par l'AFP. Les propos du ministre corroborent les témoignages de réfugiés, qui disent avoir vu de nombreux cadavres après que les Serbes eurent capturé des milliers d'hommes de Srebrenica.



« “Une mer de cadavres” à Srebrenica », **Le Monde** (France), 25 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Dix jours après la chute de Srebrenica, le 11 juillet, le témoignage d'un Bosniaque rescapé de l'enclave musulmane accrédite la thèse de massacres perpétrés par les Serbes lors de la chute de cette enclave musulmane de Bosnie orientale. Encore sous le choc, M. O., vingt-quatre ans, qui a en réchappé avec deux autres Bosniaques de Srebrenica, a décrit à deux journalistes français de l'AFP et de Libération, comment il a survécu au massacre. « Je dois la vie sauve à mon cousin », assure M. O. « Touché par la première rafale, mon cousin, que je tenais par la main, m'a entraîné dans sa chute avant qu'une seule balle m'atteigne », dit-il. Pendant la durée des exécutions, il est resté couché sans bouger, dans le sang des victimes. Lorsqu'il s'est relevé vers minuit, il a commencé à hurler à la vue « d'une mer de cadavres ». Avant de partir, M. O. a remarqué une fosse près du lieu d'exécution. [...]

Par ailleurs, des « Casques bleus » néerlandais ont vu des Serbes bosniaques abattre une dizaine d'hommes dans l'enclave musulmane de Srebrenica, a déclaré, dimanche 23 juillet à Zagreb, le ministre néerlandais de la Défense, Joris Voorhoeve. « Mais ce qu'ils ont vu ne rend pas compte de la disparition de milliers de gens », a affirmé le ministre. De son côté, le général Hans Couzy, commandant en chef de l'armée néerlandaise, a fait état d'exécutions sommaires à Srebrenica tandis que d'autres soldats néerlandais disent avoir assisté à des scènes de matraquage et de mutilation.



« Tadeusz Mazowiecki : “On peut parler de barbarie à Srebrenica” », Alain Debove, **Le Monde** (France), 26 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Selon l'ancien premier ministre polonais, « on est sans la moindre nouvelle de 7 000 habitants de l'enclave. Nous sommes sûrs qu'un certain nombre d'entre eux ont été exécutés, sommairement, par les Serbes. Pour les autres, nous pouvons craindre le pire. Le problème est que notre délégation n'a pas été autorisée à se rendre sur place pour enquêter. Le Comité international de la Croix-Rouge non plus, et la tragédie n'est sans doute pas terminée. [...] »

Il est formel : « On peut parler ici en termes de barbarie. Les témoins que nous avons entendus sont évidemment crédibles. Un réfugié nous a raconté qu'il avait vu un milicien serbe se promener dans un village de l'enclave avec dans ses bras une tête et les

membres d'une femme. Il y a des quantités d'autres témoignages horribles, et tous vont être transmis au Tribunal international de La Haye sur les crimes de guerre. »

Le 25 juillet 1995, les forces bosno-serbes assiègent toujours Gorazde et prennent Zepa. À Kladanj et Zenica, des équipes de MSF accueillent les réfugiés qui fuient l'enclave. L'organisation annonce publiquement que 3 200 personnes qui ont quitté l'enclave manquent à l'appel. Le représentant de l'ONU en Bosnie, Yasushi Akashi, se félicite d'avoir passé un accord avec les Bosno-Serbes pour « l'évacuation de cette population ».



« MSF assure la prise en charge des premiers réfugiés de Zepa », **Communiqué de presse** MSF, 26 juillet 1995 (en français).

1 400 personnes sont arrivées de l'enclave de Zepa à Kladanj tôt ce matin. Il s'agit d'enfants, de femmes et de vieillards, qui n'ont rien pu emmener avec eux. D'après les premières constatations de nos équipes, leur état de santé semble satisfaisant. 3 postes de santé sont ouverts à Kladanj, dont un tenu par MSF et 50 personnes ont été soignées par nos équipes ce matin. Ensuite, dès midi, les réfugiés bosniaques ont été emmenés dans une vingtaine de bus en direction de Zenica où ils devraient arriver au cours de la nuit.

À Zenica, les équipes MSF ont mis en place un dispositif en vue d'assurer leur prise en charge au niveau médical et sanitaire dans les centres d'accueil pour réfugiés. 2 000 autres réfugiés devraient arriver sur Kladanj en provenance de Zepa en début de soirée et suivre la même route.



« 3 200 personnes manquent à l'appel », **Communiqué de presse** MSF, 31 juillet 1995 (en français).

MSF s'inquiète du sort d'environ 3 200 personnes en provenance de Zepa et qui ne sont toujours pas arrivées au centre de transit de Kladanj. Il s'agit de 1 700 femmes, hommes et personnes âgées, sur les routes depuis le 25 juillet, jour de la chute de Zepa, ainsi que de 1 500 hommes en âge de combattre qui sont soit arrêtés par les forces serbes, soit réfugiés dans les collines avoisinantes.

MSF est néanmoins prête à accueillir ces réfugiés dès leur arrivée à Kladanj. Une équipe médicale est sur place afin de fournir une assistance en cas de besoin. À Zenica, outre une équipe de coordination, 4 expatriés et plusieurs dizaines de collaborateurs locaux prennent en charge 4 050 personnes en provenance de Zepa (des femmes, des enfants et des personnes âgées enregistrés officiellement) réparties sur 22 camps de transit et centres collectifs. Les actions de MSF se concentrent sur la sanitation, la distribution de biens de première nécessité et des consultations médicales. Nos équipes travaillent en étroite collaboration avec le ministère de la Santé et d'autres ONG.

À Tuzla, nos programmes d'assistance auprès de 7 500 réfugiés en provenance de Srebrenica suivent leur cours. MSF poursuit les consultations médicales mobiles ainsi que les programmes d'hygiène collective et de distribution dans les deux centres d'accueil de Srebrenik et Banovici pris en charge par ses équipes.

Pour rappel : des équipes MSF travaillent également à Maglaj et à Mostar. Un programme d'aide destiné aux réfugiés serbes de Banja Luka est actuellement mis sur pied.



« Les Serbes ont conquis l'enclave bosniaque de Zepa », **Le Monde** (France), 26 juillet 1995 (en français).

Extrait :

L'enclave musulmane de Zepa, une de ces zones dites « de sécurité » de l'est de la Bosnie, qui devait être, à ce titre, protégée par l'ONU, est tombée mardi matin 25 juillet aux mains des sécessionnistes serbes. Après Srebrenica, investie le 11 juillet, Zepa, qui abrite quelque 12 000 personnes, est la deuxième enclave musulmane de Bosnie orientale à être ainsi conquise par les forces de Radovan Karadzic. Comme il en a été lors de la chute de Srebrenica, les Serbes entendent vider Zepa de sa population musulmane, afin de disposer d'un territoire « ethniquement pur ».

Attendue depuis plusieurs semaines, la reddition de Zepa n'avait pas encore suscité de réaction de la part des Occidentaux mardi en fin de matinée. La confusion reste totale sur les intentions précises de ces derniers, et notamment sur ce qu'ils considèrent comme une « ligne rouge » que les Serbes ne pourraient franchir sans s'exposer à une riposte de l'OTAN.

[...] Comme s'il ne restait plus à l'ONU qu'à organiser pacifiquement la « purification ethnique », son représentant en Bosnie, le Japonais Yasushi Akashi, se félicitait mardi matin que la reddition de Zepa ait été concomitante avec un accord conclu, par l'intermédiaire des Nations unies, sur l'évacuation des civils de la ville. « Nous sommes parvenus à un accord pour l'évacuation des civils de Zepa, cet accord est très significatif », a affirmé M. Akashi. Mais l'information était immédiatement démentie par le gouvernement bosniaque, pour lequel « il n'y a pas eu d'accord, il y a eu un ultimatum des forces serbes ».

Le même jour, 25 juillet 1995, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie lance des actes d'accusation contre les responsables bosno-serbes Radovan Karadzic et Ratko Mladic.



« Radovan Karadzic et Ratko Mladic poursuivis pour génocide », Alain Franco, **Le Monde** (France), 27 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Le document de 18 pages du Tribunal énumère les charges retenues contre MM. Karadzic et Mladic : génocide et crimes contre l'humanité, crimes de guerre et graves infractions aux Conventions de Genève, organisation de la politique d'assassinats de civils au moyen de francs-tireurs (les snipers de Sarajevo), prise d'otages et constitution de boucliers humains. « Radovan Karadzic et Ratko Mladic ont, depuis avril 1992, par leurs actes et omissions sur le territoire de la République de Bosnie-Herzégovine, commis un génocide », écrit le procureur.

Le 26 juillet 1995, avec Amnesty International et deux autres organisations belges, MSF donne une conférence de presse à Bruxelles au cours de laquelle est lancé un appel pour sauver Gorazde, la dernière enclave assiégée par les forces bosno-serbes. Un camp de réfugiés symbolique est installé place de la monnaie.



« Souvenez-vous de Srebrenica – Sauvez Gorazde et Sarajevo – L'indignation ne suffit plus » **Communiqué de presse** Amnesty International, MSF, Causes Communes, Balkanactie der Gemeenten, 20 juillet 1995 (en français).

Hier Srebrenica, aujourd'hui Zepa, demain Gorazde. L'indignation ne suffit plus. Elle devient un aveu de notre impuissance. C'est pourquoi nos différentes organisations appellent avec insistance pour que tout soit mis en œuvre pour sauvegarder Gorazde, futur enjeu, ainsi que Sarajevo.

Perdre Gorazde, ce sera perdre l'Europe.

Pour ne pas oublier les milliers de réfugiés de Srebrenica et de toute la Bosnie, un camp de réfugiés symbolique sera mis en place sur la Place de la Monnaie à Bruxelles du mercredi 26 juillet au dimanche 30 juillet. Nous souhaitons qu'il devienne un lieu d'accueil pour tous ceux qui ont la conviction qu'il faut sauver Gorazde.

Des témoignages, conférences, débats et d'autres actions concrètes seront organisés durant ces cinq jours.

Conférence de presse, mercredi 26 juillet à 11 h, Place de la Monnaie, 1000 Bruxelles.




« Quatre jours de solidarité en plein cœur de Bruxelles », Agnès Gorissen, Jean Wouters, **Le Soir** (Belgique), 27 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Un camp de réfugiés. En plein centre de Bruxelles, place de la Monnaie. Pendant quatre jours, jusqu'à samedi, cinq tentes resteront sur place, pour partager des témoignages, des inquiétudes et refuser l'indignité d'une Europe sans réponse face au conflit en Bosnie, comme l'a déclaré le Dr Dallemagne, de Médecins Sans Frontières Belgique.

Sous le slogan « *Remember Srebrenica, save Gorazde and Sarajevo* », MSF a mis sur pied, avec Amnesty International, Causes communes et Balkanactie der Gemeenten, cette action de solidarité et de mobilisation.

[...] On en prend d'autant plus conscience lorsqu'on entend Christina Schmitz, infirmière MSF de retour de Srebrenica, raconter, la voix étranglée par les sanglots, le calvaire qu'a été pour les civils la chute de la ville, avec son lot de viols de fillettes, de bébés enlevés à leurs mères, de morts sous les bombes. **V8** 

Le 27 juillet 1995, dans le quotidien néerlandais *Trouw*, Christina Schmitz, la responsable de terrain de MSF à Srebrenica pendant la chute, déclare qu'elle n'a aucun reproche à faire au contingent néerlandais qui, selon elle, a pâti d'un mandat trop faible. Elle considère que l'échec est politique.



« L'infirmière de MSF ne partage pas les critiques à l'encontre du Dutchbat », **Trouw** (Pays-Bas), 27 juillet 1995 (en néerlandais).

Extrait :

La critique par le directeur de MSF, Jacques de Milliano, de l'action du Dutchbat à Srebrenica n'est pas partagée au sein de l'équipe MSF qui a travaillé dans l'enclave jusqu'au dernier moment. Selon l'infirmière Christina Schmitz, les hommes du Dutchbat n'ont échoué à aucun niveau. « Je n'ai aucune critique à leur faire ».

M. de Milliano a déclaré la semaine dernière que les Néerlandais n'avaient pas suffisamment protégé les Musulmans durant leur fuite à Kladanj et à Tuzla. Sa collègue, Mme Schmitz, ne s'oppose pas à cette déclaration, mais elle dit qu'elle ne peut juger que des événements de Srebrenica. « Jusqu'au moment où nous avons dû partir avec le premier groupe de Casques bleus, la coopération entre MSF et le Dutchbat était excellente ».

Avec un médecin australien, l'infirmière allemande a été envoyée à Srebrenica par la section belge de l'organisation. Le 12 juillet, ils ont dû fuir avec la population quand les Serbes ont pris le contrôle de la ville. Dans la base des Nations unies de Potocari, l'équipe MSF, aidée des Casques bleus néerlandais, a fourni un soutien médical aux dizaines de milliers de réfugiés des alentours du camp. À l'exception de MSF, il n'y avait aucune organisation humanitaire au moment de la chute dramatique de l'enclave.

Hier, l'infirmière est retournée à Bruxelles. Elle est très choquée par les événements des dernières semaines. « J'ai aussi travaillé en Tchétchénie, mais cette fois-ci, c'était pire à vivre. Il n'y a qu'en travaillant dur et en ne réfléchissant pas à ce qui se passait autour que nous avons pu garder notre calme. »

« À la fin, nous pouvions faire si peu pour ces dizaines de milliers de réfugiés. Mais nous n'aurions jamais pu nous en sortir vivants sans le Dutchbat. Lors de notre fuite de la ville, nous avons transporté 80 patients. Pendant cet épisode, le Dutchbat nous a soutenus de façon exemplaire ».


L'infirmière allemande est retournée à Srebrenica le soir de la chute pour récupérer un groupe de patients restés derrière, dans la ville désertée. Trois personnes restées à l'hôpital ont été sauvées, tout comme trois personnes âgées trouvées à un autre endroit. « Srebrenica était une ville fantôme, désertée et détruite. Les Serbes de Bosnie étaient occupés à emporter les machines à laver et les téléphones des maisons. Il y avait des pillages incessants. C'était horrible de voir la ville dans un tel état et de savoir que nous ne pourrions plus y retourner. Nous n'avions que peu de temps. Nous n'avons pas pu chercher d'autres personnes qui auraient pu être abandonnées derrière ». Trois autres patients laissés à l'hôpital pendant l'évacuation initiale n'ont pas été retrouvés. Mme Schmitz ne sait pas ce qui leur est arrivé.

Elle conclut que le Dutchbat n'a pas été capable de protéger la population civile. « Leur mandat n'était pas assez fort. C'est surtout un échec politique. »



Christina a dit ce qu'il fallait dire. Elle a essayé de distinguer l'attitude des individus de celle de l'institution.

Wouter Kok, MSF Hollande, coordinateur général en Bosnie, 1992; responsable des programmes, 1993-1995, interviewé en 2015, (en anglais)

Le 27 juillet 1995, Tadeusz Mazowiecki, le rapporteur spécial de la commission des droits de l'homme de l'ONU démissionne, en signe de protestation contre le fait que la communauté internationale, à la conférence de Londres, a entériné la chute de Srebrenica et n'a rien fait pour sauver Zepa. [V9](#) 



« Tadeusz Mazowiecki abandonne sa mission dans l'ex-Yougoslavie », Jean-Claude Buhner, **Le Monde** (France), 29 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Dans sa lettre, M. Mazowiecki explique qu'il s'est résolu à franchir le pas à la suite des événements de ces derniers jours, surtout après les chutes des enclaves musulmanes de Srebrenica et de Zepa qui l'ont conduit « à constater l'impossibilité de poursuivre l'exercice de [son] mandat ». À ce propos, il indique que la création des « zones de sécurité » a constitué l'une de ses recommandations essentielles pour protéger les civils. Deux facteurs, a reconnu M. Mazowiecki, ont joué un rôle essentiel dans sa décision de démissionner : la conférence de Londres du 21 juillet et les constatations qu'il a récemment pu faire lui-même lors de son voyage à Tuzla sur le sort des réfugiés de Srebrenica. « Les décisions prises à Londres, qui ont pris acte de la chute de Srebrenica et qui n'ont pas empêché celle de Zepa, sont pour moi inacceptables. » Il a aussi fait part du choc qu'il a ressenti en pénétrant dans une tente à Tuzla lorsque les réfugiés ont refusé de lui adresser la parole parce qu'il était un représentant de l'ONU, « tellement ils se sentaient abandonnés ».

Le 10 août 1995, les États-Unis présentent au Conseil de sécurité des Nations unies des photos prouvant l'exécution en juillet, près de Srebrenica, de plusieurs centaines d'hommes par les forces bosno-serbes. Ils demandent au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie d'enquêter sur ce site qui renfermerait d'autres fosses communes.

Le Conseil de sécurité des Nations unies commande un rapport sur les violations des droits de l'homme commises à Srebrenica et à Zepa.



« Le Conseil de sécurité demande une enquête sur les exactions serbes en Bosnie orientale », Afsané Bassir Pour, **Le Monde** (France), 12 août 1995 (en français).

Extrait :

C'est avec « grande émotion » et « sans aucun scepticisme » que les membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont accueilli, jeudi 10 août, les « preuves » présentées par la délégation américaine des atrocités supposées commises par les Serbes de Bosnie contre les Musulmans de Srebrenica (Bosnie orientale). Munie de sept photos satellites, prises entre le 12 et le 14 juillet près de la ville de Nova Kasaba, et le témoignage d'un seul rescapé, l'ambassadeur américain aux Nations unies Madeleine Albright aurait convaincu les membres du Conseil que les Serbes ont exécuté « à coups de mitrailleuse » et « par groupes de vingt-cinq personnes » entre 2 000 et 2 700 hommes désarmés.

Deux des photos montrent un terrain de football avec une masse compacte de plus de six cents personnes, deux autres sont des gros plans sur une série de champs avoisinants où la terre est intacte. Les trois autres photos, prises, selon l'ambassadeur Albright, à quelques jours d'intervalle, montrent la terre « fraîchement remuée » dans les mêmes champs. Évidentes aussi sur les photos, des traces d'engins lourds, et cela « malgré l'absence de toute activité agricole ou industrielle ».

Recueilli par le secrétaire d'État adjoint américain aux droits de l'homme, John Shattuck, le témoignage du rescapé bosniaque Smail Hodzic, soixante-trois ans, a été, selon des diplomates du Conseil de sécurité « particulièrement convaincant ». M. Hodzic, qui a pu

échapper à la mort en se laissant tomber après la première salve de mitrailleuse, aurait directement mis en cause le chef militaire des forces serbes, le général Ratko Mladic. Selon lui, les exécutions ont eu lieu sur ordre du général Mladic, en représailles de l'attaque bosniaque contre sa ville natale de Visnice. Un diplomate américain a affirmé à la presse que le général Mladic avait joué un rôle « particulièrement cruel » dans les assassinats. La délégation américaine a souhaité un « complément d'enquête » par le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie [...]

Le Conseil de sécurité a [...] adopté, à l'unanimité, deux nouvelles résolutions, l'une demandant un rapport du secrétaire général d'ici au 1^{er} septembre sur les violations du droit humanitaire à Srebrenica et à Zepa, la deuxième, axée sur l'offensive croate en Krajina, mettant l'accent sur le respect des droits des populations civiles serbes.

En août 1995, MSF diffuse à la presse le journal de bord de ses membres de son personnel international présents dans l'enclave pendant la chute de Srebrenica. Des extraits sont également publiés dans *Messages*, le journal interne de MSF France, distribué à une centaine de journalistes.

Un réalisateur appointé par MSF recueille à Tuzla les témoignages des survivants d'un groupe de 12 000 personnes, essentiellement des hommes et quelques femmes et enfants, qui avaient pris la fuite dans la forêt à l'arrivée des forces bosno-serbes dans l'enclave.

Son documentaire « Srebrenica, in memoriam » sera diffusé dans les mois qui suivent sur la chaîne de télévision publique française France 2 et sur la chaîne franco-allemande ARTE. [V10](#)

Certains des témoignages qu'il a recueillis seront également repris par le quotidien français *Le Monde* à la mi-octobre.

Les membres du conseil d'administration de MSF France s'accordent pour utiliser ce film afin de continuer à poser, dans le débat public, les questions des disparus et des négociations qui auraient eu lieu au sujet de l'enclave de Srebrenica au moment de sa chute. [V11](#)



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 28 juillet 1995 (en français).

Extrait :

Ex-Yougoslavie par Stephan Oberreit

Stephan reprend la chronologie des événements de ces derniers jours. [...]

On peut dire que :

- il y a eu nettoyage ethnique,
- les promesses n'ont pas été tenues.
- beaucoup de choses ne sont malheureusement pas vues : grande technicité des Bosno-Serbes (les bus étaient prêts, etc.),
- les représentants des Nations unies ont été refusés dans les bus et on ne saura pas grand-chose des crimes...
- c'est un phénomène de rouleau compresseur... [...]

Il faut réfléchir à ce que MSF va faire en termes de communication.

Bernard [Pécoul, directeur général] explique que l'on essaye de faire passer ce que les gens ont vu à Srebrenica sous forme d'article ou d'interview. C'est très difficile en ce moment en France et on s'est entendu dire que ce n'était pas un scoop ! Il est prévu de

faire une publication reprenant la vie à Srebrenica. Les récits mis bout à bout représentent un témoignage essentiel.

Il y a d'autre part eu à Bruxelles une animation pendant 3/4 jours avec un historique de la guerre et les témoignages de Srebrenica.

Hans [Ullens] dit que le bataillon néerlandais des Nations unies n'a pas pris de position antiserbe. Ils semblaient même plutôt admiratifs de l'organisation des Serbes... Disent qu'ils n'ont rien vu... Peu d'atrocités...

Il demande si MSF va témoigner à La Haye pour les crimes contre l'humanité dont les membres de MSF auraient été témoins ? Brigitte [Vasset, directrice des opérations] répond que le choix sera laissé aux individus.



« Srebrenica agonise, une infirmière raconte », **Télérama** (France), 16 août 1995 (en français).

Extrait :

L'ampleur du malheur. Nous vous livrons, sans artifices, le témoignage de Christina Schmitz, infirmière de Médecins Sans Frontières, qui a, du 6 au 22 juillet, vécu l'agonie de Srebrenica. Plus de 40 000 personnes ont dû tout abandonner et fuir sous une pluie d'obus vers Potocari, au nord de l'enclave, où sont basés les Casques bleus de la Forpronu.



« Dossier ex-Yougoslavie – La chute de Srebrenica - Journal de mission », **Messages**, journal interne de MSF France, septembre/octobre 1995 (en français).

Extrait :

L'agonie de Srebrenica débute le 6 juillet 1995 pour prendre fin le 21 juillet au moment où les derniers blessés, le personnel médical local et les volontaires humanitaires quittent l'enclave. Christina, infirmière MSF, raconte la disparition d'une « zone de sécurité ».

Tout est arrivé si vite et de façon si dramatique... La chute tragique de l'enclave musulmane de Srebrenica a commencé soudainement le jeudi 6 juillet. Le 11 juillet, toute la population, paniquée, a été contrainte de fuir la ville sous une pluie d'obus. À Potocari, (au nord de l'enclave), les familles ont été séparées avant d'être déportées par les miliciens serbes de Bosnie.

Qu'est-il arrivé aux hommes qui ont alors été séparés du reste de la population emmenée en bus vers la Bosnie centrale ? Nous avons appris que quatre mille personnes environ, dont des médecins bosniaques avec qui nous travaillions, avaient réussi à rejoindre Tuzla en passant par la forêt.

Mais on nous a aussi raconté que beaucoup s'étaient donné la mort en chemin ou ont été tués.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 1^{er} septembre 1995 (en français).

Extrait :

Film sur Srebrenica : une transcription/traduction d'interviews de Bosniaques sur la fin de Srebrenica est distribuée aux membres du CA.

Bernard [Pécoul, MSF France, directeur général] rappelle qu'un film (de 25/40') est en cours de montage sera prêt dans environ 10 jours.

Des contacts ont été pris avec des chaînes de TV et Télérama et on va également tenter d'en tirer des clips de 1'. Un livre blanc sortira dans environ 1 mois.

Frédéric [Laffont] souligne qu'il y a déjà eu un film sur la Tchétchénie et maintenant un sur Srebrenica beaucoup grâce au travail de Christophe [Picard] qui permet que des témoignages existent.

Ce film est un outil MSF qui prolonge le travail fait à Srebrenica car il rend compte d'une situation historique avec des faits abominables, mais ce n'est pas le travail d'une organisation spécialisée dans les droits de l'homme. Nous n'avons aucun moyen de différencier ce qui fait partie de la réalité vérifiable et ce qui fait partie des fantasmes. Il ne s'agit en aucun cas d'un document scientifique mais d'un témoignage que l'on peut fournir au tribunal de La Haye.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 29 septembre 1995 (en français).

Extrait :

Film sur Srebrenica (Frédéric Laffont)

Il est intéressant de voir comment, en passant après tout le monde, Christophe [Picard] a amené des choses nouvelles. Il n'y a pas de promotion pour MSF dans ce document, uniquement les témoignages des personnes. C'est la preuve que l'on peut faire vivre une parole différente.

Le film a été chaleureusement accueilli par ARTE, qui l'a acheté [...]

Discussion :

[...] Une question doit être remise au cœur du débat autour du film sur Srebrenica : celle des 10 000 disparus (de 12 à 75 ans). Si Srebrenica est tombée, c'est que tout le monde était d'accord. Y aurait-il eu des négociations autour de la chute de Srebrenica ? (Renaud [Tockert])



« En Bosnie, la colonne de l'enfer », Florence Hartmann, **Le Monde** (France), 17 octobre 1995 (en français).

Extrait :

La plupart des hommes de Srebrenica avaient toutefois compris que les « Casques bleus » ne les protégeraient pas et, à l'arrivée des troupes du général Mladic, entre 12 000 et 15 000 hommes de quinze à cinquante ans, suivis par des femmes et des enfants, se regroupèrent pour former une colonne qui s'enfuit par la forêt et la montagne dans l'espoir de rallier la ville de Tuzla, en territoire tenu par les gouvernementaux. Plusieurs rescapés de cette colonne de l'enfer ont témoigné, début août, devant la caméra d'un membre de MSF venu à Tuzla enquêter sur le sort des habitants de Srebrenica. [...]

Le docteur E[...], qui pendant les trois années de siège a travaillé au dispensaire de Srebrenica transformé en hôpital de guerre, raconte pour sa part : « Le long de la colonne, il y avait un fusil toutes les 300, 400 ou 500 personnes, nous ne pouvions pas nous défendre. Mais nous ne pouvions pas non plus faire marche arrière. À l'aube du 12 juillet, les Serbes ont attaqué l'arrière de la colonne et fait un grand nombre de prisonniers. En fin de journée, vers 18 ou 19 heures, alors que nous venions de nous regrouper pour repartir, trois ou quatre mille Serbes nous ont à nouveau encerclés. Ils nous arrosaient d'obus, c'était la panique. Il y avait des morts partout, un millier peut-

être. Beaucoup ont été fait prisonniers vivants, certains ont réussi à s'enfuir dans les montagnes et sont arrivés à Tuzla après avoir cherché pendant longtemps leur chemin vers les territoires libres ». « La deuxième nuit de notre parcours, poursuit le docteur E[...], nous devions traverser une route très fréquentée, celle qui relie Zvornik à Vlasenica. En approchant, nous avons entendu le bruit des chars serbes et les mégaphones qui nous demandaient de nous rendre. Quand nous avons traversé la route, à l'aube, ils nous ont attaqués. La colonne a été morcelée, il y a eu beaucoup de morts et de prisonniers. »

Le 28 août 1995, un bombardement des forces bosno-serbes sur Sarajevo provoque la première offensive d'envergure de l'artillerie et de l'aviation de l'OTAN ainsi que de la Force de réaction rapide.



« Les Occidentaux ripostent massivement au carnage de Sarajevo », **AFP** (France), 30 août 1995 (en français).

Extrait :

Coordonnés dès le début avec l'artillerie de la Force de réaction rapide (FRR), les raids des avions de combat de l'OTAN se sont poursuivis toute la journée sur les positions serbes.

Le secrétaire général de l'Alliance atlantique Willy Claes a reconnu que ces pilonnages constituaient « plus qu'une riposte » au carnage perpétré lundi par les Serbes de Bosnie à Sarajevo, dont le bilan s'élève à 37 morts et 87 blessés.

« Si les Serbes bosniaques ne démontrent pas cette fois-ci qu'ils sont prêts à respecter les règles du jeu et donc accepter les décisions du Conseil de sécurité des Nations unies, nous sommes prêts à continuer et même à renforcer les actions militaires », a-t-il menacé. [...]

Le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a demandé que les bombardements « cessent immédiatement », sinon « l'escalade de la guerre sera inévitable et le processus de paix sera certainement détruit par ces bombes ».

Auparavant, il avait déclaré : « Nous sommes prêts à tout pour nous défendre » mais aussi à « participer aux négociations » de paix.

Le négociateur américain Richard Holbrooke s'est d'ailleurs rendu à Belgrade, en dépit de l'opération occidentale, pour y poursuivre sa mission de paix. Alors qu'il était reçu par le président serbe Slobodan Milosevic, le gouvernement yougoslave a condamné les opérations contre les Serbes de Bosnie.

Quant au président bosniaque Alija Izetbegovic, il a affirmé que « la situation a changé fondamentalement » et que « la voie vers la paix est ouverte » grâce à ces bombardements. La coopération de l'OTAN et de la FRR constitue une première et a joué de la complémentarité avions-artillerie.

Début septembre 1995, à la suite de révélations sur l'attitude du contingent néerlandais à Srebrenica et de plusieurs bévues commises par le ministère de la Défense, des débats tendus ont lieu lors des réunions des commissions parlementaires de la défense et des affaires étrangères des Pays-Bas. Ainsi, le 14 septembre, le journal néerlandais *De Volkskrant* révèle qu'un accord sur le sort

des civils de Srebrenica aurait été passé le 19 juillet entre le général britannique Rupert Smith, commandant de la Forpronu, et le général Mladic et que le ministre néerlandais de la Défense, au courant de cet accord, l'aurait caché, afin de ne pas fâcher le commandant bosno-serbe.

Le ministère néerlandais de la Défense lance un processus d'enquête interne sur le comportement du bataillon de Casques bleus néerlandais pendant la chute de Srebrenica, basé sur un débriefing de ces derniers.



« Une série de bévues hollandaises à Srebrenica », Barbara Smith, **Le Soir** (Belgique), 2 septembre 1995 (en français).

Extrait :

Le mois dernier, Joris Voorhoeve, le ministre néerlandais de la Défense, était acclamé comme un glorieux parrain de la nation, un chef de guerre à la fois calme, lucide et engagé. Depuis le bunker d'une cellule de crise à La Haye, il avait suivi jour et nuit les déboires des Casques bleus néerlandais pris en otage, depuis la chute de Srebrenica jusqu'à leur libération et leur retour en territoire batave.

Mais aujourd'hui, le même Voorhoeve est sur la sellette. Les preuves d'exécutions sommaires par les Serbes bosniaques après leur conquête de l'enclave de Srebrenica s'accumulent, et le rôle des Casques bleus néerlandais dans ce drame devient de plus en plus flou. Par ailleurs, Joris Voorhoeve a avoué que le département de la Défense avait commis une série d'erreurs frisant l'aberration : par exemple, l'une des deux pellicules sur lesquelles les Casques bleus auraient fixé des preuves d'atrocités autour de Srebrenica fut « lavée » par un laborantin maladroit du ministère. Et une liste contenant les noms des civils isolés par les Serbes de Bosnie, qui pourrait s'avérer très utile pour une enquête sur le comportement des troupes du général Mladic, a simplement disparu. La crédibilité du responsable politique, le ministre Voorhoeve, en a pris un sacré coup. Il a dû modifier sa version des faits à plusieurs reprises, à la suite de révélations dans la presse. Dans la plupart des cas, M. Voorhoeve ne semblait pas être au courant, et devait rectifier ses propres démentis après consultation avec les leaders militaires. « Ces bourdes semblent tellement grosses que nous avons du mal à y croire nous-mêmes. Dans la plupart des cas, nous pensons qu'il s'est agi d'un problème de communication entre l'armée de terre et le groupe de coordination du ministère », explique un porte-parole [...]

À l'issue du débat, la position du ministre, soutenu par les fractions des trois partis du gouvernement, ne semblait pas menacée. La plupart des intervenants ont mis l'accent sur les fautes commises par les responsables militaires : à plusieurs reprises, ils auraient tout simplement « omis » d'informer le ministre.



« Quand les "Casques bleus" néerlandais trinquaient avec les Serbes à Srebrenica... », Alain Franco, **Le Monde** (France), 2 septembre 1995 (en français).

Extrait :

Selon Joris Voorhoeve, le ministre de la Défense, les « Casques bleus » ont été témoins des exécutions sommaires de 9 ou 10 personnes à proximité du secteur néerlandais de Potocari. Le ministre rapporte également le témoignage d'un soldat qui a vu dans l'enclave, à Nova Kasaba, « une rangée de chaussures et de sacs à dos pouvant appartenir à une centaine de personnes ». Ce même soldat a vu « un camion-benne rempli de cadavres », et « un bulldozer » transportant des corps. Malgré cela, l'état-major

néerlandais à Srebrenica a signé un document officiel indiquant que « l'évacuation » des Musulmans s'est déroulée de façon « correcte », en tout cas en ce qui concerne « les convois sous surveillance des "casques bleus" ». [...]

Le 23 juillet, les « Casques bleus » néerlandais ont reçu le feu vert pour rentrer au pays, alors que le drame de Srebrenica continuait. De retour aux Pays-Bas, ils ont été reçus par le prince héritier, Willem-Alexander, le ministre-président, Wim Kok, et son homologue de la Défense, venus les féliciter pour, écrira plus tard ce dernier, « avoir tout fait pour protéger la population ». Tout ? Selon le quotidien *NRC Handelsblad*, non démenti, l'ambassade des Pays-Bas à Belgrade avait pourtant demandé avec insistance à La Haye que la Croix-Rouge ait accès à l'enclave avant de battre le rappel. [...]

D'autres événements soulèvent des questions. [...] un film vidéo a été brûlé au moment où les Bosno-Serbes prenaient Srebrenica. Ces documents contenaient « des images de cadavres exécutés, les mêmes que ceux photographiés près du secteur », confirme Bert Kreemers, porte-parole du ministère de la Défense.



« Pays-Bas : le malaise de Srebrenica », Barbara Smith, *Le Soir* (Belgique), 14 septembre 1995 (en français).

Extrait :

Cette fois, c'est un accord entre le général Rupert Smith de l'ONU et le général serbe Mladic sur le sort des civils de Srebrenica qui jette le trouble à La Haye.

Selon le quotidien *De Volkskrant*, le ministre de la Défense, Joris Voorhoeve, était au courant de cet accord, mais il se serait senti obligé de le taire (même au Parlement) pour améliorer les relations avec Mladic, suivant une instruction de l'ONU.

En concluant l'accord avec Mladic le 19 juillet, Rupert Smith acceptait en fait ce que Karremans, le chef des Casques bleus néerlandais, avait concédé une semaine plus tôt sous la menace de la violence : la détention de plusieurs milliers de civils musulmans par les Serbes de Bosnie, et leur « évacuation ». Au départ, Smith aurait insisté pour conférer à ces détenus le statut de prisonniers de guerre, mais Mladic aurait refusé de discuter sur ce point.

Une source de l'ONU citée par *De Volkskrant* déclare que la publication de l'accord aurait pu laver les Néerlandais de toutes les accusations concernant des civils. En effet, le document aurait été signé par un haut responsable de l'ONU, et pas par des militaires néerlandais.

Cependant, par le passé, Voorhoeve a fermement nié à plusieurs reprises des négociations entre l'ONU et le général Mladic. « Janvier et Rupert Smith n'ont pas négocié eux-mêmes avec Mladic après la chute de Srebrenica, a-t-il dit, et il (Mladic) a platement refusé à plusieurs reprises de parler avec l'ONU ».

Les Casques bleus sont actuellement soumis à un « debriefing » en profondeur. Mais d'ores et déjà, il semble évident que leur comportement ne fut pas toujours exemplaire. Comme raconte la mère d'un Casque bleu, « les soldats ressentent une aversion profonde vis-à-vis de la population musulmane, au comportement souvent sauvage et hostile face aux Casques bleus, venus risquer leur vie pour les protéger. C'est sûr que nos soldats ont parfois réagi de manière abrupte. »

Dans les semaines qui suivent, l'équipe MSF présente à Srebrenica pendant la chute est sollicitée pour témoigner dans le cadre de la procédure d'enquête interne du ministère de la Défense néerlandais, puis devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

La pertinence de participer à ces procédures est discutée. Une question se pose en particulier sur une liste de patients à évacuer fournie par MSF au contingent néerlandais et à laquelle les Bosno-Serbes ont eu accès.

Il est finalement décidé de laisser le choix aux équipes de témoigner ou non devant les diverses instances. Il est toutefois prévu de leur apporter tout l'appui qui leur semblera nécessaire.

Alors que la presse néerlandaise tente de lui faire prendre position dans la campagne contre les Casques bleus, MSF distribue aux journalistes qui prennent contact sur ce sujet une déclaration de clarification. Ce texte dénonce en particulier le fait que les forces de l'ONU dans l'enclave n'ont pas été en mesure de remplir leur mandat de protection.



Message du responsable de programme de MSF France à MSF Berlin, Amsterdam, Bruxelles et Belgrade, 28 septembre 1995 (en anglais).

Extrait :

2. Un des arguments dans cette enquête est la remise de plusieurs listes de Bosniaques de Srebrenica. Une de ces listes concerne les blessés et c'est le lien avec MSF, puisque MSF a eu à établir une liste nominative pour pouvoir évacuer les blessés avec des garanties de sécurité, espérant les sauver d'une mort certaine. [...]

4. À cause du comportement irresponsable des sièges, Christina et Daniel sont sous la pression des journalistes qui demandent plus de détails. Sous cette pression, Christina et Daniel pourraient être amenés à donner une fausse interprétation de leur conduite durant la chute de Srebrenica, alors que nous, à Belgrade, Bruxelles et Paris, savons qu'ils ont agi de façon exemplaire et humaine.

5. Le siège de MSF à Paris a été informé de l'apparition dans les médias d'une « liste des blessés » par le *Flash News* de MSF Hollande une semaine après le début de cette campagne. Les numéros de téléphone de Christina et Daniel ont été donnés sans retenue aux journalistes par le siège de MSF Amsterdam et le bureau allemand.

Les recommandations (qui doivent être des règles) :

1) Comme l'affaire de la presse néerlandaise est strictement une affaire gouvernementale interne, MSF n'a pas à y être impliquée. Vous remarquerez que le CICR n'apparaît jamais dans les articles, même s'ils avaient une liste complète des blessés à Potocari.

2) Tous les médias (nationaux et internationaux) qui contacteraient MSF au sujet des événements en lien avec Srebrenica doivent être redirigés vers Pierre-Pascal Vandini (MSF Paris) et Renaud Tockert (MSF Bruxelles), responsables de desk pour Srebrenica, et uniquement vers eux.

3) Les deux sièges, Bruxelles et Paris, doivent être les premiers informés de toute demande faite par les médias aux autres sections, ou bureaux, avant d'y répondre tant qu'il n'y a pas d'accord précis entre Bruxelles et Paris - pour tout sujet concernant le programme MSF Belgique/MSF France en ex-Yougoslavie.

4) Nous devons rappeler que Christina et Daniel sont libres de refuser tout témoignage ou interview, même si MSF a accepté d'y participer.

Ils ont tous deux suffisamment contribué à la dénonciation des actes inhumains perpétrés à Srebrenica en juillet 1995. MSF peut faire valoir cet argument et les laisser en paix.



Message de Daniel O'Brien, ex membre de l'équipe MSF à Srebrenica, 28 septembre 1995 (en anglais).

Extrait :

Dans la soirée du jeudi 13 juillet, après que tous les réfugiés, à l'exception de mes patients de l'hôpital, ont été transportés en dehors de la base des Nations unies de Potocari, vers approximativement 19 heures, j'ai été informé qu'une liste des patients de l'hôpital était requise par les autorités serbes. Je ne me souviens plus exactement de qui me l'a dit, mais je pense que c'était un soldat des Nations unies.

La liste devait mentionner les informations suivantes : Nom, âge, lieu de naissance, sexe et nom du père.

La liste a été dressée par la traductrice de MSF [...].

Avant qu'elle ne soit complétée, les commandants des forces serbes de Bosnie sont arrivés, accompagnés par des soldats de la Forpronu et ont inspecté l'hôpital et les patients. Ils ont posé des questions à quelques patients, mais ne se sont pas entretenus avec moi. À la fin, le chef de la délégation a pris la liste [à la traductrice] et l'a lue. Il a exprimé son mécontentement quand il s'est rendu compte qu'elle n'avait pas noté le nom du père et lui a demandé de recommencer et de le noter. Il lui a également demandé de se dépêcher. L'inspection a dû durer 10 minutes, puis ils sont partis.

Une fois la liste complétée, elle a été remise à un jeune soldat des Nations unies qui l'attendait. Je ne sais pas ce qu'elle est devenue après ça et je ne pourrai donc pas confirmer que les Serbes ont reçu cette liste.



Message du responsable presse de MSF Belgique aux responsables de programme et responsables de la communication de MSF Belgique et MSF France, 2 octobre 1995 (en anglais).

Extrait :

Vendredi dernier, au cours d'une réunion à Bruxelles, il est devenu évident que toutes les sections devaient se mettre d'accord sur une déclaration concernant la chute de Srebrenica en vue du regain d'intérêt des médias, spécialement aux Pays-Bas. Voilà donc cette déclaration. J'espère que vous serez tous d'accord avec. Si ce n'était pas le cas, envoyez vos remarques et suggestions le plus vite possible.

Je voudrais insister sur ce qui a été convenu concernant les contacts avec les médias.

– La déclaration (ci-après) peut être utilisée par toutes les sections en réponse aux demandes des journalistes et non de manière proactive.

– Les journalistes qui voudraient plus d'information, ou qui voudraient interviewer Daniel ou Christina, me seront adressés. Je traiterai les demandes pour les adresser à la personne la plus appropriée (Renaud, Pierre-Pascal, Georges, Christina). Je pense que Christina peut continuer à donner des interviews si elle le souhaite, mais seulement de manière sélective, disons pour des journalistes pour lesquels nous avons la garantie qu'ils produisent une information de haute qualité. Ceci suppose un échange d'informations au sujet de ces journalistes entre sections et même avec les bureaux délégués dans certains cas.

Suite aux diverses communications faites à propos de la chute de l'enclave musulmane de Srebrenica, en Bosnie de l'est, et aux questions posées aux collaborateurs de MSF qui en furent témoins, Médecins Sans Frontières désire clarifier les points suivants :

1) Médecins Sans Frontières insiste auprès du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye pour que la justice soit rendue face aux crimes commis par les forces serbes de Bosnie pendant et après la chute de Srebrenica. Et ceci, afin d'apporter des éclaircissements sur le sort des milliers de disparus de l'enclave dont on est toujours sans nouvelles.

Cet épisode de la guerre en ex-Yougoslavie est le plus accablant pour la Communauté internationale. À Srebrenica, tout comme à Zepa, elle n'a pas rempli son rôle. Malgré leur statut de « zones de sécurité démilitarisées », qui leur a été attribué par le Conseil de sécurité de l'ONU, et en dépit de l'activité diplomatique des membres du Groupe de contact, rien ne fut mis en place pour défendre correctement les enclaves et leurs habitants. Toutes deux furent tout simplement rayées de la carte.

Le comportement des Casques bleus néerlandais dans cette crise ne fut pas déterminant. MSF dénonce néanmoins le fait que la Forpronu n'était pas en mesure de remplir son mandat et qu'elle a abandonné les 30 000 habitants de l'enclave sans fournir beaucoup d'efforts pour s'opposer aux envahisseurs serbes.

2) Après la chute des deux enclaves, le retrait des Casques bleus des Nations unies de l'enclave de Gorazde a été justifié par une protection inadéquate des troupes de la Forpronu. Le retrait a eu lieu au mois d'août, sans qu'aucune autre alternative valable ne soit présentée pour assurer la sécurité de la population civile. Aujourd'hui, plus d'un mois plus tard, l'avenir de cette dernière « zone de sécurité » en Bosnie orientale reste incertain.

Les bombardements sporadiques et les tireurs embusqués continuent pendant ce temps à faire des victimes. Nous apprenons, par l'intermédiaire de nos équipes sur place, que les habitants de Gorazde (estimés à 56 000 personnes) se demandent quel sort leur sera réservé. Certains interprètent les derniers développements, et plus précisément les efforts pour obtenir la levée du siège de Sarajevo, comme un signe positif. Mais, lors des récents pourparlers diplomatiques, Gorazde semble être restée loin des discussions.

En tant qu'organisation humanitaire, MSF prie d'une part les négociateurs internationaux de placer Gorazde en tête sur l'agenda et de se porter garant de la sécurité de sa population. D'autre part, MSF insiste auprès du secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali de fournir les efforts nécessaires afin d'obtenir la levée du siège de Sarajevo.

Enfin, les membres du personnel international de MSF refusent d'être auditionnés en direct par les enquêteurs du ministère néerlandais de la Défense, mais acceptent de répondre par écrit à des questions précises.



« Questions-réponses, enquête néerlandaise », **Message** de Christina Schmitz, ex-coordinatrice MSF à Srebrenica, à Peter Caesar, MSF Belgique, directeur de la Communication, 11 octobre 1995 (en anglais).

Extrait :

Questions 17 : Désolée, avons-nous décidé de laisser cette question ou bien d'y répondre : « MSF n'a pas filmé, faute de caméra. Nous ne savons pas si des violations des droits de l'homme ont été filmées par la Forpronu. »

Questions du ministère néerlandais de la Défense
Introduction

1. Au cours de quelle période et en quelle qualité vous trouviez-vous dans l'enclave? Quelles étaient vos responsabilités? Quel était le périmètre géographique de ce travail? Faisiez-vous des rapports réguliers à vos supérieurs sur la situation dans l'enclave? Si oui, sur quelles questions?

Période de séjour: 24.06.95 - 21.07.95

Responsabilités de Christina Schmitz: Coordinatrice de terrain

Responsabilité de Daniel O'Brien: médecin (travail dans l'hôpital du district, direction du service médical pour les hommes, blessés, consultation externe, garde de nuit de l'hôpital, chirurgie)

Planning familial

Programme tuberculose

6 postes de santé primaire dans la périphérie

Service de consultation externe hygiène

Eau et sanitation

Programme d'immunisation étendu

Fourniture de médicaments et de matériel médical pour approximativement 40 000 habitants

Système de surveillance (collecte de données)

Surveillance des apports caloriques et de la situation nutritionnelle générale

Centre social avec 96 handicapés et/ou habitants âgés

Portée géographique: durant le temps de notre séjour, nous n'avons pas pu visiter personnellement tous les environs, nous sommes restés dans le centre, cependant le projet a été étendu aux villages environnants de l'enclave.

Rapport: nous étions en contact quotidien par radio HF et télex avec la coordination MSF Belgique/MSF France à Belgrade, Bruxelles et Paris et nous rapportions tout changement dans la situation médicale, humanitaire et sécuritaire du programme.

2. Pouvez-vous décrire factuellement vos contacts avec le bataillon néerlandais de l'ONU avant, pendant et après la crise? Avec qui étiez-vous habituellement en contact, à quelle fréquence et sur quelles questions?

Avant la crise, j'avais un contact quotidien avec l'équipe de liaison des Nations unies lors de la réunion sécurité de 9 h 30 dans le bâtiment des PTT.

Nous nous sommes présentés au commandant [colonel] Karremans à Potocari.

L'équipe médicale du Dutchbat a poursuivi ses activités dans l'hôpital.

Le 5, la nouvelle équipe médicale nous a été présentée. Pendant les bombardements, entre le 6 et le 11, j'ai eu des contacts sporadiques par télex demandant des informations sur la sécurité et informant de la situation de l'hôpital, demandant une assistance médicale.

Du 11 au 21, nous avons vécu sur la base néerlandaise de Potocari. En 10 jours, j'ai eu des contacts continus, principalement avec le commandant en second, Robert Franken, mais aussi avec l'équipe médicale et les soldats néerlandais qui aidaient.

Les principaux problèmes étaient la situation des déplacés, les soins aux patients, l'évacuation de ces derniers ainsi que celle du personnel local et la nôtre. [...]

6. [...] [Médecins sans frontières a-t-il donné la liste au CICR? aux Serbes de Bosnie? Dans le cas où Médecins sans frontières aurait remis une liste de blessés aux Serbes de Bosnie, le CICR l'a-t-il fait? Votre organisation a-t-elle l'habitude de dresser des listes de blessés? [...]

MSF n'a pas donné la liste aux forces bosno-serbes

Je ne suis pas en mesure de savoir si le CICR a donné la liste à quiconque.

Dans l'éventualité d'une évacuation anticipée, une liste des patients est généralement dressée par MSF dans le but de faciliter leur transport et garantir leur sécurité. [...]

8. Quel était le rôle de MSF concernant le transport de blessés de l'enclave ? Et de Bratunac ?

MSF a remis ses patients au CICR à Potocari. MSF n'a joué aucun rôle dans le transport des patients de Potocari ou de Bratunac.

9. Avez-vous pu visiter les blessés dans l'hôpital de Bratunac ? Que savez-vous sur leurs traitements ?

En raison des restrictions d'accès et de capacité, MSF n'a pas rendu visite aux patients de Bratunac et n'a donc pas d'information concrète sur leurs traitements. [...]

10. Étiez-vous impliquée dans des réunions avec l'armée des Serbes de Bosnie ? Si oui, qui était présent à ces réunions et qu'est-ce qui y était discuté ? Avec quels résultats ?

Je n'étais présente lors des réunions entre les Nations unies et les forces bosno-serbes que quand leur ordre du jour concernait les patients, notre présence, notre personnel local ou leurs familles.

11. Avez-vous coordonné votre propre position avec des officiers néerlandais de l'ONU avant ou après des réunions avec les Serbes de Bosnie ?

Les réunions étaient préparées conjointement et des échanges de points de vue avaient lieu. MSF coordonnait ses activités avec ses bureaux de Belgrade, Bruxelles et Paris.

12. Avez-vous connaissance de documents signés par le personnel néerlandais de l'ONU sur demande des Serbes de Bosnie ou de tout accord entre l'ONU et les Serbes de Bosnie ? Si oui, pouvez-vous décrire le contenu de ces documents ou accords, ainsi que les circonstances dans lesquelles ils auraient été signés/conclus ?

Non

13. Pouvez-vous confirmer la faible présence d'hommes parmi les réfugiés présents à l'intérieur et aux alentours de la base néerlandaise de l'ONU à Potocari du 11 juillet au 14 juillet ? Quelle est votre explication à ce sujet ? Selon vous, combien d'hommes étaient présents ?

Pas de possibilité de réponse concrète. Je ne peux ni confirmer ni estimer le nombre d'hommes présents sur la base néerlandaise de Potocari parce que les réfugiés étaient pris en charge par la Forpronu.

14. Pouvez-vous confirmer que les hommes ont été séparés des autres réfugiés à Potocari ? Si oui, combien ? Savez-vous ce qu'il leur est arrivé ?

Différents membres de la Forpronu nous ont rapporté que les hommes étaient séparés. Il est impossible de donner un chiffre exact. Nous ne savons pas ce qui leur est arrivé. Le 12, un jeune Musulman est venu me voir avec son enfant d'un an dans les bras, accompagné par un soldat serbe. Il m'a demandé de prendre soin de sa fille puisqu'il devait aller avec les Serbes et qu'il n'avait personne pour prendre soin d'elle.

15. Que pouvez-vous nous dire au sujet des convois de réfugiés entre Potocari et Kladanj ? Jusqu'où le bataillon néerlandais de l'ONU était-il autorisé à escorter ces convois ?

Les réfugiés ont été transportés de Potocari dans des bus et des camions des forces bosno-serbes. Je ne pourrais dire si les forces de Nations unies ont pu les escorter.

16. Avez-vous été témoins de violations graves des droits de l'homme à l'intérieur ou aux alentours de l'enclave ? Si oui, avez-vous fait état de ces violations, et à qui ?

À partir du 6 juillet, l'enclave a subi un bombardement intensif qui ciblait également les civils. Plusieurs civils sont morts à cause de ce bombardement et de nombreux autres ont été blessés.

Le 10 juillet, un obus est tombé à approximativement 30 mètres de l'hôpital.

Quand la majorité de la population a fui à Potocari, le bombardement intensif a continué, y compris lorsque les réfugiés se sont rassemblés à Potocari. À partir du 12 juillet, des soldats serbes étaient présents à Potocari, mais pas à l'intérieur de la base de la Forpronu.

Le 12, j'ai entendu de nombreux coups de feu à côté d'un bâtiment. J'en ai également entendu dans la soirée, mais venant d'une autre direction.

Le 13, je suis retournée à Srebrenica constater le pillage des maisons et du bétail de la population de la ville par les soldats serbes et des civils.

J'ai tout rapporté aux bureaux de MSF à Belgrade, Bruxelles et Paris. Au cours de la période du 6 au 10, j'en ai également rendu compte à la Forpronu au cours de réunions ou par télex.

17. Est-ce que des violations de droits de l'homme ont été enregistrées par des appareils photo ou vidéo ? Si oui, par qui et concernant quelles violations ?

Je ne sais pas

18. Avez-vous d'autres informations pertinentes au sujet d'événements ayant eu lieu au cours de la chute de Srebrenica ou après ?

Question non précise



Message du responsable de programme de MSF Belgique aux responsables de programme et aux directeurs des opérations de MSF Belgique/MSF France/MSF Hollande, 3 octobre 1995 (en anglais).

Extrait :

Contexte : Enquête aux Pays-Bas sur le rôle du Dutchbat lors de la chute de Srebrenica. Une campagne de presse néerlandaise implique Daniel et Christina dans l'établissement d'une liste des patients à évacuer et son utilisation par le Dutchbat et les forces serbes de Bosnie. Christina a été interviewée de manière assez agressive sur les raisons de l'établissement de cette liste. Cette liste est devenue un sujet chaud aux Pays-Bas puisque la presse néerlandaise a laissé entendre qu'elle avait mené à la disparition de 7 patients de sexe masculin.

Besoin de clarifier :

1. La position de MSF - et donc de Christina - vis-à-vis de la presse néerlandaise au sujet de la liste.
2. La participation de Christina à la commission d'enquête spéciale demandée par les parlementaires néerlandais, mais créée par le ministère de la Défense.
3. La participation au Tribunal international de La Haye puisqu'une invitation à témoigner lui a été adressée. [...]

Après la réunion de vendredi dernier, plusieurs propositions ont été faites :

1/ Le département de la communication de MSF Belgique et Malou [Nozeman] (MSF Hollande) ont préparé une déclaration publique. Cette déclaration vise à réaffirmer la responsabilité de la communauté internationale et l'échec du système de protection des civils de l'ONU et de la Forpronu ainsi qu'à faire comprendre que la question de cette liste (qui est une pratique courante dans ces circonstances) est hors sujet quant à la question du manque de protection de la population de Srebrenica.

Cette déclaration sera distribuée à tous les journalistes qui souhaitent enquêter. Tous les contacts passeront par Anouk [Delafortrie - chargée de communication] qui les triera et décidera de la personne à qui les adresser (Renaud [Tockert], P-P [Pierre-Pascal Vandini], Georges [Dallempagne] ou Christina [Schmitz]).

2. La commission spéciale du ministère de la Défense : même si elle a été réclamée par des parlementaires, cette commission est sous la supervision du ministère de la Défense. Elle n'a donc aucune valeur et il y a un risque qu'elle se serve de Christina pour blanchir l'armée néerlandaise. Les questions risquent d'être quelque peu brutales et on craint qu'elles ne soient aussi assez orientées.

Mais refuser de témoigner devant cette commission risquerait d'alimenter des questions sur le positionnement de MSF durant la chute de Srebrenica (« Qu'est-ce qu'ils craignent? ») et pose le problème du témoignage à MSF. Nous devons être sûrs d'avoir fait tout ce qui est possible, quels que soient les résultats de cette enquête.

Nous proposons donc de demander à la commission de fournir les questions à Christina afin qu'une réponse écrite puisse être rendue. Les contacts personnels avec la commission seront discutés après, si nécessaire.

3. Cour internationale de justice : Christina a exprimé le désir de participer et de témoigner, mais elle demande le soutien de MSF. Il est évident que Christina était présente à Srebrenica dans le cadre de sa mission pour MSF et donc la présence de l'organisation est nécessaire.

Nous proposons donc :

- de se renseigner sur le type d'interface qui peut exister entre MSF et la Cour internationale, qui est une structure nouvelle.

Le caractère permanent de la Cour devrait garantir une évaluation et une utilisation adéquate du témoignage.

Peter Caesar sera chargé, en collaboration avec F. [Bouchet-]Saulnier, de se renseigner sur ce problème et d'expliquer comment les « témoignages » devraient être organisés.

- que P. Caesar et F. [Bouchet-]Saulnier rendent une visite à la Cour afin d'organiser les relations avec elle et mieux comprendre son fonctionnement.

- d'accompagner Christina à sa première audience devant la Cour, une fois que le premier point aura été clarifié. Pour les contacts ultérieurs avec la Cour, on décidera plus tard s'il est nécessaire de continuer à accompagner Christina.

À la mi-novembre 1995, la presse néerlandaise continue à révéler les fautes commises par le contingent néerlandais à Srebrenica. De leur côté, les responsables de MSF s'interrogent sur la pertinence de transmettre aux enquêteurs du ministère de la Défense les échanges de fax entre son équipe et le contingent néerlandais au début de l'attaque de l'enclave, au sujet de la prise en charge de patients. Finalement, le choix est fait de les transmettre.



Message du responsable de programme de MSF France, aux responsables de programme de MSF Belgique, 13 novembre 1995 (en français).

Extrait :

J'ai discuté à nouveau de la problématique du témoignage sur les événements de Srebrenica. J'ai eu l'avis de Bernard Pécol [directeur général de MSF France] et Marc Gastellu[-]Etchegory, directeur adjoint des opérations de MSF France] à titre décisionnel en l'absence de Philippe Biberson [président de MSF France] et de Brigitte Vasset [directrice des opérations], et aussi celui de Françoise [Bouchet-]Saulnier [responsable juridique] à titre technique. [...]

Conclusion : pour Bernard et Marc OK pour fournir les éléments en notre possession.

Attention, les journalistes n'ont pas la même rigueur que des commissions de magistratures.

Pour Françoise, le télex que nous avons est a priori une pièce à décharge ; elle montre que le commandement des UN [Nations unies] à Potocari prend en compte notre demande même si la réponse ne nous satisfait pas. Elle ne prouve pas qu'il y eu

conséquence sur la santé des patients. Par contre la situation du 11 et 12 juillet 1995 à Srebrenica et Potocari montre que rien n'aurait pu être fait de plus au niveau médical. Bref attention l'intervention de MSF peut ne servir qu'à renforcer la position de non-intervention des UN.

Mon avis vous le connaissez : nous nous fourvoyons car MSF s'implique dans des enquêtes soit internes aux UN, soit journalistiques, soit nationale (Hollande) qui ne visent en rien à donner réparation aux torts subis par la population de Srebrenica. Il existe un véritable danger que nos dires soient utilisés à des fins opposées à celles que nous souhaitons.

Bien entendu je suis les opinions de Marc et Bernard dans le cas actuel mais je crains que le débat ressurgisse.



Message du responsable de programme de MSF Belgique aux départements communication et opérations de MSF Hollande, 8 décembre 1995 (en anglais).

Extrait :

Voilà un petit résumé des événements que nous avons reconstruits après avoir retrouvé quelques-uns des télex.

Malheureusement, nous n'avons pas pu retrouver le télex du 10, dans lequel une aide était requise pour les deux patients. Il est possible que ce télex soit encore sur le disque dur du standard de Pale, mais jusqu'à présent l'équipe n'a pas réussi à le retrouver. Cependant, je pense que la réponse est assez claire.

Je vous envoie aussi les autres télex, moins pertinents sur le sujet actuel, mais qui sont intéressants pour comprendre l'état des relations entre MSF et le Dutchbat.

« Point information Srebrenica » Message du responsable de programme de MSF Belgique au cabinet du ministre de la Défense des Pays-Bas [...]

1. Le 5 juillet. Daniel O'Brien a pris contact avec deux chirurgiens et d'autres membres de la nouvelle équipe médicale. La nouvelle équipe médicale du Dutchbat, comprenant le chirurgien [M. H], venait juste d'arriver dans l'enclave et était venue nous voir à l'hôpital pour évaluer la situation. Le Dr O'Brien a demandé leur assistance pour un patient atteint d'une leucémie en stade terminal.

Il a demandé du matériel de transfusion sanguine spécifique dont ne disposait pas l'hôpital, mais disponible à Potocari. Il a également demandé que le technicien de laboratoire néerlandais vienne à l'hôpital. Le chirurgien a consenti à cette demande.

Le 6 juillet, Christina Schmitz est descendue à Potocari pour demander à nouveau de l'aide. À ce moment-là, il lui a été répondu que le matériel n'était pas disponible et que, de toute façon, il faudrait que le technicien de laboratoire se rende à l'hôpital, ce qui n'était pas possible, vu l'insécurité.

2. Le 6 juillet encore, dans la soirée, Christina Schmitz a envoyé un télex à 18 h 47 à l'équipe médicale du Dutchbat (voir télex no 1 en annexe), à l'attention de M. T, demandant une assistance médicale pour une jeune fille de 15 ans que l'hôpital n'avait pas la capacité de prendre en charge.

Elle a proposé de transporter la patiente à Potocari. Le télex du Dutchbat qui vous a été envoyé par P. Caesar (télex no 2) signé par H.G.J. [H] est la réponse à cette demande et non celle à la suite du télex no 1. Ce télex rejette la demande en raison du manque de capacité et de matériel de soins intensifs. La raison de cette confusion la semaine dernière est que Christina ne s'est rappelé cette seconde demande que lorsqu'elle a

trouvé la disquette avec les télex. Nous avons joint Daniel O'Brien par téléphone qui nous a confirmé les faits.

3. Pour la journée du 10 juillet, vous trouverez ci-après un télex envoyé à 2 heures du matin au Dutchbat pour l'informer de la situation à l'hôpital (télex no 3). Ce télex a été envoyé avant qu'une nouvelle demande d'assistance ne leur soit adressée après un bombardement survenu entre 3 heures et 4 heures du matin. Lorsqu'il a répondu à la demande d'assistance médicale pour deux patients grièvement blessés, le major Franken était donc parfaitement au courant de la situation dans l'hôpital.

4. Même si, pour diverses raisons, les relations entre MSF et le Dutchbat ont pu être difficiles par moment, nous voulons insister sur le fait que la plupart du temps la collaboration entre eux sur le terrain a été bonne, en particulier au cours de la période du 12 au 21 juillet.

J'espère que cette mise au point clarifiera la situation.

6 juillet 18 h 47

De : MSF Srebrenica

À l'attention de l'équipe médicale

Message urgent

Cher [...]

Désolé de vous déranger à nouveau, mais nous voudrions savoir si nous pouvons amener dans vos installations une patiente dans un état critique.

C'est une des victimes du bombardement de cet après-midi.

Nos installations ne permettent pas de prise en charge suffisante en soins intensifs.

Elle a 15 ans. Diagnostic : hémopneumothorax, perte d'une importante quantité de sang, elle a été réanimée, pas de drainage intercostal pour le moment.

Répondez-nous, quelle que soit la réponse.

6 juillet 20 h 49 UTC [18 h 49]

De : Dutchbat

À : MSF Srebrenica

Réf: Votre message concernant la patiente

Avec toutes nos excuses, nous ne pouvons pas prendre en charge votre patiente, faute de capacité et de matériel pour les soins intensifs.

Cordialement [...]

De : MSF Srebrenica

À : Dutchbat

À qui de droit au sujet de Srebrenica 10 juillet 2 h 00

Merci beaucoup pour vos trois télex.

Je voudrais vous donner quelques informations supplémentaires : jusqu'à maintenant, l'hôpital a reçu 22 blessés de guerre, tous de jeunes hommes, et pour la plupart présentant des blessures mineures dues à des éclats d'obus.

Selon le Président [autorités locales], 6 personnes sont mortes. L'hôpital est submergé par les patients et leurs familles.

Le personnel médical de l'hôpital fait un excellent travail et peut gérer la charge de travail pour le moment.

Les fenêtres de la pharmacie et de l'hôpital ont été réparées avec des bâches en plastique.

J'apprécie beaucoup votre proposition d'assistance [...] et j'y reviendrai certainement à un moment un peu plus calme. Les fenêtres du bloc opératoire sont toujours intactes et heureusement c'est l'été.

Durant l'après-midi, le nombre d'obus tombés a faibli, mais je ne peux pas dire que la situation soit calme pour le moment. Nous n'avons pas beaucoup d'informations sur l'état, autre que médical, de la population. J'ai toutefois demandé un rendez-vous avec la personne responsable des réfugiés de l'école.

Cordialement et dans l'espérance d'une bonne collaboration.

Christina Schmitz, coordinatrice MSF Belgique/MSF France Srebrenica

10 juillet 14 h 48

De: Major Franken

À: MSF Christina

Encore une fois, c'est mal à l'aise que je dois vous répondre que nous ne sommes pas en mesure de vous assister et vous fournir une aide médicale.

Je le ferais volontiers, mais j'ai la responsabilité de la sécurité médicale de mes soldats. Mes stocks médicaux sont au minimum vital.

En dépit de la pénurie de carburant, la seule offre que je peux vous faire est de mettre à votre disposition une ambulance blindée pour aider à l'évacuation des blessés.

Je dois ajouter une condition à cela, c'est que le véhicule ne soit utilisé que dans la ville, étant donné qu'en cas d'urgence j'en ai besoin pour mes soldats qui sont prioritaires.

Tenez-moi informé si vous acceptez cette (petite) aide.

10 juillet 19 h 27 UTC [17 h 27]

De: MSF Srebrenica

À: Colonel Karremans et toute personne concernée

La situation n'a pas évolué devant l'hôpital.

Près de 10 000 personnes attendent en face.

Nous vous demandons d'agir immédiatement.

La population et l'hôpital sont sans protection et le bombardement se poursuit.

Le maire de Srebrenica vous demande de vous rendre immédiatement au bâtiment des PTT.

Au nom de MSF je demande votre assistance pour la population.

Cette situation est inacceptable.

Veuillez nous informer des mesures que vous prendrez.

Christina Schmitz, coordinatrice MSF Belgique/MSF France Srebrenica

Les 21 et 30 octobre 1995, les quotidiens français *Le Monde* et britannique *The Independent* révèlent tous deux que le 24 mai, lors d'un briefing à huis clos aux Nations unies, le général Janvier, commandant de la Forpronu, a conseillé d'abandonner les enclaves, qu'il considérait comme non défendables.



« Jours de crise à l'ONU », Afsané Bassir Pour, *Le Monde* (France), 21 octobre 1995 (en français).

Extrait :

Mercredi 24 mai, 10 heures : huis clos au 2e étage. Dans la salle du Conseil de sécurité, le général Bernard Janvier, chef des « Casques bleus » dans l'ex-Yougoslavie, confronté à quinze diplomates, ne mâche pas ses mots ; il exige des instructions « claires, rapides et précises » sur le rôle des unités placées sous son commandement. Il explique que l'attitude de chacun, sur le terrain, rend son travail « impossible ». Il prône le

regroupement de ses soldats et leur retrait des enclaves musulmanes de l'est de la Bosnie. Le Conseil renvoie la balle au représentant du secrétaire général, l'Indien Chinmaya Gharakhan, et lui demande... un rapport sur la situation avant la fin du mois. Nouveau huis clos l'après-midi, au sous-sol cette fois. Le général Janvier fait figure d'accusé, face aux représentants des quarante pays contributeurs de « forces de la paix ». L'ambassadeur de Turquie ouvre le feu : « L'absence d'une réaction musclée de l'ONU nourrit l'agression serbe en Bosnie, cela n'est pas acceptable », accuse Inal Batu. L'officier ne cache pas son agacement : « Depuis que je suis à New York, je n'entends que le mot "musclé" ; je n'ai toujours pas compris ce que cela veut dire. »

Le représentant de Nouvelle-Zélande, Colin Keating, passe à l'attaque ; il considère comme « totalement inacceptable » que Yasushi Akashi, le représentant du secrétaire général, ait, « une fois de plus », refusé l'usage de la force, alors qu'une intervention a été demandée par le général britannique Rupert Smith, responsable des « Casques bleus » en Bosnie. Le général Janvier l'interrompt pour clarifier « Un malentendu trop répandu : moi-même, je me suis opposé aux frappes aériennes, il n'est donc pas exact de dire que seul M. Akashi est responsable. »

Un peu plus tard, le général Janvier doit essayer le feu de l'ambassadeur américain, dans son bureau. Mme Albright parle en anglais, l'officier répond en français. [...] « A Washington, nous sommes tous extrêmement frustrés car, une fois de plus, les opportunités de recours à la force aérienne sont perdues. » Le général rappelle que le dernier en date des cessez-le-feu a été rompu par les forces bosniaques. « Il est vrai, rétorque-t-elle, que les Bosniaques ne sont pas toujours des anges, mais dès qu'une victime de viol contre-attaque, vous l'accusez de créer des problèmes. »

[...] Comme Mme Albright insiste sur le recours aux frappes aériennes, le général Janvier : « Ce que vous nous demandez, madame, c'est de faire la guerre aux Serbes. Est-ce que Washington est prêt à la faire ? »

Jeudi 25 mai. À 7 heures, l'ultimatum lancé aux Serbes pour qu'ils restituent à l'ONU quatre armes lourdes qu'ils avaient soustraites aux « centres de regroupement » des Nations unies dans la région de Sarajevo expire. Au téléphone avec le général Smith, le général Janvier finit, malgré ses réticences, par donner son accord pour des frappes aériennes.

[...] [Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations unies] apprend la prise en otage de « Casques bleus » par les Serbes. Une conférence de presse est organisée. La réponse à la question qui ne saurait manquer d'être posée est promptement préparée : les « Casques bleus » se trouvent dans une situation vulnérable parce que les États membres de l'ONU ont ignoré les appels du secrétaire général en faveur du regroupement des soldats de la paix. Mais la Bosnie n'est pas même évoquée par les participants.

Vendredi 26 mai [...] Kofi Annan [le sous-secrétaire général chargé des opérations de maintien de la paix de l'ONU] participe au même moment à une réunion urgente du Conseil de sécurité pour l'informer de la deuxième frappe aérienne contre les Serbes, qui a eu lieu le matin. Les premières représailles serbes le bombardement de la ville de Tuzla ont fait 71 morts et plus de 150 blessés. Aujourd'hui, le nombre de « Casques bleus » capturés par les Serbes s'est élevé à 10. Quelque 80 observateurs de l'ONU sont enchaînés à des poteaux. [...]

Il est 19 heures lorsque le Conseil de sécurité se réunit. Boutros Boutros-Ghali ouvre le débat : « [...] Je suis ici devant vous pour vous demander conseil et voilà la question : faut-il ou non une troisième frappe aérienne contre les Serbes ? » [...]

L'ambassadeur de France, Jean-Bernard Mérimée, très gêné, se souvient de l'insistance américaine pour que l'ONU frappe les Serbes. Mais, une fois les otages pris, tout le monde se défile. Le secrétaire général conclut : « J'étais venu demander conseil ; mais,

malgré toutes les critiques publiques contre ma politique, vous me demandez de décider. J'en assume la responsabilité. D'accord, je prendrai moi-même la décision finale. » [...] Il n'y a, effectivement, pas eu de troisième frappe aérienne.



« L'ONU laisse 8 000 personnes mourir en Bosnie », Robert Block, *The Independent* (Royaume-Uni), 30 octobre 1995 (en anglais).

Extrait :

Le général Bernard Janvier, commandant des forces des Nations unies en Bosnie et en Croatie, a fait cette déclaration lors d'une réunion à huis clos à New York le 24 mai. *The Independent* s'est procuré une copie de cette déclaration confidentielle du général.

Son désir ouvertement exprimé de se débarrasser des enclaves, et la façon dont il a géré la crise en juillet, quand les Serbes ont lancé leur offensive, a conduit de hauts responsables des Nations unies à conclure que l'officier français, soutenu par ses dirigeants à Paris, Londres et Washington, a délibérément laissé Srebrenica et Zepa, une autre zone de sécurité, tomber entre les mains des Serbes de Bosnie.

« Rétrospectivement, il ne fait aucun doute que le général signalait ainsi son intention, et l'intention de ceux qu'il représentait, de se laver les mains des zones de sécurité », a déclaré un diplomate de l'ONU qui avait participé au briefing du général Janvier en mai. « Il n'y a aucun doute, la chute de Srebrenica a été autorisée ».

Entre le 6 et le 11 juillet, quand l'enclave a été attaquée, le général Janvier a, à plusieurs reprises, refusé de tenir compte des demandes désespérées des forces des Nations unies dans l'enclave, souvent contre l'avis de ses propres collaborateurs. Selon des responsables et des documents de l'ONU, le général Janvier a refusé au moins cinq demandes de support aérien faites par le commandant du bataillon néerlandais de Srebrenica. Quand il a fini par autoriser l'utilisation des avions de l'OTAN, quelques heures avant la chute de l'enclave, cela a été considéré comme trop peu et trop tard. Après la chute de la ville, quelque 8 000 personnes sont présumées avoir été tuées par les Serbes de Bosnie - abandonnées à leur destin par la communauté internationale.

Six semaines auparavant, il avait dit aux ambassadeurs et aux représentants du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi qu'à 35 pays contributeurs de troupes, que les forces des Nations unies en poste dans les enclaves, y compris les forces néerlandaises de Srebrenica, « n'étaient pas d'une grande utilité » puisqu'elles étaient isolées, peu armées et susceptibles d'être prises en otage. Il a soutenu que des renforts limités et d'autres démarches étaient de peu d'intérêt. La meilleure option possible était le retrait. « Nous avons peu de temps devant nous, nous devons prendre des mesures nous permettant de limiter les risques encourus par nos forces » a conclu le général Janvier.

« Soyons pragmatiques et honnêtes, particulièrement à l'égard de ceux dont nous avons la responsabilité : sans paratonnerre, restons loin de l'orage ! » Le général a ajouté qu'il « n'a pas le sentiment d'avoir trahi l'esprit de la mission. Cette mission est basée sur le consentement entre les parties. En l'absence de celui-ci, laissons-les affronter leurs responsabilités dans des zones où nous sommes les boucs émissaires » [...]

Un diplomate d'un pays musulman contributeur de troupes pour l'ex-Yougoslavie a expliqué que « personne n'avait jamais dit ce que le général Janvier a dit aussi clairement et aussi froidement ». « Ils [les responsables du maintien de la paix de l'ONU] se plaignaient toujours de ne pas avoir les ressources pour mettre en œuvre leur mandat, et c'était vrai. Cependant, personne n'a jamais dit ce que Janvier a dit, que les zones étaient indéfendables, que nous ne pouvions pas les défendre, que nous ne devons pas

les défendre et que nous devons les abandonner à leur sort. C'était complètement nouveau. »

Le 31 octobre 1995, le ministère de la Défense néerlandais publie le rapport de la procédure d'enquête interne initiée en septembre. Ce rapport dédouane les Casques bleus de toute responsabilité dans la chute de Srebrenica et des massacres qui l'ont accompagné et pointe des dysfonctionnements dans l'application des règles d'intervention des forces de maintien de la paix de l'ONU.



Rapport basé sur le débriefing de Srebrenica, 4 octobre 1995 (embargo jusqu'au 30 octobre 1995) **Rapport** de la procédure d'enquête au sein du bataillon néerlandais de la FORPRONU à Srebrenica (en anglais).

Extrait :

Le Dutchbat opérait sous le concept onusien de « zone de sécurité ». Sur la base de ce concept, à Srebrenica, le Dutchbat devait aider à créer un environnement suffisamment stable (incluant le désarmement des forces bosniaques) pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire, l'évacuation des blessés et l'amélioration des conditions de vie de la population.

Des points d'observation ont été installés dans ce but, des patrouilles avaient lieu sur la frontière de la zone de sécurité, des soins médicaux étaient apportés, l'infrastructure améliorée et des contacts établis entre les autorités civiles et militaires des différentes factions de la région. On tentait ainsi de satisfaire les besoins humanitaires les plus urgents et d'éviter les hostilités en promouvant les échanges entre les parties.

La façon dont ce concept de zone de sécurité a été finalement mis en œuvre par les Nations unies n'a pas permis l'utilisation de la force par la Forpronu et donc par le Dutchbat. La menace de l'ONU de recourir à la force aérienne de l'OTAN si nécessaire était le seul élément dissuasif. Après le blocus total imposé par les forces bosno-serbes, le Dutchbat a dû faire face à des pénuries importantes. Par conséquent, son déploiement opérationnel était à peine envisageable.



« Les Pays-Bas démentent avoir trahi Srebrenica », Tony Barder, *The Independent* (Royaume-Uni), 31 octobre 1995 (en anglais).

Extrait :

Le gouvernement néerlandais a déclaré hier que ses forces de maintien de la paix ne portaient aucune responsabilité dans la chute de l'enclave musulmane de Srebrenica en juillet, un épisode au cours duquel les forces serbes de Bosnie sont suspectées d'avoir massacré près de 8 000 musulmans désarmés. Présentant un rapport officiel sur la catastrophe, le ministre néerlandais de la Défense, Joris Voorhoeve, a indiqué que la chute de Srebrenica était principalement la conséquence de l'agression bosno-serbe et d'une mauvaise mise en œuvre des décisions de l'ONU.

M. Voorhoeve a ainsi déclaré que « la chute de Srebrenica a été causée par l'agression des Serbes de Bosnie, pas par la façon dont le Dutchbat opérait. Les forces adverses étaient supérieures en nombre et en puissance de feu. La petite unité néerlandaise de l'ONU les a affrontées seule. » Il a blâmé les États membres de l'ONU d'avoir fait si peu

pour protéger Srebrenica, Zepa et Gorazde, les trois « zones de sécurité » musulmanes de Bosnie orientale déclarées par les Nations unies, bien qu'il fût manifeste qu'elles étaient vulnérables à la pression militaire des Serbes de Bosnie. M. Voorhoeve estime que « la façon dont l'ONU et ses États membres ont mis en œuvre le concept de ces prétendues zones de sécurité a échoué lamentablement ».

Il a confirmé qu'après que les Serbes de Bosnie ont attaqué Srebrenica en juillet, les commandants des Nations unies ont bien rejeté les demandes de frappes aériennes contre les forces serbes lancées par les forces néerlandaises de l'enclave.

Décrivant l'unité néerlandaise comme une « présence symbolique » de l'ONU dans l'enclave, en raison de son armement léger et de son faible approvisionnement, M. Voorhoeve explique qu'elle n'aurait pu s'opposer aux chars et aux armes lourdes des forces serbes de Bosnie du général Ratko Mladic. « S'il y avait eu une tentative de repousser l'attaque de l'armée bosno-serbe par la force, elle aurait conduit à un bain de sang chez les dizaines de milliers de réfugiés et chez les Casques bleus néerlandais. »

Le rapport avait été demandé en partie pour défendre les forces néerlandaises des Nations unies contre les allégations selon lesquelles elles n'auraient pas fait assez pour protéger la population de Srebrenica face au déferlement de violence des Serbes de Bosnie.

Reposant sur des entretiens avec les 460 militaires qui ont servi dans l'enclave et avec du personnel de l'ONU servant en ex-Yougoslavie, le rapport affirme que les soldats néerlandais ont fait de leur mieux pour remplir leurs devoirs militaires et humanitaires.

VI. PAS D'ACCORDS DE PAIX AU DÉTRIMENT DE LA JUSTICE

Fin octobre 1995, les États-Unis présentent de nouvelles photos satellitaires et des documents prouvant l'existence d'une douzaine d'autres charniers aux alentours de Srebrenica. Ces éléments sont remis au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

Le 16 novembre 1995, ce dernier met en accusation les responsables bosno-serbes Ratko Mladic et Radovan Karadzic, pour leur responsabilité individuelle directe dans les exactions perpétrées lors de la chute de Srebrenica.

Du 1^{er} au 21 novembre, des pourparlers se déroulent sous l'égide des États-Unis à Dayton (Ohio) entre la Republika Srpska (RS) et la Fédération croato-musulmane. Les accords dits de Dayton seront signés à Paris le 14 décembre et prévoient, entre autres, le remplacement de la Forpronu par l'IFOR, une force de maintien de la paix placée sous le commandement de l'OTAN.



« Nouvelles preuves de massacres serbes en Bosnie », **AFP** (France), 30 octobre 1995 (en français).

Extrait :

Les États-Unis ont fourni au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI) de nouvelles preuves sur des massacres de Musulmans que les Serbes de Bosnie auraient perpétrés lors de la prise de Srebrenica (est de la Bosnie), a assuré dimanche le *Washington Post*.

Les Américains disposent aussi de preuves selon lesquelles l'armée régulière de Belgrade a aidé les Serbes de Bosnie lors de l'assaut contre cette enclave musulmane tombée le

11 juillet, mais sans nécessairement participer aux massacres qui ont suivi, a-t-il ajouté. Selon le journal, des photos satellitaires et d'autres documents émanant des services de renseignements américains prouvent l'existence d'une demi-douzaine de charniers, en plus de ceux déjà découverts.

Les autorités américaines ont remis des documents au TPI, créé par l'ONU pour juger les crimes commis durant la guerre en ex-Yougoslavie et qui siège à La Haye : ils avaient peur que les Serbes bosniaques ne fassent disparaître les charniers pour se disculper, ajoute le journal.



« Le tribunal international inculpe M. Karadzic et M. Mladic pour le génocide de Srebrenica », Alain Franco **Le Monde** (France), 18 novembre 1995 (en français).

Extrait :

[...] l'inculpation, jeudi 16 novembre, pour génocide et pour crimes contre l'humanité du chef politique bosno-serbe, Radovan Karadzic, et de son commandant militaire, Ratko Mladic, pour leur participation au « génocide qui a suivi la prise de Srebrenica » le 11 juillet dernier, concerne « l'un des actes les plus sanglants du conflit yougoslave ». Cette mise en accusation s'ajoute à celle du 25 juillet, lorsque le TPI avait déjà accusé les deux chefs serbes de Bosnie de génocide et de crimes contre l'humanité, pour leur politique d'assassinat de civils à Sarajevo et pour la « prise d'otages et la constitution de boucliers humains ».

[...] Le dossier, basé sur « des témoignages de réfugiés, de survivants d'exécutions sommaires, confirmés et corroborés par d'autres sources », notamment par les « Casques bleus » néerlandais déployés à Srebrenica, décrit trois lieux où se sont déroulées les atrocités.

[...] Le premier concerne la colonne des fuyards en route pour Tuzla et bombardée par l'artillerie serbe. « Des centaines de Musulmans ont été tués, un plus grand nombre blessés. Beaucoup ont été rendus fous par les assauts répétés. Des témoignages décrivent comment des dizaines de personnes se sont suicidées pour échapper à toute capture. » Ceux qui ont été pris « ont été immédiatement exécutés, même les blessés. Des centaines ont été enterrés dans des fosses communes, certains encore vivants. »

[...] Des exécutions massives ont également eu lieu autour du 14 juillet dans les environs de Karakaj à la sortie de Zvornik. [...]

À Potocari, à proximité du campement des « Casques bleus » néerlandais, d'autres scènes d'horreur se sont déroulées : « Nombre de personnes ont été assassinées dans les champs et les rivières alentour. Les témoins décrivent un état de terreur telle que nombre d'individus se sont suicidés. Des femmes ont été violées et tuées. »

En quelques jours, au cours d'une opération sans précédent d'épuration ethnique où les soldats serbes ont agi avec autant de célérité que de sauvagerie, « la population musulmane de Srebrenica a été virtuellement éliminée », conclut le juge Riad.

L'acte d'accusation affirme que le général Mladic a été présent sur les lieux d'exécutions sommaires et massives, au moment même des exécutions. Il précise que Radovan Karadzic « exerçait également un contrôle militaire effectif sur les forces bosno-serbes, en tant que commandant et chef politique ». Plus d'une trentaine de témoignages directs permettent raisonnablement de penser que « Ratko Mladic a personnellement supervisé la prise de Srebrenica, en portant une attention particulière aux détails », lit-on dans le dossier. « Des milliers de Musulmans se sont rendus aux forces commandées par Ratko Mladic et Radovan Karadzic, après avoir reçu l'assurance qu'ils seraient en sécurité. Certains soldats serbes avaient même revêtu des uniformes volés aux "Casques bleus" »

(...) Ratko Mladic a été vu sur les sites d'exécutions massives par plusieurs survivants. » Des témoins rapportent également comment l'officier bosno-serbe supervisait le tri entre hommes et femmes à Potocari, juste avant les exécutions. Enfin, remarque le juge Riad, « arrivé à Potocari, Mladic a donné l'ordre qu'aucun homme ou garçon ne soit évacué de l'enclave. La plupart d'entre eux ont été transportés à Bratunac et ont terminé leur funeste voyage dans les "champs de la mort" précédemment décrits ».



« Les principaux points et les dispositions militaires », **Le Monde** (France), 23 novembre 1995 (en français).

Extrait :

Une force de maintien de la paix (IFOR, *Implementation Force*), placée sous le commandement de l'OTAN et dirigée par un général américain, sera déployée en Bosnie-Herzégovine pour remplacer la Force de protection des Nations unies (Forpronu). L'IFOR veillera au respect du cessez-le-feu et à la séparation des forces. Elle sera en mesure de se défendre de façon vigoureuse en toutes circonstances. [...]

L'IFOR disposera d'une liberté de mouvement totale à travers tout le territoire de Bosnie-Herzégovine.

Les accords de Dayton prévoient également la levée de l'embargo économique imposé à la Serbie. Richard Goldstone, le procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie menace de démissionner si un marché est passé qui échangerait la paix contre l'impunité des responsables serbes.

Les mêmes craintes animent le conseil d'administration de MSF France qui s'inquiète de la menace que la levée de l'embargo économique peut faire peser sur l'arrestation et la remise des criminels au tribunal. Il est suggéré de profiter de la signature des accords de paix à Paris pour soulever cette question publiquement. Le 16 décembre 1995, dans une tribune publiée dans le quotidien français *Le Monde*, Françoise Bouchet-Saulnier, la responsable juridique de MSF France, demande que les gouvernements européens s'engagent à garantir que les accords de paix ne seront pas passés au détriment de la justice.



« Le procureur du tribunal pénal international de La Haye menace de démissionner », Alain Franco, **Le Monde** (France), 17 novembre 1995 (en français).

Extrait :

M. Goldstone a aussi laissé planer la menace de sa démission dans l'éventualité, souvent évoquée autour des discussions entre belligérants à Dayton, d'un marché entre les États-Unis et le président serbe Slobodan Milosevic, permettant d'échanger la paix contre l'impunité des chefs serbes, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, inculpés de génocide par le TPI : « Si un Etat du Conseil de sécurité ou de la communauté internationale prenait part à un tel marché, je pense sincèrement que tous les membres du tribunal se poseraient sérieusement la question : cela vaut-il la peine de continuer dans ces conditions? »



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 24 novembre 1995 (en français).

Extrait :

Le Tribunal international menacé par les accords de Dayton sur l'ex-Yougoslavie - Frédéric Laffont [...]

Les accords de paix signés à Dayton font en effet peser une menace sur le sort du Tribunal, dans la mesure où les criminels d'ex-Yougoslavie risquent de ne pas être poursuivis. La livraison des criminels était en effet liée à la levée de l'embargo. Or l'accord de Dayton a levé l'embargo. Les criminels ne sont plus une monnaie d'échange.

Est-ce que MSF va demander que ce que le Conseil de sécurité a mis en place en créant le Tribunal international ne soit pas retiré ?

Dayton marque que des États peuvent devenir criminels impunément. Est-ce qu'on reste spectateur ? Est-ce qu'on demande au Conseil de sécurité de ne pas rayer d'un trait de plume le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie ?

Pierre Salignon : la paix avalise le partage ethnique de la Bosnie. Mais la paix ne peut exister si justice n'est pas rendue. En tant que témoin, MSF doit demander des comptes et ne pas cesser de les demander. On ne doit pas laisser passer l'occasion de la signature de la paix à Paris. C'est aussi important que l'action qu'on peut mener sur le terrain.

À une remarque d'Odile sur les projets proposés par les collectifs en cette matière, Pierre rappelle que nous nous sommes le plus souvent démarqués des collectifs et que leur action n'empêche pas une action séparée de MSF.

On peut aussi rencontrer Goldstone, savoir comment on peut agir. Quand les États le voudront, le Tribunal sera supprimé, non seulement pour l'ex-Yougoslavie, mais aussi pour le Rwanda.



« Ne sacrifions pas le tribunal pour l'ex-Yougoslavie », Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF, **Le Monde** (France), 16 décembre 1995 (en français).

Extrait :

L'accord de paix signé à Dayton pour l'ex-Yougoslavie ouvre une nouvelle période à hauts risques dans l'histoire de ce conflit si proche de nous. L'invention de l'expression nouvelle « purification ethnique » a rendu les atrocités commises sur le terrain intellectuellement supportables sans pour autant ouvrir notre intelligence.

Cette guerre déclenchée au nom de la défense de la pureté de la race et de la conquête de l'espace vital fut raciste. « Là où est un Serbe, là est la Serbie » : ce slogan politique a jalonné toute la logique de la guerre à l'intérieur de l'ancienne fédération yougoslave. Cette logique contagieuse a conduit par la suite chacune des parties en conflit à se définir par rapport à sa race. La guerre ne fut pas un accident politique, mais le résultat d'une volonté délibérée d'imposer une doctrine raciale de l'État.

La Communauté européenne n'a pas pu faire face à ce danger, car elle n'a ni politique étrangère ni politique de défense communes. Les différents gouvernements européens se sont donc livrés dans ce secteur à la libre concurrence des petites idées et des gestes symboliques. Seule l'action humanitaire est intégrée dans le cadre européen. Bruxelles a dû gérer par le secours humanitaire une guerre qui niait précisément l'égalité des êtres humains.

Incapable de faire la guerre à cette politique raciale de négation de l'être humain, la Communauté européenne a promis de faire justice de ces crimes commis contre l'humanité en ex-Yougoslavie. Le Tribunal international a été créé, d'abord sans moyens

matériels puis dans l'incertitude d'exister encore demain, et de pouvoir tenir la parole donnée. Rappelez-vous : Vukovar, Gorazde, Srebrenica. Les civils pris au piège, les malades massacrés, les sélections, l'extermination. Puis le silence.

La paix sera peut-être américaine.

La justice peut encore être européenne.

Mais la justice n'arrête pas la guerre. Trois ans après le début de ce conflit, la menace persistante au cœur de l'Europe a conduit les Américains à exercer une fois de plus leur mission de protecteurs de notre continent. Un accord de paix a finalement été signé sous leur égide. Il ne prétend toutefois pas utiliser la force pour imposer la justice. En l'état, il entérine donc une nouvelle application de la doctrine déjà utilisée en 1918 dans les Balkans par le président américain Woodrow Wilson. À cette époque, la politique « une nation = un État » avait conduit à la première grande purification ethnique de cette région, avec le déplacement de plusieurs millions de personnes au travers des nouvelles frontières. Un tribunal international devait contrebalancer cette dérive raciale potentielle en punissant les auteurs du génocide arménien. Mais en 1923, l'accord de paix final accordait l'amnistie pour tous les crimes commis. Si la guerre a un prix, certaines paix aussi.

Aujourd'hui, le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie se retrouve dans le même dilemme. États n'ont pas fait la guerre pour obtenir une paix juste. Mettront-ils en danger un accord de paix pour que la justice passe ?

Celle qui se dessine sur le terrain, et dont nos volontaires sont témoins, ne répond pas aux questions les plus simples : où vivront ceux qui ne se considèrent pas comme ethniquement purs ? Sur quelles bases et où seront réimplantés les deux millions de réfugiés et déplacés causés par la guerre ? Quel rôle joueront demain les criminels de guerre ?

Cette paix américaine nous concerne en tant qu'êtres humains et en tant que citoyens européens. Qui fixe aujourd'hui le prix de notre vie, le prix de notre humanité ?

La paix sera peut-être américaine ; la justice peut encore être européenne. Les gouvernements de l'Union européenne doivent prendre position pour garantir que le Tribunal international ne disparaîtra pas avec la signature de l'accord de paix, que la justice n'a pas été négociée contre la libération des pilotes français.⁷

Le 1^{er} décembre 1995, le secrétaire général des Nations unies présente un premier rapport sur la chute de Srebrenica qui apporte des « preuves indéniables » d'une méthode constante d'exécutions sommaires et de la présence du général Mladic sur les lieux des exactions.

Le 21 décembre, le Conseil de sécurité des Nations unies exige une enquête plus approfondie sur les atrocités commises par les Serbes à Srebrenica.



« L'ONU veut la vérité sur Srebrenica », **AFP** (France), 22 décembre 1995 (en français).

Extrait :

Le Conseil de sécurité exige une enquête sur les atrocités commises au mois de juillet dernier par les Serbes bosniaques dans la ville.

7. Le 30 août 1995, deux pilotes français ont été faits prisonniers par les forces Bosno-Serbes après que leur avion a été abattu. Ils seront libérés le 12 décembre 1995.

Outre un accès immédiat pour des enquêteurs internationaux dans cette enclave musulmane de l'est de la Bosnie, le Conseil de sécurité de l'ONU a aussi exigé, dans une résolution adoptée jeudi soir, que les Serbes bosniaques s'abstiennent de toute action visant à détruire, altérer, dissimuler ou détériorer tout élément de preuve à Srebrenica. [...]

Dans un rapport au Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali avait indiqué que selon la meilleure estimation possible, entre 3 500 et 5 500 personnes étaient toujours portées disparues depuis la chute de Srebrenica.

Le Conseil de sécurité a noté que le Tribunal pénal international sur l'ex-Yougoslavie (TPI) avait mis en accusation les dirigeants des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic et Ratko Mladic du fait qu'ils sont directement et personnellement responsables des atrocités commises en juillet contre la population musulmane bosniaque de Srebrenica.

Le Conseil de sécurité a également pris note des « preuves solides » mentionnées dans le rapport de M. Boutros-Ghali selon lesquelles un nombre inconnu mais considérable d'hommes de la zone de Srebrenica ont été exécutés sommairement par les forces des Serbes de Bosnie et les forces paramilitaires.

En février 1996, MSF publie un rapport contenant des témoignages sur l'évacuation de Srebrenica et le sort des membres de son équipe locale. Un appel à information est lancé sur le sort du personnel porté disparu.



« Personnel de l'hôpital de Srebrenica et personnel local : témoignage de l'évacuation de Srebrenica et du sort des collègues disparus », **Rapport MSF**, février 1996 (en anglais).

Extrait :

Le but de ce rapport est d'attirer l'attention sur le sort du personnel de l'hôpital et du personnel local de MSF, de rendre hommage à leur travail au cours de ces dures années de guerre et de souffrance dans l'enclave.

C'est aussi un appel aux organisations et aux institutions qui essayent de mettre en œuvre le volet civil de l'accord de paix pour qu'elles continuent leur recherche de preuves et qu'elles rendent justice aux milliers de personnes disparues ou tuées.

MSF demande instamment que tout individu ou organisation détenant des informations sur les membres du personnel porté disparu nous les transmette.

Il y avait 13 employés locaux de MSF à Srebrenica et l'hôpital comptait 128 employés.

Ce rapport s'appuie sur le témoignage oculaire de 37 employés de l'hôpital et 6 employés locaux de MSF recueilli entre le 27 novembre et le 14 décembre 1995 :

Des 128 personnes travaillant à l'hôpital, 21 sont portées disparues, 3 ont été tuées dans la période antérieure à la chute de la ville.

Des 13 employés locaux, 1 est porté disparu.

MSF continue d'essayer d'obtenir des informations sur la situation actuelle de 50 autres membres du personnel de l'hôpital.



Dans ce rapport sur la chute et sur les membres du personnel de l'hôpital et du personnel de MSF qui ont été tués ou sont portés disparus, on parle en particulier de ce chargé de la protection civile, qui faisait aussi partie de l'équipe MSF et qui sera retrouvé quelques années plus tard dans une fosse commune. Ce rapport-là, il est central.

C'est un élément de récit très important pour tout le monde, par-delà l'acte de publier un rapport. C'est une manière de dire « On n'a pas seulement été témoins d'un massacre, on est directement concernés parce qu'on nous a assassiné des patients, et que des collègues de l'hôpital et même du personnel MSF ont disparu. ».

Pierre Salignon, MSF France, adjoint au responsable des programmes en ex-Yougoslavie, 1992-1996, interviewé en 2015 (en français)

Le 22 mars 1996, l'équipe MSF présente à Zenica demande que l'organisation considère la possibilité d'une intervention à Srebrenica auprès des déplacés bosno-serbes de Sarajevo qui s'y sont installés. L'idée est finalement abandonnée, les massacres de juillet 1995 étant encore présents dans tous les esprits.



« MSF France à Srebrenica, le retour ? », **Message** des responsables de programme de MSF France au président, au directeur général et à la Fondation de MSF France, 22 mars 1996 (en français).

Extrait :

Nous vous livrons ici un fax reçu de Bosnie et concernant les nombreuses questions que se posent certains expatriés MSF en Bosnie, sur notre absence à Srebrenica depuis la chute de l'enclave, et alors que des réfugiés serbes originaires de Sarajevo s'y réinstallent. Nous vous serions reconnaissants de le lire, après quoi, nous vous proposons d'en parler au cours d'une réunion (spéciale, ou dans le cadre des rencontres avec la Fondation organisées certains vendredis).

Pourquoi vous solliciter ? Eh bien parce que nous trouvons important d'ouvrir ce débat avec vous, sur un sujet qui nous tient à cœur, et sur l'attitude opérationnelle que doit avoir MSF suite aux événements tragiques qui se sont déroulés à Srebrenica et Zepa en juillet dernier (je vous rappelle que l'on est toujours sans nouvelles de 6 à 8 000 personnes, dont du personnel médical, et que la justice sur cette affaire risque de n'être jamais faite). Pour être complets, vous devez savoir que pendant un mois après la chute de Srebrenica, la région autour de l'enclave a été interdite... il est facile de comprendre pourquoi. Ensuite, des réfugiés serbes arrivant pour s'installer dans cette zone, les équipes MSF ont repris leurs activités de distribution de médicaments à Bratunac (le bourg situé à la sortie de la poche, et où les hommes de la poche ont été regroupés avant de disparaître, parmi eux des blessés). Aujourd'hui, des travaux dans des centres collectifs de réfugiés sont en cours.



Message de MSF Zenica aux responsables de programmes de MSF Belgique, 20 mars 1996 (en anglais).

Extrait :

2. Il y a un nouveau groupe de réfugiés à Srebrenica. Ce sont des Serbes de Bosnie et ils sont de Sarajevo. Ils n'ont pas fui de combats ou de situation de guerre. Cependant nous savons par de nombreux rapports qu'ils n'ont pas, après quatre années passées à vivre dans les combats, soudainement décidé d'abandonner leurs maisons. [...]

Les entretiens que nous avons eus avec les déplacés qui sont maintenant à Srebrenica sont assez intéressants. Ils réalisent qu'ils ont été manipulés par leur gouvernement (je


pense que ce groupe le réalise mieux que les autres, compte tenu de la situation délicate à Srebrenica) et ils « payent pour les péchés de leurs fils ».

Pour ces raisons, je ne peux pas justifier que MSF n'aide pas ces personnes en leur fournissant le nécessaire (comme dans d'autres centres) afin qu'ils puissent vivre, mais aussi en leur laissant dire à la communauté internationale (ce qui inclut leurs dirigeants) comment ils vivent leur situation, ce que l'exode de Sarajevo signifie pour eux (et s'ils veulent y retourner maintenant ?).

Ce n'est peut-être pas le rôle de MSF (nous risquons d'être expulsés de la République serbe après ça, mais c'est un risque que nous pouvons accepter de prendre). Sinon, MSF peut aussi présenter la situation à des journalistes.

S'il est décidé que MSF ne travaillera pas à Srebrenica (ce qui veut dire ne pas y aller, parce que je ne peux pas justifier de s'y rendre si la décision est déjà prise de ne pas répondre à leurs besoins), alors je demande que Bruxelles fasse une déclaration internationale expliquant pourquoi nous n'y travaillerons pas, parce que ce n'est pas une décision que je peux défendre.

Je serais heureuse d'en discuter avec vous. Je sais que la plupart d'entre vous ne sont pas d'accord avec le fait de travailler ici à nouveau, mais si MSF essaye de faire valoir ses arguments avec les responsables de la chute de l'enclave et des massacres (ce qui inclut les autorités bosno-croates également, si l'on veut vraiment être juste sur les culpabilités), pensez-vous vraiment qu'ils s'en soucieront si on se détourne de ces personnes ??? Après tout, ils les utilisent comme des pions, juste pour installer des gens dans leurs zones vides. Le seul moyen de mettre notre argument en avant est soit d'aider ces personnes, de rendre publics leurs sentiments et leur situation, soit de les éviter et de faire un communiqué de presse international expliquant pourquoi. Mais ma grande question reste : si MSF fait une distinction entre les réfugiés sur une base politique, pouvons-nous alors encore conserver notre mandat de neutralité et d'apolitisme ? Je ne vois pas comment ce serait possible.

 *Neuf mois après les événements, je fais une visite avec les équipes belges qui veulent retourner à Srebrenica parce qu'il y a là-bas des déplacés de Sarajevo. Sur la route, je leur dis « Vous vous rendez compte qu'ici il s'est passé ça, que les gens sont passés par là ? » Je ne veux pas aller dans l'enclave. On va à la Dovitzdrana, la clinique de Bratunac, où on est bien accueilli. On a une discussion avec un médecin musulman sur les besoins à l'intérieur de l'enclave, sur l'hôpital, etc. À un moment donné, son collègue, un Serbe de Bosnie, sort de la pièce et je demande à celui qui reste : « Où sont passés les blessés ? » Il y a un grand silence. L'autre médecin entre de nouveau. On se regarde avec l'équipe et on s'en va. Le retour en voiture a été très silencieux. Je pense que les gens ont compris qu'il ne fallait pas non plus faire n'importe quoi, qu'il s'était passé quelque chose de fondamentalement anormal dans cet endroit, que des blessés avaient été exécutés. Ce médecin, par son silence, nous a dit ce qu'ils étaient devenus. En fait, je me dis que si on m'a laissé y aller, c'est parce que cela arrangeait peut-être tout le monde qu'on puisse faire cette visite et un peu calmer les choses.*

Pierre Salignon, MSF France, adjoint au responsable des programmes en ex-Yougoslavie, 1992-1996, interviewé en 2015, (en français)

MSF s'inquiète des limites posées à la recherche de la vérité sur le sort des victimes et sur l'arrestation des coupables. En effet, les enquêteurs internationaux qui fouillent les charniers aux alentours de Srebrenica se heurtent à diverses tentatives

pour masquer les preuves. Mladic et Karadzic, pourtant mis en accusation par le TPIY [Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie], ne sont toujours pas arrêtés.



Compte-rendu du conseil d'administration de MSF France, 23 février 1996 (en français).

Extrait :

Nous sommes sûrs aujourd'hui que 5 à 8 000 personnes ont été massacrées au moment de la chute de Srebrenica. Le Tribunal international (créé par les Nations unies) dépend de la volonté des États et ses limites sont de ce fait évidentes. C'est un alibi plus qu'autre chose et on assiste à des manipulations et à des coups montés autour de la question des charniers. Certains endroits, qui sont des leurres, sont mis en avant par la communauté internationale et on peut se demander quelle sera l'investigation réelle. On sait que les Serbes font des choses pour supprimer les traces des charniers et on ne fait rien pour les en empêcher, car sinon la paix pourrait sans doute être remise en cause.



« Des enquêteurs internationaux ont inspecté des sites de massacres en Bosnie orientale », Rémy Ourdan, **Le Monde** (France), 16 avril 1996 (en français).

Extrait :

Les enquêteurs du Tribunal pénal international (TPI) de La Haye ont achevé, samedi 13 avril, l'inspection d'une quinzaine de sites de la région de Srebrenica, en Bosnie orientale, où l'armée serbe a exécuté et enterré des Musulmans bosniaques capturés lors de la prise de l'enclave en juillet 1995. Les résultats de cette enquête seront versés au dossier du TPI, qui a déjà inculpé Radovan Karadzic et Ratko Mladic, les chefs politique et militaire des Serbes de Bosnie, de « génocide » et de « crimes de guerre » pour les massacres commis autour de Srebrenica. [...]

Les enquêteurs doivent également établir si les Serbes cherchent à masquer les preuves des crimes commis l'an dernier. D'après les constatations de journalistes qui les accompagnaient, au moins un site de charnier semblait avoir été « nettoyé » avant leur visite, la semaine dernière, mais les enquêteurs y ont trouvé des morceaux de cadavres mêlés à la terre fraîchement retournée.

[...] De plus en plus, les observateurs s'interrogent sur l'attitude de la force multinationale (IFOR), qui refuse résolument de garder les sites de charniers présumés. L'amiral Leighton Smith, commandant de l'IFOR, avait annoncé que les sites seraient surveillés par les avions de l'OTAN, qui détecteraient immédiatement d'éventuelles tentatives de déterrer les corps enfouis. Aucun rapport de l'OTAN n'a pourtant signalé le cas du charnier inspecté par les enquêteurs du TPI où, selon les traces parfaitement visibles au bord du champ, les cadavres ont été déterrés à l'aide d'engins de chantier. « La position de l'IFOR n'a pas changé, déclare un porte-parole. Nos troupes n'assurent pas la sécurité des fosses communes. Par contre, elles veillent à la sécurité des enquêteurs. »



« Qui veut la justice ? », Nicole du Roy, **Télérama** (France), 24 avril 1996 (en français).

Extrait :

Pourquoi, à partir du moment où la Serbie est déclarée « Etat criminel », ne pas lancer d'acte d'accusation contre son président Slobodan Milosevic ? [...]

Françoise Bouchet-Saulnier, juriste de Médecins Sans Frontières qui travaille régulièrement avec le Tribunal, apporte une réponse : « Si la communauté internationale doit choisir entre la justice ou la paix, il est évident que ce sera la paix. Comment expliquer sinon que Karadzic et Mladic soient encore libres ? Karadzic fait partie des personnes dont la liberté préserve aujourd'hui l'accord de paix. Son arrestation et surtout son jugement conduiraient à dévoiler ses relations avec le président Milosevic, principal signataire de Dayton. Les sanctions économiques contre la Serbie, seul moyen de pression du tribunal pour que ce pays accepte de livrer ces criminels, ont été levées le lendemain même de Dayton. Il est bien sûr essentiel que le tribunal continue d'exister, mais surtout ses conditions de travail et d'indépendance. »

Le 29 mai 1996, la chaîne de télévision britannique Channel 4 diffuse le documentaire « Srebrenica, enquête sur un massacre ». Sur la base de documents de l'ONU et de l'OTAN et de témoignages, un groupe de journalistes américains, britanniques, français et néerlandais y démontre que la population de Srebrenica a été sciemment abandonnée aux violences bosno-serbes par la communauté internationale. Ce documentaire sera également diffusé sur la chaîne française France 2, le 22 septembre 1996. [V13](#) [V14](#)



« L'abandon de Srebrenica », Florence Hartmann, **Le Monde** (France), 22 septembre 1996 (en français).

Extrait :

Il s'agit maintenant de répondre à cette interrogation cruciale : la communauté internationale, qui deux ans plus tôt avait envoyé des « Casques bleus » en armes pour veiller à la sécurité de la population assiégée, a-t-elle été empêchée de tenir ses engagements ? Ou bien a-t-elle décidé froidement de ne rien faire ?

Voilà la question à laquelle un groupe de journalistes français, américains, britanniques et néerlandais [...] a décidé de répondre. Pendant six mois, ils ont enquêté aux États-Unis, en Europe et en Bosnie. On découvrira le résultat de leurs investigations dans « Envoyé spécial ». Ce qui fait de ce document un événement à ne pas manquer, c'est la démonstration implacable de ce cynique lâchage. Preuves à l'appui, l'équipe de journalistes montre que la communauté internationale était informée de longue date des préparatifs de l'offensive serbe contre l'enclave. Et que les Nations unies ont livré les victimes à leurs bourreaux, négligeant ensuite les informations concernant le massacre de milliers de civils dans les heures qui ont suivi la chute de l'enclave, tombée aux mains des milices serbes de Ratko Mladic. Pour remonter le fil des événements et démonter le tragique enchaînement des non-décisions, les auteurs se sont appuyés le plus souvent sur des documents confidentiels de l'ONU et de l'OTAN. Ils ont recueilli également les témoignages d'acteurs directs du drame : notamment des officiers des renseignements occidentaux et des membres des Nations unies. Le reportage a déjà été diffusé dans la

même version sur la chaîne britannique Channel 4, le 29 mai, et les graves accusations qui y sont portées n'ont pas fait l'objet du moindre démenti.

Le 4 juillet 1996, le résultat des fouilles autour de Srebrenica est présenté au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, lui apportant des preuves matérielles de la préméditation des crimes et de la participation directe du général Mladic.

Les témoignages des Casques bleus néerlandais devant le Tribunal éclairent de nouveau l'attitude passive des officiers devant les exactions des Bosno-Serbes.

Au cours de son audition, l'ancien chef d'état-major néerlandais accuse les autorités françaises d'avoir obligé le général Janvier à annuler les frappes prévues avant que l'enclave soit prise.

Alors qu'aucune photo du site de Srebrenica prise entre le 5 et le 17 juillet 1995 n'est rendue publique, le quotidien français *La Croix* révèle que la CIA, en possession de photos satellitaires prises pendant cette période, avait informé les Occidentaux des massacres qui se déroulaient à Srebrenica.

Le 9 juillet 1996, le Tribunal lance des mandats d'arrêt internationaux contre Radovan Karadzic et Ratko Mladic.



« L'effroyable massacre de Srebrenica est retracé devant le Tribunal de La Haye », Alain Franco et Claire Tréan, ***Le Monde*** (France), 5 juillet 1996 (en français).

Extrait :

À partir de multiples récits analogues, l'enquêteur du TPI a fait mercredi la démonstration que les crimes perpétrés à Srebrenica étaient prémédités et planifiés, que Mladic y a directement participé, qu'il y a eu par la suite des tentatives de « *destruction des preuves* ». Les documents qu'il a produits soulèvent aussi une question : entre les photos aériennes prises de divers endroits de la région, le 5 juillet, et celles du 17, aucun autre cliché n'a-t-il été réalisé ? La source de ces documents n'a pas été révélée, mais on se souvient que les Américains avaient présenté des clichés similaires au Conseil de sécurité de l'ONU en août 1995. Rien n'a-t-il été observé entre ces deux dates ? Les grandes puissances ignoraient-elles la nature et l'ampleur du crime qui se perpétrait dans la région de Srebrenica, et dont on estime aujourd'hui que le bilan pourrait s'établir à dix mille morts ?



« Le tribunal international de La Haye lance un mandat d'arrêt mais ne lève pas le malaise », ***Le Soir*** (Belgique), 9 juillet 1996 (en français).

Extrait :

Dans sa déclaration finale, le procureur Mark Harmon a demandé la délivrance d'un mandat d'arrêt international contre les deux leaders bosno-serbes Radovan Karadzic et Ratko Mladic, accusés notamment de génocide et de crimes contre l'humanité. Dès la délivrance de ce mandat, qui devrait intervenir ce jeudi, les deux hommes pourront être recherchés par Interpol et arrêtés par toutes les polices du monde. [...] Dans la foulée, le procureur a demandé à la Cour de dénoncer au Conseil de sécurité le fait que Belgrade ait refusé de coopérer avec la justice internationale en ne remettant pas au TPI les deux hommes qui se rendent périodiquement sur son territoire. [...]

En attendant, les audiences de ces derniers jours laissent un malaise persistant et des zones d'ombre. Le malaise provient des témoignages au TPI des Casques bleus néerlandais, qui ont jeté, une nouvelle fois, une lumière crue sur le refus de la communauté internationale de prendre ses responsabilités. Le fait que le colonel Karremans, commandant suprême des Nations unies dans l'enclave, « n'ait pas pensé » s'enquérir du sort des réfugiés auprès du général Mladic, au point de « ne pas mentionner » les rapports d'exécutions établis par ses propres subordonnés, en dit long sur le comportement de l'ONU. Les accusations de ces derniers jours de l'ancien chef d'état-major néerlandais qui a accusé Paris d'avoir ordonné au général Janvier d'annuler les frappes aériennes prévues le 10 juillet, soit moins de 24 heures avant que les forces bosno-serbes n'aient conquis l'enclave, ne changent rien à l'affaire : durant ces semaines de juillet 1995, ni la France ni aucun autre membre permanent, du Conseil de sécurité n'ont voulu intervenir.

Cette attitude de passivité devant le crime explique sans doute pourquoi, le procureur a montré des photos aériennes prises avant les massacres et juste après, mais non pendant les jours sanglants de juillet 1995. Peut-on croire que les images des hommes en train d'être exécutés à la chaîne n'existent pas ? Du point de vue diplomatique, cela tomberait à pic. Vraisemblablement ces clichés existent, mais leur diffusion contribuerait encore davantage à démontrer l'attitude des grandes puissances qui ont préféré fermer les yeux. Selon le journal français *La Croix*, la CIA avait averti les Occidentaux des massacres de Srebrenica, envahie par les Serbes le 11 juillet 1995. Le journal, qui n'a pas été démenti [dont l'information n'a pas été démentie] à Washington, affirme que les services de renseignements américains disposaient dès le 13 juillet 1995 de photos prises par satellites et par avions espions montrant des hommes debout, cernés par d'autres hommes en armes. L'image suivante les montre, allongés sur le sol, morts, indique *La Croix*.

Le 11 juillet 1996, un an après la chute de Srebrenica, plusieurs responsables de MSF publient des tribunes dans les médias belges et français, soulignant en particulier que les responsabilités politiques dans la faillite de l'ONU à protéger la population n'ont toujours pas été établies.



« Srebrenica, un an plus tard », Dr Renaud Tockert et Luc Nicolas, MSF Belgique, *La Libre Belgique* (Belgique), et « Srebrenica un an après : questions de lâchetés », Pierre Salignon et Françoise Bouchet-Saulnier, MSF France, *La Croix* (France), 11 juillet 1996 (en français)⁸.

Extrait :

Souvenez-vous de l'un des épisodes les plus odieux de la guerre en Bosnie : le massacre des habitants de Srebrenica.

On a tous vu ce soir-là sur les télévisions du monde entier ces images qui prédisaient le pire. Les soldats serbes séparaient les civils en deux colonnes. À droite, les femmes, les bébés et les vieillards. À gauche, les adolescents et les hommes.

Conformément à un plan soigneusement préparé, les soldats du général Mladic ont alors déporté en quelques heures plus de 30 000 civils pendant que plusieurs milliers d'autres essayaient de fuir à travers la forêt, seuls, démunis, pourchassés. Environ 8 000 d'entre

8. L'extrait présenté ici est la partie commune aux deux articles.

eux, en majorité des hommes, ont été livrés à leurs bourreaux, froidement exécutés, puis jetés dans des fosses communes.

Les volontaires de MSF sont entrés dans l'enclave, pour la première fois, en mars 1993, sur les pas du général Morillon. Ils ont aussitôt décidé d'y rester pour améliorer le quotidien d'une population soumise à un blocus inhumain, et pour témoigner de son sort.

Srebrenica était la première des enclaves bosniaques de l'est de la Bosnie déclarée « zone de sécurité » par l'ONU en 1993 et protégée depuis par un bataillon de la Force de protection des Nations unies (Forpronu).

Abandonnée par les États occidentaux, elle fut aussi la première à disparaître au début du mois de juillet 1995 (suivie quelques semaines plus tard par celle de Zepa).

Les Nations unies ont laissé les crimes s'accomplir sans intervenir, les Casques bleus néerlandais (présents dans la poche à ce moment-là) étant tout simplement devenus les auxiliaires du nettoyage ethnique pratiqué par les miliciens serbes.

Un an après, les circonstances dans lesquelles la population de la « zone de sécurité » de Srebrenica a été trahie et abandonnée n'ont toujours pas été totalement éclaircies.

Les Pays-Bas ont ouvert une enquête sur le comportement de leur bataillon pendant les massacres de Srebrenica, et rendu public leur rapport.

En revanche, il n'y a toujours aucune réponse de la hiérarchie onusienne sur le fait que le général Janvier, commandant des Casques bleus en Bosnie, et le représentant du secrétaire général des Nations unies en ex-Yougoslavie, Yasushi Akashi, se sont opposés aux demandes répétées du commandant des Casques bleus à Srebrenica pour que des frappes de l'OTAN soient lancées contre les forces serbes qui attaquaient l'enclave.

Pourquoi ?

La France disposait via le général Janvier du Haut-commandement de la force des Nations unies en Bosnie. Elle était donc responsable de la promesse de protection faite aux populations civiles de Srebrenica.

– À ce jour, aucune commission parlementaire française n'a enquêté sur la façon dont les plus hautes autorités civiles et militaires de notre pays ont répondu à ce chantage et défendu l'intérêt des populations civiles des enclaves. Le président Jacques Chirac, lui-même, est aujourd'hui mis en cause dans une investigation menée par l'émission Kenmerk de la télévision néerlandaise IKON et la chaîne britannique Channel 4. Les circonstances ayant conduit au massacre de plusieurs milliers de personnes relèveraient-elles dans notre pays du « secret défense » ?

– Comment expliquer qu'à ce jour, les deux principaux leaders politiques et militaires des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic sont les seuls « responsables » des massacres de Srebrenica à être poursuivis et qu'ils n'aient toujours pas été arrêtés, malgré les accusations de crimes contre l'humanité et de génocide qui pèsent sur eux ? Dans cette affaire, le seul inculpé aujourd'hui détenu à La Haye est un milicien repentant ayant participé aux massacres de plusieurs centaines de musulmans.

– Comment expliquer qu'aucun autres noms de criminels ne soit cités ? Sont-ils donc tous si nécessaires pour faire la paix, pour reconstruire les ruines de Srebrenica sur l'oubli et le mépris des morts ? Le lieutenant-colonel [colonel] Karremans, commandant du bataillon des Casques bleus de Srebrenica, connaît pourtant bien les soldats serbes avec lesquels il a été contraint de négocier.

Dernière question sans réponse : la responsabilité de S. Milosevic, l'homme fort de Belgrade, alors que des allégations de plus en plus précises font état de livraisons d'armes aux Serbes de Bosnie avant l'offensive contre Srebrenica, et de la participation de ses troupes aux massacres qui ont suivi.

Pour les victimes de Srebrenica, la justice n'est pas un luxe. Elle n'est pas une vengeance non plus, mais un repère indispensable pour se reconstruire et appréhender l'avenir.

C'est aussi la seule façon de réparer une société brisée, déchirée. Demander justice à la communauté internationale c'est enfin la dernière façon d'empêcher que les États ne bâtissent la paix en Bosnie sur l'impunité des criminels.

Le 30 novembre 1998, la résolution 53/35 de l'Assemblée générale des Nations unies demande que soit établi « un rapport complet comprenant une évaluation des événements survenus en ex-Yougoslavie dans la zone de sécurité de Srebrenica ». Le 19 novembre 1999, Kofi Annan, le nouveau secrétaire général des Nations unies, qui était le sous-secrétaire général chargé des opérations de maintien de la paix de l'ONU au moment des événements de juillet 1995, rend public le rapport d'enquête de l'ONU sur la chute de Srebrenica. Ce rapport reconnaît les « erreurs de jugement » de l'Organisation des Nations unies. Il demande aux États membres impliqués de mener une enquête au niveau national sur leurs propres responsabilités.



« Le "*mea maxima culpa*" de Kofi Annan pour le massacre de Srebrenica », Asfané Bassir Pour, **Le Monde** (France), 17 novembre 1999 (en français).

Extrait :

Une position de principe « inadaptée », d'« impartialité » des responsables onusiens à New York, leur « incapacité » à reconnaître la guerre en Bosnie-Herzégovine comme une « cause morale », leur évaluation « erronée » des objectifs serbes, leur refus des frappes aériennes contre les forces serbes, leur « apaisement » des Serbes en Bosnie, mais aussi l'absence de volonté politique des grandes puissances à mettre fin aux exactions par la force, ont provoqué la « tragédie » de Srebrenica en juillet 1995, sa prise par les Serbes et le massacre de milliers de civils qui y avaient trouvé refuge. C'est en ces termes que le secrétaire général des Nations unies explique, dans un rapport, les événements qui ont mené à la chute de Srebrenica, où 2 500 corps ont été retrouvés dans les fosses communes et où, selon la Croix-Rouge, plus de 7 000 personnes sont portées disparues. La tragédie de Srebrenica suscite l'horreur pour deux raisons, écrit Kofi Annan : l'ampleur des crimes et le fait que les civils croyaient leur sécurité garantie par la présence des Casques bleus de l'ONU.

Trop peu, trop tard, diront certains. Reste que ce *mea maxima culpa* collectif exprimé par M. Annan est sans précédent dans l'histoire des Nations unies : « Par nos graves erreurs de jugements et notre incapacité à comprendre l'ampleur du mal auquel nous étions confrontés, nous avons échoué à faire notre part pour protéger les habitants de Srebrenica face aux campagnes planifiées de massacres par les forces serbes », écrit le diplomate ghanéen. [...]

Fondé sur des entretiens avec des responsables internationaux, des observateurs civils et militaires, des journalistes, ainsi que sur les archives confidentielles de l'ONU, ce rapport de 150 pages devrait être présenté au Conseil de sécurité en début de semaine. Les « erreurs » commises par le secrétariat, donc par M. Annan, qui était chargé à l'époque des opérations de maintien de la paix, peut-on y lire, « ont leurs racines dans notre philosophie de l'impartialité et de la non-violence [de l'ONU] dans cette guerre, philosophie totalement inadaptée au conflit bosniaque ». M. Annan précise que cela ne devrait pas faire oublier d'autres erreurs, « plus fondamentales », comme la création, par le Conseil de sécurité, des « zones de sécurité » sans les moyens militaires pour les protéger, mais aussi par la décision de la communauté internationale de répondre à la

guerre en Bosnie-Herzégovine « non par l'action militaire décisive » mais par « un embargo sur les armes, avec l'aide humanitaire et avec le déploiement des Casques bleus ». Cette attitude, estime-t-il, « a privé les Bosniaques de leur droit de légitime défense ».

[...] Dans un pays où les Serbes avaient décidé de créer des zones ethniquement pures et où la communauté internationale ne s'y opposait pas par la force, « l'action humanitaire ne pouvait jamais apporter la réponse ». Il admet ainsi que pour mettre un terme à la guerre en Bosnie, la communauté internationale aurait dû lever l'embargo sur les armes pour les Musulmans et user de frappes aériennes contre les Serbes. [...]

« Nous avons eu tort de déclarer souvent et publiquement notre refus des frappes contre les Serbes et d'accepter les bombardements quotidiens des zones de sécurité par les forces serbes ». Quant aux 150 Casques bleus néerlandais, qui n'auraient pas pu s'opposer à « 2 000 Serbes appuyés par des véhicules blindés », ils auraient dû rapporter plus rapidement les atrocités dont ils étaient témoins.

Aux Pays-Bas, le rapport de l'ONU, interprété comme un blanchiment du contingent néerlandais, est accueilli avec soulagement par la classe politique et la presse populaire. D'autres médias incitent le gouvernement à ne pas s'en satisfaire.



« Le bataillon néerlandais de Srebrenica », Alain Franco, *Le Monde* (France), 24 novembre 1999 (en français).

Extrait :

Le ministre néerlandais de la Défense insistait sur le caractère « nuancé » du rapport, notamment en ce qui concerne le rôle des Casques bleus néerlandais du Dutchbat. Cet empressement, alors même que le ministre n'avait pas encore lu le document, s'explique à la lumière du traumatisme que représente Srebrenica pour les Pays-Bas. [...]

Depuis, la majorité de la presse et de la classe politique souhaitent que le pays « tourne la page ». *De Telegraaf*, quotidien populaire et chauvin au plus fort tirage, a, sans surprise, fait sa « Une » sur « L'honneur retrouvé du Dutchbat ». Le journal rappelle en caractères gras que les « Casques bleus n'avaient aucun pouvoir d'arrêter les massacres ». En quelques lignes, le *Telegraaf* concède que « les soldats néerlandais auraient pu rapporter de façon plus énergique les exactions systématiques commises par les Serbes ».

Le quotidien d'Amsterdam *Het Parool* consacre son deuxième cahier à l'événement sous le titre « Mission Impossible ». Il met l'accent sur « le soulagement » chez les députés à la publication du rapport, et rappelle que les sociaux-démocrates de Wim Kok et les libéraux (le parti du ministre de la défense de l'époque) s'opposent à la création d'une commission d'enquête parlementaire. « Nostra culpa » : tel est en revanche le titre de l'éditorial du *NRC Handelsblad*. Avant de conclure que « les opérations internationales pour ramener la paix sont terriblement plus compliquées que prévu », le quotidien de référence néerlandais rappelle le cynisme de Mladic qui offrit un cadeau de départ « pour votre épouse » au colonel Karremans, chef du Dutchbat, qui s'illustra par sa faiblesse et son désintérêt pour le sort des musulmans. Le journal de centre-gauche *De Volkskrant* creuse « la plaie ouverte » des Pays-Bas : « Le gouvernement et les députés feraient preuve d'une extrême petitesse d'esprit s'ils se cachaient derrière le rapport de l'ONU. En revanche, ils s'honoreraient à suivre l'exemple de l'organisation, et à balayer devant leur propre porte ».

VII. VERS UN APPEL À ÉTABLIR LES RESPONSABILITÉS DE LA FRANCE

Le 19 novembre 1999, le conseil d'administration de MSF France décide de s'engager pour demander l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire sur le rôle de la France lors de la chute de Srebrenica.



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF France, 19 novembre 1999 (en français).

Extrait :

Françoise [Bouchet-]Saulnier se fait le relais devant le CA d'une demande émanant du Collectif de citoyens et de citoyennes pour la Bosnie. Ce collectif veut réclamer la création d'une commission d'enquête parlementaire (sur le modèle de celle sur le Rwanda) pour faire la lumière sur la gestion de l'enclave de Srebrenica par les instances politico-gouvernementales.

Pour appuyer cette réclamation, le Collectif demande le soutien et la participation de MSF. Françoise [Bouchet-]Saulnier estime que, par principe et surtout pour l'avenir (et pas seulement pour le souvenir), MSF pourrait s'engager dans cette démarche. Par ailleurs, elle rappelle que MSF a déjà témoigné devant le TPI (Tribunal Pénal International) et la commission hollandaise.

Les membres du CA lui posent alors des questions pour peser et s'assurer de l'entreprise. Virginie Raisson : Est-ce que tu vois des raisons pour ne pas rallier cette initiative ?

Françoise [Bouchet-]Saulnier : Non, mais ce qui importe, c'est bien que nous prenions un engagement collectif pour éviter que cela soit uniquement porté par des individus marqués à vie par ce qu'ils ont vécu là-bas.

Christian Losson : Pourrais-tu nous préciser les ambitions de ce Collectif ?

Françoise [Bouchet-]Saulnier : Il s'agit d'abord de refuser la politique du fait accompli sans qu'aucun effort de transparence ne soit fait. La commission sur le Rwanda a quand même débouché sur l'idée qu'il fallait un contrôle parlementaire sur les décisions militaires et je pense qu'autour de Srebrenica on peut revenir sur ce point essentiel.

Marc Le Pape : Mais la France n'avait pas le commandement des Nations unies, est-ce que cela peut justifier la création d'une commission d'enquête ?

Karim [Laouabdia-Sellami] : Un documentaire de la BBC a très bien démonté le mécanisme de la prise de Srebrenica et a bien mentionné la responsabilité du général Janvier (un Français). Quelles sont les chaînes de commandement dans ce cadre ?

Françoise [Bouchet-]Saulnier : Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'un militaire français, même sous commandement onusien, garde toujours ses référents nationaux. Cette collusion est d'ailleurs renforcée par un double secret-défense, l'un au niveau de la France et l'autre au niveau de l'ONU.

Philippe Biberson : Enquêter sur Srebrenica, c'est mettre au jour les mécanismes qui de façon paradoxale prétendent assurer la protection des populations tout en diluant la responsabilité et en fractionnant les pouvoirs. Pour accompagner ce collectif, il me semble que la question centrale est de s'assurer de la validité de la formulation pour éviter d'être déboutés.

Françoise [Bouchet-]Saulnier : On ne fait que poser une question... on rédige une lettre, on n'a pas à amener de preuves... ce sera le travail du Parlement. Il suffit de l'accord de 25 ou 40 parlementaires pour que la commission soit montée et on a déjà quelques appuis...

Karim [Laouabdia-Sellami] : On a une légitimité pour poser la question car nous étions présents à Srebrenica du début à la fin.

Bruno Corbé : Tu peux même ajouter que l'on s'est fait piéger par le dispositif des enclaves. On nous a dit « Allez-y, on les protège » et puis ce fut le massacre.

Christian Losson : C'est un geste politique au sens large, qui s'inscrit dans le fil de la démarche sur le Rwanda et qui consiste à demander des explications.

Décision

Le CA décide de s'engager avec le Collectif des citoyens et citoyennes pour la Bosnie pour demander l'ouverture d'une commission parlementaire sur Srebrenica.



Le plus important a été la sortie du rapport du secrétaire général des Nations unies sur Srebrenica. Il y avait tout un contexte. Donc avec Françoise [Bouchet-Saulnier, MSF France, responsable juridique] on a proposé de lancer un appel. Ça s'est fait très vite et très naturellement. Je ne me souviens pas de discussions longues là-dessus.

*Fabien Dubuet, MSF France, adjoint à la responsable juridique, 1995-2005 (en français)
interviewé en 2015*

Le 10 décembre 1999, dans son discours de réception du prix Nobel de la paix, MSF mentionne les événements de Srebrenica et souligne la nécessité de réformer les opérations de maintien de la paix des Nations unies.



Discours de réception du prix Nobel de la paix, 10 décembre 1999, par le Dr James Orbinski, président de MSF International (en anglais)

Extrait :

« Si, après le *mea culpa* du secrétaire général suites aux interventions en ex-Yougoslavie et au Rwanda, d'autres opérations militaires des Nations unies doivent voir le jour pour protéger des populations civiles, une réforme des opérations de maintien de la paix des Nations unies devrait être engagée. Les membres du Conseil de Sécurité doivent en effet être tenus pour responsables des décisions qu'ils adoptent ou n'adoptent pas. »

Le 21 décembre 1999, le ministre néerlandais de la Défense publie une version plus détaillée du rapport de débriefing des Casques bleus. Ce rapport n'avait été transmis à la justice qu'en 1998, entravant ainsi des procédures judiciaires en cours contre des soldats du bataillon néerlandais. La presse accuse le ministre de rétention d'information et d'entrave à la justice. Le Parlement met en place une commission provisoire chargée d'enquêter sur les responsabilités politiques mises en œuvre dans les opérations de maintien de la paix néerlandaises.



« Vives critiques contre le ministère de la Défense dans l'affaire Srebrenica », **AFP** (France), 22 décembre 1999 (en français).

Extrait :

La presse néerlandaise a multiplié ses critiques contre le ministère de la Défense de La Haye mercredi, au lendemain de la publication tardive du rapport de « débriefing » des Casques bleus censés protéger l'enclave musulmane de Srebrenica en juillet 1995 en Bosnie.

« Les enquêtes judiciaires sur les délits commis par les Casques bleus néerlandais ont été entravées par le ministère de la Défense qui a fait de la rétention d'information », estime le quotidien *Trouw* (protestant) en une.

Mardi, le parquet d'Arnhem (est) a décidé, faute de témoins, de ne pas poursuivre sept soldats néerlandais accusés d'avoir écrasé un groupe de Musulmans, et de non-assistance à personnes en danger.

« Si le ministère de la Défense nous avait communiqué avant 1998 le rapport de débriefing réalisé en 1995, nous aurions pu trouver plus facilement des témoins », a déclaré le porte-parole du parquet.

Le ministre de la Défense Frank de Grave, qui a remis ce rapport de débriefing à la Justice dès sa prise de fonctions en 1998, a reconnu que son ministère n'avait pas « fait preuve d'assez de transparence » dans cette affaire.

À cause de la « négligence » du ministère de la Défense, « Srebrenica continuera de hanter les Pays-Bas », estime le quotidien *Algemeen Dagblad* (droite) dans un éditorial, estimant que le rapport de débriefing rendu public mardi est un « catalogue d'attitudes répréhensibles ».

Selon les témoignages publiés dans ce rapport, plusieurs soldats néerlandais ont menacé avec leur arme des enfants musulmans, fait preuve d'attitude raciste et d'extrême-droite, entretenu des relations sexuelles avec des femmes de Srebrenica « contre un pot de confiture ou de beurre de cacahuètes », refusé de fournir une aide médicale ou fait du marché noir.

« Les Casques bleus avaient un a priori contre les Musulmans et avaient en revanche une très bonne opinion des Serbes de Bosnie », qui ont pris l'enclave le 11 juillet 1995, selon la conclusion de ce rapport de débriefing.

Le 20 mars 2000, la responsable juridique de MSF France soumet aux responsables de l'association une note de contexte interne concernant la demande par cette dernière d'une commission d'enquête parlementaire sur Srebrenica.

Cette démarche est présentée comme cohérente avec l'appel lancé par MSF France en 1998 à la création d'une mission d'information parlementaire sur le Rwanda et à l'audition de l'un de ses membres par cette mission.

Elle s'inscrit dans une volonté d'évaluer le niveau de protection réellement apporté aux populations par les opérations de maintien de la paix.



« Une commission d'enquête sur le rôle de la France dans la chute de l'enclave de Srebrenica », **Note de contexte**, Françoise Bouchet-Saulnier et Fabien Dubuet, responsables juridiques MSF, 20 mars 2000 (en français).

Extrait :

La demande d'une commission d'enquête sur le Rwanda et aujourd'hui sur Srebrenica résulte d'une politique cohérente de MSF destinée à évaluer le niveau de protection des populations que peuvent offrir ou non ces opérations de façon à positionner au mieux nos actions sur le terrain et nos prises de parole publiques.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'après la chute de Srebrenica, certaines voix dans MSF se sont élevées pour dénoncer le fait que notre présence dans l'enclave et le sentiment de sécurité consécutif de ses habitants avait ratifié le mensonge de la communauté internationale quant à la protection de cette zone de sécurité.

La demande de MSF est importante car elle s'inscrit dans un contexte international et national particulier quant aux opérations extérieures (opérations de maintien ou d'imposition de la paix).

1) Une relative transparence autour des interventions militaires et militaro-humanitaires qui répond cependant à des objectifs politiques précis

a. Au niveau international

i. Les rapports des Nations unies sur le génocide au Rwanda et sur la chute de Srebrenica [...]

ii. Le rapport de l'OUA sur le génocide rwandais (à paraître en mars)

b. Au niveau national

i. En France le rapport sur la mission d'information sur le Rwanda et le rapport de la commission de la défense de l'Assemblée nationale sur l'intervention de l'OTAN au Kosovo [...]

ii. Aux Pays-Bas le rapport de débriefing des Casques bleus déployés à Srebrenica publié en novembre 1999 et l'enquête confiée par le gouvernement hollandais à l'institut national de recherches sur la guerre (NIOD) [Institut néerlandais de documentation sur la guerre.] [...]

2) Une adaptation de l'outil militaire destinée à répondre au passage de la stratégie de confrontation propre à la période de guerre froide aux stratégies de gestion de crises spécifiques aux contextes de guerre froide [...] Au total ce mouvement pourrait se traduire par un retour du militaro-humanitaire et/ou par une nouvelle vague d'instrumentalisation de l'action humanitaire [...] Face à ce possible renforcement de la présence militaire en situation de conflit, une clarification des rôles et des responsabilités de chacun s'avère essentielle, pour éviter que la confusion des genres ne se fasse au détriment des populations et de l'action humanitaire indépendante. [...]

Deux écueils sont à éviter [...]

– Présenter la demande d'enquête sur le mode d'une croisade antimilitariste et anti Bernard Janvier. Nous devons au contraire positivement expliquer [...] que la commission doit tirer les leçons pour éviter à l'avenir de déployer des militaires pieds et poings liés face à des politiques criminelles contre une population.

– Présenter la demande comme une étape vers un jugement des responsables politiques et militaires français pour complicité de crimes contre l'humanité.



On s'est dit qu'il y avait une cohérence avec ce qui avait été fait pour le Rwanda. Et puis, il y avait un regain d'interventions militaires ou militaro-humanitaires. Dans le dispositif onusien, la France avait un rôle particulier [avec un siège permanent au Conseil de sécurité]. Mais son rôle avait été encore plus important dans la création de la

zone de sécurité et dans la promesse de protection qui avait été faite. C'était toujours la France qui était à l'initiative au Conseil de sécurité sur ces questions-là. Sur le terrain, c'était le général Morillon. C'était aussi un général français qui commandait la Forpronu et puis un autre général français qui dirigeait le DPKO [Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies]. Donc, on pensait que la France avait des responsabilités singulières. Et puis, à cette époque, il y a eu de profondes réorganisations des appareils militaires en Europe, au sein de l'OTAN, avec une orientation vers les opérations extérieures, les opérations de maintien de la paix. Il y avait donc un climat, un contexte particulier qui nous laissait penser que ce travail devait avoir lieu.

Fabien Dubuet, MSF France, adjoint à la responsable juridique, 1995-2005, interviewé en 2015, (en français)



On avait l'expérience de la mission d'information parlementaire française sur le Rwanda. Donc, on avait un peu confiance en nous sur notre capacité à participer à un processus comme ça, à l'alimenter, à le critiquer. Bon, « confiance », le mot est peut-être un peu fort ! Mais ça ne nous paraissait pas insurmontable. On en avait déjà une première expérience, ce n'était pas complètement exotique ou en dehors de nos habitudes.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, président du conseil d'administration, 2000-2007, interviewé en 2015, (en français)



On a tous extrêmement mal vécu la chute de Srebrenica. Il y a un certain nombre de responsabilités qui sont en cause, et le lâchage des populations par l'ONU, ce qui veut dire aussi par l'ensemble des nations, pour nous, ça a été quelque chose de terrible. Je pense que même si on ne considérait pas l'ONU comme une solution miracle pour le monde, cela a été encore pire après ce lâchage. On a voulu mettre en évidence le décalage qui existait entre un certain discours selon lequel l'ONU va tout résoudre et la réalité. Sur Srebrenica, comme sur le Rwanda, ces commissions d'enquête ont été pour nous une manière de dire « Vous n'avez pas tenu vos engagements. »

Dr Marc Gastellu-Etchegorry, MSF France, directeur adjoint des opérations, 1992-1997, interviewé en 2015 (en français)

Le 12 avril 2000, MSF est auditionnée par le Conseil de sécurité dans le cadre du premier rapport du secrétaire général de l'ONU sur la protection des populations en situation de conflit. S'appuyant, entre autres, sur les événements de Srebrenica, l'organisation met en question les processus de décision de l'ONU qui ont mené, à Srebrenica et ailleurs, à l'abandon sans protection de populations.



Briefing de MSF au Conseil de sécurité de l'ONU, Dr James Orbinski, président de MSF International, et Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF, 12 avril 2000 (en anglais).

Extrait :

Le Conseil de sécurité avait clairement indiqué qu'il fallait 34 000 soldats pour pouvoir dissuader toute attaque sur les zones de sécurité. Au lieu de cela, le Conseil de sécurité a préféré l'option minimale de 7 600 hommes. Au final, en ont résulté la chute de Srebrenica et les massacres [...] Dans le cas de Srebrenica, le sort des civils a été scellé par la décision de déployer seulement 7 000 soldats.

Dans chacun de ces cas, le danger réside au niveau de la prise de décision, lorsque les États peuvent agir en même temps en fonction de leurs propres intérêts nationaux et de ceux de la communauté internationale, sans qu'il soit possible de faire la distinction entre les deux. La leçon que nous en tirons c'est que la bonne solution était disponible à temps au sein des structures de l'ONU.

La question reste de savoir si le Conseil de sécurité a la capacité de s'engager en matière de résultats au-delà des bonnes intentions.

Le 9 juillet 2000, l'hebdomadaire britannique *The Sunday Times* révèle que la publication du livre de l'un des deux officiers britanniques présents à Srebrenica pour assurer le guidage au sol des frappes aériennes a été bloquée par le ministère de la Défense.



« Un livre d'un SAS sur la Bosnie bloqué », Tom Walker, *The Sunday Times* (Royaume-Uni), 9 juillet 2000 (en anglais).

Extrait :

Le ministère de la Défense a défendu à un ancien soldat SAS [Special Air Service, unité de forces spéciales britanniques] de publier un livre détaillant le rôle du renseignement britannique à l'intérieur de l'enclave de Srebrenica en Bosnie en 1995.

Le livre raconte l'histoire d'un binôme du SAS envoyé dans la soi-disant « zone de sécurité » pour les réfugiés musulmans, alors que les Serbes resserraient leur étau autour de celle-ci.

Le binôme a contribué à guider une frappe aérienne de l'OTAN alors que les Serbes attaquaient l'enclave en juillet. Ils ont dû se mêler aux Casques bleus néerlandais, alors que ceux-ci abandonnaient Srebrenica et que les Serbes en prenaient le contrôle, massacrant près de 7 000 hommes.

Des sources néerlandaises proches de la mission pensent que le livre aurait probablement révélé que les soldats britanniques avaient été consternés quand l'OTAN a abandonné ses frappes aériennes, et qu'ils étaient sans doute au courant des massacres.

Un ancien soldat de la paix a déclaré que « ça a été un jour noir pour les Nations unies » ajoutant que « les Britanniques ne veulent pas qu'on sache qu'ils étaient présents. »

Il n'y a jamais eu de reconnaissance officielle de la présence du SAS dans Srebrenica, et les Casques bleus néerlandais ont endossé la responsabilité de cet épisode considéré comme un moment sombre de l'histoire des Nations unies.

Les enquêteurs néerlandais, qui travaillent sur cet événement, ont également été empêchés de parler avec l'auteur par le ministère de la Défense, malgré une autorisation de l'OTAN.

[...] D'autres sources ont décrit comment l'équipe du SAS a travaillé au côté des Néerlandais et est restée en contact avec le général Rupert Smith, le commandant britannique des forces des Nations unies en Bosnie.

Le 10 juillet 2000, à la veille du cinquième anniversaire de la chute de Srebrenica, Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, exprime de nouveau ses regrets et remords au sujet de l'attitude des Nations unies pendant la crise de Srebrenica.



« Kofi Annan exprime ses regrets et ses remords », **AFP** (France), 10 juillet 2000 (en français).

Extrait :

« La tragédie de Srebrenica hantera pour toujours l'histoire des Nations unies », a déclaré Kofi Annan dans un message à l'occasion de l'anniversaire du massacre [...] Il appelle implicitement à traduire en justice « les architectes » des massacres », c'est-à-dire les ex-chefs politique et militaire des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic et Ratko Mladic. « Bien qu'inculpés par le Tribunal international sur l'ex-Yougoslavie, (ils) sont toujours en liberté », souligne M. Annan. La principale leçon de Srebrenica est qu'il faut s'opposer au mal non par le compromis mais « par une résistance implacable », dit-il.

Le 11 juillet 2000, un groupe d'intellectuels néerlandais publie une lettre ouverte exigeant du gouvernement des excuses publiques pour avoir abandonné Srebrenica.



« Une enquête parlementaire sur les événements de Srebrenica paraît envisageable, selon M. Quilès », Claire Tréan, **Le Monde** (France), 14 juillet 2000 (en français).

Extrait :

Les Pays-Bas sont l'autre pays directement concerné, puisque c'est un de leurs bataillons qui se trouvait à Srebrenica dans le cadre de la Forpronu au moment de l'offensive serbe, ce qui donnait au gouvernement de La Haye un poids particulier dans la décision de s'opposer ou non à cette offensive et de faire intervenir ou non l'aviation de l'OTAN. Aux Pays-Bas non plus, le besoin de transparence qui s'est exprimé depuis cinq ans n'a toujours pas été satisfait, en dépit de plusieurs enquêtes officielles. Mardi encore, une quarantaine d'intellectuels et d'écrivains néerlandais, dans une lettre ouverte au gouvernement, l'accusaient de « fuir le sujet » et réclamaient de lui « des excuses publiques » pour « l'abandon de Srebrenica ».

Le 13 juillet 2000, lors d'une conférence de presse ainsi que dans une tribune du président de son conseil d'administration publiée dans le quotidien français *Le Monde*, MSF France lance un appel public à la création d'une commission d'enquête du Parlement français sur les événements de Srebrenica.

Outre l'appel lui-même, le dossier distribué à la presse comprend des extraits du rapport de l'ONU, du journal de bord de l'équipe MSF présente à Srebrenica pendant les événements et des témoignages des survivants recueillis à Tuzla. En exergue, on y lit l'appel à une réforme des opérations de maintien de la paix lancé par MSF en décembre 1999 lors de la réception du prix Nobel de la paix.



Message de l'adjoint à la responsable juridique de MSF au président et au département de la communication de MSF France, 11 juillet 2000 (en français).

Extrait :

1. En écho à notre question hier, je vous confirme que le Parlement est en vacances depuis le 30 juin et qu'il reprendra son travail le 2 octobre.
2. Par conséquent, nous enverrons, Françoise et moi, copie de l'appel à Pierre Brana (auteur de la tentative de commission d'enquête sur Srebrenica en décembre 1999) et aux deux présidents des commissions compétentes (Paul Quilès pour la Défense et François Loncle pour les Affaires étrangères) avec un petit mot d'ouverture sur le mode : « en espérant pouvoir en discuter avec vous à la rentrée ». L'appel leur parviendra grosso modo simultanément à sa publication dans *Le Monde*.



« Points d'articulation pour la conférence de presse », **Mémo** MSF France, 13 juillet 2000 (en français).

Extrait :

Introduction

- Poser la demande de commission d'enquête parlementaire sur le rôle de la France dans la tragédie de Srebrenica. Objectif : l'établissement des responsabilités politiques et militaires de la France qui ont conduit à la paralysie des Nations unies et de l'OTAN face à l'attaque bosno-serbe contre Srebrenica.
 - Rappeler la légitimité de MSF : présence dans cette « zone de sécurité » de 1993 à 1995, témoin de la chute de l'enclave, personnel MSF et blessés et malades de MSF exécutés et portés disparus.
 - Rappeler responsabilité importante de la France : elle dirige l'ensemble des forces de protection des Nations unies (FORPRONU) en ex-Yougoslavie, la zone de sécurité a été créée après l'initiative d'un général français (Morillon) et la résolution 836 du Conseil de sécurité (4 juin 1993) qui autorise le recours à la force pour protéger les zones de sécurité a été adoptée à l'initiative de la France.
- 1) Le rapport de l'ONU sur la chute de Srebrenica est insuffisant [...]
 - 2) La demande de MSF est d'autant plus importante qu'elle s'inscrit dans un contexte de regain des opérations militaro-humanitaires. [...]
 - 3) La France est tenue à un effort spécifique de transparence, à la lumière :
 - De ses responsabilités en matière de maintien de la paix : elle dirige le département des opérations de maintien de la paix des Nations unies et elle est l'un des principaux contributeurs de troupes
 - Du caractère stratégique des opérations extérieures dans la politique de défense française [...]

4) La France doit participer aux efforts de transparence sur les opérations de maintien de la paix menées depuis plusieurs mois au niveau national et international. Un refus de sa part la placerait dans une situation d'isolement. [...]

5) Des enquêtes sérieuses réalisées par des journalistes néerlandais et britanniques (Frank Westerman, Bart Rijs, Channel 4) ont accusé la France d'avoir paralysé les Nations unies et l'OTAN.

Très curieusement, ces journalistes n'ont jamais été auditionnés au cours de la préparation du rapport de l'ONU sur Srebrenica.

Ces journalistes ont livré des informations précises qui accréditent deux thèses :

- la thèse selon laquelle la France aurait négocié en marge des Nations unies un marché non autorisé consistant en la libération des otages contre l'arrêt définitif des frappes aériennes. [...]

- la thèse selon laquelle la France aurait cherché à retarder et à minimiser les frappes aériennes de l'OTAN, pendant l'offensive serbe contre Srebrenica. [...]

Ces informations sont qualifiées de spéculations par les autorités françaises. C'est précisément pour passer des spéculations à l'établissement des faits qu'une commission d'enquête parlementaire doit faire la lumière sur les responsabilités politiques et militaires de la France dans la tragédie de Srebrenica.



« Une commission d'enquête sur Srebrenica ! », Jean-Hervé Bradol, président de MSF France, **Le Monde** (France), 13 juillet 2000 (en français) / « Appel de Médecins Sans Frontières pour la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la responsabilité de la France dans la chute de Srebrenica », **Communiqué de presse** MSF France, 13 juillet 2000 (en français).

Extrait :

5 ans après, le massacre de Srebrenica reste une page noire dans l'histoire européenne. Aujourd'hui, MSF demande qu'une enquête parlementaire éclaire le rôle de la France dans ce drame.⁹

Le 11 juillet 1995, Srebrenica tombait aux mains des forces serbes de Bosnie. Le contingent hollandais de l'ONU présent sur le terrain n'a pas défendu la population regroupée dans cette zone dite « de sécurité ». La chute de Srebrenica a entraîné la déportation de 40 000 personnes et l'exécution d'environ 7 000 autres.

Entrée en 1993, en même temps que le général Morillon, dans l'enclave de Srebrenica, Médecins sans frontières a, pendant deux ans, apporté un soutien médical et matériel à cette population assiégée, officiellement placée sous la protection des Casques bleus de l'ONU. Cette population avait reçu la promesse qu'elle ne serait pas abandonnée et c'est, entre autres, avec cette « garantie » qu'elle est restée sur place au lieu de fuir la menace des forces bosno-serbes. La présence continue de MSF auprès de cette population a contribué à entretenir l'illusion d'une protection internationale dans cette zone. Mais l'équipe MSF est restée un témoin impuissant du tri de la population et des malades et blessés, de la séparation des hommes et des femmes et du départ des groupes en convoi vers des destinations inconnues ainsi que de l'inertie du bataillon hollandais de la Forpronu.

Plusieurs dizaines de blessés et malades de MSF évacués de l'enclave par les bosno-serbes et « sous escorte hollandaise » ont été sortis des bus et exécutés par les forces serbes. Au moins trois infirmières bosniaques de MSF qui les accompagnaient ont également été sorties des bus et sont depuis portées disparues.

9. Cette phrase n'apparaît que dans le communiqué de presse.

La France, qui commandait alors l'ensemble des forces de protection des Nations unies dans l'ex-Yougoslavie, jouait un rôle décisionnel majeur. C'est pourquoi nous demandons la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner la part des responsabilités politiques et militaires de notre pays face à la paralysie des Nations unies et de l'OTAN dans la mise en œuvre des frappes aériennes demandées par le contingent hollandais.

Les conclusions du rapport de l'ONU sur le massacre de Srebrenica demandent explicitement aux E États membres impliqués de mener un travail d'enquête au niveau national. Aux Pays-Bas, le rapport de débriefing des Casques bleus déployés à Srebrenica a été publié en novembre 1999 et une enquête a été confiée par le gouvernement néerlandais à l'Institut royal de recherches sur la guerre.

En France, alors que la volonté de contrôle parlementaire sur les opérations militaires s'est déjà exercée pour le Rwanda et le Kosovo, elle est restée paralysée pour Srebrenica. Alors que les opérations de maintien de la paix connaissent un regain manifeste et que la France y joue un rôle de premier plan, elle est tenue à un effort de transparence quant à l'efficacité de dispositifs qui prétendent protéger les victimes.

Nous souhaitons donc que le travail d'investigation parlementaire permette de tirer les leçons de ces échecs sanglants pour éviter, à l'avenir le déploiement trompeur de militaires destinés à rester pieds et poings liés face à des politiques criminelles.



On voulait savoir pourquoi, comment, dans une zone protégée sur le plan international, protection à laquelle participait la France au sens large, on avait pu laisser ces gens-là se faire massacrer. Nos collègues et nos malades. Et puis, il y avait une deuxième motivation parmi certains à MSF, qui n'était pas trop la mienne, tout simplement parce que je n'étais pas impliqué au moment de la chute de l'enclave. Mais ceux qui l'avaient été, des personnes comme Pierre [Salignon, Responsable de programme, Françoise [Bouchet-Saulnier, responsable juridique] et d'autres, ils avaient envie, et ça se sent dans toute l'entreprise, de faire cracher aux politiques et aux militaires auditionnés, qu'il y avait un deal cynique pour abandonner les enclaves, qu'on n'avait pas cherché à secourir les gens. Donc, si je me souviens bien, il y avait un double agenda : un agenda assez basique où l'on demande des comptes parce qu'il y a eu des morts dans notre équipe, et un deuxième agenda sur la question de l'abandon. Cette dimension politique - « ils ont abandonné les gens pour faire un deal » - nous semblait légitime, car cette question des « zones humanitaires sûres » s'était posée aussi au Rwanda avec Kibeho¹⁰. Avec Bruxelles, je ne me souviens pas qu'il y ait eu des difficultés. Ce dont je me souviens c'est qu'à Amsterdam ils étaient fluctuants, suivant les années et leurs dirigeants, dans leur volonté de mettre en cause les soldats hollandais. Dès juillet 1995, il y avait Jacques de Milliano qui a toujours été partisan de s'exprimer publiquement, et puis le reste du bureau qui était beaucoup plus sur le mode : « Ça nous concerne moins, ce n'est pas nos affaires directes, restons en retrait, pas de mise en cause trop flamboyante par MSF de l'armée hollandaise. »

*Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, président du conseil d'administration, 2000-2007
(en français) interviewé en 2015*



L'appel à la mission d'information parlementaire, n'est pas un acte politique ou militant. C'est une décision uniquement et intimement liée à notre réflexion sur notre responsabilité opérationnelle. C'est directement lié à ce que MSF a vécu en tant qu'ac-

10. Voir « Prises de parole publiques de MSF - Violences du nouveau régime rwandais 1994-1995 » Laurence Binet / MSF International - <https://www.msf.org/fr/speakingout/violences-du-nouveau-regime-rwandais-1994-1995>

teur humanitaire en ex-Yougoslavie. Je considère qu'il est vraiment de notre responsabilité d'acteur humanitaire, de comprendre comment notre responsabilité est articulée à celle des autres acteurs impliqués dans cette situation. L'idée n'est pas de condamner mais de comprendre comment les responsabilités humanitaires et militaires se sont imbriquées pour produire ce massacre, et sur quelles logiques et quelles défaillances. Comment le système militaire onusien de protection des zones de sécurité a fonctionné et dysfonctionné. Qu'est-ce qu'on aurait dû ou pu comprendre du système militaire international et qu'est-ce qu'on aurait dû ou pu faire différemment en termes d'opérations et de communication. En 1993-1994, on est au début des opérations dites militaro-humanitaires internationales et des mandats onusiens de protection des populations. Et pendant presque dix ans, on n'arrive pas à savoir ce qui s'est vraiment passé dans les différentes chaînes de décisions internationales : ONU, OTAN France, Pays-Bas, groupe de contact... Il faut attendre 2002, après presque dix ans d'efforts pour enfin parvenir à obtenir une enquête sur le système. Pendant tout ce temps-là, il est impossible de clarifier les responsabilités des militaires onusiens, ni celles des contingents nationaux, ni la nôtre en tant qu'humanitaire. On est dans une situation politique et juridique délirante ou on commence par nier le nombre de morts, puis ensuite chacun donne des explications techniques qui ne tiennent pas la route, qui accusent les autres et qui sont contradictoires en pariant sur le fait que personne ne mettra tous les éléments bouts à bouts. L'ONU parle à l'ONU, les Hollandais aux Hollandais, les Français aux Français, les Britanniques aux Britanniques et ça donne : « 7 000 morts ! Vous êtes sûr ? Ah bon ! Je ne savais pas que c'était à moi de... ils se sont trompés de formulaire, le fax était en panne, j'ai fait tout ce que j'ai pu mais ce sont les autres qui... » Bref chacun accrédite la thèse du grand malentendu de l'Histoire à coup d'arguments techniques et de protestation de bonne foi politique mais on se retrouve avec 7 000 morts à la clé, « protégés » par une force des Nations unies, et personne ne sait pourquoi ça s'est passé !

Françoise Bouchet-Saulnier, MSF France, responsable juridique (en français) Interviewée en 2015



L'angle sous lequel on a abordé cet exercice est resté l'angle humanitaire. On ne peut pas accepter le sacrifice de milliers de vies humaines, pour quelque raison que ce soit. Ce qu'on souhaitait c'était qu'il contribue à l'établissement des responsabilités politiques et militaires et surtout qu'il soit perçu comme contribuant à éclairer les mécanismes de protection des populations civiles. Pas autre chose. Et donc on a pris nos distances par rapport à d'autres organisations ou individus qui eux étaient plus dans une dynamique pénale, pour retrouver des coupables, pour que les responsables soient punis, sanctionnés. C'est la raison pour laquelle on ne s'est pas associé avec ces organisations.

Fabien Dubuet, MSF France, adjoint à la responsable juridique, 1995-2005 (en français) interviewé en 2015

Lors de la conférence de presse, les responsables de MSF déplorent l'existence de blocages à toute enquête sur les responsabilités de la France dans le drame de Srebrenica.

Le jour-même, Paul Quilès, le président de la commission de la défense au Parlement français, se déclare prêt à discuter, à la rentrée, de l'éventualité de renouveler le type de contrôle parlementaire mené par la mission sur les responsabilités de la France au Rwanda. Il reproche toutefois à l'appel de MSF de refléter des préjugés accusateurs.



« MSF déplore le blocage de toute enquête en France sur Srebrenica », **AFP** (France), 15 juillet 2000 (en français).

Extrait :

« Les autorités françaises bloquent toute enquête sur leurs responsabilités dans la tragédie de Srebrenica, enclave protégée par l'ONU prise par les Serbes de Bosnie le 11 juillet 1995, » ont déploré jeudi les dirigeants de Médecins Sans Frontières (MSF).

L'organisation humanitaire demande à l'Assemblée nationale française la création d'une commission d'enquête parlementaire, mais les chances d'aboutir « sont nulles », a reconnu Françoise [Bouchet-]Saulnier, responsable du service juridique de MSF, au cours d'une conférence de presse avec le président de MSF, le docteur Jean-Hervé Bradol.

« Il y a de fortes résistances politiques », a-t-elle expliqué. « Les parlementaires contactés nous ont répondu : c'est délicat », a-t-elle précisé.

Un officier français, le général Bernard Janvier, commandait en 1995 l'ensemble de la Force de Protection des Nations unies (Forpronu) en Bosnie avec le pouvoir de réclamer des frappes aériennes de l'OTAN, ce qu'il n'a pas fait. [...] « C'est peut-être dans la relation entre le général Janvier et le président Chirac que s'est noué le blocage de toute action », a souligné Jean-Hervé Bradol.

« Nous voulons demander des comptes », a-t-il ajouté pour justifier la démarche de son organisation, qui avait à l'époque une équipe à Srebrenica, déclarée « zone protégée » par l'ONU. [...] « La gravité des faits est connue, mais la suite de démissions n'a jamais été complètement mise à jour », a-t-il commenté. [...]

« Qui a dit à Janvier de ne pas donner l'ordre ? Quels arguments ont été avancés ? », demande le docteur Bradol.

« Un travail d'enquête est mené aux Pays-Bas. Les Nations unies ont publié un rapport. Rien n'a été fait en France », déplore pour sa part Françoise [Bouchet-]Saulnier.

« Les Nations unies n'ont pas d'archives sur ce qui pourrait nuire à ses États membres. Les traces des télégrammes, des demandes de frappes aériennes sont dans les archives nationales. En France, il n'y a que le Parlement qui puisse faire cette enquête », a-t-elle expliqué.

« Nous souhaitons que ce travail d'investigation parlementaire permette de tirer les leçons pour éviter à l'avenir le déploiement trompeur de militaires destinés à rester pieds et poings liés face à des politiques criminelles », insiste Jean-Hervé Bradol.



« Une enquête parlementaire sur les événements de Srebrenica paraît envisageable, selon M. Quilès », Claire Tréan, **Le Monde** (France), 14 juillet 2000 (en français).

Extrait :

[...] pour le président de MSF, Jean-Hervé Bradol, les commémorations, le « *devoir de mémoire* » ne suffisent pas, ni non plus les *mea culpa* comme celui qu'a fait au nom de l'ONU son actuel secrétaire général, Kofi Annan, dans le rapport qu'il a consacré à cette tragédie fin 1999.

Alors que « se multiplient les situations dans lesquelles les États et l'ONU prétendent comme à Srebrenica protéger des populations civiles », alors que la France entend jouer un rôle de premier plan dans les opérations de maintien de la paix, il importe que soient mis au jour les dysfonctionnements, les démissions ou les décisions qui ont conduit à la passivité de la communauté internationale en juillet 1995, estime l'organisation humanitaire. « Nous sommes atterrés par la légèreté avec laquelle les victimes de Srebrenica ont été passées par pertes et profits », a déclaré Françoise Bouchet-Saulnier, juriste de MSF, déplorant que l'État et l'armée n'aient pas procédé après ce drame à « l'évaluation de l'efficacité de leur action en matière de protection des civils dans les situations de conflit ». Le rapport de Kofi Annan a laissé beaucoup de questions sans réponse, et les dirigeants de MSF lui reprochent d'être rédigé en termes trop « diplomatiques ». Le secrétaire général de l'ONU avait d'ailleurs invité les États à poursuivre pour eux-mêmes le travail de mise au jour.

C'est un Français, le général Bernard Janvier, qui commandait en 1995 la force de l'ONU en Bosnie (Forpronu), et la France est, de ce fait, depuis cette époque, la cible de « rumeurs » lui imputant le refus de mettre en œuvre l'aviation de l'OTAN contre les forces serbes pour stopper leur offensive à Srebrenica. Ces insinuations, que l'on rejette au sommet de l'État, n'ont cependant jamais fait l'objet d'un démenti public méthodique. L'idée d'une investigation parlementaire du type de celle qui fut menée par l'Assemblée nationale à propos du rôle qu'a joué la France en 1994 au Rwanda ne s'est jamais imposée, en dépit des démarches menées en ce sens par diverses organisations ces dernières années. « La réponse que nous donnent les parlementaires que nous avons contactés est que c'est délicat », a dit jeudi Françoise Bouchet-Saulnier.

En novembre 1999, après le rapport de Kofi Annan, le député socialiste Pierre Brana, membre de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, avait tenté de mobiliser les parlementaires. Il avait rédigé une proposition de résolution demandant la création d'une commission d'enquête et cherché à la faire endosser par le groupe socialiste à l'Assemblée. Sa démarche a été bloquée à ce stade par les députés socialistes. Paul Quilès, qui dirige la commission défense à l'Assemblée, et qui avait présidé la mission d'information sur le Rwanda, se dit cependant aujourd'hui « prêt à discuter », à la rentrée, de l'éventualité d'organiser un semblable travail d'investigation sur Srebrenica. « Mais la condition, dit-il, c'est qu'on ne se trompe pas sur ce que l'on cherche. » Il reproche à l'appel de MSF de refléter des préjugés accusateurs et il s'élève contre la tendance à incriminer la France du seul fait qu'elle met des troupes au service des opérations de maintien de la paix de l'ONU. M. Quilès, qui dirige par ailleurs un groupe de réflexion sur la réforme de l'ONU, n'en reconnaît pas moins qu'un examen précis de la façon dont la communauté internationale a réagi aux événements de Srebrenica serait utile : « Je n'y suis pas opposé, dit-il, mais si nous le faisons, ce sera sans a priori. »



À cette époque-là, en France, le contrôle parlementaire sur les opérations extérieures était quasiment égal à zéro. L'exercice sur le Rwanda avait été une révolution pour la Ve République, un gros morceau à avaler pour le Quai d'Orsay, pour l'Élysée et pour la Défense. Il y avait eu un rapport sur le Kosovo, mais pas du tout avec un angle d'investigation par les parlementaires. Et il n'y avait pas du tout de projet parlementaire sur Srebrenica. C'est parce que MSF a posé la demande et qu'on l'a formalisée publiquement qu'il s'est passé quelque chose.

Fabien Dubuet, MSF France, adjoint à la responsable juridique, 1995-2005, interviewé en 2015 (en français)

Le 4 septembre 2000, dans une interview publiée sur le site Internet de MSF International, Eric Stobbaerts, coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie de décembre 1993 à avril 1995, s'interroge de nouveau sur le positionnement de MSF dans les enclaves à cette époque.



« Srebrenica, cinq ans après », **interview** d'Eric Stobbaerts, ancien coordinateur général en ex-Yougoslavie, Site Internet de MSF International, 4 septembre 2000 (en anglais).

Extrait :

La population qui avait, au début, appelé à la résistance a peu à peu changé d'avis.

Oui, et la communauté internationale aussi. Au cours de l'année 1994, la population commençait désespérément à se demander combien de temps elle devrait encore rester dans l'enclave. En fait, ils voulaient partir pour la Bosnie centrale pour rejoindre les leurs. En même temps, la communauté internationale continuait à négocier et avait commencé à redessiner une carte de la Bosnie. La vérité c'est que Srebrenica et Gorazde rendait ce redécoupage difficile... Les politiciens ont finalement décidé que, tant que les enclaves existeraient, un accord de paix ne serait pas possible.

Quelle a été la position de MSF quand elle a compris ce que la population voulait véritablement ?

À ce moment-là, prendre une décision était très difficile. En tant que coordinateur général, j'ai plaidé pour évacuer la population. Mais il y avait deux arguments contre ce choix. D'un côté, MSF ne pouvait pas entreprendre une telle action, ce n'est pas dans notre mandat, et de l'autre, évacuer la population revenait à faire des concessions aux Serbes qui voulaient prendre l'enclave. Finalement, la population n'a pas été évacuée, même si je pense que MSF aurait dû faire pression, ou initier une campagne de lobbying pour que les institutions concernées résolvent la situation. Personnellement je pense que notre neutralité porte une part de responsabilité dans ce qui s'est passé à Srebrenica. À l'évidence, MSF ne savait pas ce qui allait se passer en juillet 1995, mais nous avons manqué d'une vision globale de la situation. Nous aurions dû mettre plus de pression. Être restés neutres à Srebrenica nous a fait fermer les yeux sur ce qui était réellement en train de se passer. Même si MSF n'est pas coupable, nous avons échoué. Malgré tout, nous sommes responsables de notre passivité, de ne pas avoir questionné le futur, compris les besoins de la population. La neutralité de MSF s'est révélée perverse, négative. Nous avons été trop dogmatiques.

La présence de MSF pendant ces deux ans a quand même permis la protection de la population, un des piliers de l'action humanitaire.

En effet, MSF a porté Srebrenica sous les projecteurs. Nous avons constamment dénoncé le manque d'accès à l'enclave, le manque de médicaments... Nous avons présenté la situation comme elle était, quoi qu'il arrive dans cette prison. C'était un moyen de mettre la pression sur la communauté internationale pour qu'elle assume les déclarations de Morillon et qu'elle assure la sécurité de la zone.

Grâce à nos déclarations, l'opinion publique a connu l'existence de Srebrenica. Malgré son statut de zone de sécurité, l'enclave a été prise par les Serbes en juillet 1995. Cinq ans plus tard, qui doit être tenu responsable de ça ? Tout d'abord les forces serbes de Bosnie, Mladic et Karadzic. Mais aussi les dirigeants politiques, tous ceux qui étaient responsables de la sécurité de l'enclave. MSF a demandé la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire pour déterminer les responsabilités de la France. Au cours du conflit, les dirigeants politiques n'ont montré aucun intérêt pour Srebrenica. Dans une réunion avec une personne chargée de la Forpronu, on m'a dit que la communauté internationale « ne voulait pas d'une troisième Guerre mondiale à cause de Srebrenica ». Le jeu diplomatique était extrêmement complexe.

Zones de sécurité, forces de maintien de la paix... Pensez-vous qu'elles donnaient à la population la fausse impression d'être protégée ?

En théorie, les zones de sécurité et les forces de maintien de la paix sont un bon signe. Mais qu'elles fonctionnent ou non dépend de leur mandat. En Yougoslavie, elles n'étaient pas autorisées à se servir de leurs armes et leur mandat était très ambigu, pas assez clair. En fait, c'était le reflet de la position de la communauté internationale. En envoyant des troupes, elles étaient dans le politiquement correct, soignant leur image auprès de leur opinion publique. Mais ce n'était pas dans l'intérêt de la population. La preuve en est le mépris de la population de Bosnie vis-à-vis des troupes de la Forpronu.

Qu'a appris MSF de Srebrenica ?

Il y a encore des leçons à en tirer. Je garde une profonde amertume de ce qui s'est passé à Srebrenica... Le débat à MSF est ouvert... La leçon de Srebrenica sera dure à tirer.

À la rentrée parlementaire, MSF France reprend ses démarches pour convaincre de la nécessité d'une commission d'enquête parlementaire française sur Srebrenica. Des documents qui reprennent les arguments déjà évoqués lors de la conférence de presse de juillet sont préparés et diffusés à des contacts au Parlement et dans les médias.



Message de l'adjoint à la responsable juridique au président et au département de la communication de MSF France, 8 novembre 2000 (en français).

Extrait :

Vous trouverez ci-joints cinq documents (très courts rassurez-vous !) dans le cadre du lancement du lobby pour obtenir la création de la CE [commission d'enquête] sur Srebrenica.

- la liste des personnes que nous allons rencontrer, leur titre et, pour certains, leur positionnement sur notre demande, d'après des informations de sources parlementaires croisées ou des médias. Je vous recontacte tous pour les RV qui commencent à tomber.
- 4 documents qui seront remis à nos interlocuteurs dans une chemise avec le logo MSF :
 - un argumentaire intitulé « Pourquoi MSF demande une CE sur Srebrenica ? » Je vous invite à lire attentivement ce document et à vous en servir lors des entretiens.

- un document intitulé « Demandes de MSF pour une CE sur Srebrenica » C'est ce document qui servira également de base à un CP [communiqué de presse] au cas où et évidemment après validation par la com.
 - Un document qui souligne les insuffisances du rapport de l'ONU
 - La liste du personnel local de MSF qui a disparu lors de la tragédie de Srebrenica.
- Il nous reste à discuter avec la com :
- de la version finale du CP ;
 - de la façon de laisser filtrer les infos vers une liste ciblée de journalistes



« Pourquoi Médecins Sans Frontières demande une commission d'enquête parlementaire sur Srebrenica ? », **Mémo** de MSF France, 8 novembre 2000 (en français).

Extrait :

- La demande de MSF n'est pas une croisade antimilitariste et anti-Bernard Janvier. Nous souhaitons au contraire que la commission tire les leçons pour éviter à l'avenir de déployer des militaires pieds et poings liés face à des politiques criminelles contre une population.
- Cette demande n'est pas non plus la première étape vers un jugement des responsables politiques et militaires français pour complicité de crimes contre l'humanité. Il s'agit uniquement de mettre en lumière les responsabilités politiques et militaires. Le Tribunal pénal international de La Haye est quant à lui chargé d'établir les responsabilités pénales des planificateurs et des exécuteurs de la purification ethnique et de les sanctionner.
- La demande d'une commission d'enquête sur le Rwanda en 1998 et aujourd'hui sur Srebrenica résulte d'une politique cohérente de MSF destinée à évaluer le niveau de protection des populations que peuvent offrir ou non les opérations de maintien de la paix, de façon à positionner au mieux nos actions sur le terrain. [...]



« Demandes de Médecins Sans Frontières pour une commission d'enquête parlementaire sur Srebrenica », **Memo** MSF, 8 novembre 2000 (en français)

Extrait :

La commission d'enquête parlementaire devra notamment répondre aux questions suivantes :

- La France a-t-elle eu connaissance du fait que l'armée bosno-serbe s'apprêtait à attaquer Srebrenica ? Le cas échéant, pourquoi cette information n'a-t-elle pas été transmise aux Nations unies afin d'organiser la protection ou l'évacuation des habitants de Srebrenica ?

Alors que les avantages et les inconvénients des stratégies croisées de déploiement terrestre et de soutien aérien dans le cadre des opérations de maintien de la paix font l'objet de débats confus, il est important que les parlementaires parviennent à éclaircir les dysfonctionnements politiques et militaires qui ont conduit concrètement à cette tragédie humaine.

- Pourquoi le général Janvier n'a-t-il pas autorisé en juillet 1995 les frappes aériennes de l'OTAN sur Srebrenica alors :
 - qu'il n'y avait aucun obstacle légal à l'usage de la force ?
 - que le bataillon hollandais présent au sol à Srebrenica en avait fait la demande à de multiples reprises, en assumant les risques physiques que cela entraînait pour eux-mêmes ?

- que des frappes aériennes avaient été lancées à plusieurs reprises en 1994, pour défendre les zones de sécurité de Gorazde (le 10 et 11 avril 1994) et Bihac (le 21 et 23 novembre 1994), malgré une chaîne de décision beaucoup plus complexe que lors de la tragédie de Srebrenica.

Lors de l'attaque contre Srebrenica, le général Janvier est en effet habilité, depuis le 9 juillet 1995, à autoriser seul le recours à l'arme aérienne.

- La France a-t-elle cherché, en marge de la chaîne de commandement des Nations unies, à retarder et à minimiser les frappes aériennes de l'OTAN pendant l'attaque serbe contre Srebrenica ? Le cas échéant, cette initiative était-elle concertée avec les autres membres du « Groupe de contact » (États-Unis, Russie, Grande-Bretagne, Allemagne) ?

- La France a-t-elle passé en juin 1995, en marge des Nations unies, un marché non autorisé consistant en la libération des Csques bleus pris en otage contre l'arrêt définitif des frappes aériennes ? Le cas échéant, cette initiative était-elle concertée avec les autres membres du « Groupe de contact » ?

- À chaque étape et dans tous les cas de figure, quelles garanties ont été négociées pour assurer la protection ou l'évacuation en toute sécurité des habitants de l'enclave protégée de Srebrenica ?

Le 10 novembre 2000, la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française annonce qu'elle a décidé de charger François Léotard, qui fut ministre de la Défense de 1993 à 1995, de rédiger un rapport d'information parlementaire sur la chute de Srebrenica. MSF France s'élève publiquement contre ce choix, considérant que l'ancien ministre de la Défense ne peut pas être chargé de l'évaluation d'un dispositif qu'il a lui-même mis en place. L'organisation insiste pour que soit créée une véritable commission d'enquête.



« Investigation ou diversion ? Médecins Sans Frontières conteste les conditions de l'enquête parlementaire sur Srebrenica », **Communiqué de presse** MSF, 10 novembre 2000 (en français).

Extrait :

Hier, le bureau de la commission des affaires étrangères a annoncé la nomination de M. François Léotard pour procéder, en association avec un membre de la commission de la défense, à la rédaction d'un rapport d'information parlementaire sur la chute de Srebrenica. MSF récusé les conditions et les modalités qui ont conduit à cette nomination et maintient son appel à la création d'une véritable commission d'enquête, indépendante et pluraliste, chargée de faire la lumière sur la tragédie de Srebrenica.

La nomination, en dehors de tout débat et vote parlementaire, d'une équipe d'investigation réduite à deux personnes ne présente pas les garanties de pluralisme et de transparence requises pour une telle enquête. Le choix de confier cette investigation parlementaire à M. François Léotard constitue, en outre, un manquement total au devoir d'indépendance et d'impartialité d'une telle enquête. En effet, en tant que ministre de la Défense, M. Léotard, a mis en place et géré, entre 1993 et 1995, le dispositif militaire français en Bosnie. Comment pourrait-il, aujourd'hui, être à la fois juge et partie dans une procédure d'évaluation de ce dispositif ?

Les équipes de MSF ont travaillé dans l'enclave de 1993 à 1995. En juillet 1995, l'attaque de Srebrenica par les forces serbes et l'incapacité des troupes de l'ONU à assurer la

protection de la population se sont soldées par le massacre de 7 000 personnes et la déportation de 45 000 autres.

Alors qu'ils étaient évacués de cette « zone protégée », plusieurs dizaines de blessés et malades soignés par les équipes de MSF ont été sortis des bus et exécutés par les forces serbes. 22 membres du personnel bosniaque de l'association ont également été tués.

Le 13 juillet 2000, MSF avait demandé la création d'une commission d'enquête sur les circonstances de la chute de Srebrenica. M. Paul Quilès, président de la commission de la défense, s'était alors déclaré prêt à renouveler le type de contrôle parlementaire qu'il avait lui-même initié à la tête de la mission d'information sur les responsabilités de la France au Rwanda. L'initiative actuelle n'est, en rien, comparable avec cette précédente initiative.

Alors que les opérations de maintien de la paix se multiplient et que le débat reste vif sur les différentes stratégies militaires permettant de protéger les populations, il est important que les parlementaires parviennent à éclaircir les dysfonctionnements politiques et militaires qui ont conduit à la tragédie de Srebrenica. La nécessité et la légitimité d'un contrôle parlementaire sur les opérations extérieures de la France sont aujourd'hui renforcées par le rôle de premier plan que joue la France dans les opérations de maintien de la paix. Ce travail d'enquête et de contrôle a, d'ailleurs, été demandé par le secrétaire général de l'ONU aux pays qui ont participé à l'action de l'ONU à Srebrenica. Compte tenu du rôle central qu'a joué la France dans le commandement du dispositif de l'ONU en Bosnie et de l'ampleur des tueries qui ont eu lieu à Srebrenica, MSF maintient sa demande d'une commission d'enquête capable de garantir la qualité et la transparence d'un réel travail d'investigation.

Cette commission devrait :

- être composée de tous les parlementaires appartenant à la commission de la défense ou des affaires étrangères qui en font la demande ;
- avoir un accès systématique à tous les documents indispensables à son travail, y compris ceux qui relèvent du secret de la Défense nationale ou des Affaires étrangères ;
- procéder à des auditions publiques de tous les acteurs et témoins nécessaires pour éclaircir la part des responsabilités politiques et militaires de la France ;
- limiter le recours au huis clos à des cas exceptionnels et clairement motivés ;
- procéder à la publication exhaustive de ses travaux et documents de travail.

MSF demande à la commission de la défense, qui doit se réunir mercredi prochain, de ne pas entériner le processus actuel, et d'ouvrir un véritable débat permettant de lever les ambiguïtés sur les intentions de la démarche en cours.



« M. Léotard contesté pour enquêter sur Srebrenica », Claire Tréan, **Le Monde** (France), 12 novembre 2000 (en français).

Extrait :

Nommé jeudi par le bureau de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale pour procéder à la rédaction d'un rapport d'information sur la chute, en 1995, de l'enclave musulmane de Bosnie, M. Léotard était, à l'époque des faits, ministre de la Défense. Sa désignation, estime MSF, « constitue un manquement total au devoir d'indépendance et d'impartialité d'une telle enquête ». « En 1993 et 1995, M. Léotard a mis en place et géré le dispositif militaire français en Bosnie en tant que ministre de la Défense. Comment pourrait-il, aujourd'hui, être à la fois juge et partie dans une procédure d'évaluation de ce dispositif? »

[...] Aux yeux de MSF, le fait de désigner aujourd'hui comme rapporteur M. Léotard, qui était ministre quelques mois encore avant la chute de l'enclave, témoigne qu'« on n'est

pas prêt à mener un travail indépendant » et qu'« on ne veut pas d'investigation sur ce qui dérange ».



Je savais qu'on n'obtiendrait pas de commission d'enquête car on n'avait pas réussi à l'obtenir pour le Rwanda en 1998. Mais notre demande était surtout une façon de faire comprendre qu'on voulait un vrai travail d'enquête dans lequel les parlementaires acceptent de se mettre en tension avec le gouvernement au lieu de donner un simple habillage de contrôle démocratique. Dans la démocratie française, il n'y a jamais eu de tradition de contrôle parlementaire des opérations extérieures. Le Parlement contrôle l'emploi des armées en cas de guerre, mais pas en cas d'interventions internationales onusiennes. À l'époque, Paul Quilès pilotait en tant que parlementaire et ancien ministre un groupe de réflexion sur la réforme de l'ONU. Son intérêt pour le contrôle parlementaire des opérations extérieures entrainait en synergie partielle avec celui de MSF, mais il était essentiel que MSF mette des distances claires et ne se laisse pas instrumentaliser par ces agendas politiques français. En 1998, MSF avait obtenu la création d'une mission d'information parlementaire sur le Rwanda, mais n'avait assuré aucun suivi critique des travaux. Ceux-ci s'étaient conclus par une conférence de presse dont le message se résumait à : « La France n'a pas à rougir de ce qui s'est passé au Rwanda. » Pour Srebrenica, on ne voulait pas réitérer cette expérience, ni qu'on apparaisse comme les idiots utiles qui, après avoir obtenu de longue lutte l'ouverture de cette enquête, se laissent immédiatement déposséder par des personnes qui n'ont jusqu'ici manifesté aucun intérêt particulier à cet égard, et qui ont d'autres objectifs. Il s'agissait d'un enjeu de crédibilité et de professionnalisme humanitaire. Je me souviens des menaces de ce parlementaire qui m'avait dit que si on continuait comme cela, plus aucun État n'accepterait de participer aux opérations militaires internationales. Il cherchait également à nous diviser en affirmant que la parole et l'honneur d'un homme sont de garanties supérieures à celle de la procédure et du droit. C'était évidemment un discours démagogique et malin pour opposer les « politiques » et les « juristes » au sein de MSF. Heureusement l'équipe MSF est restée soudée. Lors d'une commission d'enquête, tout se passe à huis clos, les gens parlent sous serment. C'est une procédure quasi judiciaire, interne au Parlement, et qui met le Parlement face à l'exécutif. Si ce choix avait été fait, les parlementaires auraient donc pu exiger la déclassification et la transmission de documents que la mission d'information n'a finalement jamais obtenus. Mais ni le gouvernement ni le Parlement ne voulaient vraiment jouer cette confrontation sur des opérations extérieures, impliquant l'armée, le gouvernement et la présidence en particulier pendant cette période où il y avait cohabitation politique entre les deux partis opposés. Donc ça n'aurait servi à rien. Mais j'ai « poussé » quand même, pour montrer qu'on ne faisait pas de politique, mais qu'on voulait que certaines réponses soient données sur des faits qui sont au-delà de la politique : un massacre de grande ampleur au cœur de l'Europe. De toute façon le fait que ce soit finalement une mission d'information nous a permis à nous, MSF, d'assister aux travaux en temps réel et jouer un rôle de suivi important.

*Françoise Bouchet-Saulnier, MSF France, responsable juridique, interviewée en 2015,
(en français)*



Commission d'enquête, mission d'information... Je trouve qu'il y a des surenchères qui sont vaines. Pour la mission Rwanda, quand certains dénonçaient la dégradation de la demande de la commission en mission d'information, avec donc des prérogatives

juridiques beaucoup plus faibles, moins de pouvoirs, cela ne me semblait pas décisif parce que le niveau auquel on devait intervenir me semblait malgré tout atteint.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration, 1982-1994; directeur d'étude à la Fondation MSF France/CRASH (en français) interviewé en avril 2015

Le 15 novembre 2000, les commissions des Affaires étrangères et de la Défense de l'Assemblée nationale décident finalement de mettre en œuvre une mission d'information sur les événements de juillet 1995 à Srebrenica. Le groupe chargé de cette mission est composé de dix députés qui ont nommé deux rapporteurs, François Léotard, l'ancien ministre de la Défense, et François Lamy, un député de l'opposition.



« Une mission d'information sur les massacres de Srebrenica », **Le Monde** (France), 17 novembre 2000 (en français).

Extrait :

La création d'une mission d'information sur les événements de juillet 1995 à Srebrenica (Bosnie) a été décidée, mercredi 15 novembre, par les commissions des affaires étrangères et de la Défense de l'Assemblée nationale. Cette mission composée de dix députés aura pour corapporteurs François Léotard (UDF), ministre de la défense de mars 1993 à mai 1995, et François Lamy (PS), vice-président du groupe d'Amitié France-Bosnie. Ses dix membres, appartenant à toutes les tendances de l'Assemblée, seront désignés par les groupes politiques de l'Assemblée. [...] Après le communiqué de Médecins sans frontières, dans lequel l'organisation critiquait la désignation de M. Léotard, à ses yeux « juge et partie » (*Le Monde* des 12 et 13 novembre), le président de la commission de la défense, Paul Quilès, a précisé que « ce sont les parlementaires qui désignent leur rapporteur, pas les ONG ».

VIII. APPUI CRITIQUE À LA MISSION D'INFORMATION DU PARLEMENT FRANÇAIS

Le même jour, MSF France demande publiquement au président de la République française et au gouvernement de faciliter le travail d'investigation des parlementaires sur la chute de Srebrenica en leur donnant accès aux documents et en auditionnant les protagonistes nécessaires pour éclaircir les responsabilités. Elle demande également la publication des résultats de ces travaux.



« Médecins Sans Frontières demande au président et au gouvernement de faciliter le travail d'investigation des parlementaires sur la chute de Srebrenica », **Communiqué de presse** MSF, 15 novembre 2000 (en français).

Médecins Sans Frontières se félicite de la décision adoptée aujourd'hui par la commission des affaires étrangères et de la Défense de créer une mission d'information parlementaire sur la tragédie de Srebrenica, élargie à dix députés.

MSF contestait jusqu'à présent la décision de confier à François Léotard, ancien ministre de la Défense pendant la crise en Bosnie, et à un autre député, la rédaction d'un simple rapport d'information. Dans ce nouveau contexte, la participation de François Léotard à une mission d'information élargie à dix députés n'est plus un problème pour MSF. MSF restera toutefois vigilante sur la composition finale de la mission.

Le choix d'une mission d'information au détriment d'une commission d'enquête limite les capacités d'investigation des parlementaires et conditionne leur travail à la bonne volonté du pouvoir exécutif.

C'est pourquoi MSF demande au Président et au gouvernement de faciliter au maximum le travail des parlementaires, en leur permettant notamment :

- D'avoir un accès systématique à tous les documents nécessaires à leur travail, y compris ceux qui relèvent du secret de la Défense nationale et des Affaires étrangères.
- D'auditionner tous les acteurs et témoins nécessaires pour éclaircir la part des responsabilités politiques et militaires françaises.
- De publier leurs travaux et leurs documents de travail.

L'équipe MSF France animée par l'adjoint à la responsable juridique commence à organiser une activité suivie d'appui critique au travail de la mission d'information. L'objectif est de fournir aux parlementaires des éléments d'information leur permettant de poser des questions qui amèneront des réponses éclairantes sur les événements.

Un site Internet dédié est ouvert sur lequel seront postés les verbatim des auditions ainsi que toutes les informations et éléments d'analyse permettant de poser les questions dont les réponses peuvent éclairer les responsabilités.



Message de l'adjoint à la responsable juridique au président et au département de la communication de MSF France, 7 décembre 2000 (en français).

Extrait :

Bonjour à tous,

Voici quelques (bonnes) nouvelles de la mission d'information parlementaire sur Srebrenica.

La première réunion constitutive a eu lieu ce matin. Cette réunion n'était pas publique mais voici ce qui s'y est passé selon des sources parlementaires « fiables et amies ».

Composition : le président est François Loncle (c'est la tradition car c'est l'actuel président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée), la vice-présidente est Marie-Hélène Aubert (Vert). Les deux rapporteurs sont, comme prévu, François Léotard (UDF) et François Lamy (PS). Les autres membres sont : René André (RPR), René Galy-Dejean (RPR), Roland Blum (DL), Pierre Brana (PS), Jean-Noël Kerdraon (PS) et François Liberti (PC).

De sources parlementaires et journalistiques, la composition est plutôt bonne. Quatre députés sont considérés comme « actifs ou très actifs » (= transparents) sur les questions internationales. [...]

Pour beaucoup, François Léotard est également sincère dans sa démarche de transparence [...]

Méthodes de travail :

La mission rendra son rapport public avant l'été ; un déplacement en Bosnie a déjà été booké pour janvier. Il y en aura d'autres et à d'autres endroits ; le rythme des auditions

sera de deux par semaine le jeudi à partir de 10 heures ; toutes les auditions seront publiques sauf si la personne auditionnée demande le huis clos ; les premières auditions auront lieu jeudi prochain. Il s'agit de l'airal Lanxade, ancien chef d'état-major des armées et de l'ambassadeur Jacobin, en poste à Sarajevo au moment de la chute de Srebrenica. Loncle, Léotard et Lamy ont proposé ce matin une première liste de personnes à auditionner. Cette liste n'est pas exhaustive et nous aurons la possibilité de proposer indirectement des noms et des questions à poser à chacune de ces personnes. [...]

Accès aux archives :

Sur l'accès aux archives en France, François Loncle a indiqué ce matin qu'il avait demandé par écrit un accès aux archives Défense et Affaires étrangères. Nous aurons la confirmation que cette lettre est bien partie et que les archives de l'Élysée sont également mentionnées (très très important). Je vous rappelle à cet égard que l'Élysée a refusé de nous recevoir. [...]

Comme pour le Rwanda, chaque ministère a nommé un haut fonctionnaire qui est chargé de faire l'interface sur ces questions avec la mission.

La question des archives ONU et OTAN n'a pas été mentionnée ce matin. Je vous rappelle que ces archives sont couvertes par les immunités diplomatiques propres aux organisations internationales. Ces documents ne pourront donc être transmis à la mission que si le secrétaire général de l'ONU et le secrétaire général de l'OTAN lèvent l'immunité au cas par cas. Là aussi, s'ils le souhaitent, ils peuvent nommer un haut fonctionnaire chargé de faire l'interface.

MSF et la mission :

Nous avons trois rendez-vous de travail la semaine prochaine, la couverture media va commencer sur Srebrenica avec le début des auditions. Les gros journaux écrits ont tous désigné une personne qui va suivre le travail de la mission.

Le Monde : Claire Tréan

Libé : Marc Semo

Le Figaro : Isabelle Lasserre

La Croix : Alain Guillemoles

Paris-Match : Frédéric Gerschel

Tous ces journalistes ont reçu un dossier complet MSF sur Srebrenica. En revanche, j'ignore totalement ce qu'il en est pour les grosses radios comme Europe 1, France inter, France info, RTL??? Y aura-t-il quelqu'un de fixe ou pas ? Cécile avait déjà identifié et contacté des noms dans ces radios. Est-ce que ce sont toujours ces mêmes noms qui vont suivre le travail parlementaire ? Help !!

L'enjeu pour la semaine prochaine, c'est que nous obtenions un espace de parole afin 1) de repositionner immédiatement et publiquement MSF comme un acteur vigilant sur le travail parlementaire et 2) de formuler publiquement les questions précises auxquelles nous souhaitons avoir des réponses précises et à la lumière desquelles nous évaluerons le travail. Car le danger de la mission, c'est que les députés utilisent Srebrenica pour pousser un certain nombre d'objectifs politiques (très nobles au demeurant) comme la réforme de l'ONU ou le contrôle parlementaire des opérations extérieures, mais qu'ils ne répondent pas ou de façon évasive aux questions en suspens sur Srebrenica. Il faudra donc qu'on se cale sur la relance média : quand la commence-t-on, qui le fait et pour dire quoi ?

Suivi des travaux de la mission : nous avons sous la main avec Françoise deux stagiaires, profil Sciences Po/droit qui ont déjà une expérience terrain + lobby et que nous connaissons personnellement. [...] Ils travailleront pour nous un ou deux jours par semaine.

Nous leur demanderons 1) de suivre et de faire les verbatim des auditions qui pourraient être basculées sur notre site Internet (à discuter ensemble) ; 2) de travailler sur des

questions techniques qui pourraient se poser lors du travail parlementaire et sur lesquelles nous pourrions être amenés à réagir ; 3) de sélectionner les documents MSF qui pourraient être transmis à la mission. L'idée est que ces stagiaires nous permettent à tous de garder la tête froide et disponible pour assurer le contrôle « politique » du lobby et de la prise de parole publique de MSF, tout en ayant une bonne connaissance des dossiers techniques.

Audition de MSF : selon nos sources amies, ce qui importe, c'est que notre audition permette aux députés les plus actifs et transparents d'obliger la mission à aller au fond des choses ou à s'orienter vers des pistes. Concrètement nous devons dans notre audition poser les questions auxquelles nous pensons que la mission doit répondre, citer des noms de personnes de façon subtile et indirecte qui pourraient être auditionnées...

Position du secrétariat général de l'ONU :

Catherine Harper à NY [New York] a tenté de prendre RV [rendez-vous] avec le cabinet de Kofi [Annan, secrétaire général des Nations unies] et avec celui de Guéhenno (nouveau secrétaire général adjoint chargé des opérations de maintien de la paix [de l'ONU]). L'idée était d'exposer le sens de notre démarche et de demander au SG [secrétaire général] de l'ONU de faciliter le travail des parlementaires français.

Refus poli de Guéhenno et réponse très diplomatique du cabinet de Kofi : nous n'avons rien à dire de plus que ce qui est dans le rapport de l'ONU sur Srebrenica ; nous n'avons pas d'avis sur la procédure en cours en France ; les ONG sont effectivement plus légitimes que le SG de l'ONU à demander des comptes aux Etats membres.

Articulation avec les Pays-Bas :

Deux organisations nous demandent de « coopérer » (définir ce que cela veut dire concrètement) :

– nos cousins hollandais de MSF : JHB [Jean-Hervé Bradol, président du conseil d'administration de MSF France] a fait un mot pour demander que soient désignés des interlocuteurs sur Srebrenica avant toute chose.

– IKV [*Interkerkelijk Vredesberaad* - Conseil interconfessionnel pour la paix] : organisation non gouvernementale indépendante qui nous a écrit et que nous avons eue longuement au téléphone. Ils font du bon boulot sur Srebrenica et depuis longtemps. Ils nous proposent de se rencontrer jeudi prochain à 9 heures à Paris, à MSF, avec l'ancien interprète bosniaque du Dutchbat de Srebrenica, Hasan Nuhanovic. Cet homme, qui se bat depuis des années en Hollande, a perdu ses parents et ses enfants dans la tragédie de Srebrenica. Ils nous expliqueront la procédure en Hollande et attendent que nous leur proposons des pistes de coopération [...]

On peut tout à fait imaginer de mettre les verbatim sur le site Internet de MSF Hollande et d'IKV. C'est un exemple de coopération possible. IKV est a priori OK. MSF Hollande, je ne sais pas.



« La France enquête sur son rôle à Srebrenica », Marlise Simons, **The New York Times** (États-Unis), 11 décembre 2000 (en anglais).

Extrait :

Cette semaine, après plus de deux ans de lobbying mené par l'organisation Médecins Sans Frontières, le Parlement français va commencer ses auditions pour savoir si la France a, indirectement ou non, empêché des frappes aériennes sur les troupes bosno-serbes alors qu'elles avançaient sur Srebrenica.

« Nous sommes terrifiés par la façon dont les victimes de Srebrenica ont été écartées », a déclaré Françoise [Bouchet-]Saulnier, directrice juridique de l'organisation. « L'échec

des forces de maintien de la paix doit être éclairci, le gouvernement et l'armée doivent rendre des comptes à nos institutions démocratiques ».

Elle note qu'il aura fallu des années avant que l'enquête de cette semaine ne soit lancée, ajoutant que « pendant tout ce temps, on nous a dit que le sujet était sensible ». [...]

Médecins Sans Frontières, créée par des Français, mais qui est aujourd'hui une organisation internationale, a un intérêt certain dans cette enquête. L'organisation avait commencé à travailler à Srebrenica en 1993, peu après que la ville avait été déclarée zone de sécurité par les Nations unies à la suite d'une visite d'un autre Français, le général Philippe Morillon. Celui-ci avait répondu à la demande des résidents Musulmans qui voulaient être sauvés des forces serbes qui les assiégeaient.

L'organisation médicale avait pris soin des malades et des blessés de guerre de Srebrenica pendant deux ans. Selon elle, après la chute de la ville, plusieurs douzaines de ses patients initialement évacués et escortés par des Casques bleus néerlandais avaient été sortis des bus qui les transportaient et tués.

22 personnes qui travaillaient pour Médecins Sans Frontières ont sans doute été tués et seuls deux corps ont été retrouvés.

L'organisation médicale et d'autres soutenant cette enquête ont déclaré qu'elles voulaient des réponses à un certain nombre de questions et d'affirmations, révélées dans les journaux et dans des documentaires, au sujet de rencontres qui auraient eu lieu à la fin du printemps et au début de l'été 1995 entre le général Janvier et Ratko Mladic, commandant des forces serbes de Bosnie aujourd'hui inculpé de crimes de guerre, ainsi qu'au sujet de recommandations du président Chirac demandant au général Janvier de retenir les frappes aériennes. [...]

Les membres de l'organisation médicale ont insisté sur le fait qu'il ne s'agissait pas de mener une croisade contre l'armée française ou le général Janvier.

« Nous avons besoin de tirer les leçons de ce sanglant échec pour qu'à l'avenir l'armée ne soit pas envoyée avec les mains liées pour protéger des gens », a déclaré le Dr Jean-Hervé Bradol, président de l'organisation.



J'allais à toutes les séances, ainsi que les deux stagiaires et mon adjoint. On retranscrivait en temps réel les débats de l'intégralité de la séance. Tout était mis en ligne dès le lendemain matin sur le site Internet spécial que nous avons créé. Chacun pouvait donc lire immédiatement les propos, questions et réponses de chaque personne auditionnée et se faire une idée de la qualité des témoins et de l'efficacité des questions des parlementaires impliqués. MSF tenait le procès-verbal des séances en quelque sorte. À partir de là, d'une semaine sur l'autre, on pouvait, nous aussi, analyser ce qui avait été dit, si cela confirmait ou démentait les propos d'autres témoins et affiner le contenu des questions qui devaient ensuite être posées aux témoins suivants. En effet, cela ne sert à rien d'interroger une personne sur des généralités et une audition peut très vite se transformer en long monologue imprécis. Les parlementaires connaissent très bien la vie de leurs régions et de leurs circonscriptions, mais pour une enclave de l'est de la Bosnie... il fallait un effort collectif pour passer des discours généraux aux faits précis, à ce qui s'était réellement passé à Srebrenica. Je trouve que les journalistes et les parlementaires ont été très réceptifs à l'effort fait par MSF pour stimuler le travail de la mission d'information. Il fallait un miroir public qui permettait d'éviter que la mission serve simplement de plateforme à des témoins qui viendraient raconter pendant 1 h 30 leur histoire, sans qu'on puisse challenger quoi que ce soit. Sur la mission Rwanda, on avait fait confiance, on avait laissé faire et le résultat était décevant. Donc, pour la mission Srebrenica, MSF devait s'inscrire dans le suivi du processus et mobiliser les journalistes pendant tout le

déroulement de cette mission d'information. Sinon, elle ne servirait de nouveau à rien... sinon à blanchir le gouvernement français.

Françoise Bouchet-Saulnier, MSF France, responsable juridique, interviewée en 2015, (en français)



On avait l'idée de faire un travail de contre-enquête et donc, on s'est organisé presque comme une campagne. C'était couvert par des médias importants. Le rythme des auditions était soutenu et on avait beaucoup de contacts avec les médias. Il y avait une sympathie à l'égard de MSF parce que les journalistes avaient compris notre démarche. Beaucoup de ceux qui couvraient cette mission d'information avaient été des reporters de guerre déployés en Bosnie. Ils avaient vu des horreurs, avaient les mêmes questionnements et les mêmes doutes sur les raisons de la chute des enclaves et le non-respect des promesses de protection. Ils avaient aussi la volonté d'y voir plus clair.

Fabien Dubuet, MSF France, adjoint à la responsable juridique, 1995-2005, interviewé en 2015, (en français)



Pour le Rwanda, on y était allé la fleur au fusil, car on ne connaissait pas les rouages. Ce n'est pas notre métier. Mais l'expérience avait été utile pour s'aguerrir. Françoise [Bouchet-Saulnier, MSF France, responsable juridique], qui avait essayé les plâtres avec cette mission Rwanda, avait un peu plus de méthodologie. Elle anticipait mieux. Sur Srebrenica, on a fait un véritable travail d'enquête, avec de bonnes intuitions. On y a mis beaucoup d'énergie. On était assez réactifs. Le site n'était pas très fréquenté. C'était surtout un outil pour nous.

Stephan Oberreit, MSF Belgique/MSF France, coordinateur général en ex-Yougoslavie, mai-novembre 1995; MSF France, directeur de la communication, 2000-2006, interviewé en 2015, (en français)

Le 14 décembre 2000, alors que la mission d'information parlementaire sur Srebrenica commence ses travaux, MSF publie une série de questions auxquelles il lui semble essentiel que celle-ci réponde.



« Médecins Sans Frontières attend de la mission d'information sur Srebrenica qu'elle réponde à plusieurs questions importantes », **Communiqué de presse MSF**, 14 décembre 2000 (en français).

Le 11 juillet 1995, Srebrenica tombait aux mains des forces serbes de Bosnie. La chute de Srebrenica a entraîné la déportation de 40 000 personnes et l'exécution d'environ 7 000 autres. Plusieurs dizaines de blessés et de malades pris en charge par MSF ont été exécutés par les forces serbes. Vingt-deux membres du personnel local de Médecins Sans Frontières ont également été exécutés.

Alors que les premières auditions de la mission d'information sur Srebrenica débutent aujourd'hui, Médecins Sans Frontières souhaite que le travail des parlementaires

réponde à plusieurs questions importantes afin d'éclaircir les dysfonctionnements politiques et militaires qui ont conduit à cette tragédie :

- La France a-t-elle eu connaissance du fait que l'armée bosno-serbe s'apprêtait à quitter Srebrenica ? Le cas échéant pourquoi cette information n'a-t-elle pas été transmise aux Nations unies afin d'organiser la protection ou l'évacuation des habitants de Srebrenica ?

- Pourquoi le général Janvier n'a-t-il pas autorisé en juillet 1995 les frappes aériennes de l'OTAN sur Srebrenica alors :

- Qu'il n'y avait aucun obstacle légal à l'usage de la force ?
- Que le bataillon des Casques bleus hollandais présent au sol à Srebrenica en avait fait la demande à de multiples reprises, en assumant les risques physiques que cela entraînerait pour eux-mêmes ?

- Que des frappes aériennes avaient été lancées à plusieurs reprises en 1994, pour défendre les zones de sécurité de Gorazde et Bihac malgré une chaîne de décision beaucoup plus complexe que lors de la tragédie de Srebrenica. Lors de l'attaque de Srebrenica, le général Janvier était en effet habilité depuis le 9 juillet 1995, à autoriser seul le recours à l'arme aérienne.

- La France a-t-elle cherché, dans le cadre ou en marge de la chaîne de commandement des UN [Nations unies], à retarder et à minimiser les frappes aériennes de l'OTAN pendant l'attaque serbe contre Srebrenica ? Le cas échéant, cette initiative était-elle concertée avec les autres membres du « Groupe de contact » (États-Unis, Russie, Grande-Bretagne, Allemagne) ?

- La France a-t-elle négocié en juin 1995, dans le cadre ou en marge des Nations unies, la libération des Casques bleus pris en otage contre l'arrêt définitif des frappes aériennes ? Le cas échéant, cette initiative était-elle concertée avec les autres membres du « Groupe de contact » ?

- À chaque étape et dans tous les cas de figure, quelles garanties ont été négociées pour assurer la protection ou l'évacuation en toute sécurité des habitants de l'enclave protégée de Srebrenica ?

Le même jour, lors de son audition, l'amiral Lanxade, chef d'état-major des armées entre 1991 et 1995, nie avoir négocié la libération des otages contre l'arrêt des frappes aériennes. Sur son site « Srebrenica » et dans la presse, MSF France juge ces réponses insuffisantes.



« Examen de conscience français sur le massacre de Srebrenica », Isabelle Lasserre, *Le Figaro* (France), 16 décembre 2000 (en français).

Extrait :

Pour la première fois cette semaine après une pression sans relâche de Médecins Sans Frontières (MSF), les responsabilités du gouvernement français et du général Bernard Janvier, qui commandait à l'époque les forces de l'ONU dans la région ont été évoquées. [...] Auditionné jeudi, l'amiral Lanxade a nié avoir négocié la libération des otages. Selon lui « la volonté politique internationale a fait gravement défaut. » « Il y a, a-t-il dit, une certaine inconséquence à voter des résolutions et à laisser ensuite les chefs sur le terrain sans les moyens. » Le massacre aurait-il pu être évité ? « Si on pose la question début juillet 1995, la réponse est non, mais si on la pose un an avant, la réponse est oui. » Ces réponses ont été jugées insuffisantes par MSF. L'organisation qui aurait préféré une

commission d'enquête à une simple mission d'information, moins contraignante, réclame, pour les auditions suivantes, « des réponses précises à des questions précises. »



« Faux départ » Fabien Dubuet, **site Internet MSF France sur Srebrenica**, 21 décembre 2000 (en français).

Extrait :

La mission d'information parlementaire sur Srebrenica est bien mal partie. La première audition, celle de l'amiral Lanxade, chef d'état-major des armées pendant la quasi-totalité de la crise yougoslave et encore en poste au moment de la tragédie de Srebrenica, a ressemblé à une mauvaise plaisanterie.

Un chef d'état-major sait tout ou presque. Pourtant l'amiral Lanxade ne sait rien ou presque.

Le général Janvier qui dirigeait l'ensemble des troupes des Nations unies en ex-Yougoslavie est-il venu à Paris entre le 4 et le 8 juillet 1995, soit quelques jours seulement avant la chute de Srebrenica, et si oui l'a-t-il rencontré ? « J'avoue que je ne suis pas en mesure de répondre à cette question. » Il ne se souvient plus.

Le chef d'état-major français a-t-il eu des relations téléphoniques avec son collègue néerlandais pendant la tragédie de Srebrenica ? « Je n'ai pas de souvenir très précis de ces relations avec mon homologue néerlandais mais il est tout à fait évident que nous avons échangé des appréciations sur la situation sauf peut-être dans les tout derniers jours de la chute de Srebrenica parce que c'était le sommet franco-allemand et nous n'étions pas à Paris. »

Seule précision intéressante dans ses réponses pour le moins floues, Lanxade livre par la même occasion un scoop des plus inquiétants : le chef d'état-major des armées, c'est-à-dire le premier militaire responsable de la défense du sanctuaire national n'est pas joignable quand il n'est pas à Paris.

Le général Janvier a-t-il conclu un marché non autorisé en marge des Nations unies consistant en la libération des Casques bleus pris en otage fin mai 1995 (une grande partie d'entre eux étaient français) contre l'arrêt définitif des frappes, lors de sa rencontre à Mali Zvornik, le 4 juin 1995 ? « Il est pour moi tout à fait exclu qu'il y ait eu un quelconque échange, comme cela a été avancé. Naturellement, je n'étais pas à cet entretien mais toutes les informations que j'ai eues après laissent penser que tout ceci est tout à fait faux et que là on fait peser sur le général Janvier un soupçon tout à fait injustifié ». Et il tient même à préciser que la négociation des otages a été menée par les Nations unies et que l'état-major français n'est pas intervenu. Une précision difficile à admettre à la lumière de ces deux éléments. D'abord parce qu'un peu plus tôt dans son audition, l'amiral insistait sur l'existence de liens directs entre l'état-major national et les troupes françaises sur le terrain, en marge de la chaîne de commandement de l'ONU, en particulier quand la sécurité des soldats est en jeu. Ensuite parce que selon l'enquête très sérieuse des journalistes Frank Westerman et Bart Rijs, Paris a envoyé deux militaires français, dont le général de Lapresle, pour négocier la libération des otages français.

Les parlementaires oublient de demander à l'amiral Lanxade de préciser la nature et les sources de ces « informations qu'il a eues après ». Lui demanderont-ils d'apporter la preuve, documents à l'appui, de ces propos ? Ils oublient aussi de lui demander comment il explique que l'actuel secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, à l'époque chargé du maintien de la paix, a demandé une enquête au représentant spécial pour la Yougoslavie (M. Akashi) sur la nature de l'accord entre Janvier et Mladic, dans un message codé no 1981 du 15 juin 1995. Ils oublient encore de lui demander comment il explique que le secrétaire général de l'OTAN lui-même demande des explications au secrétaire général

de l'ONU sur ce sujet, dans une lettre datée du 21 juin 1995. On ne saura pas davantage pourquoi le président russe Eltsine déclare à cette même période que le président français Jacques Chirac lui a assuré que l'emploi des frappes aériennes en Bosnie était terminé.

Vu le nombre d'officiels qui évoquent un marché conclu ou s'interrogent sur ce marché, il est nécessaire que les parlementaires aillent beaucoup plus loin dans leur travail d'investigation. Si du moins ils souhaitent obtenir des réponses précises à des questions précises...

Le 20 décembre 2000, MSF France transmet à la mission d'information commune sur les événements de Srebrenica la copie d'un câble confidentiel de l'ONU accréditant la thèse selon laquelle un accord a été passé entre le président Chirac et le président Milosevic qui liait la libération des Casques bleus français pris en otage à la suspension des frappes aériennes. Le câble est rendu public sur le site de MSF France dédié à Srebrenica.



Message de Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de MSF France, à François Loncle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, 20 décembre 2000 (en français).

Extrait :

Nous avons l'honneur de vous transmettre la copie d'un câble des Nations unies numéro Z-1020 en date du 19 juin 1995 entre le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie, M. Yasushi Akashi et M. Kofi Annan, alors secrétaire général adjoint chargé du maintien de la paix. Les informations contenues dans ce document semblent de première importance au regard du travail de la mission d'information que vous présidez sur les circonstances de la chute de Srebrenica.



« Un document qui confirme des négociations entre MM. Milosevic et Chirac autour des frappes aériennes » posté sur le **site Internet MSF France sur Srebrenica**, 21 décembre 2000 (en français et en anglais).

Extrait :

Médecins Sans Frontières publie aujourd'hui le câble confidentiel numéro Z-1020 daté du 19 juin 1995, entre le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Yasushi Akashi et Kofi Annan, alors secrétaire général adjoint en charge du maintien de la paix. Ce document semble confirmer les conclusions de l'enquête sérieuse des journalistes Frank Westerman et Bart Rijs.

Selon cette enquête, le général Janvier n'avait nullement l'intention initialement de rendre compte aux Nations unies de sa rencontre avec le général Mladic, le 4 juin 1995, à Mali Zvornik. C'est à la demande des Nations unies et seulement onze jours plus tard, le 15 juin 1995, qu'il envoie son compte-rendu à l'ONU, dans un message codé Z-995.

L'actuel secrétaire général de l'ONU, alors responsable du maintien de la paix, demande une enquête au représentant spécial pour la Yougoslavie [Akashi] sur le sujet, dans un message codé no 1981 du 15 juin 1995.

C'est lors d'un entretien à Belgrade avec Slobodan Milosevic, le 17 juin 1995, que Yasushi Akashi apprend la nature de l'accord passé entre le général Janvier et le général Mladic :

Slobodan Milosevic explique qu'il a reçu la garantie du président français Jacques Chirac qu'il n'y aura plus de frappes aériennes, selon un accord passé entre le président français et Bill Clinton.

Le document que MSF publie aujourd'hui est le compte-rendu de cet entretien à Belgrade.

À: Annan, UNations, New York

INFO: Gharekhan, Nations unies, New York

Stoltenberg, ITFY, Geneva

DE: Akashi, UNPF-HQ, Zagreb

DATE: 19 juin 1995

NUMÉRO: Z-1020

OBJET: Discussions avec le président Milosevic - 17 juin 1995

Extrait:

Lors de nos discussions sur les frappes aériennes, Milosevic a déclaré que le président Chirac l'avait averti que le président Clinton pour qu'il n'y ait pas de frappes aériennes si celles-ci apparaissaient inacceptables au président Chirac. Milosevic a ajouté que Chirac avait aussi affirmé qu'il ne s'attendait pas non plus à ce que la Force de réaction rapide soit jamais utilisée, mais que sa création allait permettre de relancer les négociations. Malgré ces assurances, Milosevic s'inquiétait de la possibilité que la Force d'action rapide soit exploitée par le gouvernement bosniaque pour provoquer une intervention internationale. Je lui ai répondu que le ministre Muratovic avait accepté calmement l'arrivée de cette force en insistant pour qu'un contrat séparé soit exigé par le gouvernement. J'ai aussi souligné que cette force de réserve serait partie intégrante des forces des Nations unies et qu'elle suivrait les règles du maintien de la paix et resterait impartiale, comme prévu dans la résolution 998 (1995).



« Regard sur le monde », Dominique Bromberger, **France Inter** (France), 22 décembre 2000 (en français).

Extrait:

Hier, Médecins Sans Frontières a publié un document confidentiel des Nations unies dans lequel l'envoyé spécial du secrétaire général, le Japonais Akashi raconte que Milosevic lui aurait fait part des assurances suivantes du président Chirac: aucun bombardement n'aurait lieu sans l'accord explicite du chef de l'État français. Milosevic, on le sait, est le maître de la désinformation, et il voyait peut-être l'occasion d'enfoncer un coin entre les alliés. Jacques Chirac, par ailleurs, a fait montre de beaucoup de détermination dans la création de la Force de réaction rapide, mais l'époque était au désordre, les Casques bleus n'étaient plus commandés par l'ONU défaillante mais par Londres et Paris. L'histoire de Srebrenica est si tragique que, cinq ans après, l'ONU, les Pays-Bas, la France et la Grande-Bretagne se renvoient au visage la responsabilité du massacre. Peut-être Srebrenica était-elle tout simplement indéfendable, peut-être la confusion et la désunion font-elles peser la responsabilité sur des hommes de bonne foi et de bonne volonté. Un homme en tout cas détient toute la vérité, un homme respectable, ayant mené une carrière militaire sans reproche, mais qui a toujours obstinément refusé de parler sur le sujet: le général Janvier. Il sera appelé à témoigner, son silence serait terrible pour nous tous, il ferait peser le soupçon d'un secret invouable. Au IIIe millénaire, il y a encore, sur les sujets les plus graves, des vérités qui nous échappent.



« Srebrenica : mise en cause de Chirac – Médecins Sans Frontières publie un document confidentiel de l'ONU », Jean-Dominique Merchet, **Libération** (France), 22 décembre 2000 (en français).

Extrait :

Pour MSF, ce texte « semble accréditer la thèse selon laquelle un accord sur les frappes aériennes a été passé entre le président Chirac et Slobodan Milosevic ». Quelques semaines plus tard, la ville de Srebrenica, théoriquement sous protection de l'ONU, tombait aux mains des Serbes sans réaction militaire des Occidentaux. Environ 7 000 Musulmans avaient été tués en quelques jours.

Publié par MSF [...] le câble « Z-1020 » a été envoyé par Yasushi Akashi, représentant spécial de l'ONU en ex-Yougoslavie, à Kofi Annan, alors secrétaire général adjoint des Nations unies, au surlendemain de sa rencontre avec le président serbe, le 17 juin 1995 à Belgrade. On y lit notamment : « Milosevic a affirmé qu'il avait été averti par le président Chirac de l'accord du président Clinton qu'il n'y aurait pas de frappes aériennes si elles étaient inacceptables pour Chirac. Milosevic a ajouté que Chirac avait affirmé qu'il ne s'attendait pas à ce que la force de réaction rapide soit utilisée, mais que sa création allait permettre de relancer les négociations. »

À cette date, les Serbes libèrent les derniers Casques bleus qu'ils avaient pris en otage à la suite d'une première attaque aérienne de l'OTAN, le 26 mai. La France a-t-elle échangé ses soldats contre la promesse qu'il n'y aurait pas de nouvelles frappes ? MSF appuie sa thèse sur une rencontre, le 4 juin, entre le général Bernard Janvier, patron de la Forpronu, et le général Mladic. Mandaté directement par Paris, Janvier n'aurait rendu compte de cette réunion à sa hiérarchie onusienne que contraint et forcé neuf jours plus tard.

Le 7 juillet, les Serbes investissent Srebrenica sans que le général Janvier demande l'intervention de l'aviation. Il faudra attendre les massacres puis le bombardement du marché de Sarajevo pour que l'OTAN décide, le 30 août, de passer à l'action. Cette lettre d'Akashi a été transmise par MSF à la mission parlementaire d'information sur Srebrenica, qui rendra son rapport en juin prochain.



Pendant toutes ces années après la chute de Srebrenica, on n'a jamais cessé de s'interroger sur pourquoi les choses s'étaient passées comme cela. Il y avait eu une enquête aux Pays-Bas sur le fonctionnement du bataillon hollandais à Srebrenica pour laquelle MSF avait été auditionnée. Il y avait également eu une enquête des Nations unies. Les journalistes de différents pays avaient aussi publié les résultats de leurs propres investigations. J'étais aussi en lien avec les enquêteurs du TPIY [Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie], car MSF avait transmis au Tribunal des listes de blessés, de patients et de personnels disparus. De temps en temps, ils nous contactaient pour nous dire qu'ils avaient identifié des cadavres correspondant à nos blessés ou à notre personnel. Quand on fait son travail correctement sur la durée, on recoupe les informations qui se confirment et celles qui se contredisent. Certaines personnes parmi les victimes, mais aussi au sein des Nations unies ou d'autres, nous ont transmis des informations ou des documents car ils avaient confiance en MSF. C'est comme cela qu'on a obtenu des copies de documents internes des Nations unies. Il s'agissait notamment de communications échangées entre le commandement de la Forpronu en ex-Yougoslavie et les Nations unies à New York. Chaque fois, on acquiert une meilleure compréhension du contexte et on voit bien que c'est un travail « bête » mais qui nécessite de l'entêtement. Les procureurs prononcent souvent cet avertissement bien connu « À partir de maintenant, tout ce que vous allez dire peut se retourner contre vous. » Et effectivement au fil de toutes les « enquêtes » et interviews, les principaux protagonistes internationaux se justifient en donnant des explications et des informations qui vont petit à petit être

démenties par d'autres et parfois par eux-mêmes. Donc, on connaissait les arguments utilisés par les Nations unies pour se défendre. Ensuite, les Nations unies et les Français ont accusé les Casques bleus hollandais, et ceux-ci à leur tour se sont défendus. C'est donc notre légitimité d'acteur de terrain qui nous a permis de continuer à poser des questions et à avoir accès à ces informations. C'est parce qu'on avait la copie de certaines communications de l'ONU qu'on a pu montrer que ces documents existaient. Quand on avait un fax qui était un fax « Entrée », cela voulait dire qu'il y avait un fax « Retour » quelque part et inversement. C'est cela qui nous a permis notamment de soumettre des documents et des questionnements à la mission d'information pour qu'elle demande la déclassification de certains documents clairement identifiés. Mais elle ne les a pas obtenus.

Françoise Bouchet-Saulnier, MSF France, responsable juridique, interviewée en 2015, (en français)



Quelques semaines après le démarrage de la mission, Jean-Hervé [Bradol] nous a dit qu'il avait reçu un coup de fil d'une certaine Bianca Jagger¹¹, de Londres. Elle disait qu'elle avait des documents confidentiels, des câbles de l'ONU et qu'elle était prête à partager avec nous. On ne savait pas du tout si tout cela était très sérieux, mais on s'est dit que ça ne coûtait rien d'aller vérifier. On est allés à Londres où on s'est retrouvés chez elle, assis sur la moquette à éplucher tous ces documents étalés par terre. Il y avait quelques documents intéressants auxquels elle avait eu accès.

Fabien Dubuet, MSF France, adjoint à la responsable juridique, 1995-2005, interviewé en 2015, (en français)

Le 10 janvier 2001, dans une lettre ouverte au président de la mission, le président de MSF France dresse une liste d'une vingtaine de personnes dont l'audition est considérée comme cruciale. Une autre lettre adressée aux secrétaires généraux de l'ONU et de l'OTAN, rendue publique le 11 janvier 2001, leur demande d'autoriser l'audition de certains de leurs membres par la mission d'information et de lui transmettre les documents pertinents.

Le 31 janvier 2001, l'OTAN répond à MSF France n'avoir reçu aucune demande d'audition de la part de la commission d'enquête parlementaire française.

Le 15 février 2001, MSF France rend publique cette réponse de l'OTAN.



« Une vingtaine de personnes dont le témoignage est crucial pour apporter toute la lumière sur la tragédie de Srebrenica doivent être auditionnées et libérées de leur devoir de réserve », **Communiqué de presse** MSF France, 11 janvier 2001 (en français).

Médecins Sans Frontières a transmis hier au président de la mission d'information parlementaire, François Loncle, une liste de personnes dont l'audition est cruciale pour apporter toute la lumière sur la tragédie de Srebrenica.

Cette liste, annexée au présent communiqué de presse, est composée d'une vingtaine de noms de hauts-fonctionnaires civils et militaires français qui, au moment de la

11. Militante pour la défense des droits humains.

tragédie de Srebrenica, travaillaient à l'Élysée, à Matignon, au ministère de la Défense et au ministère des Affaires étrangères.

La liste comprend également des fonctionnaires et hauts-fonctionnaires français ou étrangers qui étaient en poste aux Nations unies et à l'OTAN au moment des faits.

Médecins Sans Frontières a également demandé hier par lettre au secrétaire général de l'ONU et au secrétaire général de l'OTAN :

- d'autoriser et de faciliter l'audition des personnes qui dépendent des deux organisations internationales ;
- de transmettre tous les documents de nature à faciliter le travail de la mission d'information parlementaire française.



Lettre du secrétaire général de l'OTAN au président de MSF France, 31 janvier 2001 (en français).

Extrait :

Je n'ai pas reçu, à ce jour, de la part de la commission d'enquête parlementaire, de demande d'audition de responsables de l'OTAN, actuellement ou précédemment en fonction, sur leurs actions à l'époque de la chute de Srebrenica. Je me dois toutefois de vous informer que les États membres de l'OTAN ont adopté le principe selon lequel les hauts responsables de l'organisation ne devraient pas être appelés à témoigner devant les Parlements des autres pays membres.



« Pas de demande d'audition de responsables de l'OTAN pour la mission Srebrenica », **AFP** (France), 15 février 2001 (en français).

Extrait :

Aucune demande d'audition de responsables de l'OTAN n'a été formulée par la mission d'information de l'Assemblée nationale française sur la tragédie de Srebrenica, a indiqué le secrétaire général de l'alliance George Robertson dans une lettre à l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières. [...]

Le président de MSF, Jean-Hervé Bradol, lui avait demandé le 10 janvier d'autoriser et de faciliter l'audition de hauts dirigeants de l'alliance dont le témoignage est considéré comme crucial pour faire la lumière sur la tragédie. Une demande similaire a été adressée au secrétaire général des Nations unies.

Entre-temps, le 24 janvier 2001, le ministère français de la Défense a demandé que les auditions des généraux Bernard Janvier et Philippe Morillon se tiennent à huis clos. Dans un communiqué de presse, il justifie cette demande par l'obligation de se conformer aux modalités appliquées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Le porte-parole du Tribunal répond alors que ses procédures n'ont rien à voir avec celles du gouvernement français et qu'il n'a jamais émis de réserve quant aux auditions des personnes qu'il est amené lui-même à interroger. MSF France conteste publiquement l'application d'un huis clos pour ces auditions et met en question la validité de l'argument avancé par le ministère de la Défense.

V15



Communiqué de presse du ministère de la Défense, 24 janvier 2001 (en français).

Les commissions des Affaires étrangères et de la Défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale ont décidé de créer une mission d'information parlementaire sur les événements de Srebrenica du mois de juillet 1995. Le Gouvernement a indiqué qu'il apporterait tout son concours au travail de la mission. Tous les agents, civils et militaires, dont l'audition sera demandée, seront ainsi auditionnés par la mission. Certains d'entre eux l'ont déjà été par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie [TPIY]. La France apporte en effet son plein et entier concours à ce tribunal pour lui permettre de réunir tous les éléments nécessaires à sa mission de juger les auteurs de différents crimes atroces commis en ex-Yougoslavie. À cet effet, une trentaine de militaires français dont plusieurs officiers généraux ont déjà été auditionnés, notamment à la demande des équipes du procureur du TPIY. Ces auditions se sont, dans des modalités définies avec le procureur, tenues à huis clos. Elles visent à fournir toute information contre des présumés criminels déjà arrêtés ou contre des personnes faisant l'objet d'accusations secrètes. Dans ce cadre, il est nécessaire que les agents publics devant être auditionnés par la mission parlementaire et dont la coopération est requise par le TPIY le soient selon des modalités analogues à celles définies avec le tribunal. C'est pourquoi, le ministère de la Défense a demandé au président de la mission d'information parlementaire que les auditions des généraux Janvier et Morillon soient faites à huis clos.

Ces modalités doivent permettre à la mission d'information de poursuivre ses travaux tout en permettant au TPIY de conduire également son action.

La volonté du Gouvernement est de donner à chacune de ces instances les moyens de travailler à la manifestation de la vérité et de la compréhension des événements de Srebrenica.



« Srebrenica - Le TPI n'a aucun rapport avec le huis clos en France », **AFP** (France), 26 janvier 2000 (en français).

Extrait :

Le Tribunal Pénal International (TPI) pour l'ex-Yougoslavie n'a rien à voir avec la demande de huis clos du ministère français de la Défense pour les interrogatoires des généraux Janvier et Morillon dans l'enquête parlementaire sur le drame de Srebrenica, a-t-on appris vendredi auprès du TPI.

« Le ministère français de la Défense a argué que sa décision se fondait sur les procédures en vigueur au TPI. Les procédures du TPI sont bien connues, et l'un n'a rien à voir avec l'autre », a déclaré le porte-parole du TPI Christian Chartier à l'AFP.

Les deux généraux français avaient été entendus jeudi dans le cadre de la mission d'information du Parlement français sur les circonstances de la tragédie de Srebrenica (est de la Bosnie) en juillet 1995. [...]

Initialement prévue pour être ouverte au public, leur audition a finalement été tenue à huis clos après une demande du ministère français de la Défense.

Ce dernier avait précisé avoir demandé ce huis-clos car les deux hommes avaient précédemment été entendus à huis clos par le TPI.

Le président de la mission d'information, le député François Loncle avait déploré cette décision, exprimant cependant sa compréhension pour le souhait du gouvernement français de « respecter ses obligations avec le TPI ».

« À ma connaissance, il n'y a aucun accord » entre le Tribunal et le gouvernement français, a indiqué M. Chartier.



« Mission d'information parlementaire sur la tragédie de Srebrenica : huis clos sur 7 000 morts », **Communiqué de presse** MSF, 24 janvier 2001 (en français).

« La mission d'information parlementaire sur Srebrenica serait-elle passée sous le contrôle du ministère de la Défense ? », s'interroge Françoise Bouchet-Saulnier, directrice [responsable juridique] de la Fondation de Médecins Sans Frontières. En effet, le ministère de la Défense a demandé, dans un communiqué rendu public hier soir, que les auditions prévues ce jour des généraux Janvier et Morillon se tiennent à huis clos. Alors que le secret-défense n'est pas avancé, le ministère invoque les contraintes de coopération avec le TPIY [Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie] pour imposer ce huis clos susceptible de s'appliquer à l'avenir à l'ensemble des hauts fonctionnaires civils et militaires français que la mission parlementaire souhaiterait auditionner. Or, ces arguments ne reposent sur aucun fondement juridique avéré. « C'est prendre un prétexte pour une raison, commente Françoise Bouchet-Saulnier, alors que le Tribunal pénal de La Haye n'a émis aucune réserve quant à de telles auditions. »

Plus grave encore, Médecins Sans Frontières s'étonne du fait que la mission d'information n'ait pas vérifié la validité des arguments avancés par le ministère de la Défense avant de se plier à cette exigence. Une telle légèreté sur une simple question de procédure soulève de vives inquiétudes quant à l'examen des questions de fond. Cette décision est de nature à remettre en cause la crédibilité et la pertinence du travail d'investigation mené par les parlementaires.

Elle laisse aussi en suspens des questions cruciales qui devaient être posées aujourd'hui notamment au général Janvier, à savoir :

- Selon le rapport des Nations unies sur la chute de Srebrenica, le général Janvier a rencontré à trois reprises le général Mladic dans le cadre des négociations sur la libération des otages. Quelles sont les consignes qu'il a reçues pour mener ces négociations ? Qui lui donnait ces consignes et de quelle marge de manœuvre disposait-il dans ces négociations ?
- Le rapport de l'ONU précise le marché proposé par le général Mladic lors de leur première rencontre. Que lui a-t-il proposé lors des deux autres rencontres ?
- Quelle a finalement été la nature de l'accord conclu avec le général Mladic pour obtenir la libération des otages ?
- La France, qui avait le plus grand nombre d'otages, a-t-elle mis en place un dispositif spécifique national pour négocier leur libération ? Le général français entretenait-il des contacts avec les personnes qui composaient ce dispositif ? Était-il informé de la nature des négociations menées au niveau français ?
- Le général Janvier confirme-t-il l'information parue dans la presse selon laquelle son prédécesseur, le général de Lapresle, aurait participé à ces négociations au niveau français et se serait même rendu en Bosnie ? A-t-il eu des contacts avec ce dernier ?
- La France a-t-elle pu court-circuiter les négociations menées dans le cadre des Nations unies, pour libérer les otages en passant le marché suivant : libération des otages contre arrêt définitif des frappes aériennes ?
- Est-il en mesure d'indiquer la chronologie précise des demandes de frappes aériennes qu'il a reçues de Srebrenica à partir de l'attaque de l'enclave ? Pour chacune des demandes qu'il a refusées, peut-il indiquer les motivations exactes de ces refus ? Quelles sont les personnes qu'il a consultées et quel était leur avis ?

Médecins Sans Frontières avait demandé, le 13 juillet 2000, la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la responsabilité française dans la chute de Srebrenica.

Le 30 janvier 2001, Jean-David Levitte, ancien conseiller diplomatique du président français Jacques Chirac, affirme à la mission d'information parlementaire qu'il n'y a eu aucun marchandage avec les Serbes à propos de Srebrenica.



« "Aucun marchandage" franco-serbe à propos de Srebrenica », Claire Tréan, **Le Monde** (France), 31 janvier 2001 (en français).

Extrait :

L'ancien conseiller diplomatique de Jacques Chirac, aujourd'hui ambassadeur de France à l'ONU, Jean-David Levitte, était entendu, mardi 30 janvier, à l'Assemblée nationale par la mission d'information sur les événements de Srebrenica, en juillet 1995. Il s'est attaché à « tordre le cou » aux soupçons émis par certains sur l'attitude de la France, en particulier de Jacques Chirac, en faisant le récit détaillé de plusieurs épisodes clés dont il a été le témoin direct.

[...] Dix-huit appareils de l'OTAN étaient déjà en route vers Srebrenica, six avaient reçu l'ordre d'attaquer, deux larguèrent deux bombes en début d'après-midi, précise M. Levitte à ce point de son récit, pour démentir « *par les faits* » les allégations selon lesquelles Jacques Chirac, le mois précédent, aurait pris l'engagement de bloquer toute intervention aérienne occidentale en échange de la libération des Casques bleus retenus en otage par les Serbes. Il y a eu début d'intervention aérienne, il y en aura une véritable le mois suivant, « ce qui est la preuve, a-t-il insisté, qu'aucun marchandage de cette nature n'avait été conclu ».

Le 7 février 2001, lors de son audition par la mission d'information, le général Jean Heinrich, directeur du renseignement militaire français de 1992 à 1995, puis commandant en chef de l'IFOR en 1996, déclare que, selon lui, Srebrenica n'a pas été défendue en raison d'un accord secret entre les Bosno-Serbes et les Bosniaques dont le chef s'est échappé de l'enclave quelques semaines avant la chute.

Il rapporte également qu'en 1996, sans l'opposition des responsables étatsuniens, Mladic et Karadzic auraient pu être arrêtés par l'IFOR à plusieurs occasions.



« En 1996 les États-Unis ne tenaient pas à capturer les leaders serbes de Bosnie », **AFP** (France), 8 février 2001 (en anglais).

Extrait :

Un général français a déclaré jeudi que les forces de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine auraient pu arrêter les dirigeants des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic et Ratko Mladic, à plusieurs occasions en 1996, mais que les responsables étatsuniens n'en ont manifesté aucun intérêt. Le général Jean Heinrich a déclaré à un comité parlementaire français que la force de stabilisation (SFOR) déployée en Bosnie sous l'égide de l'OTAN « aurait pu les intercepter à certains moments » en 1996 « mais que les Américains ne voulaient tout simplement pas les arrêter ». [...]

Le général français a également dénoncé le mandat « ridicule » confié à la SFOR par le Tribunal international, disant qu'il était bien trop faible pour permettre la poursuite de personnes suspectées de crimes de guerre.

Il a reconnu que Srebrenica, une des trois enclaves musulmanes de Bosnie orientale assiégée par les forces serbes début 1995, était tombée « parce qu'elle n'était pas défendue ».

« Si elle avait été défendue, les Serbes n'y seraient pas entrés ». Selon le général Heinrich il y aurait eu un accord secret entre les dirigeants serbes et musulmans qui prévoyait que les Musulmans se retirent des trois enclaves. Les deux autres étant Zepa et Gorazde. Il a déclaré que le commandant des forces musulmanes de Srebrenica, Naser Oric, s'était échappé de la ville avant sa chute en juillet 1995, un fait confirmé par le journal bosniaque *Oslobodenje*.

Heinrich a dit ne pas savoir pourquoi le commandant musulman s'était échappé, mais selon lui, avec cette fuite, l'enclave était grande ouverte aux attaques des forces serbes.

Du 16 au 20 mars 2001, le président et le directeur de la communication de MSF France, ainsi que l'adjoint au responsable de programme au moment de la chute de l'enclave, se rendent à Srebrenica afin d'expliquer la démarche de l'organisation vis-à-vis de la mission d'information parlementaire française. V16 ▶



« Alors que la mission d'information parlementaire française poursuit ses travaux, une équipe de Médecins Sans Frontières est en visite en Bosnie », **Communiqué de presse** MSF France, 16 mars 2001 (en français).

Une délégation du siège parisien de Médecins Sans Frontières, composée du président de l'association Jean-Hervé Bradol, du responsable de programme en 1995 Pierre Salignon et du directeur de la communication Stephan Oberreit, entame une visite en Bosnie afin de rendre compte aux personnes concernées du travail de suivi entrepris par l'organisation à Paris, de la mission d'information nommée en septembre dernier et destinée à faire la lumière sur les responsabilités françaises dans cette tragédie.

Entrée en 1993 dans l'enclave, Médecins Sans Frontières a, pendant deux ans, apporté un soutien médical et matériel à cette population assiégée, officiellement placée sous la protection des Casques bleus de l'ONU. Cette population avait reçu la promesse qu'elle ne serait pas abandonnée et c'est, entre autres, avec cette « garantie » qu'elle est restée sur place au lieu de fuir la menace. La chute de Srebrenica, pourtant consacrée « zone de sécurité », a entraîné la déportation de 40 000 personnes et l'exécution d'environ 7 000 autres.

L'équipe MSF est restée un témoin impuissant du tri de la population et des malades et blessés, de la séparation des hommes et des femmes et du départ des groupes en convoi vers des destinations inconnues. Plusieurs dizaines de blessés et malades de MSF « évacués » de l'enclave par les Bosno-Serbes et « sous escorte hollandaise », ont été sortis des bus et exécutés par les forces serbes. Vingt-deux membres du personnel local de MSF ont également été exécutés.

En la mémoire de ces collègues et malades et estimant que sa présence a contribué à entretenir l'illusion d'une protection internationale dans cette zone, Médecins Sans Frontières a demandé que les responsabilités politiques et militaires de la France qui ont conduit à la paralysie des Nations unies et de l'OTAN soient mises en lumière. La France jouait en effet un rôle décisionnel majeur dans cette crise en dirigeant les forces

de protection des Nations unies (FPNU [Forpronu]). C'est par ailleurs sur l'initiative d'un général français (Morillon) et sur proposition de la France (Alain Juppé) qu'ont été créées les zones de sécurité par la résolution 819 du 16 avril 1993 et la résolution 836 du Conseil de sécurité (4 juin 1993) autorisant le recours à la force pour protéger les zones de sécurité a également été adoptée à l'initiative de la France.

Pour MSF, une telle demande résulte donc d'une politique cohérente destinée à évaluer le niveau de protection des populations que peuvent offrir ou non les opérations de maintien de la paix, de façon à positionner au mieux nos actions sur le terrain.

MSF avait demandé, le 13 juillet 2000, la création d'une commission d'enquête parlementaire et suit au plus près les travaux entamés par la mission d'information parlementaire sur Srebrenica créée le 23 novembre 2000 et qui devrait rendre ses conclusions cet été.



C'est un des moments les plus émouvants de ma vie professionnelle. Il y avait eu un processus, donc Serbes et Musulmans étaient membres du conseil municipal, mais ils n'avaient jamais évoqué la question des massacres entre eux. C'était aussi un jour férié. On était en petit comité. Les Serbes ont commencé par nous dire : « Vous savez, vous pouvez parler de tout ça, nous-même on reconnaît qu'il y a eu ces massacres, on en est absolument désolés, on ne les défend pas. ». C'était la première fois que les deux Musulmans qui étaient là entendaient ça de la part de leurs homologues serbes. Sur le plan humain et politique, c'était vraiment émouvant de voir des personnes reprendre langue, parler ensemble avec notre médiation après des événements aussi graves. On avait un peu peur parce qu'on se considérait comme des victimes mineures par rapport à eux, mais ils étaient très intéressés par notre démarche vis-à-vis de la mission d'enquête parlementaire, et comprenaient bien ce qu'on faisait. En revanche, ils ont exprimé leur énorme frustration à la fois vis-à-vis des autorités bosniaques et vis-à-vis des puissances européennes. Ils étaient déjà dans cette démarche, même s'ils ne l'avaient pas formalisée, de faire condamner les Casques bleus hollandais. Donc pour eux, la mission parlementaire française c'était un épisode mineur d'un combat bien plus important dont ils voyaient bien qu'il allait se dérouler pendant encore des années et des années.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, président du conseil d'administration, 2000-2007, interviewé en 2015, (en français)

Le 29 mars 2001, Christina Schmitz et Daniel O'Brien, les deux membres du personnel international de MSF présents à Srebrenica pendant la chute, sont auditionnés par la mission d'information parlementaire française. Il a été décidé qu'ils se concentreraient sur la narration de ce qu'ils ont vu sur le terrain, les éléments d'analyse devant être apportés lors de l'audition prochaine du responsable de programme.

Aucune attention n'est prêtée à leur témoignage sur la présence sur le terrain, le jour de l'attaque aérienne de l'OTAN, d'une équipe militaire de guidage au sol des avions. Ce témoignage contredit pourtant l'argument des responsables français selon lequel l'absence de guidage au sol a empêché la poursuite des frappes aériennes.



Audition de Christina Schmitz et Daniel O'Brien, membres du personnel international de MSF, devant la mission d'information parlementaire française sur les événements de Srebrenica, 29 mars 2001 (en anglais). [V17](#) ▶

Extraits :

F. Loncle : [...] puisque vous indiquez à plusieurs reprises que cette attaque, ces massacres étaient prévisibles, pourquoi MSF n'a-t-il pas évacué ou tenté d'évacuer son personnel bosniaque ?

C. Schmitz : Tout d'abord ceci reste une question pour tout le monde présent ici. Est-ce que ces massacres étaient prévisibles ? Est-ce que d'autres personnes savaient ? Est-ce que vous saviez que cela était en train de se produire ? Nous ne savions pas même si, en regardant en arrière, il peut sembler que c'était prévisible. Quant à la question de savoir pourquoi nous n'avons pas évacué notre personnel local, nous voulions rester auprès de la population nonobstant ce qui était en train de se passer. Si nous avions évacué nos personnels locaux et internationaux avant la chute de l'enclave ou durant la chute, qui aurait été avec la population à ce moment ? Nous ne savions pas, et ça je tiens à vous l'assurer, nous ne savions pas que l'enclave tomberait. Et en fait, le 11 juillet, je pensais, comme je l'ai déjà dit, que nous serions en mesure de revenir. Qu'il ne s'agissait que d'un déplacement temporaire de la population. [...]

C. Schmitz : [...] nous avons une vague idée que les hommes étaient séparés, nous savions qu'il y avait des problèmes. Mais je ne serai jamais capable de dire, aujourd'hui, que nous étions conscients de ce qu'il se passait exactement. Pas du tout. Sinon, si nous avions su, nous aurions été beaucoup plus fermes en ce qui concerne les informations que nous passions au monde extérieur à travers notre équipe à Belgrade. Il ne s'agissait que de notions floues. Il y avait cet exemple, il y avait l'exemple de la maison où les hommes étaient séquestrés. Vous devez aussi avoir conscience que tout est allé très vite. Nous n'étions que deux. Les choses allaient très vite. Un événement en chassait un autre. Ce n'est pas comme si vous étiez quelque part, regardant les événements de loin sans avoir besoin de faire quoi que ce soit. Non, nous étions vraiment impliqués. Donc je dois dire que nous ne savions pas l'ampleur de ce qui était en train de se produire, pas plus que nous le savions le 22 juillet quand nous sommes arrivés à Zagreb. Je crois que la mauvaise nouvelle n'est venue qu'après, peu à peu. [...]

D. O'Brien : [...] Je pense qu'il y avait certainement des inquiétudes à ce sujet parce que la population locale et le personnel local nous parlaient. Les gens savaient que les hommes étaient séparés et qu'ils étaient tués. Cela ne faisait aucun doute. Donc des préoccupations se faisaient jour expressément autour de nous, mais, dans ces moments-là, vous devez décider pour vous-même ce que vous en pensez. Personnellement, je ne pouvais imaginer, et je n'imagine toujours pas, que quand vous voyez des milliers de personnes, des individus qui savent, entourés de soldats des Nations unies, le monde sait ce qu'il se passe. Je ne pouvais pas croire que ces personnes qui vivaient ensemble avant seraient séparées et exécutées. Non je ne pouvais pas croire ça à ce moment-là et malgré les craintes que la population exprimait, je suppose que ma confiance en l'humanité était suffisante pour ne pas croire que cela se produirait. Mais malheureusement cela n'a pas été le cas. Et rétrospectivement, nous étions naïfs et les locaux savaient. [...]

F. Loncle : [...] on observe dans vos réponses toute la difficulté sur le caractère prévisible ou non de l'issue. Il est difficile d'être affirmatif, même si vous avez tenté de l'être pendant votre récit sur ce point particulier. C'est l'un des problèmes qui nous occupe au long des auditions. Mais votre conclusion est une accusation rude sur ce que vous avez appelé au début « la responsabilité de la communauté internationale ». [...] Je souhaiterais pour ma part que vous puissiez nous préciser, vous l'avez fait un peu, mais davantage, les

responsabilités, les personnes, pays, militaires, civils, responsables politique, les responsabilités que vous souhaitez énoncer avec plus de précision dans cette affaire tragique. L'expression « communauté internationale » n'est pas suffisante si vous me permettez.

C. Schmitz : [...] la question que vous posez est aussi notre question, et c'est finalement la raison pour laquelle nous sommes ici. Nous voudrions savoir par vous, par la communauté internationale, qui était vraiment responsable et pourquoi. Cela ne dépend pas des ONG de dire « C'était cette personne, c'était ce pays, c'était cette nationalité ». C'est notre question, et aussi celle de la population de Srebrenica : qui était responsable ? Parce que jusqu'à aujourd'hui nous ne savons pas. [...]

Jean-Hervé Brado : J'aimerais juste préciser le contexte dans lequel se déroule cette audition. Il s'agit du personnel de terrain de Médecins Sans Frontières, c'est-à-dire des gens enfermés dans une situation, qui étaient arrivés très peu de temps auparavant, en juin. [...] Le conseil que nous leur avons donné, [c'est] de se limiter à ce qu'ils ont vu eux-mêmes. Et donc, en ce qui concerne les autres éléments d'information dont nous disposons et les positions de notre organisation sur cette histoire, comme l'a dit plusieurs fois Christina, elles vous seront communiquées par Pierre Salignon, lors de l'audition du 17 mai.



« Srebrenica : les membres de MSF accusent et livrent un témoignage de terrain », AFP (France), 29 mars 2001 (en français).

Extrait :

« La communauté internationale a failli en ne protégeant pas la population de Srebrenica », a déclaré Christina Schmitz.

« La communauté internationale était représentée par la Forpronu (force de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie), d'abord sous la responsabilité du général Philippe Morillon, au moment de la création de la zone de sécurité de Srebrenica (en 1993), puis au moment de sa prise brutale, sous la responsabilité du général Bernard Janvier », a-t-elle dit.

« Des milliers de femmes et d'enfants ont été déportés, ont perdu leurs maisons, ont perdu leurs pères, leurs frères, leurs maris. Plus de 7 000 hommes ont été tués. Cela s'est produit en présence des forces de maintien de la paix et, de ce fait, personne ne peut prétendre qu'il n'a pas été informé », a-t-elle ajouté.

« Nous voudrions savoir qui est responsable. Ce n'est pas à une organisation non gouvernementale (ONG) de dire qui est responsable. C'est la question que nous posons », ont répondu Christina Schmitz et Daniel O'Brien, aux questions des députés français.

La tragédie fait l'objet d'une polémique internationale, surtout entre les Français, qui dirigeaient la Forpronu, et les Néerlandais, dont les Casques bleus étaient stationnés à Srebrenica.

MSF a cependant mené sa propre enquête sur cette tragédie et ses conclusions seront exposées devant la mission parlementaire, le 17 mai, par les responsables de l'ONG.

Christina Schmitz et Daniel O'Brien sont restés à Srebrenica du 24 juin au 21 juillet 1995.

Le 24 janvier 2001, en réponse à des accusations portées lors de son audition par Alain Juppé, qui était ministre des Affaires étrangères de la France au moment de la chute de Srebrenica, Hans Van Mierlo, le ministre néerlandais des Affaires étrangères à l'époque, avait affirmé que l'assistance aérienne aux Casques bleus néerlandais avait été refusée par le général Janvier. Le 12 avril, à sa demande, Hans

Van Mierlo est auditionné par la mission, ainsi que Joris Voorhoeve, le ministre néerlandais de la Défense.

Dans la presse française, MSF France fait part de l'intérêt qu'elle voit à cette audition.



« L'armée française risque d'en prendre pour son grade », Karen Lajon, **Le Journal du dimanche** (France), 8 avril 2001 (en français).

Extrait :

« Nous attendons énormément de l'audition des Néerlandais », explique Fabien Dubuet, juriste en droit international humanitaire à MSF, « car ils risquent fort de faire s'écrouler un des pans de la ligne de défense politique et militaire de la France. » [...] Pour Fabien Dubuet, il est évident que les dirigeants français ont « des trous de mémoire » pour la période du 6 au 11 juillet. « On peut légitimement se demander si l'armée française n'avait pas eu connaissance que l'armée bosno-serbe s'apprêtait à attaquer Srebrenica, d'autant que lors des auditions d'Henri Jacolin, ancien ambassadeur français à Sarajevo, et de Jean-René Ruez, chargé des enquêtes sur Srebrenica au Tribunal pénal international de La Haye, il semblerait [semblait] que les autorités françaises aient été alertées. »



« Auditions à haut risque pour la France ? », Fabien Dubuet, **Site Internet MSF France sur Srebrenica**, 12 avril 2001 (en français).

Les quatre prochaines auditions de la mission d'information parlementaire sur Srebrenica risquent bien de faire écrouler l'un des pans de la ligne de défense des autorités françaises sur la question des frappes aériennes.

Jeudi 12 avril ce sont tout d'abord les deux anciens ministres néerlandais de la Défense et des Affaires étrangères, Joris Voorhoeve et Hans Van Mierlo, qui viendront donner leur version des faits. Le jeudi suivant (19 avril), ce sera le tour du colonel Karremans, commandant du bataillon hollandais de Srebrenica et du général Nicolai, chef d'état-major de la Forpronu à Sarajevo.

Avant même son audition, Hans Van Mierlo a déjà expliqué que les dirigeants français « confondaient tout » sur la question des frappes aériennes. Il réagissait aux propos de l'ancien Premier ministre Alain Juppé qui avait déclaré lors de son audition que c'était à la demande expresse des autorités néerlandaises que l'hypothèse d'une intervention aérienne avait été écartée.

Il faut dire que l'argumentation française qui consiste à faire reposer sur les Pays-Bas la responsabilité du non-recours aux frappes aériennes n'est absolument pas conforme à la réalité des faits. Et les dirigeants français semblent avoir de curieux trous de mémoire pour la période du 6 au 11 juillet 1995.

Car le bataillon néerlandais à Srebrenica a demandé des frappes aériennes dès le premier jour de l'attaque (le 6 juillet) et à cinq ou six reprises, selon le rapport de l'ONU sur la chute de Srebrenica, en assumant les risques physiques que ces demandes faisaient peser sur les Casques bleus et alors même qu'une trentaine de soldats avaient été pris en otage par les forces serbes.

Et l'intervention du ministre néerlandais de la Défense pour demander l'arrêt de l'intervention aérienne n'a lieu que le 11 juillet et après la chute de Srebrenica, à un moment où l'imbrication entre les forces serbes, la population civile et les Casques bleus était telle qu'il était devenu impossible de bombarder. Mais cette imbrication était le

résultat direct du caractère tardif de la réponse apportée aux multiples demandes de frappes aériennes effectuées par le contingent hollandais de Srebrenica.

Quant aux arguments techniques avancés par les responsables politiques et militaires français pour expliquer la difficulté de lancer des frappes aériennes, notamment la complexité du système de décision des frappes aériennes et la nécessité de disposer d'un guidage au sol pour ces mêmes frappes, ils sont là encore balayés par la réalité des faits sur le terrain. D'abord parce qu'il y a bel et bien eu des frappes aériennes en 1994 avec le même mécanisme de décision et ce à plusieurs reprises pour défendre les zones de sécurité de Gorazde, Sarajevo et Bihac.

Le général de Lapresle, qui a commandé les forces des Nations unies de mars 1994 à février 1995, a expliqué qu'il n'y avait jamais eu de problèmes techniques dans la chaîne de décision des frappes aériennes. Il a également reconnu que le recours à l'arme aérienne avait stoppé les forces bosno-serbes dans leurs attaques. Le général Quesnot, ancien chef d'état-major particulier des présidents François Mitterrand et Jacques Chirac, a lui aussi estimé que les frappes aériennes avaient montré leur efficacité lors de leur utilisation en avril 1994 pour stopper l'offensive serbe contre Gorazde. Il a ajouté qu'elles auraient dû être utilisées à Srebrenica.

Ensuite parce qu'il y avait bien des guideurs au sol à Srebrenica. Le rapport des Nations unies sur la chute de Srebrenica mentionne (pages 28, 56, 69 et 70) l'existence de deux équipes de contrôleurs aériens avancés et indique qu'ils sont parfaitement opérationnels, y compris plusieurs jours après le début de l'attaque. C'est parce que la zone de sécurité n'a pas été défendue par l'ONU et par l'OTAN et une fois que les Serbes ont pris Srebrenica que ces guideurs ont dû se retirer avec les Casques bleus néerlandais.

Les deux membres de Médecins Sans Frontières présents dans l'enclave au moment de la tragédie ont également confirmé lors de leur audition la présence de ces guideurs au sol. Ils ont en outre précisé que certains d'entre eux étaient britanniques, information qui devrait alimenter le débat en Grande-Bretagne, où le ministère de la défense a toujours cherché à dissimuler la présence de militaires anglais à Srebrenica au moment de la chute de la zone de sécurité.



« Srebrenica : deux ministres néerlandais s'expliquent à Paris », Claire Tréan, **Le Monde** (France), 14 avril 2001 (en français).

Extrait :

Le 10 juillet 1995 (alors que l'offensive serbe est engagée depuis le 6) le gouvernement néerlandais est consulté - « pour la première fois », ont-ils souligné - par un appel de l'ONU lui demandant, au nom du général Janvier, commandant en chef de la Forpronu, s'il ne s'oppose pas à une opération de l'aviation occidentale. Quarante soldats néerlandais sont les otages des forces serbes dans l'enclave, mais le gouvernement unanime accepte que l'arme aérienne soit engagée, en dépit du risque que cela leur fait courir.

L'opération n'est pas lancée le soir même. « Je croyais que le 11, vers 6 ou 7 heures du matin, un grand nombre d'avions de l'OTAN attaqueraient l'artillerie serbe. Mais ce matin-là, on n'a rien vu venir », raconte Joris Voorhoeve. A 14 h 40 seulement, huit appareils de l'OTAN survolent l'enclave et deux d'entre eux seulement lancent deux bombes qui détruisent un char ; autant dire que l'opération n'est pas massive. Deux heures plus tard, l'ONU et La Haye sont informés que la ville même de Srebrenica est tombée et que le général Mladic menace de tuer les otages et de bombarder les milliers de civils réfugiés sur la base des Casques bleus si les frappes se poursuivent. La Haye demande alors à l'ONU d'interrompre l'opération. L'un des officiers de la Forpronu à

Sarajevo, le général Gobillard, « avait fait la même requête dix minutes avant », affirme Joris Voorhoeve. [...]

À entendre les deux ministres répéter que l'ONU ne les avait « consultés pour la première fois » que le 10 juillet, on avait envie de leur demander pourquoi eux n'avaient pas tempêté plus tôt pour relayer les appels de leur contingent sur place ; et aussi - puisqu'ils avaient eu finalement le courage d'exposer leurs soldats à des représailles - pourquoi ils n'avaient pas songé, avant, à leur donner consigne de résister. « Nous sommes un petit pays sans grande influence », a dit M. Van Mierlo. Modestie, ou respect envers un système onusien défaillant, lourd de conséquences. Mais aucun des parlementaires français n'a vu là, jeudi, matière à questions intéressantes. Consternant.

Le 26 avril 2001, MSF France publie sur son site *Srebrenica* deux documents confidentiels censés prouver qu'il existait d'une part un accord entre le général Mladic et la Forpronu sur une non-intervention et d'autre part des désaccords au sein de la Forpronu sur les frappes aériennes.



« Srebrenica : MSF publie des documents confidentiels mettant en cause le général Janvier », **AFP** (France), 26 avril 2001 (en français).

Extrait :

Selon l'organisation humanitaire, dont le siège est à Paris, le compte-rendu rédigé par le général Janvier de son premier entretien avec le général bosno-serbe Ratko Mladic le 4 juin 1995 et qui fait l'objet d'un fax confidentiel, daté du 15 juin 1995, entre l'émissaire spécial de l'ONU, Yasushi Akashi et Kofi Annan, alors responsable des opérations de maintien de la paix, « confirme les informations selon lesquelles le général Mladic avait préparé un accord qui établissait un lien entre la libération des otages et le non-emploi de la force aérienne contre les Serbes ». Les Bosno-Serbes détenaient au 1^{er} juin quelque 377 otages de l'ONU qu'ils libéraient par petits groupes. Les derniers, soit au moins 26 personnes, n'ont été libérés que le 18 juin, soit avant leur offensive sur Srebrenica, le 11 juillet.

Le fax des Nations unies précise que le général Janvier n'a informé le secrétariat général de cette rencontre que 11 jours après qu'elle eut lieu et seulement après « la demande expresse du secrétariat ».

Dans un deuxième document confidentiel, MSF révèle que le compte-rendu d'une réunion le 9 juin 1995 entre le général britannique Rupert Smith, commandant de la Force de l'ONU en Bosnie (Forpronu), le général Janvier et M. Akashi, confirme les mises en cause du général français par le chef d'état-major de la Forpronu en Bosnie, le général Cees Nicolai, et le commandant des Casques bleus néerlandais déployés à Srebrenica, le colonel Tom[Thomas] Karremans, lors de leur audition jeudi dernier par la mission d'information de l'Assemblée nationale française concernant la disparition de 7 000 personnes à Srebrenica.

Les deux officiers néerlandais avaient affirmé que « si un appui aérien massif avait été mis en œuvre rapidement, dès le premier jour de l'offensive des Serbes de Bosnie, on aurait peut-être évité cette tragédie ».

Le général Nicolai avait souligné l'opposition entre le général Janvier et le général Smith, sur le recours à l'arme aérienne.

Deux frappes ont été effectuées dans l'après-midi du 11 juillet, mais trop tard. Les Bosno-Serbes ont ensuite procédé à la déportation massive de la population musulmane, et environ 7 000 personnes, en majorité des hommes, sont depuis portées disparues.

Le 16 mai 2001, MSF France publie un communiqué de presse annonçant l'audition, le lendemain, de Pierre Salignon, adjoint au responsable des programmes de MSF France en ex-Yougoslavie en 1995.

Pour renforcer le cadre politique de cette audition, l'organisation met en ligne des extraits de l'article publié par le quotidien britannique *The Independent* le 30 octobre 1995, révélant que le 24 mai 1995 lors d'un briefing à huis clos aux Nations unies, le général Janvier, commandant de la Forpronu, avait conseillé d'abandonner les enclaves, qu'il considérait comme non défendables.



« Audition de Médecins Sans Frontières par la Commission d'information parlementaire sur la chute de Srebrenica : l'engagement de protection des habitants de Srebrenica a-t-il été abandonné au profit d'objectifs politiques plus larges ? », **Communiqué de presse** MSF, 16 mai 2001 (en français).

Dans le cadre de la mission d'information parlementaire sur la tragédie sur Srebrenica, Pierre Salignon, responsable des programmes MSF en ex-Yougoslavie en 1995, sera auditionné jeudi 17 mai à 9 h 30 à l'Assemblée nationale.

Il présentera les éléments qui conduisent aujourd'hui à penser que l'engagement de protection des habitants de Srebrenica a été abandonné au profit d'objectifs politiques plus larges, dont la conclusion des accords de paix.

Son audition insistera par ailleurs sur la prévisibilité de la chute et des massacres perpétrés par les forces serbes, sur l'absence de réaction des États membres de l'ONU pour protéger les habitants de la « zone de sécurité » et sur l'instrumentalisation de l'action humanitaire par la France dans le conflit bosniaque.

À cette occasion, il reviendra sur les lacunes et contradictions de l'argumentation officielle développée par les responsables politiques et militaires français concernant leur responsabilité dans la chute de cette enclave et les massacres de 7 000 personnes protégées par l'ONU.



Article mis en ligne sur le **site Internet MSF France sur Srebrenica**, 17 mai 2001 (en français).

Extrait :

Médecins Sans Frontières publie aujourd'hui des extraits d'un article du journal *The Independent* daté du 30 octobre 1995 et signé par Robert Block. Cet article montre que la protection des habitants de l'enclave de Srebrenica a été sacrifiée par le Groupe de contact au profit des accords de paix.

La décision d'abandonner la « zone de sécurité » de Srebrenica aurait été prise par certains membres du Groupe de contact (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) à l'occasion d'un briefing du général Janvier à huis clos devant le Conseil de sécurité, le 24 mai 1995. Le général Janvier aurait lui-même demandé qu'on le « débarrasse » des enclaves du nord-est de la Bosnie (Srebrenica et Zepa).

Le 17 mai 2001, lors de son audition, Pierre Salignon, adjoint au responsable des programmes de MSF France en ex-Yougoslavie au moment des événements, pose des questions précises et met en lumière les contradictions dans les éléments de réponse déjà existants.



Témoignage de MSF [Pierre Salignon] devant la mission d'information parlementaire française sur la tragédie de Srebrenica, 17 mai 2001 (en français).

Extrait :

Avant de finir et de répondre à vos questions, il me paraît important de vous redire mes convictions sur la tragédie de Srebrenica.

Autant que la chute, les massacres de Srebrenica étaient prévisibles. La promesse de protection faite aux habitants de Srebrenica n'a pas été tenue et la volonté politique qui a manqué pour les défendre a contribué à les conduire au massacre. Ils ont été abandonnés. C'est pourquoi toute la lumière doit être faite sur la part des responsabilités françaises dans cette tragédie.



« Srebrenica, l'enquête trop timide des députés », Claire Tréan, **Le Monde** (France), 20 mai 2001 (en français).

Extrait :

Tout n'a-t-il pas déjà été dit dans diverses instances et notamment devant les députés français qui, depuis l'automne, auditionnent hebdomadairement témoins et responsables politiques et militaires de l'époque ? « Non », répond l'organisation Médecins Sans Frontières, qui fut à l'origine de la création de cette mission d'information parlementaire et qui a rappelé avec vigueur ce qu'elle en attend, à l'occasion de l'audition, jeudi 17 mai, de Pierre Salignon, responsable des opérations de MSF dans l'ex-Yougoslavie en 1995. [...]

Ayant effectué plusieurs visites à Srebrenica avant juillet 1995 et cherché à obtenir du pouvoir bosno-serbe de Pale l'accès de nouvelles équipes de MSF aux enclaves, Pierre Salignon a affirmé jeudi, à l'inverse de la plupart des personnes précédemment auditionnées, que « les massacres étaient prévisibles ». En juin, « l'attaque de l'enclave ne faisait aucun doute dans la tête des volontaires présents sur le terrain, alors à plus forte raison pour des observateurs militaires occidentaux », a-t-il dit, en évoquant les préparatifs militaires des Serbes de Bosnie et les menaces proférées devant lui par leur vice-président, Nikola Koljevic.

Mais, au-delà du témoignage, c'est à un recentrage des investigations menées par les parlementaires français que le représentant de MSF a manifestement voulu contribuer. Recentrage sur l'objet même de cette démarche : comment la communauté internationale a-t-elle pu manquer à ce point au devoir de protection des civils, qu'elle avait promis d'assumer ?

[...] Recentrage aussi sur quelques questions que les députés n'ont guère élucidées à ce jour. « Je n'ai pas, a dit Pierre Salignon aux députés, l'expertise pour juger s'il était possible de réaliser des frappes de l'OTAN pour défendre Srebrenica, mais ce qui saute aux yeux, c'est que les arguments produits devant vous pour justifier leur absence sont en contradiction avec les faits. Car, en Bosnie, quand on a voulu frapper, on a frappé. » Il a estimé que les témoignages recueillis jusqu'ici par la mission n'ont pas eu raison de la « rumeur » selon laquelle une promesse de s'opposer à toute intervention aérienne aurait pu être faite par les autorités françaises au général Mladic, en échange de la

libération des Casques bleus pris en otage au mois de mai. « J'espère, a-t-il insisté, que vos travaux permettront de savoir ce qui s'est réellement passé. »

Autre question : Srebrenica étant militairement tombée, comment se fait-il que, après, « aucune action concrète ne semble avoir été envisagée pour protéger la population civile par la hiérarchie de l'ONU, qui était à l'époque dans les mains de deux généraux français, le général Janvier à Zagreb et le général Gobilliard à Sarajevo » ?

Pierre Salignon s'est demandé aussi « si le souci de faciliter les négociations de paix entre Serbes, Musulmans et Croates n'a pas contribué à une réelle décision d'abandon, par le Groupe de contact, des enclaves de Srebrenica et Zepa ». Il a donné sa propre réponse : « Les faits sont là pour montrer que la disparition de ces deux enclaves a effectivement facilité la signature de l'accord de paix de Dayton », deux mois plus tard.

[...] Réponse certes très discutable, comme le sont aussi certaines des analyses auxquelles il s'est livré, ses accusations indiscriminées de « cynisme » à l'endroit des gouvernants occidentaux, ou sa critique de « la » politique de la France ignorant délibérément le fait qu'il y en eut deux, assez radicalement opposées, celle de Mitterrand puis celle de Juppé-Chirac. Peu justifiable aussi la désinvolture avec laquelle Pierre Salignon a évoqué les exactions antérieurement commises dans des villages serbes de la région par les forces militaires bosniaques de Srebrenica dirigées par Naser Oric.

Si les affirmations de MSF sont contestables en bien des points, au moins pose-t-elle des questions, cherche-t-elle des documents et aiguillonne-t-elle des députés bien peu soucieux de précision. L'audition de jeudi fut une sorte de signal : si elle en reste là, la mission parlementaire française sur Srebrenica aura été un coup d'épée dans l'eau [...].



La journaliste du Monde a estimé que le contenu de mon audition n'était pas assez équilibré vis-à-vis de la résistance bosniaque. Je l'ai relue récemment et je ne changerais pas mon point de vue. Le rapport de force n'était pas équilibré. Il faut arrêter de penser qu'il y avait une résistance à l'intérieur de l'enclave. Il n'y en avait pas. Les Casques bleus sont arrivés, ils ont stabilisé une bande de territoire et c'est tout. Dans ces cas-là, on évacue, on organise, on ne stabilise pas. Mais à l'époque, les belligérants ont été incapables de faire ça. C'était aussi un choix politique.

Pierre Salignon, MSF France, adjoint au responsable des programmes en ex-Yougoslavie, 1992-1996, interviewé en 2015, (en français)



Les plus frileux diront qu'on est resté tout à fait impartial. Moi, je pense que sur le contexte de la Bosnie et des enclaves, on a pris parti pour les populations bosniaques musulmanes. On les a défendues parce qu'on était dans un contexte qui dépassait celui d'une guerre traditionnelle. On était dans une guerre d'épuration ethnique.

Dr Renaud Tockert, MSF Belgique, responsable des programmes en ex-Yougoslavie, 1993-1995, interviewé en 2000, (en français)

Début juin 2001, MSF France s'efforce, en vain, de convaincre les autorités britanniques de laisser témoigner devant la mission d'information parlementaire française le général Rupert Smith, qui commandait la Forpronu en Bosnie-Herzégovine, sous les ordres du général Janvier, pendant les événements de Srebrenica.



Courriel de l'adjoint à la responsable juridique de MSF France aux responsables de MSF France, 5 juin 2001 (en français).

Extrait :

Une lettre pour le prochain ministre de la défense britannique pour lui demander d'autoriser l'audition du général Smith. Ce dernier a en effet écrit une lettre à la mission dans laquelle il explique que les autorités politiques britanniques ne l'autorisent pas à déposer.

Une copie de la lettre de MSF sera adressée aux présidents des commissions affaires étrangères et défense de la Chambre des communes + à quelques parlementaires. L'idée est évidemment de faire comprendre au ministre que le Parlement anglais (beaucoup + puissant que le nôtre, y compris sur les questions internationales) est dans l'histoire. Cette lettre partira après les élections législatives (7 juin) en raison du possible remaniement ministériel et de la désignation des présidents dans toutes les commissions de la Chambre des communes.

Nous souhaitons éviter que les autorités britanniques puissent échapper à leurs responsabilités en expliquant que la lettre s'est perdue car nous l'avons envoyée « au mauvais moment » ou à la « mauvaise personne ».

Copie de cette lettre sera également transmise « off » à une liste précise de journalistes anglo-saxons, mais en l'absence de réponse positive du ministre, nous la rendrons publique et nous ferons poser une question sur ce point par des parlementaires à la Chambre des communes autour de l'anniversaire de la chute de Srebrenica en juillet.

Jean-Hervé [Bradol], dis-nous si tu es d'accord avec cette lettre sur le fond et la forme car protocolairement il serait souhaitable que tu en sois le signataire. Bianca Jagger qui est très « poil à gratter » sur le sujet depuis des années outre-Atlantique et outre-Manche la signera également.

Le bureau de Londres est dans le coup depuis deux semaines, pleinement informé et très coopératif sur ces initiatives.



Courriel de la chargée de communication de MSF Royaume-Uni au responsable juridique adjoint, 10 juillet 2001 (en français)

Extrait :

Je viens d'appeler le ministère de la Défense au sujet de la lettre sur Srebrenica que nous lui avons transmise la semaine dernière. J'ai expliqué au secrétaire que nous attendions une réponse rapide à celle-ci, qu'évidemment nous leur donnions encore quelques jours, mais qu'il fallait qu'ils s'attendent alors à ce que nous allions en parler à « d'autres personnes. »

Il m'a dit (d'un ton un peu surpris) qu'ils avaient reçu une lettre de Bianca Jagger hier, sur le même sujet, qu'ils la lisaient et qu'il reconnaissait l'importance de mon message. J'ai rappelé que l'anniversaire de la chute de Srebrenica était demain.



C'était un secret de polichinelle, mais nous on l'a appris à la faveur de ce travail sur la mission parlementaire française : il y a eu des dissensions très fortes entre Britanniques et Français quant à la stratégie à adopter. Le numéro 2 de la Forpronu était un général britannique, Rupert Smith, qui à plusieurs reprises a été très irrité par l'absence de prise de décisions du général Janvier. On sentait qu'il était partisan de plus de fer-

meté. Cette stratégie plus ferme ne sera adoptée par les Français que plus tard, sous l'impulsion de Jacques Chirac qui a fait évoluer le rapport de force militaire.

Fabien Dubuet, MSF France, adjoint à la responsable juridique, 1995-2005, interviewé en 2015, (en français)

Le 5 juin 2001, MSF France transmet au président de la mission d'information les documents mentionnés dans l'audition du responsable de programme auxquels la mission n'a pas eu accès. S'y ajoute la liste d'autres documents essentiels que MSF n'a pas réussi à se procurer.



Lettre de MSF à François Loncle, président de la mission d'information du Parlement français sur Srebrenica, 5 juin 2001 (en français).

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre plusieurs documents de Médecins Sans Frontières, dont tous ceux évoqués lors de l'audition de Pierre Salignon devant votre mission, le 17 mai dernier.

Dans le souci de faciliter le travail de votre Mission, MSF vous fait parvenir tous les documents des Nations unies que nous avons obtenus et qui peuvent contribuer à votre enquête (liste en annexe).

Nous vous joignons également les copies :

– de l'article du journal *The Independent*, daté du 30 octobre 1995 et signé par Robert Block. Cet article indique que la décision d'abandonner Srebrenica aurait été prise en mai 1995, en marge du briefing à huis clos du général Janvier devant le Conseil de sécurité. L'audition par la Mission de M. Jean-Bernard Mérimée, ambassadeur de France à l'ONU en 1995 et de ses proches collaborateurs, est à cet égard de la plus haute importance. Vous pouvez également contacter le journaliste qui a signé l'article : Robert Block travaille aujourd'hui au *Wall Street Journal* à Rome [...]

– de l'article de *La Croix* daté du 10 juillet 1996 et qui indique que les services de renseignement français et américains ont intercepté des conversations téléphoniques entre le général Mladic et le général Perisic dès le 17 juin 1995 (soit un mois avant la chute de Srebrenica). Les deux hommes préparaient l'attaque sur Srebrenica.

Votre Mission doit obtenir du ministère de la Défense la transmission des retranscriptions de ces écoutes.

Je vous joins en outre une liste des documents que MSF n'est pas parvenu à se procurer mais qui sont essentiels dans le cadre de vos efforts de contrôle parlementaire.

Ces documents doivent être demandés par votre mission au siège des Nations unies à New York, et en France auprès du ministère de la Défense (Direction des affaires stratégiques) et du ministère des Affaires étrangères.

Ces documents sont les suivants :

- Rapport des observateurs militaires de Srebrenica daté du 4 juin 1995 qui informe la hiérarchie civile et militaire de l'ONU de la concentration de forces serbes, en particulier des troupes d'Arkan¹², autour de Srebrenica et qui avertit de la nécessité de prévoir des

12. Unité paramilitaire serbe, également appelée « Tigres d'Arkan », dirigée par Zeljko Raznatovic, alias Arkan, connue pour son rôle dans les nettoyages ethniques de cette région.

garanties de protection ou d'évacuation des habitants de Srebrenica afin d'éviter les massacres ;

- Fax de Kofi Annan no 1981 du 15 juin 1995 demandant à Yasushi Akashi d'enquêter sur la nature des entretiens entre le général Mladic et le général Janvier lors de la prise d'otage des Casques bleus ;

- Mémoire français du 29 mai 1995 sur la réorganisation de la Forpronu (regroupement des troupes) et la relance du règlement politique du conflit (proposition pour un accord de paix « plus réaliste ») transmis au Groupe de contact pendant la prise d'otage des Casques bleus ;

- Document de briefing à huis clos du général Janvier devant le Conseil de sécurité le 24 mai 1995. Dans ce document, le commandant des troupes des Nations unies demande à être « débarrassé » des enclaves du nord-est de la Bosnie. Ce document est intitulé « Réunion des pays contributeurs de troupes, 24 mai 1995, exposé du général Janvier, commandant des forces de paix des Nations unies ».

- Compte-rendu des entretiens entre le général Janvier, le général de Lapresle et le général Mladic les 6, 17 et 29 juin 1995.

Par ailleurs, nous vous avons envoyé au début de vos travaux une liste de personnes dont l'audition nous semblait importante. Compte tenu des informations contradictoires ou fragmentaires qui ont été rendues publiques lors de ces auditions, il nous semble essentiel que votre Mission parvienne aujourd'hui à entendre ou réentendre les personnes dont la liste est ci-dessous. La Mission devrait chercher à obtenir des éclaircissements sur la possibilité d'un marché non autorisé passé par la France et consistant en la libération des Casques bleus pris en otage contre l'arrêt des frappes aériennes, la prévisibilité de la chute et des massacres, les « dysfonctionnements » autour du lancement de frappes aériennes entre le 6 et le 11 juillet 1995 et le possible abandon des enclaves du nord-est de la Bosnie par le Groupe de contact, en mai 1995, à l'initiative de la France, des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Nations unies :

- Général Rupert Smith, commandant de la Forpronu en Bosnie

- Kofi Annan, secrétaire général adjoint en charge des opérations de maintien de la paix

- Kenneth Biser, directeur de la branche civile de l'ONU pour la région de Srebrenica

OTAN

- Sergio Balanzino, secrétaire général adjoint de l'OTAN en 1995

- Amiral Leighton Smith, commandant en chef du secteur sud de l'OTAN

- Le *director of private office* au sein du secrétariat général de l'OTAN en 1995

France

- Général Bernard Janvier, commandant des FPNU [Forpronu]

- Jean-Bernard Mérimée, ambassadeur de France à l'ONU (New York)

- Charles Millon, ministre de la Défense

- Hervé de Charette, ministre des Affaires étrangères

- Jean-Claude Mallet, directeur de la DAS [Délégation aux affaires stratégiques], au ministère de la Défense

- Jacques Dewatre, directeur de la DGSE [Direction générale de la sécurité extérieure] en 1995

- Général Heinrich, directeur de la DRM [Direction du renseignement militaire]

- M. Dillais, directeur du « bureau réservé » au sein du cabinet du ministre de la Défense et son adjoint Xavier [Bout de] de Margnac [Marnhac] (actuel directeur du service action [directeur des opérations] de la DGSE) en 1995

Je vous informe à cet égard que MSF va demander par lettre au ministre de la Défense britannique de bien vouloir autoriser l'audition du général Rupert Smith devant votre

Mission. Nous transmettrons copie de cette lettre aux deux présidents des Commissions des affaires étrangères et de la défense de la Chambre des Communes. Vous souhaitant pleine réussite dans vos efforts de transparence, je vous prie de croire, monsieur le président, en l'assurance de notre entière coopération.

MSF France décide ensuite de limiter ses prises de parole publiques sur Srebrenica jusqu'à la publication du rapport de la mission d'information parlementaire prévue à l'automne 2001.



« Demonstration in Den Hague » **Échange de courriels** entre les responsables de MSF France, 5 juin 2001 (en français).

Extrait :

Je souhaiterais vivement que nous soyons vigilants sur les prises de parole autour de Srebrenica jusqu'à la sortie du rapport en septembre (France) et en décembre (Pays-Bas). À mon avis, toutes nos prises de parole doivent porter :

- sur le sens de notre démarche.
- sur la fragilité et les contradictions de la ligne de défense des dirigeants français sur la prévisibilité, les frappes aériennes et la question des otages.
- sur les limites du travail de la mission

Le 9 juin 2001, dans son rapport moral à l'Assemblée générale, le président du conseil d'administration de MSF France constate que le travail de la mission d'information parlementaire française sur Srebrenica ne porte pas à l'optimisme.

V18



Rapport moral du président de MSF France à l'Assemblée générale du 9 juin 2001 (en français).

Extrait :

Les zones de sécurité [...]

Le travail de la mission d'information parlementaire française sur Srebrenica ne nous porte pas à l'optimisme. Ces travaux, même s'ils ne sont pas terminés, montrent que la volonté des parlementaires, du gouvernement, de la classe politique et des militaires de faire la lumière sur cette affaire est très modérée comme l'indiquent :

- l'audition à huis clos des militaires et la place tenue par François Léotard au sein de la mission. Il cumule en effet les qualités de ministre de la Défense au moment des faits, de témoin auditionné par la mission et de rapporteur de la mission.
- le fait qu'aucun survivant n'ait été invité à venir témoigner devant les parlementaires.
- Tous les prétextes sont bons pour les militaires et les politiques auditionnés pour se défaire de leur responsabilité en bénéficiant de l'écoute complaisante de certains parlementaires : la non prévisibilité des massacres démentie par les faits survenus durant quatre ans de guerre, la complexité du fonctionnement de la mission des Nations unies dont le général de La Presle finira par déclarer qu'elle ne l'a jamais empêché d'utiliser l'arme aérienne, l'attitude de l'armée bosniaque, un soi-disant veto hollandais

contre les frappes aériennes affirmation démentie par le ministre de la Défense hollandais, le mauvais temps, l'absence de guideurs au sol pour les frappes qui est démentie par le témoignage de l'équipe MSF.

Le 2 juillet 2001, le général Janvier est de nouveau auditionné à huis clos par la mission d'information parlementaire. Il déclare à la presse que le compte-rendu de la réunion du 24 mai 1995, révélé par *The Independent* en octobre 1995 et republié par MSF le 17 mai 2001 n'était pas complet. Il ajoute qu'il avait aussi préconisé le maintien d'observateurs sur place et l'élaboration de forces aériennes stratégiques.



« Le général Janvier s'explique sur sa deuxième audition à huis clos », **AFP** (France), 3 juillet 2001 (en français).

Extrait :

Le général Bernard Janvier a déclaré mardi que sa deuxième audition la semaine dernière par la mission d'information sur la tragédie de Srebrenica (Bosnie) en juillet 1995 « était prévue » et que le huis clos « avait permis d'apporter des indications qui n'auraient pu l'être dans une audition ouverte ». [...] le général a déclaré « apporter les plus vives contradictions aux rumeurs, spéculations et amalgames fallacieux qui ont été proférés ici et là ».

Le président de la mission, le député socialiste François Loncle, avait indiqué que la nouvelle audition du général Janvier avait été souhaitée afin de le « mettre face à ses contradictions » en lui demandant de répondre à une série de questions très précises. [...]

Le général a d'autre part affirmé que le rapport, signalé par Médecins Sans Frontières, de son audition à huis clos devant le Conseil de sécurité de l'ONU à New York le 24 mai 1995 selon lequel il s'était fait l'avocat de l'abandon des enclaves musulmanes de Srebrenica et Zepa n'était pas complet.

« J'ai demandé des directives et instructions, et, a-t-il affirmé, j'ai préconisé le retrait des enclaves, le maintien d'observateurs sur place et l'élaboration de forces aériennes stratégiques. »

Le 20 novembre 2001, François Loncle, le président de la mission d'information parlementaire française sur Srebrenica, déclare à une télévision néerlandaise que le général Janvier avait sous-estimé le général Mladic et qu'il aurait dû répondre positivement aux demandes de frappes aériennes.



Courriel de l'adjoint à la responsable juridique de MSF aux responsables de MSF France, 21 novembre 2001 (en français).

Extrait :

Juste une petite info transmise aujourd'hui par un journaliste néerlandais : François Loncle s'est exprimée hier sur une télé néerlandaise et a déclaré que le général Janvier avait sous-estimé le général Mladic. Il a ajouté que le général Janvier aurait dû répondre positivement aux demandes de frappes aériennes formulées par les soldats néerlandais de Srebrenica. Reste à vérifier que cette reconnaissance de responsabilité figure

effectivement dans le rapport qui pourrait être publié la semaine prochaine, si les députés arrivent à se mettre d'accord lors de la réunion de jeudi.

Fin novembre 2001, avant que soit rendu public le rapport de la mission d'information parlementaire, MSF France publie un document d'analyse reprenant les questions auxquelles la mission devrait apporter des réponses. Il contient également la liste des documents essentiels à son travail. L'objectif est d'éviter que, comme lors de la mission d'information sur le Rwanda, les journalistes se retrouvent avec un rapport en trois volumes et un satisfecit pré rédigé. Ce document d'analyse est également distribué aux médias britanniques et néerlandais.



« Mission d'enquête parlementaire sur Srebrenica : argumentation, lacunes et contradiction des auditions », **Document de briefing** de Médecins Sans Frontières 28 novembre 2001 (en français).

Extrait :

Srebrenica : Les questions en suspens

À la veille de la publication du rapport de la mission d'information parlementaire et sans préjuger des conclusions de ce travail, Médecins Sans Frontières a décidé de récapituler dans un document de synthèse, les questions et informations qui permettront de guider la lecture et l'étude du travail accompli par la Mission.

Ce document n'est pas une contre-enquête. Il rappelle les principales questions qui sont restées sans réponse depuis six ans sur les responsabilités politiques et militaires des principaux acteurs impliqués dans la tragédie de Srebrenica.

Le rapport d'enquête réalisé par l'ONU sur cette tragédie en 1999 reconnaissait qu'il était incapable de préciser les responsabilités spécifiques des États membres qui restaient diluées dans la responsabilité générale de l'ONU. En conséquence, ce rapport demandait aux États de poursuivre leurs investigations au niveau national.

L'objectif principal de la mission d'information doit donc être avant tout d'expliquer pourquoi l'engagement de protection pris par l'ONU à l'initiative de la France, en faveur de la population de Srebrenica, n'a pas été respecté. Le rapport doit éviter le double écueil des arguments techniques ou de responsabilité générale, pour indiquer clairement si le fait de confier le sort et l'évacuation de la population de Srebrenica au général Mladic dont les méthodes de guerre étaient parfaitement connues de tous, constitue une faute des responsables politiques et militaires concernés.

C'est avec le souci d'améliorer à l'avenir la protection des populations dans les opérations de maintien de la paix que MSF avait listé et transmis à la mission parlementaire des questions concernant les principales zones d'ombre de ce drame.

Les questions posées par Médecins Sans Frontières

- 1) La chute et les massacres de Srebrenica étaient-ils prévisibles ? La France a-t-elle eu connaissance du fait que l'armée bosno-serbe s'apprêtait à attaquer Srebrenica ?
- 2) La France a-t-elle passé en juin 1995, en marge des Nations unies, un marché non autorisé consistant en la libération des Casques bleus pris en otage contre l'arrêt définitif des frappes aériennes ?
- 3) Pourquoi le général Janvier n'a-t-il pas autorisé en juillet 1995 les frappes aériennes pour défendre Srebrenica et protéger sa population ?

4) La France et le Groupe de contact ont-ils décidé d'abandonner la « zone de sécurité » de Srebrenica pour faciliter le règlement politique de la crise ?

5) Le cas échéant, pourquoi ces pays n'ont-ils pas organisé l'évacuation des habitants de Srebrenica en toute sécurité, conformément à la promesse de protection contenue dans les résolutions 819, 824 et 836 du Conseil de sécurité ?

Le présent document de synthèse développe pour chacune de ces cinq questions cruciales :

- l'argumentation développée par les autorités politiques et militaires auditionnées ;
- les contradictions et lacunes de cette argumentation qui apparaissent au fil des auditions et des documents disponibles.

Le rapport de la mission parlementaire devra permettre d'apporter des réponses précises et documentées à ces questions. MSF espère que la Mission est parvenue à obtenir certains documents clés et qu'ils seront référencés en annexe du rapport.



« Les cinq questions clés de Médecins Sans Frontières », **Le Monde** (France), 30 novembre 2001 (en français).

Extrait :

Médecins sans frontières (MSF) a été, dans une large mesure, à l'origine de la mission d'information parlementaire : l'organisation avait milité dans ce sens, « dans le souci d'améliorer à l'avenir la protection des populations dans les opérations de maintien de la paix ». Elle a suivi assidûment les auditions, qu'elle a intégralement filmées, transmis à la mission ses suggestions pour l'enquête et témoigné elle-même à deux reprises.

MSF était en effet la seule organisation non gouvernementale (ONG) occidentale présente depuis deux ans à Srebrenica quand survint l'offensive serbe. Vingt-deux membres de son personnel local sont morts dans l'enclave en juillet 1995 ou ont été portés disparus. « L'équipe MSF est restée un témoin impuissant du tri de la population et des malades et blessés [par les forces serbes], de la séparation des hommes et des femmes et du départ des groupes en convoi vers des destinations inconnues ainsi que de l'inertie du bataillon hollandais de la Forpronu. Plusieurs dizaines de blessés et malades de MSF "évacués" de l'enclave par les Bosno-Serbes et "sous escorte hollandaise" ont également été sortis des bus et exécutés par les forces serbes », rappelle aujourd'hui l'organisation.



« Rapport d'enquête français sur Srebrenica », **Courriel** de l'adjoint à la responsable juridique de MSF France à MSF Hollande, 26 novembre 2001 (en anglais).

Extrait :

Chère Wilna [Van Aartsen],

Merci de trouver ci-joint les versions française et anglaise du document d'information de MSF qui a été transmis aux médias français, néerlandais et britanniques il y a deux semaines.

De nombreux journalistes néerlandais m'ont appelé cette semaine après les déclarations de François Loncle à la télé néerlandaise. J'ai dit que nous parlerions publiquement seulement après la publication du rapport et sur la base d'un document officiel.

Le rapport a été adopté jeudi dernier et sera publié jeudi prochain.

Cordialement,



« Srebrenica », **Courriel** de l'adjoint à la responsable juridique de MSF France à la BBC, *The Sunday Times*, USA.net, 26 novembre 2001 (en anglais).

Extrait :

Veillez trouver ci-joint le document d'information de Médecins Sans Frontières avant la publication du rapport d'enquête de la mission française.

Comme vous le savez tous, MSF a demandé, et obtenu l'an dernier, la création d'une enquête parlementaire pour établir les responsabilités politiques et militaires de la France dans la tragédie de Srebrenica.

Le rapport de la mission a été adopté jeudi dernier et sera publié jeudi prochain après une conférence de presse du groupe d'enquête (le lieu et l'horaire doivent encore être précisés).

Je vous rappelle que malgré plusieurs demandes de la commission d'enquête et une lettre de MSF à M. Hoon, les autorités britanniques ont refusé que le général Smith soit auditionné par les parlementaires français. Son témoignage était pourtant crucial.



Le but était qu'on permette aux journalistes, au moment de la remise du rapport, d'avoir déjà une question à poser pour faire une relance. Car on se souvenait qu'à la conférence de presse finale de la mission d'information sur le Rwanda, Paul Quilès [président de la mission d'information] avait posé le rapport sur la table et que les journalistes avaient juste rédigé un compte-rendu de ce qu'il leur avait dit : « La France n'a pas à rougir de ce qu'elle a fait au Rwanda ». Évidemment, personne n'avait eu le temps de lire ce rapport de 3 000 pages ! Sur Srebrenica, la mission d'information a moins « géré » médiatiquement le message clé de la sortie du rapport. On les a doublés.

Françoise Bouchet-Saulnier, MSF France, responsable juridique, interviewée en 2015, (en français)

Le 29 novembre 2001, le rapport de la mission d'enquête du Parlement français sur Srebrenica est publié. Il conclut que les responsabilités dans le drame sont celles de toute la communauté internationale et reproche en particulier au bataillon de Casques bleus néerlandais de ne pas avoir opposé de résistance aux Serbes. Il reconnaît les « erreurs d'appréciation » du général Janvier, mais déclare sans fondements les assertions selon lesquelles il aurait passé un accord avec le général Mladic. Deux députés refusent de souscrire à ces dernières conclusions, estimant qu'aucune preuve n'a été apportée dans un sens ou dans l'autre. [V19](#)



« Massacres de Srebrenica : les députés concluent à "un échec de la France" », Claire Tréan, **Le Monde** (France), 29 novembre 2001 (en français).

Extrait :

Mise sur pied grâce à MSF, la mission d'information parlementaire sur Srebrenica a publié son rapport, jeudi 29 novembre [...]

Les parlementaires concluent que la tragédie de Srebrenica « est aussi un échec de la France ». Ils incriminent « l'absence de volonté politique affirmée d'intervenir à Srebrenica de la France, du Royaume-Uni, des États-Unis, des autorités bosniaques de Sarajevo elles-mêmes ».

[...] Ils atténuent quelque peu les critiques souvent adressées au général Bernard Janvier, à l'époque commandant des forces de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie, pour s'être opposé à une intervention aérienne de l'OTAN quand il en était encore temps. Le rapport le décrit comme « un maillon de la chaîne onusienne » parmi d'autres. Il récuse l'accusation proférée par des journalistes et des ONG contre le général Janvier d'avoir promis au chef des forces serbes Ratko Mladic, en échange de la libération des Casques bleus retenus en otage qu'il n'y aurait plus de frappes aériennes en Bosnie : « La majorité des membres de la mission a la conviction que le général Janvier n'a pas accédé aux demandes présentées par Mladic », dit le rapport.

Ce texte a été adopté à l'unanimité par la mission. Les parlementaires cependant ont dû s'y reprendre à deux fois pour les conclusions, dont la première version - qui tenait en un seul feuillet dans un rapport de mille pages - avait été contestée par certains des dix députés. La nouvelle version des conclusions n'a pas recueilli non plus le consensus ; deux députés, François Léotard et René André, font part de leurs réserves dans une lettre publiée en annexe du rapport. Ils contestent les formulations suivantes incriminant la France : « La France n'est pas moins que d'autres responsables de la chute tragique de Srebrenica », « la France ne s'est pas donné tous les moyens de mener à bien sa mission sur le terrain », etc. Ils récusent aussi, comme l'écrit François Léotard, « la référence constante, dans la conclusion, à la responsabilité du général Janvier, qui ne semble pas conforme à une réalité beaucoup plus complexe ».

[...] La députée des Verts Marie-Hélène Aubert et le socialiste Pierre Brana se désolidarisent en outre de leurs collègues sur la rumeur d'un marchandage conclu par la France avec les Serbes en vue de la libération des otages, estimant que le soupçon demeure. [...]

La publication des deux auditions du général Janvier est l'élément le plus nouveau du rapport, car l'ancien commandant de la Forpronu est l'un des officiers auxquels le ministère de la Défense a toujours interdit de s'exprimer publiquement et que les députés n'avaient pu interroger qu'à huis clos.

Le général s'y défend avec vigueur des accusations dont il a fait l'objet. Il fait état de ses désaccords à la fois avec Yasushi Akashi, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, partisan d'une conception minimaliste de la mission des Casques bleus en Bosnie, et avec Rupert Smith, le général anglais qui commandait la Forpronu à Sarajevo, partisan au contraire d'engager le combat contre les forces serbes (le général Smith a refusé de venir témoigner). Le général Janvier affirme n'avoir reçu qu'une seule demande de soutien aérien à Srebrenica, le 9 juillet, et le rapport de la mission n'explique pas comment les demandes précédentes ont pu se perdre.

L'ancien chef de la Forpronu apparaît à la fois comme l'exécutant rigoureux du mandat limité assigné par l'ONU aux Casques bleus mais aussi comme un soldat frustré, qui s'en prend avec véhémence au bataillon néerlandais de Srebrenica et finit par lancer comme un cri du cœur que, si des Français avaient été à leur place, ils se seraient battus « et tout aurait changé ». Un incident diplomatique avec La Haye en perspective...



« Des conclusions qui escamotent plusieurs moments cruciaux », Claire Tréan, **Le Monde** (France), 30 novembre 2001 (en français).

Extrait :

Il faut décidément passer sur beaucoup de choses pour souscrire aux conclusions que produisent aujourd'hui les députés. Épargnons à ces derniers, toute évocation précise de leur ignorance des faits, patente durant les auditions, de leur absentéisme, ou encore

des pathétiques démarches de tel ou tel d'entre eux auprès de MSF pour s'enquérir des questions qu'il conviendrait de poser à la prochaine audition...

Dans les jours qui suivent, les responsables de MSF France soulignent publiquement que, s'il reconnaît les responsabilités militaires, ce rapport oublie les responsabilités politiques et traite le général Janvier comme un bouc émissaire. Ils soulignent l'absence de précision des réponses aux cinq questions clés posées par MSF et demandent que des enquêtes soient ouvertes au Royaume-Uni et aux Pays-Bas dont la responsabilité était aussi engagée.



« MSF et le rapport sur Srebrenica : "les responsabilités politiques oubliées" », **AFP** (France), 29 novembre 2001 (en français).

Extrait :

« Il y a un élément fort, c'est la reconnaissance de la responsabilité des militaires, à travers la personne du général français Bernard Janvier, commandant les forces de l'ONU en ex-Yougoslavie. Mais j'ai l'impression qu'il joue le rôle facile d'un bouc émissaire, qui cache des responsabilités beaucoup plus politiques », a déclaré à l'AFP Pierre Salignon, responsable de programmes à MSF, notamment en Bosnie entre 1993 et 1995. « On effleure un certain nombre de responsabilités en France, ce qui est très bien, mais je pense qu'on peut aller beaucoup plus loin. Ce sont quand même des ministres qui ont pris des décisions », a ajouté M. Salignon, auditionné dans le cadre de cette mission. « Si la démarche est courageuse et intéressante en termes de démocratie et de transparence, je suis déçu de l'absence de réponses claires aux cinq questions clés que nous avons recensées, et notamment la volonté politique de protéger la population », a poursuivi le responsable de l'association, prix Nobel de la paix en 1999. MSF, présente dans l'enclave musulmane de Srebrenica lors de l'offensive serbe qui fit plus 7 000 morts, avait beaucoup milité pour l'ouverture d'une mission d'information parlementaire sur ce massacre. L'organisation avait elle-même perdu des membres de son personnel dans l'offensive.



« La France s'interroge sur son rôle à Srebrenica », Isabelle Lasserre, **Le Figaro** (France), 30 novembre 2001 (en français).

Extrait :

La plupart des questions soulevées par Médecins Sans Frontières, à l'origine de la création de la mission parlementaire, restent encore aujourd'hui sans réponses précises et définitives. Pourquoi le général Janvier a-t-il refusé de déclencher des frappes aériennes ? La France et le Groupe de contact ont-ils abandonné Srebrenica pour faciliter un règlement politique de la crise ? Pourquoi les populations n'ont-elles pas été évacuées après la chute de l'enclave ? « On a l'impression qu'il y a deux poids deux mesures. On se demande si vous n'êtes pas en train de vous servir de Janvier pour vous disculper et éviter de trancher les responsabilités politiques », affirme Jean-Hervé Bradol le président de MSF.



« Militaires, boucs émissaires », Marc Semo, **Libération** (France), 30 novembre 2001 (en français).

Extrait :

Ce rapport - après celui de l'ONU et dans l'attente de l'enquête menée par une commission d'historiens hollandais - représente néanmoins une nouvelle étape dans la recherche de la vérité. « Les questions que nous posions sur les responsabilités de la France semblaient alors blasphématoires », souligne Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de Médecins Sans Frontières, qui fut en première ligne dans le combat pour une telle enquête. Le résultat ne la satisfait qu'en partie, notamment « parce qu'il oublie les responsabilités politiques », mais, désormais, le débat est ouvert : « À la différence de ce qui s'était passé pour la mission d'information sur le génocide au Rwanda, on ne se contente pas de dire que la France n'a pas eu à rougir de son action ».



« Trois questions à Françoise Bouchet-Saulnier, responsable juridique de Médecins Sans Frontières », **Le Point** (France), 7 décembre 2001 (en français).

Extrait :

Le Point : Le rapport met en cause les « erreurs d'appréciations » du général Janvier, qui commandait les Casques bleus. Cela vous satisfait-il ?

Françoise Bouchet-Saulnier : La version officielle française imputant toute la responsabilité au contingent néerlandais est désormais battue en brèche. On sait qu'il y a bien eu des demandes hollandaises de frappes aériennes, auxquelles le général Janvier n'a pas donné suite. Le mensonge a reculé, mais on est encore loin de la vérité.

Le Point : Pourquoi ?

Françoise Bouchet-Saulnier : Parce que la mission s'est bien gardée de rechercher les responsabilités politiques. De nombreuses questions restent sans réponse : a-t-on échangé Srebrenica contre la libération de Casques bleus alors gardés en otage ? Pourquoi n'a-t-on pas organisé l'évacuation des habitants de Srebrenica après la chute de l'enclave ? La mission n'a pu y répondre, par manque de coopération du gouvernement, qui n'a pas communiqué des documents essentiels.



« Rapport d'enquête français sur Srebrenica », **Courriel** de l'adjoint à la responsable juridique de MSF France à MSF Royaume-Uni, 13 décembre 2001 (en anglais).

Extrait :

Chers tous,

Veillez trouver ci-joint, pour information, la version anglaise des conclusions du rapport d'enquête français sur Srebrenica. Le rapport a été publié le 29 novembre dernier et a bénéficié d'une grosse couverture médiatique en France (première page du *Monde*, plusieurs télévisions et radios) et aux Pays-Bas. Pour ce qui est du Royaume-Uni, j'ai fait une interview pour la radio de la BBC.

En gros, la réaction de MSF a été la suivante :

– Nous reconnaissons qu'établir que c'était une erreur de la part du général Janvier de ne pas avoir autorisé de frappes aériennes pour protéger Srebrenica constitue une étape importante.

– Alors que les responsabilités militaires ont été établies, ce n'est pas le cas des responsabilités politiques et nous pensons que le général Janvier a servi de bouc émissaire.

– Nous demandions des réponses précises et documentées à cinq questions cruciales. Nous avons reçu des réponses non documentées (aucun des documents clés mentionnés par MSF n'a été obtenu et publié) et des réponses très ambiguës sur la crise des otages et le possible abandon délibéré de Srebrenica par le Groupe de contact. La seule réponse précise qui a été donnée par la mission est que la chute et le massacre de Srebrenica n'étaient pas prévisibles. Nous avons répondu que c'était une réponse inadmissible puisqu'en 1995 les méthodes de guerre de Mladic étaient clairement connues par tous les responsables militaires et politiques.

– Nous demandons le même type d'enquête au Royaume-Uni et aux États-Unis puisque ces deux pays ont été des acteurs clés dans la gestion de la crise bosniaque, comme l'ONU (rapport en 1999), la France (rapport cette année) et les Pays-Bas (un rapport sera publié en avril 2002).



On est satisfaits parce qu'il y a eu quand même une forme de reconnaissance officielle par un Parlement d'erreurs commises, de populations sacrifiées. Mais on est aussi frustrés parce que malgré des questionnements incisifs pendant les auditions, des gens comme Léotard continuent à nier qu'il y a eu un deal. Les militaires reconnaissent qu'ils ne se sont pas portés au secours de la population de Srebrenica. Comment ils abandonnent Srebrenica, on finit par le comprendre, ça finit par être établi, mais il manque le pourquoi. La question qui est restée en suspens c'est : est-ce une insuffisance de leur part dans leurs opérations ou est-ce un calcul ? De ce point de vue, la mission d'information parlementaire a amené des éléments en plus, dans un cadre officiel, pour montrer que les gens avaient bien été abandonnés. Les militaires qui se défendaient évoquaient le cadre de contraintes de leurs opérations dans lequel « ils ne pouvaient pas tout faire ». Mais pourquoi on les avait abandonnés, à part l'incompétence, le manque de moyens, d'avions disponibles, on n'en a rien su. Cela nous a plutôt orientés vers une hostilité a priori envers cette politique qui consisterait à créer des zones humanitaires proches des zones de conflit pour que les gens ne franchissent pas des frontières, pour que les conflits ne débordent pas trop de leurs cadres nationaux. La crise de l'ex-Yougoslavie nous a semblé être l'apogée de cette stratégie de containment, [confinement] qui ne marchait pas. Entre Kibeho et Srebrenica, à chaque fois, il y a eu la chute de la zone protégée et des massacres de plusieurs milliers de personnes. Notre sentiment s'est renforcé que, quand les politiques ou les militaires voulaient faire de l'humanitaire en dehors du schéma classique de refuge à l'étranger, il était plutôt difficile de croire qu'ils allaient tenir leur parole. Pour nous, c'était une question très pratique : dans ces circonstances-là est-ce qu'on dit aux gens : « Oui, vous avez raison d'aller dans cette zone, nous aussi on va y aller » ? Dans les années qui ont suivi, ça nous a confortés dans notre défiance vis-à-vis des opérations militaro-humanitaires. Les dirigeants de MSF avaient une sorte de réaction automatique : « Ouh la ! "Zone humanitaire", "corridor humanitaire" », à la fin ça se finit toujours par des massacres de gens qui se croyaient protégés et des États qui se défaussent de leurs responsabilités.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, président du conseil d'administration, 2000-2007, interviewé en 2015, (en français)

Le 15 décembre 2001, MSF organise à Paris, avec la Fédération internationale pour les droits humains, la Ligue des droits de l'homme et le Centre de droit international de Nanterre, un colloque intitulé « La tragédie de Srebrenica : quelles responsabilités ? Quels enseignements ? » au cours duquel sont débattues les questions des responsabilités militaires et politiques de la France et des responsabilités en droit international.



Programme du colloque « La tragédie de Srebrenica : quelles responsabilités ? Quels enseignements ? », 15 décembre 2001 (en français).

Extrait :

Première partie : Militaires et politiques : quelles responsabilités ?

L'exemple de la France - Analyse du rapport de la mission d'information parlementaire française.

Seconde partie : Quelles responsabilités en droit international ?

- Les responsabilités encourues pour les actes commis par les forces serbes.
- Le rôle des forces internationales dans la protection de la zone de sécurité.

Au sein de MSF France, si personne ne s'est formellement opposé au travail de suivi de la mission d'information parlementaire, a posteriori, des questions sont soulevées sur la légitimité de l'organisation à s'engager dans un tel processus, jusqu'où et de quelle manière. Ne fallait-il pas se contenter d'obtenir la création de la mission ? Quelle légitimité a une association, qui n'est pas élue, à se mêler du travail des parlementaires ? Est-ce que MSF ne s'est pas posée seulement en procureur des pratiques de l'ONU et de ses États membres en omettant d'explorer les zones d'ombres des accords passés entre Bosno-Serbes et Bosniaques ?



Quelque part, il y avait du phénomène de revanche derrière cela. On montrait du doigt un certain nombre d'acteurs en leur disant « Vous avez menti, et voilà ce qui s'est passé en réalité ». On espérait qu'avec ces différentes enquêtes, il y aurait quelque chose qui pourrait apparaître. Ça, c'était la vision d'un certain nombre d'individus. Ensuite, au niveau collectif, il faut évidemment se poser la question du rôle de MSF et des limites de ce rôle, dans un processus qui reste un processus très politique.

Dr Marc Gastellu-Etchegorry, MSF France, directeur adjoint des opérations, 1992-1997, interviewé en 2015, (en français)



Je ne me souviens pas qu'on ait été questionnés ou challengés pendant la période de la mission d'information. Peut-être par Rony, une ou deux fois, mais au fond on a eu carte blanche. Mais peut-être que ce n'était pas une bonne idée. On aurait dû être plus challengés, avec un rendu de compte un peu plus rigoureux. J'étais vraiment au cœur de ce travail et je ne regrette pas du tout ce qu'on a fait. En France, je crois qu'on a participé à un mouvement, à une petite révolution démocratique ou institutionnelle, qui a permis au Parlement de s'affirmer en matière de contrôle des opérations extérieures et de contrôle sur la diplomatie et sur la Défense. Ça, c'est considérable. Mais avec le temps, ça me pose un problème. Est-ce que c'est le rôle d'une ONG de contribuer à ce type d'évolution institutionnelle ?

On n'a pas de légitimité démocratique, on n'est pas élus. Or la légitimité, en démocratie, elle vient quand même de l'élection. Il doit donc y avoir des limites dans le rôle de contre-pouvoir que peut jouer une ONG. D'autres disent que le rôle naturel des ONG, c'est celui de contre-pouvoir. Donc on peut dire tout... et l'inverse!

Fabien Dubuet, MSF France, adjoint à la responsable juridique, 1995-2005, interviewé en 2015, (en français)



J'étais un peu embarrassé, parce que ça allait sur des terrains politiques un peu loin de l'humanitaire. Il est difficile d'apprécier le bien-fondé de la façon dont les États veulent conclure des guerres, de leur besoin de passer parfois des accords secrets. Certains aspects militaires étaient complètement hors de notre domaine d'expertise: est-ce que les avions auraient pu ou pas pu? Est-ce qu'ils avaient les bons avions, les bonnes bombes? On était à la limite de ce sur quoi on était compétents, légitimes. Moi j'étais un peu défensif. Par moments, je trouvais que Pierre et Françoise allaient un peu loin. Mais il y avait cet argument de la zone humanitaire sûre qui était de leur côté. C'était un vrai argument solide et un vrai argument d'avenir, parce que les propositions de corridors, de zones protégées, ça se reproduisait tout le temps.

Dr Jean-Hervé Bradol, MSF France, président du conseil d'administration, 2000-2007, interviewé en 2015, (en français)



J'ai trouvé qu'il y avait ce que je qualifiais, et que je qualifie toujours, d'acharnement. Il y avait un niveau de sophistication juridique et d'investigation du rôle de la France qui allait trop loin. On n'a pas à aller au bout de l'investigation juridique a priori, mais simplement témoigner de ce qu'on estime avoir vu, du témoignage au sens visuel du terme. Ce rôle de mentor, de conscience morale est problématique. On met notre poids dans la balance pour obtenir une investigation qui, sans cela, n'aurait peut-être pas été conduite, c'est bien. Vu notre implication dans ces événements, il y a une logique. Mais qu'on insiste sur les bonnes questions qui doivent être posées, sur la manière dont il faut faire ressortir certains points du rapport, l'accusation contre la France ou un autre gouvernement, ça me paraît sortir d'un cadre légitime, à la fois en tant qu'organisation humanitaire et en tant qu'organisme impliqué dans l'affaire. Je me souviens en avoir discuté avec Pierre et Françoise parce que c'était eux qui étaient en flèche là-dessus. Et puis, nous ne sommes pas les examinateurs de l'ONU. Je pense que c'est une position malsaine. Dans l'ensemble, nos positions vis-à-vis de l'ONU s'adosent à une sorte de vision idéale qu'on en a, dans laquelle, personnellement, je ne me reconnais pas. Cette vision conduit à des critiques qui, personnellement, me paraissent infondées ou en tout cas injustes. Enfin, il s'agissait de travailler sur les zones cachées, les parties obscures des deals des uns et des autres. Or il y a des parties cachées qui ne sont pas forcément à charge des Français, par exemple le deal entre Izetbegovic et Karadzic pour le lâchage de Srebrenica. On ne peut pas mettre la Forpronu en Bosnie totalement à l'écart des deals que les Bosniaques passaient entre eux. Le deal Janvier/Milosevic, il croise le deal Izetbegovic/Mladic ou Karadzic/Izetbegovic. Srebrenica a été lâchée par Izetbegovic comme par les autres, au nom d'une Realpolitik qui homogénéisait religieusement, parce qu'on ne dira jamais assez que ce qui se passait dans l'est de la Bosnie, c'était une guerre de religion. Si on commence à travailler sur les zones d'ombre, on ne s'arrête pas en chemin.

Dr Rony Brauman, MSF France, président du conseil d'administration, 1982-1994; directeur d'étude à la Fondation MSF France/CRASH), interviewé en avril 2015, (en français)



Certains ont dit : « Notre rôle c'était d'être à Srebrenica. Mais maintenant qu'on a obtenu la création de cette mission d'information, on lâche ! C'est aux autres de s'en occuper. Ce n'est pas à MSF de faire ça. » Il n'y a pas vraiment eu de débat au sein de MSF sur le moment, mais cela m'a pesé par la suite. Cette façon de dire : « ce n'est pas notre responsabilité, on laisse » m'a choquée pour deux raisons. À partir du moment où on demande quelque chose, on doit l'accompagner, sinon pourquoi le demander ? Le rapport des Nations unies avait reconnu les limites de ses capacités d'investigation et il demandait expressément à ce que les États contributeurs de troupes procèdent eux-mêmes à leur propre enquête dans leur propre pays, car les Nations unies n'ont pas ce pouvoir et ne peuvent pas avoir accès aux archives internes des pays. L'enquête française était essentielle, car la diplomatie et l'armée française ont joué un rôle de premier plan en ex-Yougoslavie. Ce n'était pas pour des raisons morales ou politiques qu'on avait fait cette demande d'enquête, c'était pour comprendre et pour mettre en lumière les forces et les faiblesses de la réponse internationale face aux crimes de masse et à la protection des populations en danger. Il ne faut pas oublier qu'on était au début des interventions internationales destinées à rétablir la paix, faciliter l'action humanitaire et protéger les populations. La militarisation de l'aide humanitaire était en route au nom de la protection des populations. On savait que les États ont des agendas multiples et que la communauté internationale n'est qu'un assemblage disparate d'intérêts étatiques. Mais il fallait essayer de comprendre si la prise de l'enclave était le fruit d'un accident militaire ou d'un accord politique et, dans ce cas, pourquoi l'accord n'avait pas inclus des garanties sur l'évacuation et la sécurité de la population. En situation de conflit, il est normal de devoir négocier y compris pour obtenir un accord de paix, mais il est important que les organisations humanitaires sachent combien pèse la protection des populations dans l'ensemble de ces agendas. J'ai eu la réponse à cette question devant le Parlement français quand le Haut représentant des Nations unies a reconnu qu'il n'avait pas donné l'ordre des frappes aériennes, car cela aurait mis en péril le processus de paix. Le travail que nous avons effectué sur la mission d'information parlementaire sur Srebrenica a ensuite nourri les positionnements opérationnels de MSF dans d'autres crises, car nous continuons à être confrontés à des opérations internationales avec des mandats de protection des populations. Ces mandats ont évolué, comme le montrent aujourd'hui les exemples de la République démocratique du Congo, du Soudan du Sud et de la Centrafrique. Ils ont permis d'éviter certains massacres de masse. Mais ils doivent continuer à nous interroger sur notre rôle et nos interactions avec le dispositif international comme nous avons été contraints de le faire trop tardivement à Srebrenica.

*Françoise Bouchet-Saulnier, MSF France, responsable juridique, interviewée en 2015,
(en français)*



On était un certain nombre à vouloir vraiment pousser. On était tous tellement impliqués, un peu revanchards, qu'à certains moments je me suis quand même posé la question : « Est-ce que c'est une vraie logique intellectuelle ? Ou bien est-ce que ce ne sont pas un peu les "anciens de Bosnie" de MSF qui cherchent à régler des comptes ? » En tous cas, le président était pour, le directeur général était pour. Le directeur des opérations, ce n'était pas son truc particulièrement. Mais je n'ai pas souvenir d'avoir dû me battre. Il n'y avait pas une forte opposition, il y avait des discussions. Après, il y avait forcément des « râleries » de couloirs sur le mode « À quoi ça sert ? », « Ce n'est pas le rôle de MSF », etc. À la fin, il y a eu des tensions entre Jean-Hervé et Françoise à propos d'une interview qu'elle a donnée. Il n'était pas au courant, il l'a découverte une fois publiée. Il pinaillait sur une formule, il trouvait que Françoise poussait plus le curseur sur le Droit, alors que lui voulait le tirer dans l'autre sens. Moi, je n'avais aucun problème à parler de Droit international humanitaire. Mais certains médecins avaient une autre perspective. Le directeur général, par exemple, disait qu'il

y avait « trop de juristes dans cette maison ». C'était le début de cette ambiance de remise en cause de la démarche non stricto sensu médicale. C'était une critique de méthode - ce n'est pas notre métier — ou une critique de légitimité — ça peut mettre en danger les opérations, brouiller notre image. Au final, moi, je trouvais que ça avait du sens de faire ça. On ne se contentait pas de crier à la dernière épidémie, on montrait qu'on pouvait aussi travailler sur un dossier de fond plusieurs années plus tard. Notre présence aux auditions, les témoignages de Christina et Daniel donnaient du sens à tout cela. À tous ceux qui y voient un dérapage, « on va trop loin, ce n'est pas de notre ressort », moi je dis que ça a été fait avec intelligence.

Stephan Oberreit, MSF Belgique/MSF France, coordinateur général en ex-Yougoslavie, mai-novembre 1995; MSF France, directeur de la communication, 2000-2006, interviewé en 2015, (en français)



On ne peut pas nous reprocher de ne pas avoir suffisamment parlé de Srebrenica. On a fait plusieurs conférences de presse, on a fait un maximum de bruit. Après, remonter la chaîne de commandement militaire et les décisions politiques, via des parlementaires, c'est vrai que ça pose question. Ce sont des affaires de secret-défense. Bon courage pour y avoir accès! C'est courageux de l'avoir fait.

Dr Eric Goemaere, MSF Belgique, directeur général, 1994-1997, interviewé en 2015, (en français)

IX. RÉACTION AUX RAPPORTS SUR LES RESPONSABILITÉS NÉERLANDAISES

MSF Hollande constitue un groupe de travail chargé de préparer un document d'analyse du rapport sur Srebrenica que l'Institut néerlandais de documentation sur la guerre (NIOD), chargé d'une enquête par le Parlement néerlandais en 1996 s'apprête à publier.

Le 9 avril 2002, veille de la publication officielle de ce rapport, MSF Hollande diffuse un communiqué de presse et un document intitulé « Questions pour l'avenir » dans lesquels sont posées trois questions concernant la prévisibilité des événements de juillet 1995 à Srebrenica, auxquelles l'organisation considère que ce rapport doit répondre. Une tribune est également publiée dans le quotidien néerlandais *Trouw*.



« Srebrenica, questions pour l'avenir », **Mémo** de MSF Hollande, 4 avril 2002 (en néerlandais, en anglais).

Extrait :

Besoin d'un débat honnête et ouvert pour les survivants et la société néerlandaise.

L'enquête du NIOD n'était pas la première enquête menée, un certain nombre de rapports ont déjà été écrits sur Srebrenica. Les discussions ont tourné autour du rôle et du mandat de l'ONU, mais le rôle spécifique et le mandat des Pays-Bas sont restés des sujets sensibles et tabous jusqu'à aujourd'hui. MSF Hollande salue la sortie du rapport du NIOD et attend avec impatience un débat ouvert et honnête sur les leçons qui peuvent être tirées du massacre de Srebrenica et de l'échec international à empêcher de telles

horreurs. Cependant, MSF Hollande est découragée par le constat qu'il a fallu plus de cinq ans pour produire ce rapport indépendant. Les leçons de Srebrenica auraient été utiles aux Pays-Bas et à la communauté internationale, impliquée dans différentes interventions militaires depuis Srebrenica. De plus, les survivants de Srebrenica luttent encore pour reconstruire leurs vies et leur pays. Il est essentiel de rassembler toutes les informations sur les événements précédant la chute de l'enclave pour que les habitants puissent en affronter les conséquences.

Dans l'intérêt des survivants, MSF Hollande voudrait savoir si le NIOD a eu accès à des sources d'information pertinentes et si ces sources ont été utilisées dans l'enquête.

Est-ce que toutes les personnes ayant joué un rôle dans cette tragédie ont été interrogées - en particulier les membres de la société bosniaque et les survivants de ce meurtre de masse ? [...]

Pourquoi MSF prend la parole maintenant ?

En mars 1993, Médecins Sans Frontières a commencé à travailler dans l'enclave de Srebrenica.

En juillet 1995, deux expatriés, Christina Schmitz et Daniel O'Brien étaient présents, avec du personnel national, dans l'enclave au moment de la chute, des déportations et des exécutions. En tant que seule organisation internationale présente avec du personnel expatrié, MSF a été témoin de la panique, de la peur de mourir de la population pendant la chute de l'enclave et dans les jours qui l'ont suivi. MSF a été témoin de l'échec et de l'immobilisme de la communauté internationale qui a entraîné la mort de milliers de personnes. Le fait que notre présence nous ait rendus témoins de ces événements nous donne la responsabilité de demander que lumière soit faite.

Cette transparence est nécessaire pour garantir que plus jamais une population ne connaîtra le même destin, que nos soldats ne se retrouveront plus face à des responsabilités intenable et enfin que plus jamais des civils ne seront bercés par l'illusion d'être en sécurité - une illusion qui a pu influencer leur décision de ne pas fuir au moment où ils l'auraient pu. C'est pour cela que le rapport du NIOD et le débat parlementaire ultérieur sont cruciaux.

Et même si, au final, les forces serbes sont responsables de ce massacre, les survivants de Srebrenica méritent une explication ouverte et honnête sur l'échec des forces des Nations unies en Bosnie dans le respect de leurs promesses de protection.

Avant la publication du rapport du NIOD, MSF voudrait soulever quelques questions importantes au sujet desquelles des responsabilités doivent être assumées. MSF est aussi impliquée parce qu'elle travaillait étroitement avec le personnel de l'hôpital de Srebrenica. Des 128 employés, 22 ne sont jamais arrivés à Tuzla. MSF a réussi à évacuer 13 de ses collègues bosniaques. Meho Bosnjakovic a choisi de rester avec sa famille, et il est l'une de ces milliers de personnes à avoir été assassinées.

L'implication néerlandaise dans la tragédie de Srebrenica se divise en quatre étapes :

1. La première étape est celle des préparatifs, du processus de décision qui a conduit à envoyer un bataillon de la brigade aéromobile dans l'enclave de Srebrenica.
2. La deuxième étape est le séjour du Dutchbat à Srebrenica de février 1994 au début de juillet 1995.
3. La troisième étape est la chute de Srebrenica et les réactions ultérieures du Dutchbat et des Nations unies.
4. La dernière étape est la période succédant à la chute, au cours de laquelle des meurtres de masses ont été commis.

Une question centrale vaut pour toutes ces étapes : est-ce que la population s'est vu offrir une protection et, si oui, comment a-t-elle été mise en œuvre ? [...]

Les questions

Le NIOD doit apporter une réponse aux questions suivantes :

Question 1 : Est-ce que le concept de « zone de sécurité » était crédible et tenable ?

Question 2 : Est-ce que la chute de l'enclave était prévisible ?

Question 3 : Était-il prévisible qu'autant de personnes soient tuées après la chute de l'enclave ?



« Srebrenica », **Courriel** du chargé de communication de MSF Hollande aux départements communication de MSF, 5 avril 2002 (en anglais).

Extrait :

Veillez trouver ci-joint le rapport que nous avons rédigé. Vous pouvez l'utiliser pour le Web ou autre. Vous vous souvenez sans doute qu'en 1996 le gouvernement néerlandais a demandé à l'institut néerlandais de documentation sur la guerre (le NIOD) de conduire une étude sur la chute de Srebrenica et l'implication des Pays-Bas. En réalité le sujet de recherche était plutôt vaste : le processus de décision, le contexte en Bosnie, la chute de l'enclave et les massacres.

Le gouvernement en a chargé le NIOD après plusieurs tentatives de refermer ce chapitre sombre de l'histoire néerlandaise. Ces tentatives avaient échoué puisque de nouvelles informations ne cessaient d'être publiées qui remettaient chaque fois en question la version précédente des événements. Il y a eu une grande méfiance de la part du public néerlandais à l'égard du gouvernement qui craignait que ce dernier ne cherche à dissimuler des détails et qu'il n'affronte pas ses responsabilités.

La recherche confiée au NIOD s'est révélée un moyen efficace pour éviter une confrontation politique autour de la question de Srebrenica. Des débats ont été bloqués au prétexte de la sortie prochaine du rapport du NIOD : nous attendons le rapport...

Comme vous le savez, le Parlement français a conduit une enquête sur la chute et le massacre de Srebrenica l'an dernier. MSF avait poussé pour cette enquête et l'avait influencée par son lobbying et ses questions spécifiques. Un des points importants de l'enquête était le rôle du général Janvier, qui aurait refusé de recourir à des frappes aériennes alors qu'elles auraient pu empêcher la chute de l'enclave. Il a été dit qu'il l'avait fait en raison d'un accord avec Mladic sur la libération des otages des Nations unies.

Les conclusions du rapport français ont été décevantes, puisque aucune responsabilité politique claire n'a été identifiée. L'histoire du général Janvier n'a pas été résolue (absence de preuve, mais pas de preuve contre cette théorie non plus).

La commission française a critiqué l'attitude du Dutchbat, le bataillon néerlandais de l'ONU à Srebrenica, car ils n'avaient rien fait pour résister à l'attaque serbe. Si seulement il y avait eu un bataillon français à Srebrenica...

Les politiciens néerlandais ont réagi avec colère à ces déclarations. C'est là que MSF est intervenue. Nous avons publié une déclaration demandant une discussion ouverte, honnête et sérieuse aux Pays-Bas et remis en question les réactions défensives vis-à-vis du rapport français. Mercredi prochain, le 10 avril, le rapport du NIOD sera présenté. 3 000 pages et 2 000 pages d'annexes.

MSF Hollande s'est préparée et a réfléchi à comment contribuer au débat, et plus spécifiquement, à comment pousser pour obtenir des éclaircissements concernant l'absence de protection à Srebrenica et dans les futures interventions internationales.

Nous avons réalisé une brochure, ou un rapport si vous préférez, dans laquelle nous présentons quelques questions auxquelles nous espérons que le NIOD apportera une réponse et une clarification satisfaisantes, et qui devraient aussi être les questions dominantes dans le débat politique qui suivra la présentation du rapport.

Mardi prochain, nous publierons un article dans le journal qui soulignera notre crainte que les Pays-Bas et la communauté internationale en général ne tirent une conclusion cynique du drame de Srebrenica : « nous ne pouvons ni ne voulons prendre la responsabilité de la protection des civils dans les zones de guerre. » [...]

Nous avons eu une discussion hier soir avec quelques journalistes, une organisation pacifiste et quelqu'un de l'Institut de recherche pour les Affaires internationales au sujet du rapport du NIOD et des stratégies possibles afin de lancer un débat aux Pays-Bas. Nous donnerons des interviews et participerons à des débats publics.



« Les leçons de Srebrenica : prendre au sérieux la protection des populations locales », **Communiqué de presse** MSF Hollande, 9 avril 2002 (en anglais).

Médecins Sans Frontières a mis en garde les Pays-Bas et la communauté internationale contre le risque de tirer de mauvaises conclusions de l'échec du Dutchbat à Srebrenica. Le fait qu'ait pu être perpétré un massacre de masse contre les Bosniaques de sexe masculin malgré la présence de troupes des Nations unies doit amener à une analyse en profondeur des erreurs commises. Ces erreurs devront être évitées lors d'intervention futures. La question est de savoir comment offrir une protection concrète aux populations menacées par la guerre.

Médecins Sans Frontières craint que le gouvernement néerlandais et la communauté internationale n'en aient déjà tiré une conclusion cynique, à savoir qu'il serait préférable de ne pas s'impliquer. Depuis Srebrenica, ils ont clairement évité de protéger des populations menacées par la guerre. Par exemple, la protection a clairement été écartée lors de la mission de paix en Éthiopie et en Érythrée. La priorité était donnée à la sécurité des troupes. Si des violences devaient apparaître, les soldats néerlandais de la MNUEE [Mission des Nations unies en Éthiopie et en Érythrée] seraient évacués.

La publication prochaine du rapport du NIOD a ravivé le débat sur Srebrenica aux Pays-Bas et sur la scène internationale. Jusqu'à maintenant, ce débat était à peine possible en raison de son caractère politiquement sensible dans le pays et s'est caractérisé par des tendances à déplacer les responsabilités. Il est choquant que sept ans après ce massacre de masse - qui a eu lieu en présence de forces de l'ONU - si peu soit connu sur ce qui s'est vraiment passé à Srebrenica.

Le rapport du NIOD devra vraiment répondre à ce besoin de clarté. Aussi, nous demandons au gouvernement néerlandais d'organiser un débat ouvert et à l'abri de toute influence ou sensibilité personnelle ou politique. Ce débat doit aboutir à une déclaration claire sur comment et sous quelles conditions le gouvernement néerlandais compte assurer la protection réelle des populations menacées dans les zones en crise.



« Tirer les bonnes conclusions de Srebrenica », **Tribune** de MSF Hollande, *Trouw* (Pays-Bas), 9 avril 2002 (en néerlandais).

Avant même la publication du très attendu rapport du NIOD sur Srebrenica, les révélations sortent à un rythme infernal. Les attentes concernant ce rapport sont importantes et seront probablement suivies d'un débat politique intense. Toutefois, presque aucune attention n'a été portée à la question la plus importante : quelles leçons tirer de la chute de l'enclave au regard de la protection des civils face aux violences de guerre ?

Depuis Srebrenica, les Pays-Bas ont adopté une position restrictive vis-à-vis des missions de maintien de la paix. C'est compréhensible au vu de ces expériences traumatisantes.

Mais c'est sur leur plus importante mission depuis Srebrenica, celle de la MNUEE [Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée] en Éthiopie et en Érythrée que l'on peut constater quelles leçons ont vraiment retenues les Pays-Bas. Ils prennent maintenant part à des missions à bas risque où c'est la sécurité des soldats qui prime. La MNUEE n'a explicitement aucune responsabilité quant à la protection de la population locale. Un accord a été passé, stipulant qu'elle se retire dès que la violence éclate entre les parties belligérantes.

Pourtant, une des leçons de Srebrenica est que lorsque les Nations unies et les Pays-Bas ont des soldats stationnés dans une zone, ils doivent assumer une responsabilité morale vis-à-vis de la population. La population locale compte sur les troupes de l'ONU pour les protéger. Après tout, vers qui d'autre pourrait-elle se tourner ?

De plus en plus souvent, dans des zones de guerre, des civils sont menacés et tués. Médecins Sans Frontières travaille dans nombre de ces régions. Notre équipe à Srebrenica a été le témoin de ce qui s'y est passé. Notre personnel s'est occupé des blessés et a vu la peur saisir la population quand les Serbes de Bosnie ont attaqué. Peu importe à quel point l'aide humanitaire est essentielle à la survie dans ces zones, en tant qu'organisation humanitaire nous ne pouvons protéger les populations civiles de la violence qu'à un tout petit niveau.

Si nous ne voulons pas leur tourner le dos dans une indifférence générale, alors la communauté internationale doit prendre des responsabilités et agir. Elle devra aussi accepter l'inévitable obligation de protéger concrètement les populations.

Les véritables circonstances de la chute de Srebrenica et des meurtres de masse qui ont suivi doivent être mises en lumière. Nous devons absolument reconnaître que des erreurs ont été commises.

Ceci est crucial afin de pouvoir garantir que plus jamais des gens ne seront abandonnés à leur sort de cette manière.

De plus, plus jamais des troupes ne doivent être confrontées à des responsabilités aussi impossibles à remplir et à de tels échecs. Enfin, plus jamais une population civile ne doit avoir l'illusion d'une sécurité qui la conduirait à ne pas fuir au moment où elle le pourrait. C'est seulement grâce à une analyse méticuleuse et à un débat transparent sur les événements que des conclusions pertinentes pour l'avenir pourront être tirées.

Il serait cynique d'en tirer la conclusion qu'il ne faut plus jamais protéger des civils. Les leçons de Srebrenica doivent répondre aux questions de savoir comment la mission a pu échouer aussi tragiquement et comment assurer une véritable protection.

Nous espérons que le rapport du NIOD fournira une analyse claire de l'échec de la mission à Srebrenica et nous demandons au gouvernement néerlandais d'ouvrir un débat public. Ce débat devra montrer comment les Pays-Bas comptent mettre en œuvre une protection réelle des civils dans les zones de crise.



Nous avons réussi à avoir un aperçu, grâce à un rapport d'une organisation néerlandaise, Pax Christi, sorti juste avant celui du NIOD. J'ai coordonné le groupe qui travaillait sur le rapport de MSF. C'était difficile d'arriver à un accord entre nous. Les émotions étaient toujours là. Je pense que notre rapport n'a pas eu beaucoup d'écho.

Wilna Van Aartsen, MSF Hollande, coordinatrice générale en ex-Yougoslavie, 1991-1993; coordinatrice celle d'urgence, 1994-1997; directrice des opérations, 1998-2001, interviewée en 2015, (en anglais)



C'est une astuce politique : quand on ne sait pas quoi faire, on monte une commission. Elle sera occupée pendant deux ans et, d'ici là, un autre sujet aura pris la priorité dans l'actualité. Soyons honnêtes, à MSF, on fait la même chose... Le choix du NIOD était politique. Il a été choisi parce que le NIOD est composé d'historiens et ne fait pas de politique. Ce choix, c'était déjà une dépolitisation du problème. On le met entre les mains des historiens, qu'on sait être lents, et ça nous amène en 2002. Là, ils peuvent donc en assumer les responsabilités, sans en assumer les conséquences. C'était comme un ballon vide. Dans l'intervalle, il avait été reconnu que le Dutchbat avait échoué. Mais en 1995 ou 1996 ce n'était pas possible. C'est pour ça que je pense que c'était courageux de la part de Pronk, de de Milliano, de Christina et de MSF d'avoir dit à l'époque que le roi était nu.

Wouter Kok, MSF Hollande, coordinateur général en Bosnie, 1992 ; responsable des programmes, 1993-1995, interviewé en 2015, (en anglais).

Le 10 avril 2002, le rapport du NIOD sur la chute de l'enclave de Srebrenica est publié. Il répartit les responsabilités sur l'ensemble des acteurs de la communauté internationale et en particulier l'ONU. S'il accuse le général Janvier de ne pas avoir autorisé à temps les frappes aériennes, il rejette l'hypothèse d'un marchandage sur les otages avec les militaires bosno-serbes.



« Srebrenica : un rapport atténue les responsabilités des soldats néerlandais », **AFP** (France), 10 avril 2002 (en français).

Extrait :

Intitulé « Srebrenica, une "zone de sécurité" - reconstruction, antécédents, conséquences et analyses de la chute d'une zone de sécurité », ce rapport détaille les événements qui ont conduit à ce massacre tout en analysant les responsabilités à l'origine du drame.

Établi par l'Institut néerlandais de documentation sur la guerre (NIOD) à la demande du gouvernement des Pays-Bas, il conclut après plus de cinq ans de recherche que « les considérations humanitaires et les ambitions politiques ont poussé les Pays-Bas à se lancer dans une mission de paix irréflectée et pratiquement irréalisable ».

Par négligence, « un grand nombre de tenants de cette politique ont pris une lourde responsabilité », dit le rapport, citant la classe politique néerlandaise et la hiérarchie militaire.

Le NIOD montre également du doigt les médias, à qui il reproche d'avoir donné l'impression que les soldats néerlandais étaient indifférents au sort de la population musulmane.

Le NIOD blâme surtout le mandat de l'ONU confié aux soldats, facteur « d'enlèvement » de leur mission et cause indirecte du massacre.

Peu nombreux (200 hommes), faiblement armés, pris entre deux feux adverses, contraints à l'impartialité et à ne riposter que s'ils étaient directement pris pour cible, plongés dans « l'illusion de la zone de sécurité », les soldats néerlandais étaient restreints dans leur marge de manœuvre, affirment les auteurs !

Ceux-ci rejettent toute accusation de « collaboration » selon un terme employé par un Casque bleu néerlandais du bataillon avec l'assaillant serbe.

Reconnaissant que le général Ratko Mladic, chef militaire des Serbes de Bosnie, a décidé de prendre la totalité de l'enclave « face au manque de résistance armée » des Casques

bleus néerlandais, les auteurs estiment cependant que toute action des Néerlandais pour tenter de défendre Srebrenica était « contraire aux instructions de l'ONU ». Pour contrer les Serbes, le bataillon comptait sur une intervention aérienne, ce qui avait été exclu par les responsables de la Forpronu (Force de protection de l'ONU).

Le NIOD rejette à propos l'hypothèse selon laquelle le général Bernard Janvier chef de la Forpronu, aurait conclu un accord de non-intervention aérienne avec le général Mladic, en échange de la libération d'otages français détenus par les Serbes de Bosnie.

Pour le NIOD, les forces aux ordres du général Mladic sont les premières responsables du massacre. Il indique n'avoir pas trouvé d'indications selon lesquelles Belgrade aurait ordonné ou soutenu les tueries.

Quant au « tri » de la population auquel les soldats néerlandais ont participé, le NIOD le qualifie « d'allant de soi », même si dans les faits c'était une participation à la purification « ethnique » vu la « menace d'épidémie et la volonté des Musulmans eux-mêmes de partir au plus vite. »

D'autre part, « le commandement du bataillon ne pouvait pas se douter que cela aboutirait aux massacres, même s'il avait conscience de l'avenir incertain des hommes », estiment les auteurs.

Le manque d'initiative politique de La Haye à l'heure du massacre est mis sur le compte d'une mauvaise communication avec la hiérarchie militaire néerlandaise. Selon les auteurs du rapport, l'état-major néerlandais aurait diminué la gravité des faits pour ne pas ternir l'image de l'armée.



« Premières réactions au rapport sur Srebrenica aux Pays-Bas », **Courriel** du chargé de communication de MSF Hollande aux départements de la communication de MSF, 10 avril 2002 (en anglais).

Extrait :

Ce qui est remarquable dans le résumé fait aujourd'hui, c'est que le jugement à l'égard du Dutchbat est peu sévère : ils ont agi dans le cadre de leur mandat, ont suivi leurs instructions. On effleure juste la question de savoir ce qu'il serait arrivé si le Dutchbat avait pris une position plus ferme vis-à-vis des Serbes - est-ce que cela aurait affecté le déroulement des événements ?

Selon la présentation d'aujourd'hui, le Dutchbat a choisi de faciliter une évacuation rapide de la population, craignant un désastre humanitaire d'envergure à l'intérieur et à l'extérieur de la base en raison de la pénurie d'eau, de vivres et d'une situation d'hygiène précaire. En fait, le NIOD dit que la priorité a été donnée à l'évacuation des femmes et des enfants, ce qui revenait en quelque sorte à accepter *de facto* qu'on ne pouvait pas faire grand-chose pour aider les hommes.

À ce moment de la présentation, le groupe des Femmes de Srebrenica et l'ancien traducteur de l'ONU, Hasan Nuhanovic, se sont levés et ont quitté la salle - ils ont trouvé cette déclaration épouvantable.

Pour les réponses aux médias :

- Nous devons malheureusement insister sur le fait qu'il nous faut du temps pour véritablement le lire et l'apprécier à l'aune des questions que nous nous posons.

Ces questions sont : est-ce que la mission était réalisable ? Est-ce que la chute de l'enclave était prévisible ? Est-ce que le génocide était prévisible ?

Ensuite vient la question cruciale : qu'est-ce qui a été fait pour assurer la protection de la population ?

- Étant donné les événements tragiques de Srebrenica, il est clair que la protection a échoué. Il est donc important de voir pourquoi elle a échoué.

Nous lirons le rapport pour voir s'il fournit une analyse complète et crédible répondant à cette question.

Lors de la prochaine étape, les politiques devront discuter de ce problème et arriver à une position claire à propos de Srebrenica et - ce qui est très important pour MSF - à tirer les conclusions concernant la protection des populations pour les crises futures.

La présentation d'aujourd'hui a renforcé cette inquiétude, elle se concentrait sur les circonstances, comme si les événements étaient inévitables.

Donc, encore une fois, nous essayerons de tirer de Srebrenica les enseignements pouvant l'être.

Est-ce que tout a été pris en compte pour protéger efficacement la population - même si le mandat était faible, même si les circonstances étaient complexes ?

- Ici, aux Pays-Bas, il est possible qu'on nous demande si nous voulons qu'une enquête parlementaire soit lancée. Nous n'allons pas militer dans ce sens, mais nous pourrions en arriver à cette conclusion. L'importance d'une telle enquête pourrait être :

- qu'elle serait publique, donc que les responsables devraient rendre publiquement des comptes sur leurs décisions et leurs actions. [...]

- que l'enquête devrait se concentrer sur les futures interventions : comment pouvons-nous offrir une protection aux populations ?



Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration de MSF Belgique, 29 avril 2002 (en anglais).

Extrait :

Rapport du NIOD sur Srebrenica

Lisette [Luykx, présidente de MSF Hollande] présente l'avancée du groupe de travail. Le rapport du NIOD est substantiel et les membres de l'équipe travaillent toujours dessus. Le rapport a conduit à un débat public intense et à la prise de mesures politiques par le gouvernement. Le rôle de MSF Hollande à ce jour est minime.

1. Le communiqué de presse de MSF Hollande fait avant la sortie du rapport n'a été publié que dans *Trouw*.

2. Le débat organisé par IKV s'est bien passé, mais n'a pas été très fréquenté, probablement parce que l'intérêt des médias est déjà grand par ailleurs.

3. MSF organise un événement interne le 31 mai avec deux des enquêteurs du NIOD et des membres de l'association pour débattre des sujets concernant MSF (médical, sécurité, protection).

Le groupe de travail réfléchit actuellement aux conclusions de MSF. Est-ce que le rapport répond correctement à nos questions ? Est-ce que nous voulons soulever des questions spécifiques lors de l'enquête parlementaire ? Quelles sont les prochaines étapes pour MSF ?

Le groupe de travail prépare un document à usage interne pour expliquer le rôle de MSF à Srebrenica et dans le rapport du NIOD ainsi qu'un commentaire à usage externe en réponse au document actuel.

Le groupe de travail a perdu son coordinateur, Wilna [Van Aartsen], et les membres de ce groupe ont souvent d'autres priorités, il y a donc un manque de leadership et de stimulation intellectuelle. Le groupe de travail indiquera bientôt ce que le rôle de MSF devrait être et présentera un plan d'action.

Le 16 avril 2002, après la publication du rapport du NIOD, l'ensemble du gouvernement néerlandais et le chef d'état-major des armées démissionnent.



« Aux Pays-Bas, le gouvernement de Wim Kok démissionne », Jean-Pierre Stroobants, **Le Monde** (France) 18 avril 2002 (en français).

Extrait :

Mardi 16 avril, après trois heures de discussion avec ses ministres, Wim Kok a choisi de présenter la démission de son équipe, reconnaissant que les conclusions de l'enquête sur Srebrenica étaient « graves » et « ne pouvaient pas rester sans conclusion politique ». Le discours du Premier ministre, établissant la « coresponsabilité » de son pays dans les atrocités commises par les troupes serbes dirigées par le général Mladic, a étonné l'opinion néerlandaise. Il a été unanimement salué par les formations politiques, y compris le CDA (chrétien-démocrate), dans l'opposition, dont le leader a évoqué son « respect » pour la décision de M. Kok. [...] Cette affaire aura-t-elle une influence sur le scrutin du 15 mai ? « M. Kok a incontestablement accompli un beau geste mais, dans la tête des électeurs, il y a longtemps qu'il était parti », affirme un diplomate néerlandais.



Le Premier ministre Wim Kok a démissionné. Personnellement, je crois qu'il était sincère, qu'il voyait ce geste comme une acceptation des conséquences de ses actes. Mais le gouvernement était déjà à la fin de son mandat, il lui restait un mois. La sincérité de son geste a donc été mise en doute, parce qu'on savait qu'il ne se représenterait pas. Et au final, puisqu'il était Premier ministre, tout le gouvernement est tombé. C'était donc un geste vain puisqu'il n'y aurait pas de conséquences, que cela n'affecterait pas leur retraite et que dans tous les cas, il y aurait des élections... S'ils avaient démissionné en août 1995, là, ils auraient véritablement assumé leurs responsabilités.

Wouter Kok, MSF Hollande, coordinateur général en Bosnie, 1992 ; responsable des programmes, 1993-1995, interviewé en 2015, (en anglais).

Le 8 mai 2002, un document détaillé analysant le rapport du NIOD est diffusé au sein de MSF Hollande, mais ne sera pas rendu public. Le 31 mai, les membres de l'association MSF Hollande s'efforcent de tirer les leçons des événements de Srebrenica en présence d'un des membres du NIOD.



« Médecins Sans Frontières et le rapport du NIOD sur Srebrenica », **Rapport interne** de MSF Hollande, Malou Nozeman, 8 mai 2002 (en néerlandais et en anglais).

Extrait :

Introduction

Peu de temps après la sortie du rapport du NIOD, on m'a demandé de décrire les questions clés qu'il soulevait. Ce document de 6 000 pages - comprenant un rapport de 3 400 pages, 4 annexes et un CD-ROM - ne pouvait possiblement pas être lu par tout le monde, mais il était important pour MSF d'avoir un aperçu des questions les plus pertinentes. Il était aussi important que ces questions puissent être conservées pour

notre mémoire institutionnelle. L'enquête du NIOD, qui visait à présenter une reconstitution de la tragédie, est extrêmement détaillée, les analyses ne sont pas toujours claires et les conclusions sont dispersées. Un groupe de travail MSF s'est réparti la lecture des 6 000 pages entre ses membres. Je me suis concentrée sur la chute de l'enclave et ses conséquences jusqu'à fin 1995, soit la partie IV du rapport. J'ai également étudié l'annexe intitulée « Le Dutchbat et la population : aspects médicaux », qui décrit l'aide médicale apportée à la population par MSF et le Dutchbat. C'est dans ce domaine que de sérieuses tensions sont apparues entre les deux organisations, ce qui a suscité des réactions de la société néerlandaise.

Principales conclusions du rapport et de l'annexe

- Le meurtre de masse de 7 500 Musulmans n'a été planifié qu'après la chute de l'enclave (après le 11 juin [11 juillet]). Le NIOD n'a trouvé aucune preuve que le meurtre de masse ait été planifié à l'avance (p. 2573).
- La tentative de milliers de Musulmans de s'enfuir de l'enclave a déclenché ces exécutions de masse (p. 3154). Les chercheurs déclarent que ce fut une surprise complète pour Mladic. La réponse à cette fuite a été exceptionnellement violente, alimentée par la haine et la vengeance.
- Aucune preuve n'a été trouvée attestant d'une « coopération politique ou militaire » entre les forces serbes de Bosnie et le régime de Milosevic à Belgrade concernant ces meurtres de masse (p. 2575).
- L'implication de Karadzic dans la décision de ces exécutions est « incertaine ».
- Le rapport du NIOD désigne le général Mladic, commandant de l'armée des Serbes de Bosnie, comme le principal perpétrateur de ce crime de masse.
- Le rapport conteste des affirmations, répétées depuis 1995, selon lesquelles le meurtre des Musulmans de Srebrenica aurait eu lieu en présence du Dutchbat.



« Srebrenica, les leçons à en retenir », **Rapport** de la soirée de l'association MSF Hollande, 31 mai 2002 (en anglais).

Extrait :

En résumé, quelques leçons à tirer :

Pour le Dutchbat : Il y avait suffisamment de signes que les choses allaient de travers, mais personne ne savait comment les gérer.

Il n'y avait pas de scénario catastrophe pour orienter la mission. Il y avait trop de niveaux décisionnels, l'information était loin d'être optimale et a conduit à de mauvaises décisions sur le terrain.

Pour MSF : MSF devrait toujours faire de son mieux pour être et rester « connecté au contexte », pour rester vigilante et répondre rapidement aux nouveaux développements. MSF doit toujours s'interroger sur les problèmes qu'elle rencontre, même si cela va à l'encontre des médias et des tendances. La question de savoir comment faire passer notre message doit toujours être discutée.

Arpad Gerecsey : À propos de la circulation de l'information, a-t-il été possible pour MSF France de faire passer son message ?

Dick Schoonoord : Je vois une occasion : le 11 juillet, l'enclave est tombée, il y a eu une conférence au cours de laquelle le HCR s'est déclaré très inquiet. À ce moment, des informations de première main de MSF auraient pu jouer un rôle important dans l'information publiée par les médias.

Jacques de Milliano : Le rôle de MSF dans de telles situations est toujours difficile : comment faire pour que notre information soit diffusée alors que nous n'avons pas toutes les preuves et tous les faits ? C'est toujours un problème.

À Gorazde, MSF a aussi fourni des informations et les Nations unies les ont utilisées. Akashi n'a pas utilisé toutes les informations que nous lui avons données, seulement des morceaux choisis. Nous avons compris qu'il mentait. Nous avons donné des informations et les Nations unies ont envoyé des avions et ça a aidé. Après coup, les Nations unies ont admis que ce sont nos informations qui ont déclenché l'action. En ce qui concerne Srebrenica, il est évident que sur une période courte de deux ou trois jours, il est crucial pour MSF de jouer son rôle. En conclusion, dans notre travail, nous devons rester vigilants en permanence.

Participant : Mais si nous faisons passer l'information et qu'il ne se passe rien ?

Kenny Gluck : L'échec des Néerlandais réside dans leur engagement initial, le fossé entre le mandat officiel et la perception de la population. Dans ce domaine, il y a aussi un rôle à jouer pour MSF : rendre les gens conscients de ces différences d'interprétations. [...]

Dick Schoonoord : Prendre la parole est une bonne chose, mais ça ne vous protège pas d'être utilisés à des fins politiques. Ne propagez pas d'information si vous n'en connaissez pas l'origine, ou bien vous serez utilisés. Je connais un cas où c'est arrivé.

Maarten te Kulve : La collecte de données, la compréhension et la reconnaissance de ce que l'on voit, la compréhension des contextes est quelque chose qui se développe à MSF, mais nager à contre-courant est très difficile.

Participant : MSF n'est pas là-bas pour faire de la collecte de données, mais pour parler de ces gens. Quand toutes les portes sont closes, les gens avec qui nous travaillons ont besoin de savoir ce qui se passe.

Paul Koedijk : Les autorités politiques utilisent les médias. Les médias sont animés par toutes sortes de mécanismes. Il est difficile de sensibiliser des journalistes et d'influer sur ce qui sera publié dans les médias.

Kenny Gluck : Quand il n'y a pas de volonté politique, nous devons aller au-devant du public.

Le 5 juin 2002, le Parlement néerlandais décide de créer une commission d'enquête sur la chute de l'enclave de Srebrenica. Le rapport de cette commission est publié le 27 janvier 2003. Le lendemain, dans un communiqué de presse, MSF constate que la commission a échoué à répondre aux questions clés sur les responsabilités concernant le massacre. L'organisation demande à nouveau que les États-Unis et la Grande-Bretagne lancent à leur tour un processus d'enquête sur leurs propres responsabilités dans les événements de Srebrenica.



« Introduction par le président / résumé des conclusions les plus importantes », **Courriel** de Wouter Kok, MSF Hollande, aux directeurs de la communication de MSF, 28 janvier 2003 (en anglais).

Extrait :

1. Le rapport a été accueilli avec le sentiment qu'il s'agit d'une pâle copie du rapport du NIOD, qui est bien plus complet (et qui a conduit à la chute du gouvernement l'an dernier). Peu ou pas de nouveaux faits sont présentés.

Toute l'enquête est plutôt considérée comme un outil pour tous les acteurs (néerlandais) du drame de Srebrenica qui leur permet de rendre des comptes au public. De dire au public, qui a fait quoi et ce qui a mal tourné.

Les deux faits qui en ressortent (comparé au rapport du NIOD) :

- Janvier ne veut toujours pas témoigner, donc nous ne pouvons toujours pas savoir pourquoi le soutien aérien a été refusé, pourquoi l'enclave n'a pas été défendue. Mais il est clair que c'était une décision de l'ONU et que « nos gars » ne sont pas coupables, ils ne pouvaient rien faire (je parle de la façon dont il est perçu ici et non de mon opinion).
- Le général Couzy [commandant en chef de l'armée néerlandaise] est directement accusé d'avoir caché aux dirigeants politiques des informations cruciales. La connaissance indiscutable qu'il avait du massacre n'a pas été partagée avec le ministre. Il est déjà à la retraite donc je ne sais pas ce qu'il adviendra.

2. Interne à MSF Hollande

Nous pensons que grâce au NIOD et à l'enquête parlementaire, une attention maximale a été portée à Srebrenica. Que ce soit dans la société néerlandaise ou à MSF, nous n'avons pas l'impression qu'on peut en faire plus.

J'ai bien peur que le plus intéressant dans les événements de Srebrenica se situe dans les crises à venir : nous nous attendons à ce que cette histoire soit désormais utilisée comme une référence pour obtenir des mandats élargis pour d'autres missions dans lesquelles la protection des civils serait la pierre angulaire.

Cela aura probablement un effet positif sur la contribution néerlandaise aux missions de maintien de la paix. On apprécierait de voir moins de naïveté, plus de réalisme dans la conception de ces missions.

Je réalise que c'est la population de Srebrenica qui en a payé le prix, personne d'autre. Qu'est-ce qui se dit en France à ce sujet ?



« Après l'enquête néerlandaise sur la chute de Srebrenica, MSF demande une commission d'enquête aux États-Unis et en Grande-Bretagne », **Communiqué de presse** MSF, 30 janvier 2003 (en français).

MSF a pris connaissance du rapport de la commission d'enquête parlementaire néerlandaise sur la chute de Srebrenica.

La chute de cette enclave avait conduit au massacre de plus de 7 500 Bosniaques « protégés » par l'ONU. Huit ans après, ce document présente les résultats de l'enquête menée aux Pays-Bas sur ce drame. Malgré ce rapport, qui s'insère dans une série d'enquêtes réalisées depuis 1999, par les Nations unies et en France, des questions cruciales demeurent toujours sans réponses.

Ainsi, les raisons qui ont conduit le général Janvier, commandant de la Forpronu, à refuser les frappes aériennes de l'OTAN, ne sont toujours pas élucidées. Ces frappes avaient été demandées par le bataillon hollandais des Nations unies, en juillet 1995, afin de stopper l'offensive serbe sur l'enclave de Srebrenica et d'en protéger la population. Le rapport hollandais lève certaines ambiguïtés qui demeuraient dans le rapport du Parlement français. Il affirme notamment que toutes les conditions étaient réunies pour déclencher des frappes et conclut à la responsabilité du général Janvier quant à la décision de ne pas utiliser l'arme aérienne. Toutefois, il ne donne aucune explication sur les raisons qui l'ont conduit à cette décision. Les parlementaires néerlandais se bornent à constater que « l'incertitude persiste sur les motivations du général Janvier » et que « sa décision a été accueillie avec incompréhension au sein de l'équipe ». Médecins Sans Frontières regrette que les autorités françaises n'aient pas permis l'audition du général Janvier devant la commission parlementaire néerlandaise.

Les questions demeurent sur d'éventuelles négociations qui auraient conduit à la décision d'abandon de l'enclave par l'ONU ; soit dans le cadre d'un accord de libération des Casques bleus retenus en otage, soit dans le cadre des négociations de paix menées au sein du Groupe de contact.

Conformément aux exigences du rapport de l'ONU sur la chute de Srebrenica, qui demandait à tous les États membres impliqués de procéder à des enquêtes nationales, Médecins Sans Frontières demande aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, qui ont joué un rôle majeur dans la gestion diplomatique et militaire du conflit bosniaque, de se livrer à un travail de transparence.

MSF tient à rappeler que la réponse à ces questions constitue un élément central de clarification de la mission de protection des populations dans le cadre des opérations de maintien de la paix. Ces enquêtes doivent permettre d'améliorer la protection des populations et d'éviter de déployer des militaires avec un seul mandat humanitaire, les rendant incapables de s'opposer à des politiques criminelles contre des populations civiles.



On touchait avec cette question à un nouvel étage de la chaîne de décision et à l'épilogue de l'histoire : pourquoi les avions de l'OTAN qui ont survolé le site n'ont-ils pas bombardé. Yasushi Akashi [représentant spécial de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie] a sans doute donné la réponse quand il a dit qu'un accord vaut plus que des vies. On devrait continuer à méditer sur le fait que les processus de paix sont souvent la dernière ligne droite pour commettre des atrocités. Je suis persuadée que si, au cours des négociations, il y avait eu quelque chose de précis sur la protection et l'évacuation des enclaves, cela ne se serait pas passé. Mais cela aurait impliqué que les pays assument politiquement l'accomplissement de la purification ethnique. Les gens qui travaillent professionnellement sur ces questions ont suffisamment d'éléments aujourd'hui pour savoir de quoi se méfier dans les opérations de maintien de la paix et dans les processus de paix.

Françoise Bouchet-Saulnier, MSF France, responsable juridique, interviewée en 2015, (en français).



En matière de protection des populations civiles, ça a eu un impact beaucoup plus considérable que ce qu'on veut bien dire. Ça a pesé dans certains débats ou certaines prises de décision ou réflexions qui ont été initiées après par l'ONU ou le DPKO [Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies]. Ces tragédies-là ont eu aussi des conséquences considérables pour l'ONU en termes de maintien de la paix. D'abord, le fait que des États occidentaux ne veulent plus envoyer leurs soldats comme Casque bleu. Pour les opérations de maintien de la paix aujourd'hui, il n'y a plus aucune contribution occidentale, ou s'il y en a une, elle est symbolique. Et puis il y a désormais une vraie réticence de la part de l'ONU et du Conseil de sécurité à créer des zones de soustraction des victimes, des zones de sécurité.

Fabien Dubuet, MSF France, adjoint à la responsable juridique, 1995-2005, interviewé en 2015, (en français).

ÉPILOGUE

Le 19 avril 2004, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie condamne en appel le général Krstic, l'un des principaux responsables bosno-serbes des massacres de Srebrenica, à 35 ans de prison pour génocide, complicité de génocide et crimes de guerre. Le Tribunal confirme de manière définitive qu'un génocide a été commis à Srebrenica par les forces serbes de Bosnie.



« Pour le TPI, le massacre de Srebrenica est bien un “génocide” », Stéphanie Maupas, **Le Monde** (France), 20 avril 2004 (en français).

Extrait :

La chambre d'appel du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a confirmé, lundi 19 avril, que « *les forces serbes de Bosnie ont commis un génocide contre les Musulmans de Srebrenica* », mettant un point final au débat sur cette qualification de « génocide ».

« Les femmes, les enfants et les personnes âgées musulmans de Bosnie ont été chassés de l'enclave, et 7 000 à 8 000 hommes musulmans de Bosnie ont été tués de manière systématique » en juillet 1995, écrivent les cinq juges, dans l'arrêt relatif à l'affaire Krstic. Le général Radislav Krstic, qui commandait le corps de la Drina, dont les soldats ont procédé aux exécutions, avait été condamné, en première instance, à 46 ans de prison. Lundi, sa peine a été ramenée à 35 ans car, pour les magistrats, il n'était pas l'auteur direct mais simplement le complice de ce génocide. L'intention venait d'ailleurs, estiment-ils, et notamment du chef militaire des Serbes de Bosnie, Ratko Mladic, en fuite depuis près de neuf ans.

Le 11 juillet 2005, dix ans près les événements de Srebrenica, Pierre Salignon, qui était adjoint au responsable des programmes de MSF France en ex-Yougoslavie en 1995, déclare au quotidien français *Libération* que MSF reste méfiante vis-à-vis des discours de protection des populations prononcés par la communauté internationale.



« Nous avons eu droit à une belle leçon de cynisme – interview de Pierre Salignon à l'époque adjoint au responsable de Médecins Sans Frontières pour l'ex-Yougoslavie », **Libération** (France), 10 juillet 2005 (en français).

Extrait :

Dix ans après, quelles leçons tirez-vous de la chute de Srebrenica ?

C'est une blessure qui ne s'est pas encore refermée. Nous avons l'illusion de croire que nous allions éviter le pire, c'est-à-dire les massacres et l'absence de soins et d'humanité, puisque nous étions présents sur le terrain (MSF était même la seule organisation présente dans l'enclave à cette date, ndlr). Finalement, nous avons dû revoir l'idée que l'on se faisait de l'action de la communauté internationale. Car nous avons eu droit à une belle leçon de cynisme.

C'est-à-dire ?

Simplement, s'il n'y a pas de volonté politique des États, le pire est possible. Aujourd'hui nous avons certainement plus de défiance vis-à-vis des discours sur la protection des

populations par la communauté internationale. On se pose toujours des questions sur le déploiement des troupes de l'ONU, entre les belles intentions affichées et l'aide réelle apportée.

Vous allez participer aux commémorations du dixième anniversaire ?

« [...] Il n'y a pas de volonté de s'exprimer en tant qu'organisation. Des membres seront probablement présents, comme ils l'ont déjà été depuis 1995, au mémorial de Potocari. Nous sommes solidaires des familles qui sont au cœur de cette tragédie et aujourd'hui directement concernées par le processus de commémoration. Nous, nous ne sommes qu'un simple acteur de secours et nous souhaitons rester à cette place. Le moment n'est surtout pas à la polémique. »

Le 26 février 2007, la Cour internationale de justice de La Haye affirme que la Serbie n'est pas responsable du génocide de Srebrenica.



« Pour la Cour internationale de justice, la Serbie n'est pas responsable du génocide de Srebrenica », Stéphanie Maupas, **Le Monde** (France), 27 février 2007 (en français).

Extrait :

La Cour internationale de justice (CIJ) a confirmé qu'un génocide a eu lieu à Srebrenica, en Bosnie-Herzégovine, mais a exonéré l'État serbe de sa responsabilité. [...]

Saisi par la Bosnie dès mars 1993, au plus fort de la guerre, les magistrats de la Cour, instance onusienne chargée de régler les différends entre États, ont estimé qu'un génocide a bien été commis à Srebrenica en juillet 1995. La chute de l'enclave, « zone protégée » par l'ONU, avait été suivie de l'assassinat, en trois jours, de près de 8 000 hommes, tous musulmans. [...]

Mais ce génocide, Belgrade n'en est pas responsable, selon les juges de la CIJ, qui en attribuent la charge à l'armée des séparatistes serbes de Bosnie, dont les principaux responsables, Ratko Mladic et Radovan Karadzic, sont en fuite depuis plus de onze ans. Si Belgrade a apporté « *un soutien considérable à la Republika Srpska* (constitutive, avec la Fédération croato-musulmane, de la Bosnie-Herzégovine) », si Belgrade a permis de payer les soldats de l'armée des sécessionnistes ou a fourni quelques officiers, elle n'a ni planifié ni ordonné le génocide.

Le 3 juillet 2008, Naser Oric, le commandant des forces des Musulmans bosniaques dans l'est de la Bosnie-Herzégovine, et en particulier à Srebrenica, est acquitté en appel par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Il avait été accusé, et jugé coupable en première instance, de n'avoir pas empêché ses hommes de commettre des opérations meurtrières contre des populations serbes et de torturer des prisonniers.



« Le chef des Musulmans de Srebrenica blanchi », **BBC News** (Royaume-Uni), 3 juillet 2008 (en anglais).

Extrait :

Il a été reconnu coupable de ne pas avoir empêché les hommes qui étaient sous son commandement de tuer et maltraiter six prisonniers bosno-serbes.

Ses crimes supposés ont eu lieu bien avant le massacre de 8 000 prisonniers musulmans de Srebrenica en 1995.

Entre 1992 et 1993, il commandait des troupes qui auraient détruit 50 villages serbes causant la fuite de milliers de personnes.

Mais les juges de La Haye ont décidé que le premier jugement n'avait pas pu prouver qu'il exerçait un contrôle sur ses hommes.

« La chambre d'appel [...] renverse la condamnation de Naser Oric » a déclaré le juge Wolfgang Schomburg du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

L'ancien garde du corps de Slobodan Milosevic, âgé de 41 ans, avait été condamné il y a deux ans à une peine de deux ans — bien moins que ce qu'avait réclamé le procureur. Il avait été relâché immédiatement en raison du temps qu'il avait déjà passé en détention provisoire.

Selon des correspondants, beaucoup de Musulmans bosniaques le voient comme un héros et pensent que la décision d'engager une procédure à son encontre avait été prise pour répliquer aux plaintes des Serbes qui estimaient que le Tribunal était partial à leur égard.

M. Oric était le commandant des forces musulmanes bosniaques de la ville de Srebrenica à partir de mai 1992, alors que la ville était soumise au siège des forces bosno-serbes.

Les avocats de M. Oric ont déclaré que les attaques contre des villages serbes étaient des actions légitimes contre des cibles militaires et stratégiques ou des opérations pour obtenir des vivres pour la population affamée de Srebrenica.

Le 22 juillet 2008, les autorités serbes arrêtent Radovan Karadzic, le leader des Serbes de Bosnie au moment des massacres de Srebrenica, et le remettent à la justice internationale.



« Les autorités serbes mettent fin à la longue cavale de Radovan Karadzic », **AFP** (France), 22 juillet 2008 (en français).

Extrait :

Radovan Karadzic, l'ancien chef politique des Serbes de Bosnie, inculpé de génocide et crimes de guerre par la justice internationale, a été arrêté lundi par les services secrets serbes au terme d'une traque de 13 ans. Radovan Karadzic était réclamé par la justice internationale en particulier pour avoir été, avec le général Ratko Mladic, ex-chef militaire des Serbes de Bosnie, l'instigateur du génocide de Srebrenica (et de la Bosnie) où près de 8 000 hommes musulmans ont été éliminés en juillet 1995, le pire massacre en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le 31 mars 2010, le Parlement serbe vote une résolution présentant des excuses publiques pour le massacre de 8 000 Musulmans bosniaques à Srebrenica en 1995. **V20**



« Le Parlement serbe présente ses excuses pour le massacre de Srebrenica », **Le Monde** (France) avec **Reuters** (UK), 31 mars 2010 (en français).

Extrait :

Le Parlement serbe a adopté, mercredi 31 mars, une résolution qui présente des excuses publiques pour le massacre de huit mille Musulmans bosniaques à Srebrenica, en 1995,

alors que de profondes divisions subsistent dans le pays concernant ce chapitre de l'histoire.

La résolution s'inscrit dans les efforts de Belgrade pour se rapprocher de l'Union européenne et exorciser le passé des guerres des années 1990. Adopté après près de treize heures de débat retransmis à la télévision, le texte exprime sa sympathie pour les victimes et déplore ne pas avoir agi suffisamment pour prévenir le massacre commis par les forces serbes de Bosnie et les milices paramilitaires serbes.

Il ne qualifie pas les événements de « génocide ». « Nous avons adopté une mesure civilisée de personnes responsables politiquement, fondée sur une conviction politique, pour les crimes de guerre commis à Srebrenica », a déclaré Branko Ruzik dont le Parti socialiste était mené par Slobodan Milosevic dans les années 1990.

Le 26 mai 2011, Ratko Mladic, le commandant des forces bosno-serbes, est à son tour arrêté et livré à la justice internationale.



« La Serbie a annoncé que Mladic sera jugé pour crimes de guerre », Dan Bilefsky et Doreen Carvajal, **The New York Times** (États-Unis), 26 mai 2011 (en anglais).

Extrait :

Ratko Mladic, l'ancien général commandant les Serbes de Bosnie, considéré comme responsable du massacre de quelque 8 000 hommes et adolescents musulmans à Srebrenica en 1995, a été arrêté jeudi. Cette arrestation montre que la Serbie a désormais l'intention de sortir de l'isolation dans laquelle elle s'était enfermée pendant la guerre des Balkans, la plus sanglante de l'histoire européenne depuis la Seconde Guerre mondiale.

La capture de l'ancien général lève un obstacle majeur à l'entrée de la Serbie dans l'Union européenne. Cette dernière exigeait que M. Mladic soit arrêté et jugé par un tribunal international avant que cet État puisse se mettre sur les rangs pour devenir la 27e nation de l'Union.

Le 16 juillet 2014, un tribunal néerlandais reconnaît la responsabilité civile des Pays-Bas dans la mort de 300 Musulmans parmi les 8 000 victimes du massacre de Srebrenica.



« Massacre de Srebrenica : la justice reconnaît la faute de l'armée néerlandaise », Stéphanie Maupas, **Le Monde** (France), 17 juillet 2014 (en français).

Extrait :

Dix-neuf ans après, la justice néerlandaise a reconnu, mercredi 16 juillet, la responsabilité civile des Pays-Bas dans la mort de plus de 300 Musulmans de Bosnie, livrés aux soldats de l'armée serbe alors qu'ils étaient réfugiés dans une base de bataillon de Casques bleus néerlandais (Dutchbat), en plein massacre de Srebrenica. Pour le tribunal de La Haye, les soldats néerlandais « n'auraient pas dû participer à la déportation de plus de 300 hommes » venus s'abriter dans la base de Potocari, au nord de Srebrenica. [...]

Pour les magistrats, « on peut affirmer avec suffisamment de certitude que si le Dutchbat avait permis à ces hommes de rester sur place, ils seraient restés en vie ». L'association des Mères de Srebrenica, à l'origine de la plainte, emporte une victoire capitale. Pourtant, elle envisage de faire appel, car les juges dédouanent les Pays-Bas de toute responsabilité dans la chute de l'enclave. Or sa protection était au cœur du mandat qui avait alors été donné aux Casques bleus.



L'an dernier [en 2014], le Premier ministre néerlandais s'est rendu à Srebrenica. Nous pensions qu'il allait déclarer que les Pays-Bas étaient responsables, même partiellement, mais il ne l'a pas fait. À MSF, on s'est demandé si on devait faire ou dire quelque chose, au cas où il y retourne. On a décidé que non.

Wilna Van Aartsen, MSF Hollande, coordinatrice générale en ex-Yougoslavie, 1991-1993 ; coordinatrice cellule d'urgence 1994-1997 ; directrice des opérations, 1998-2001 (en anglais) interviewée en 2015

Le 24 mars 2016, le TPIY [Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie] juge le dirigeant bosno-serbe Radovan Karadzic coupable de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et le condamne à 40 ans de prison. Le 20 mars 2019, le TPIY rejette sa demande d'appel et transforme la sentence initiale en prison à perpétuité.



« Génocide en Bosnie : Radovan Karadzic condamné en appel à la prison à vie », Stéphanie Maupas, **Le Monde** (France), 20 mars 2019 (en français).

Extrait :

L'ex-chef politique des Serbes de Bosnie avait été condamné en première instance en 2016 à quarante ans de prison. Mais les juges de la chambre d'appel du Mécanisme pour les tribunaux pénaux internationaux – chargés de boucler les derniers procès du Tribunal pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) fermé en 2017 – ont révisé cette sentence « *injuste* ». Les cinq magistrats ont estimé qu'une peine de quarante ans ne reflétait pas « *la gravité exceptionnelle* » des crimes dont Radovan Karadzic est coupable ni son « *rôle central* » et sa « *participation totale* » dans la guerre de Bosnie-Herzégovine (1992-1995). [...]

À 73 ans, le commandant suprême de l'armée des Serbes de Bosnie restera derrière les barreaux pour longtemps. C'est cette armée, conduite par Ratko Mladic, qui en juillet 1995, après avoir déporté leurs femmes et leurs enfants vers d'autres territoires de Bosnie, a massacré plus de 5 000 hommes musulmans de Srebrenica, selon les preuves présentées au tribunal.

Les juges ont confirmé la culpabilité de M. Karadzic dans ce génocide, comme dans les crimes contre l'humanité perpétrés à Sarajevo lors des quatre ans de siège, l'épuration ethnique visant les Musulmans et les Croates en Bosnie et la prise en otage de personnels des Nations unies, en 1995, dans l'espoir de dissuader l'OTAN d'intervenir.

Le 22 novembre 2017, le TPIY [Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie] juge Ratko Mladic, commandant des forces serbes de Bosnie, coupable de dix chefs d'inculpation : un pour génocide, cinq pour crimes contre l'humanité et quatre pour violation des règles et coutumes de la guerre. Il le relaxe pour une accusation de génocide. En tant qu'officier militaire, supérieur hiérarchique chargé du commandement, il est considéré comme responsable du siège et des massacres perpétrés à Srebrenica. Il est condamné à la prison à perpétuité. Le 8 juin 2021 cette peine est confirmée en appel.



« La condamnation à perpétuité du “Boucher des Balkans” Ratko Mladic confirmée par la justice internationale », **Le Monde** (France) avec **AFP** (France), 8 juin 2021 (en français).

Extrait :

C'est une condamnation historique. La justice internationale a confirmé mardi 8 juin la condamnation à perpétuité, désormais définitive, de l'ancien chef militaire serbe de Bosnie Ratko Mladic pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis pendant la guerre de Bosnie, de 1992 à 1995.

À la majorité, les magistrats ont intégralement rejeté l'appel de l'ancien général pour son rôle dans le massacre de Srebrenica, le pire qui ait eu lieu en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le souvenir de l'abandon de la population de Srebrenica par ceux qui étaient censés la protéger continue à alimenter une certaine réticence de MSF à s'engager trop loin dans des propositions d'actions visant à améliorer la protection qui pourrait être apportée aux populations en danger.



MSF peut vraiment peser sur les décisions politiques concernant la protection des civils. C'est un rôle important qui est vraiment du ressort d'une organisation médicale humanitaire et on a tendance à le sous-estimer. C'est un combat qu'il faut mener, mais je sens qu'on n'est pas prêts, qu'on est toujours traumatisés par ce qu'on a vécu dans les années 1990 au Rwanda et en Bosnie. Il y a toujours une suspicion et un manque de confiance de notre part - et sans doute aussi une part d'analyse, plutôt lucide, sur la réalité de l'efficacité de certains dispositifs de protection des civils. C'est la leçon des années 1990, mais il va falloir se réengager sur ce sujet. Cela supposerait de faire des propositions concrètes, ce que MSF faisait dans les années 1990, mais de moins en moins depuis, parfois pour de bonnes raisons, mais aussi parfois pour de mauvaises.

Fabien Dubuet, MSF France, adjoint à la responsable juridique, 1995-2005, interviewé en 2015, (en français).

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS 1991-2021

Cette chronologie a pour objectif essentiel de donner des repères au lecteur, en resituant les actions et prises de parole publiques de MSF dans l'actualité régionale et internationale de l'époque. Élaborée pour ce document spécifique, elle ne prétend pas être une référence universitaire.

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
1991 FÉV. 1991		28 février 1991 Les <u>Serbes</u> des <u>Krajina</u> proclament leur sécession de la <u>Croatie</u> .		
JUIN 1991		25 juin 1991 La <u>Croatie</u> et la <u>Slovénie</u> proclament leur « dissociation » de la <u>République fédérative socialiste de Yougoslavie</u> .		
SEPT. 1991	7 septembre 1991 Ouverture de la <u>Conférence permanente sur l'ex-Yougoslavie</u> dont les présidents sont <u>Cyrus Vance</u> et <u>Lord Owen</u> .	Septembre 1991 Offensive <u>serbe</u> dans l'est de la <u>Croatie</u> et début du siège de <u>Vukovar</u> .		12 septembre 1991 <u>Communiqué de presse MSF France</u> : « Médecins Sans Frontières intervient en Yougoslavie ».
OCT. 1991		15 octobre 1991 Le Parlement de <u>Sarajevo</u> adopte une déclaration de souveraineté de la <u>Bosnie-Herzégovine</u> .	19 octobre 1991 Un convoi MSF est organisé pour évacuer les blessés de l'hôpital de <u>Vukovar</u> .	21 octobre 1991 <u>Communiqué de presse MSF International</u> : « Médecins Sans Frontières déplore l'explosion de mines antipersonnel qui a blessé deux infirmières de son convoi de secours pour Vukovar ».

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
1992 FÉV. 1992	<p>21 février 1992 Le <u>Conseil de sécurité des Nations unies</u> crée la <u>Forpronu</u> (14 000 soldats). Son mandat initial est de se déployer pour assurer la démilitarisation et la protection des populations dans trois régions serbes de Croatie.</p>			
MARS 1992		<p>Mars 1992 Les <u>Bosno-Serbes</u> proclament l'indépendance de la <u>Republika Srpska</u> (des Serbes de Bosnie).</p>		
AVR. 1992	<p>6 avril 1992 Les 12 pays de la <u>Communauté européenne</u> reconnaissent la <u>Bosnie-Herzégovine</u>.</p> <p>7 avril 1992 Les Etats-Unis reconnaissent les Etats de Slovénie, Croatie et Bosnie. Les Nations unies autorisent le déploiement de 14 000 Casques bleus de la FORPRONU.</p>	<p>5 avril 1992 Début du siège de <u>Sarajevo</u> par les forces <u>bosno-serbes</u> et de la guerre en Bosnie.</p>	<p>Avril 1992 <u>MSF Hollande</u> ouvre une base <u>logistique</u> en <u>Bosnie</u>.</p>	
MAI 1992		<p>Avril-mai 1992 Les villes <u>bosno-musulmanes</u> de la <u>Drina</u>, dont <u>Srebrenica</u>, deviennent des <u>enclaves assiégées</u> par les forces <u>bosno-serbes</u>.</p>		

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
MAI 1992	15 et 30 mai 1992 Le Conseil de sécurité des Nations unies impose un embargo commercial, aérien et pétrolier à la <u>Serbie</u> et au <u>Monténégro</u> .	Mai 1992 La <u>Serbie</u> met définitivement la main sur l' <u>armée fédérale yougoslave</u> , désormais composée en majorité de Serbes.		
JUIN 1992	Juin 1992 Le mandat de la <u>Forpronu</u> est élargi et ses effectifs sont renforcés.			
AOÛT 1992	2 août 1992 Publication par <u>Newsday, the New York Times</u> et AP de témoignages sur les camps d'internement contrôlés par les Serbes en Bosnie recueillis par Roy Guthman.	Août 1992 Arrivée en <u>Bosnie</u> des premiers <u>Casques bleus</u> .		
SEPT. 1992	Septembre 1992 Le mandat de la <u>Forpronu</u> est renforcé.			
OCT. 1992	Octobre 1992 Le <u>HCR</u> dénonce la « purification ethnique » en ex-Yougoslavie.	Octobre 1992 Début des combats entre <u>Croates</u> de Bosnie et <u>Musulmans</u> de Bosnie. Pas d'accès à la <u>Bosnie centrale</u> pendant l'hiver.		
DÉC. 1992	Décembre 1992 L' <u>OTAN</u> menace les forces <u>bosno-serbes</u> de frappes aériennes.		7 décembre 1992 Une équipe de <u>MSF Belgique</u> réussit à faire entrer un convoi de médicaments et de matériel médical à <u>Srebrenica</u> .	

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
DÉC. 1992				8 décembre 1992 Conférence de presse de MSF France : « La purification ethnique en Bosnie-Herzégovine : un crime contre l'humanité ». Publication du <u>rapport de MSF France</u> : « le processus de purification ethnique dans la région de Kozarac ».
1993 JAN. 1993	2 janvier 1993 Le <u>plan Vance-Owen</u> proposant le découpage de la <u>Bosnie-Herzégovine</u> en dix provinces et la <u>démilitarisation de Sarajevo</u> est rejeté par les <u>Bosno-Serbes</u> et les <u>Bosniaques</u> .			Début janvier 1993 <u>Campagne de spots télé de MSF France</u> : « Bosnie-Herzégovine, crime contre l'humanité ».
FÉV. 1993	22 février 1993 Le Conseil de sécurité des Nations unies crée le <u>Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie</u> (TPIY) pour juger les violations graves du droit international humanitaire sur le territoire de l' <u>ex-Yougoslavie</u> depuis 1991.	Février 1993 Les forces <u>bosno-serbes</u> attaquent les enclaves musulmanes de <u>Bosnie orientale</u> . Les <u>Musulmans</u> fuient vers <u>Srebrenica</u> , <u>Tuzla</u> , <u>Zepa</u> et <u>Gorazde</u> . Les forces bosno-serbes continuent à bloquer les convois humanitaires.		<u>Campagne d'affichage de Médecins du Monde</u> assimilant Milosevic à Hitler.

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
MARS 1993	<p>Mars 1993 Décision de l'<u>ONU</u> d'envoyer plus de <u>Casques bleus</u> en <u>ex-Yougoslavie</u>.</p>	<p>Mars 1993 Signature d'une ébauche de constitution pour une fédération croato-musulmane en Bosnie.</p> <p>11 mars 1993 Arrivée du <u>général Morillon</u>, commandant de la <u>Forpronu</u> en <u>Bosnie</u>, avec un convoi d'aide du <u>HCR</u> à Srebrenica.</p> <p>12 mars 1993 Le <u>général Morillon</u> et l'équipe <u>MSF</u> sont retenus par la population de <u>Srebrenica</u>.</p> <p>13 mars 1993 Le <u>général Morillon</u> à la population de <u>Srebrenica</u> : « Ne soyez pas inquiets, je reste avec vous. »</p>	<p>11 mars 1993 Arrivée d'une équipe de <u>MSF Belgique</u> avec le <u>général Morillon</u> dans l'enclave de Srebrenica. La situation y est catastrophique.</p> <p>14 mars 1993 L'équipe <u>MSF</u> quitte l'enclave, après avoir été retenue une journée à <u>Srebrenica</u>.</p>	<p>11 mars 1993 Communiqué de presse <u>MSF Belgique</u> : « Ex-Yougoslavie - les convois passent enfin ».</p> <p>15 mars 1993 <u>AFP</u> (France) : « <u>Morillon</u> joue sa dernière carte pour les enclaves musulmanes », <u>Georges Dallemagne</u>, directeur des opérations de <u>MSF Belgique</u>.</p> <p>16 mars 1993 <u>Le Soir</u> (Belgique) : « Un témoignage terrifiant sur le calvaire bosniaque » <u>Georges Dallemagne</u>, directeur des opérations de <u>MSF Belgique</u>.</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
MARS 1993		<p>19 mars 1993 Un nouveau convoi de l'<u>ONU</u> arrive à <u>Srebrenica</u>.</p> <p>20 mars 1993 Évacuation de 100 blessés de <u>Srebrenica</u>.</p> <p>22 mars 1993 Débuts des négociations entre la <u>Forpronu</u> et les forces <u>bosno-serbes</u> : envoi de 150 soldats et observateurs militaires à <u>Srebrenica</u> (zone de sécurité).</p> <p>26 mars 1993 Le <u>général Morillon</u> quitte Srebrenica.</p> <p>28 mars 1993 Signature d'un <u>cessez-le-feu</u> à Srebrenica.</p> <p>29 mars 1993 Évacuation de 2 400 personnes de <u>Srebrenica</u> vers <u>Tuzla</u>. Déclaration du <u>général Morillon</u> : « Srebrenica est sauvée ».</p> <p>31 mars 1993 Le mandat de la <u>Forpronu</u> est prolongé jusqu'au 30 juin.</p>	<p>20 mars 1993 <u>Thierry Pontus</u>, chirurgien de <u>MSF Belgique</u> entre à Srebrenica.</p> <p>25 mars 1993 Une équipe <u>MSF Belgique</u> complémentaire entre à <u>Srebrenica</u>.</p>	<p>19 mars 1993 « <u>La Marche du siècle</u> », France 3 (France) : <u>Rony Brauman</u>, président du conseil d'administration de <u>MSF France</u>, critique « l'humanitaire spectacle ».</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
AVR. 1993		<p>Avril 1993 Intenses combats entre <u>Musulmans</u> de Bosnie et <u>Croates</u> de Bosnie en Bosnie centrale.</p> <p>4 avril 1993 Les autorités <u>bosniaques</u> s'opposent à l'évacuation des civils de <u>Srebrenica</u>, qu'elles assimilent à de l'<u>épuration ethnique</u>.</p> <p>6 avril 1993 Le <u>HCR</u> annonce vouloir évacuer 10 000 à 15 000 civils de <u>Srebrenica</u>.</p> <p>12 avril 1993 Bombardements des forces <u>bosno-serbes</u> sur <u>Srebrenica</u> (57 morts, 120 blessés). Début des patrouilles aériennes de l'<u>OTAN</u> au-dessus de la <u>Bosnie</u>.</p>	<p>Avril 1993 <u>MSF Hollande</u> ouvre un bureau à <u>Tuzla</u>.</p>	<p>1^{er} avril 1993 <u>Le Monde</u> (France) : « Le témoignage d'un membre de MSF : le calvaire des habitants de Srebrenica », <u>Thierry Pontus</u>, chirurgien MSF qui a passé dix jours dans l'enclave.</p> <p>3 avril 1993 <u>Le Monde</u> (France) : « Un général au balcon », par <u>Rony Brauman</u>, président du conseil d'administration de <u>MSF France</u>, qui critique l'attitude du <u>général Morillon</u>.</p> <p>7 avril 1993 <u>Communiqué de presse MSF</u> : « Médecins Sans Frontières demande un renforcement de la présence internationale dans Srebrenica assiégée ».</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
AVR. 1993	<p>16 avril 1993 La <u>résolution 819</u> du <u>Conseil de sécurité des Nations unies</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déclare <u>Srebrenica</u> « zone de sécurité », - augmente le nombre de <u>Casques bleus</u>, - exige le retrait immédiat des combattants <u>bosno-serbes</u>. <p>17 avril 1993 La <u>résolution 820</u> du <u>Conseil de sécurité des Nations unies</u> renforce les sanctions contre la <u>Serbie</u>.</p>	<p>17 avril 1993 Accord de <u>cessez-le-feu</u> et de <u>démilitarisation</u> de <u>Srebrenica</u> : toutes les unités militaires, sauf la <u>Forpronu</u>, doivent quitter la ville à la fin de l'opération de <u>démilitarisation</u>.</p>	<p>15 avril 1993 En raison des bombardements, une partie de l'équipe <u>MSF</u> évacue <u>Srebrenica</u>.</p> <p>19 avril 1993 Arrivée d'un médecin <u>MSF</u> à <u>Srebrenica</u>.</p>	<p>25 avril 1993 <u>AFP</u> (France) : <u>Jacques de Milliano</u>, directeur général de <u>MSF</u> <u>Hollande</u> : « <u>Srebrenica</u> est devenue une bombe sanitaire ».</p>
MAI 1993	<p>6 mai 1993 La <u>résolution 824</u> du <u>Conseil de sécurité des Nations unies</u> déclare six « zones de sécurité » : <u>Sarajevo</u>, <u>Bihac</u>, <u>Tuzla</u>, <u>Zepa</u>, <u>Srebrenica</u> et <u>Gorazde</u>, sous la protection de la <u>Forpronu</u> renforcée de 50 observateurs militaires.</p>	<p>6 mai 1993 La <u>République fédérale yougoslave</u> (<u>Serbie</u> et <u>Monténégro</u>) déclare un embargo économique contre les <u>w</u> de <u>Bosnie-Herzégovine</u> afin de les forcer à accepter le plan de paix. Le <u>Parlement de la République des Serbes de Bosnie</u> refuse le plan de paix <u>Vance-Owen</u> pour la troisième fois.</p>		

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
MAI 1993		<p>18 mai 1993 Par référendum, 96 % des <u>Bosno-Serbes</u> rejettent le plan <u>Vance-Owen</u>.</p>		<p>15 mai 1993 <u>Rapport moral du président du conseil d'administration de MSF France</u> : « À Srebrenica, MSF remplit son rôle ».</p> <p>18 mai 1993 <u>Communiqué de presse MSF France</u> : « L'Assemblée générale de Médecins Sans Frontières s'inquiète des difficultés grandissantes d'intervention auprès de certaines populations en détresse et s'indigne de l'usage de l'humanitaire en Bosnie-Herzégovine ».</p>
JUIN 1993	<p>4 juin 1993 La <u>résolution 836 du Conseil de sécurité des Nations unies</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - autorise les forces des Nations unies à prendre les mesures nécessaires, incluant l'usage de la force, en réponse aux attaques armées dans les six <u>zones de sécurité</u> ; - décide que les <u>États membres</u>, agissant à titre national ou dans le cadre d'organisations ou d'arrangements régionaux, peuvent recourir à la force aérienne pour soutenir la <u>Forpronu</u> dans l'accomplissement de son mandat. <p>Fin juin 1993 Le plan <u>Owen-Stoltenberg</u> proposant de partager la <u>Bosnie</u> en trois régions autonomes est <u>accepté</u> par les <u>Bosno-Serbes</u> et les <u>Croates</u>, mais <u>rejeté</u> par les <u>Musulmans</u>.</p>		<p>Juin 1993 <u>MSF Belgique</u> et <u>MSF France</u> ouvrent un bureau à <u>Pale</u> et gèrent désormais en commun les missions en <u>Bosnie</u>. Rétablissement d'une équipe chirurgicale à <u>Gorazde</u>. <u>MSF France</u> ouvre un programme de prise en charge médicale des <u>réfugiés bosniaques</u> en <u>Macédoine</u>.</p>	

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
SEPT. 1993			<p>16 septembre 1993 Blocage des convois à l'entrée des enclaves : <u>MSF</u> craint les conséquences pour l'hiver.</p>	<p>25 septembre 1993 <u>Le Soir</u> (Belgique) : « MSF appelle au secours pour la Bosnie », interview de <u>Geneviève Begkoyian</u>, coordinatrice de MSF à Belgrade.</p>
OCT. 1993			<p>4 Octobre 1993 Avertissement du coordinateur MSF à <u>Srebrenica</u> : aucun matériel de réhabilitation ne peut entrer dans l'enclave.</p>	
DÉC. 1993	<p>Décembre 1993 La <u>Forpronu</u> décide temporairement de ne pas déployer le contingent néerlandais en remplacement du contingent canadien à <u>Zepa</u> et <u>Srebrenica</u>.</p>		<p>17 décembre 1993 <u>MSF</u> alerte le <u>HCR</u> sur les obstacles posés par les autorités <u>bosniaques</u> de <u>Srebrenica</u> à toute activité humanitaire qui n'est pas sous leur contrôle.</p>	
1994 MARS 1994		<p>Mars 1994 L'<u>OTAN</u> abat quatre avions des forces bosno-serbes qui ont violé la zone d'exclusion aérienne.</p> <p>1^{er} mars 1994 Décision des responsables <u>bosniaques musulmans</u> et croates de constituer une <u>fédération croato-musulmane</u>. Les <u>Casques bleus néerlandais</u> relèvent les <u>Canadiens</u> à <u>Srebrenica</u> et s'installent à <u>Potocari</u>.</p>		

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
MARS 1994		<p>6 mars 1994 40 personnes tuées en deux jours à <u>Srebrenica</u>.</p>		
AVR. 1994	<p>1^{er} avril 1994 Le mandat de la <u>Forpronu</u> en ex-Yougoslavie est prolongé de six mois. Ses effectifs ne sont augmentés que de 3 500 hommes, au lieu des 10 000 hommes demandés par les <u>Nations Unies</u>, mais refusés par les <u>États-Unis</u> pour des raisons financières.</p> <p>26 avril 1994 Création du <u>Groupe de contact sur la Bosnie (États-Unis, Russie, Europe)</u> pour obtenir un cessez-le-feu et relancer les voies diplomatiques.</p>	<p>9 et 10 avril 1994 L'<u>OTAN</u> frappe les forces <u>bosno-serbes</u> qui attaquent Gorazde.</p> <p>15 avril 1994 16 <u>Casques bleus canadiens</u> sont pris en otage par les Serbes dans la zone d'exclusion de Sarajevo.</p>	<p>Début avril 1994 Deux membres du personnel international de <u>MSF</u> sont présents dans l'enclave de <u>Gorazde</u> assiégée et attaquée par les forces <u>bosno-serbes</u>.</p>	<p>Avril 1994 <u>Campagne médiatique de MSF</u> dénonçant les bombardements de <u>Gorazde</u> et demandant la protection de la population.</p>
JUIL. 1994	<p>5 juillet 1994 Le <u>Groupe de contact sur la Bosnie</u> propose une nouvelle division de la <u>Bosnie-Herzégovine</u>, donnant 51 % du territoire à la <u>Fédération croato-bosniaque</u> et 49 % aux <u>Serbes de Bosnie</u>. Ces derniers rejettent la proposition.</p>			

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
SEPT. 1994	<p>23 septembre 1994 La <u>résolution 943</u> du <u>Conseil de sécurité des Nations unies</u> laisse dans la liste des marchandises sous embargo les matériels logistiques et sanitaires pourtant vitaux pour préparer l'hiver.</p>	<p>Mi-septembre 1994 Les forces <u>bosno-serbes</u> renforcent le siège de <u>Srebrenica</u>, ne laissant entrer qu'un quart des convois humanitaires.</p>		
DÉC. 1994		<p>Décembre 1994 Les forces <u>bosno-serbes</u> laissent entrer un convoi humanitaire dans Srebrenica. 309 <u>Casques bleus</u> sont « empêchés de se déplacer ».</p>		<p>16 décembre 1994 <u>Communiqué de presse</u> du coordinateur de MSF Belgique/MSF France en ex-Yougoslavie : « 16 décembre 1994 : la purification ethnique continue ».</p> <p>19 décembre 1994 <u>Communiqué de presse</u> MSF Belgrade : « MSF est extrêmement préoccupée par la situation humanitaire dans les enclaves de Bosnie orientale, qui se détériore avec l'avancée de l'hiver ».</p>
1995 FÉV. 1995			<p>Février 1995 MSF s'efforce de mobiliser les diplomates sur la question de l'approvisionnement des enclaves, soumis au marchandage des forces bosno-serbes.</p> <p>24 février 1995 Le conseil d'administration de MSF France s'interroge sur le rôle de MSF dans les enclaves.</p>	

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
MARS 1995		<p>Mars 1995 Offensive des forces <u>bosniaques</u> et reprise des combats dans le nord et le centre de la Bosnie.</p>	<p>Début mars 1995 Accroissement de la tension entre l'équipe MSF installée à Srebrenica et la municipalité au sujet de l'enrôlement du personnel local de MSF.</p> <p>22 mars 1995 Le responsable de programme de <u>MSF Belgique</u> : « Il faut être plus agressifs dans notre communication sur les enclaves ».</p>	
AVR. 1995			<p>15 avril 1995 Les autorités <u>bosno-serbes</u> s'opposent à nouveau à toute rotation des équipes MSF dans les enclaves de <u>Gorazde</u> et <u>Srebrenica</u>.</p>	<p>Avril 1995 <u>Contact</u>, journal interne <u>MSF Belgique</u> : « Du rôle de MSF dans les enclaves de Bosnie orientale », <u>Eric Stobbaerts</u>, coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie, propose l'évacuation de la population de Srebrenica.</p>
MAI 1995	<p>24 mai 1995 Lors d'une réunion préparatoire à huis clos au Conseil de sécurité des Nations unies, le général Janvier, commandant de la Forpronu, conseille d'abandonner les enclaves qui, selon lui, ne sont pas défendables par l'ONU.</p>	<p>24 mai 1995 Reprise des bombardements des forces <u>bosno-serbes</u> sur Sarajevo.</p> <p>25 et 26 mai 1995 Frappes de l'<u>OTAN</u> (autorisées par l'ONU) à Pale en réponse à la reprise des bombardements sur Sarajevo. Les forces <u>bosno-serbes</u> répondent en bombardant les « zones de sécurité » de <u>Tuzla</u>, <u>Srebrenica</u>, <u>Gorazde</u> et <u>Bihac</u> et en prenant en otage des <u>dizaines de Casques bleus</u> utilisés comme boucliers humains pour décourager de nouvelles frappes.</p>		

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
JUIN 1995	<p>4 juin 1995 Le général Janvier, commandant de la Forpronu, rencontre le général Mladic, commandant des forces bosno-serbes, à Mali Zvornik. Création de la Force de réaction rapide (FRR) avec un effectif d'un millier d'hommes pour appuyer la Forpronu.</p> <p>15 juin 1995 À la demande de l'ONU, le général Janvier envoie le compte-rendu de sa rencontre avec le général Mladic à Yasushi Akashi, le représentant de l'ONU en ex-Yougoslavie. Kofi Annan, le responsable des opérations de maintien de la paix en ex-Yougoslavie, demande une enquête à ce sujet à Yasushi Akashi.</p>	<p>3 juin 1995 Srebrenica : Les forces bosno-serbes s'emparent du point d'observation des Casques bleus de Slapovici situé dans l'enclave.</p> <p>Nuit du 4 au 5 juin 1995 Bombardement de Srebrenica par les forces bosno-serbes.</p> <p>18 juin 1995 Libération des 26 derniers Casques bleus pris en otage le 25 mai.</p>	<p>6 juin 1995 Les autorités municipales de Srebrenica annoncent que les membres du personnel local masculin employé par MSF sont mobilisés et qu'elles choisiront leurs remplaçants.</p>	<p>5 juin 1995 AFP (France) : « La situation humanitaire s'aggrave dans les enclaves », citation de MSF.</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
JUIN 1995	<p>19 juin 1995 Le président serbe <u>Milosevic</u> informe <u>Yasushi Akashi</u> d'un « accord de non-intervention » passé entre le <u>général Janvier</u> et le <u>général Mladic</u> qui aurait été conclu sur ordre des <u>présidents Chirac</u> (France) et <u>Clinton</u> (États-Unis).</p> <p>23 juin 1995 The <u>New York Times</u> (États-Unis) rapporte que, selon des responsables occidentaux, la <u>France</u> a secrètement négocié la libération des <u>Casques bleus</u> pris en otage en échange de l'assurance donnée aux <u>Bosno-Serbes</u> que l'<u>OTAN</u> ne procéderait pas à de nouvelles frappes aériennes.</p>		<p>20 juin 1995 Les autorités <u>bosno-serbes</u> demandent à <u>MSF France</u> de les mettre en contact avec les autorités politiques et militaires françaises, en échange de l'autorisation de remplacer les équipes dans les enclaves. <u>MSF</u> refuse.</p> <p>24 juin 1995 <u>Srebrenica</u> : Arrivée de la nouvelle équipe <u>MSF</u>, <u>Christina Schmitz</u> et <u>Daniel O'Brien</u>.</p> <p>6 juillet 1995 <u>Srebrenica</u> : Treize blessés arrivent à l'hôpital.</p>	
JUIL. 1995		<p>24 juin 1995 <u>Srebrenica</u> : Raid d'un commando <u>bosno-serbe</u> sur le village de <u>Slapovici</u>.</p> <p>6 juillet 1995 <u>Srebrenica</u> : Les forces <u>bosno-serbes</u> attaquent les positions <u>bosniaques</u>, l'enclave est bombardée sans relâche.</p>		

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
JUIL. 1995	<p>9 juillet 1995 Le général Janvier, commandant de la Forpronu, demande un appui aérien à l'OTAN.</p>	<p>7 juillet 1995 Srebrenica : Quatre roquettes sur la base de l'ONU. Bombardement des rues par les chars des forces bosno-serbes.</p> <p>8 juillet 1995 Srebrenica : 20 Casques bleus pris en otage par les forces bosno-serbes. Un Casque bleu est tué.</p> <p>9 juillet 1995 Srebrenica : Dans la nuit du 8 au 9, les forces bosno-serbes entrent dans l'enclave et continuent à bombarder. Repli des Casques bleus vers Potocari. Zepa bombardée par les forces bosno-serbes.</p> <p>10 juillet 1995 Srebrenica : Ultimatum des autorités bosno-serbes aux Casques bleus : évacuer la population de l'enclave dès le lendemain. L'ONU et les responsables des Pays-Bas menacent de frappe aérienne de l'OTAN.</p>	<p>7 juillet 1995 Srebrenica : L'équipe MSF transporte les blessés à l'hôpital.</p> <p>9 juillet 1995 Srebrenica : MSF annule une visite à 4 000 réfugiés dans une école en raison des bombardements.</p> <p>10 juillet 1995 Srebrenica : À l'hôpital, l'équipe MSF soutient les chirurgiens qui opèrent 24 heures sur 24. Le commandant du contingent néerlandais de la Forpronu refuse l'aide d'un chirurgien à MSF, mais fournit un véhicule pour le transport des blessés.</p>	<p>10 juillet 1995 Communiqué de presse MSF : « L'hôpital de Srebrenica complètement saturé ».</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
JUIL. 1995	<p>11 juillet 1995 au soir Le <u>ministre de la Défense des Pays-Bas</u> demande la suspension d'une <u>troisième frappe aérienne</u> à la suite de « menaces d'ordre terroriste » de la part des autorités bosno-serbes.</p> <p>12 juillet 1995 La <u>résolution 1004 du Conseil de sécurité des Nations unies</u> : - demande aux autorités bosno-serbes de mettre fin à leur offensive et de laisser les organisations humanitaires accéder à la <u>zone de sécurité</u> de Srebrenica ; - presse le <u>secrétaire général</u> d'utiliser toutes les ressources possibles pour rétablir la zone de sécurité de Srebrenica.</p>	<p>11 juillet 1995 après-midi Srebrenica : En <u>début d'après-midi</u>, deux frappes aériennes de l'<u>OTAN</u> atteignent deux chars bosno-serbes. Une troisième frappe est demandée. En <u>fin d'après-midi</u>, Srebrenica est aux mains des forces bosno-serbes. Le <u>contingent néerlandais</u> de la <u>Forpronu</u> se replie sur la base de <u>Potocari</u> avec 20 000 habitants de l'enclave, dont 5 000 sont accueillis dans ses bâtiments.</p> <p>12 juillet 1995 Srebrenica : Au matin, les forces bosno-serbes menacent de bombarder les réfugiés en cas de nouvelles frappes et demandent que tous les <u>Bosniaques</u> rendent leurs armes. Le <u>commandant du contingent néerlandais de la Forpronu</u> négocie un cessez-le-feu provisoire. La base des <u>Casques bleus</u> à Potocari est prise dans la journée sans aucune résistance. <u>Femmes et enfants</u> sont entassés dans des cars et déposés près de la <u>ligne de front</u>. Ils doivent gagner <u>Tuzla</u> à pied. <u>Tous les hommes de plus de 16 ans</u> sont regroupés dans des bâtiments à l'écart à <u>Potocari</u> et sur le stade de <u>Bratunac</u>.</p>	<p>11 juillet 1995 L'équipe MSF évacue les blessés de l'hôpital vers la base de la <u>Forpronu</u> à Potocari. À Belgrade, l'équipe de coordination MSF réfléchit à deux options : demander un corridor humanitaire pour évacuer les patients ou demander l'accès de renforts en personnel et matériel médical à l'enclave.</p> <p>12 juillet 1995 L'équipe MSF tente, en vain, de s'opposer à l'évacuation de certains patients vers <u>Bratunac</u>. Le <u>contingent néerlandais de la Forpronu</u> fournit des médicaments à l'équipe MSF. <u>Jacques de Milliano</u>, directeur général de <u>MSF Hollande</u>, tente, en vain, de mobiliser les <u>parlementaires néerlandais</u> sur le sort de la population de <u>Srebrenica</u>.</p>	<p>11 juillet 1995 <u>Communiqué de presse MSF</u> : « Médecins Sans Frontières demande un cessez-le-feu immédiat pour la protection des populations de Srebrenica ». Le responsable de programme de <u>MSF Hollande</u> déplore de ne pas avoir été impliqué dans le communiqué de presse.</p> <p>12 juillet 1995 <u>Conférence de presse de MSF Belgique</u> : « La poche de Potocari est tombée - la population de Srebrenica aux mains des forces serbes bosniaques ». <u>Communiqué de presse MSF Belgique</u> : « MSF demande que l'aide humanitaire puisse parvenir immédiatement à la population de Srebrenica ».</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
JUIL. 1995	<p>14 juillet 1995 Le président de la République française préconise une action militaire de la communauté internationale pour assurer la protection des enclaves, mais ne rencontre pas d'adhésion de la part des autres chefs d'État.</p>	<p>13 et 14 juillet 1995 <u>Srebrenica</u> : Le camp puis la base de la <u>Forpronu</u> sont vidés des réfugiés qui sont entassés dans des autobus par les forces <u>bosno-serbes</u>.</p> <p>14 juillet 1995 Offensive des forces <u>bosno-serbes</u> contre <u>Zepa</u>. Ultimatum des forces <u>bosno-serbes</u> : les <u>Bosniaques</u> doivent quitter <u>Gorazde</u> et <u>Zepa</u>. Les <u>Casques bleus</u> doivent quitter <u>Gorazde</u>.</p> <p>16 juillet 1995 Les forces <u>bosno-serbes</u> entrent dans <u>Zepa</u>.</p>	<p>13 et 14 juillet 1995 <u>Srebrenica</u> : Expérience de l'équipe <u>MSF</u> - les patients valides et le personnel infirmier sont évacués ; - les hommes sont enfermés dans des bâtiments où l'on entend des coups de feu ; - on trouverait des cadavres dans les alentours ; - certains patients du convoi du 12 juillet ont été mis à l'écart. Un homme remet son enfant à l'infirmière <u>MSF</u> avant d'être emmené par les militaires.</p> <p>16 juillet 1995 L'équipe de <u>MSF</u> <u>Hollande</u> accueille à <u>Tuzla</u> les milliers de personnes de <u>Srebrenica</u> qui ont fui à travers la forêt. Elle soumet la question de la sécurité de l'équipe <u>MSF</u> présente à <u>Srebrenica</u> au ministre de la <u>Coopération des Pays-Bas</u> qui est de passage à <u>Tuzla</u>.</p>	<p>13 juillet 1995 <u>Communiqué de presse MSF Belgique/MSF France</u> : « <u>MSF</u> demande l'accès des agences humanitaires à <u>Potocari</u> ». <u>Communiqué de presse MSF</u> : « 20 000 réfugiés de <u>Srebrenica</u> dans des abris de fortune à l'aéroport de <u>Tuzla</u> ».</p> <p>14 juillet 1995 <u>AFP</u> (France) : « <u>MSF</u> : des femmes réfugiées à <u>Potocari</u> avec des "marques évidentes de sévices" ». <u>Libération</u> (France) : « Le monde ici s'est effondré », extraits des messages radio de l'équipe <u>MSF</u> à <u>Srebrenica</u>.</p> <p>15 juillet 1995 <u>Communiqué de presse MSF Belgique</u> : « Opération de secours de <u>Médecins Sans Frontières</u> » (<u>Tuzla</u> et <u>Kladanj</u>).</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
JUIL. 1995	<p>20 juillet 1995 Des sources du renseignement français affirment à la presse que si les frappes de l'OTAN du 11 juillet n'ont pas atteint leurs objectifs, c'est faute de guidage au sol.</p>		<p>17 juillet 1995 <u>Srebrenica</u> : Les derniers patients sont évacués de <u>Potocari</u> par le <u>CICR</u> dans la soirée.</p> <p>19 juillet 1995 <u>MSF Hollande</u> amplifie ses secours aux déplacés de <u>Srebrenica</u> à <u>Tuzla</u>.</p>	<p>17 juillet 1995 <u>Communiqué de presse MSF</u> : « [...] MSF insiste pour que l'évacuation concerne tous les blessés et les patients ainsi que le personnel de secours local et sa famille. L'équipe de MSF, toujours présente à Potocari, devrait accompagner les blessés. MSF demande que le CICR puisse accéder aux prisonniers restés à Potocari et Bratunac afin qu'ils soient traités conformément aux Conventions de Genève. »</p> <p>18 juillet 1995 <u>Conférence de presse de Jacques de Milliano</u>, directeur général de MSF Hollande, à La Haye.</p> <p>19 juillet 1995 <u>Communiqué de presse MSF</u> : « MSF demande aux autorités de Pale et Belgrade de délivrer les autorisations nécessaires à l'évacuation de son équipe et de 15 civils de Potocari ». <u>Communiqué de presse MSF</u> : « un 4^e avion pour Tuzla ».</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
JUIL. 1995	<p>21 juillet 1995 Réunion internationale sur la Bosnie à Londres : avertissement aux <u>Bosno-Serbes</u> sur une « réponse substantielle et décisive » à toute attaque sur Gorazde, mais la question des modalités d'application se pose. <u>Joris Voorhoeve</u>, ministre de la Défense des Pays-Bas, déclare « craindre que de graves crimes de guerre aient été commis lors de la prise de <u>Srebrenica</u> ».</p> <p>23 juillet 1995 Pendant sa <u>conférence de presse</u> à Zagreb, le <u>colonel Karremans</u>, commandant du <u>contingent néerlandais</u> de la <u>Forpronu</u>, se laisse aller à des compliments sur le <u>général Mladic</u>, commandant des forces <u>bosno-serbes</u>. Le <u>contingent néerlandais</u> est félicité par le <u>ministre-président</u> et le <u>prince héritier des Pays-Bas</u> pour « avoir tout fait pour protéger la population ». <u>Joris Voorhoeve</u>, ministre de la Défense des Pays-Bas, rapporte que des <u>Casques bleus</u> ont vu des militaires bosno-serbes abattre une dizaine d'hommes.</p>		<p>21 juillet 1995 <u>Srebrenica</u> : Les deux membres du personnel international et huit membres du personnel local de <u>MSF</u>, leur famille ainsi que deux personnes âgées sont évacués de l'enclave avec le dernier convoi de <u>Casques bleus</u>.</p> <p>22 juillet 1995 L'équipe MSF de <u>Srebrenica</u> composée de 15 personnes (personnel international, national et familles) arrive à Zagreb.</p>	<p>21 juillet 1995 <u>Communiqué de presse MSF Belgique/MSF France</u> : « L'équipe de Médecins Sans Frontières a pu évacuer Potocari ». <u>Trouw</u> (Pays-Bas) : « De Milliano [directeur général de MSF Hollande] : Le <u>Dutchbat</u> [contingent néerlandais de la Forpronu] n'a pas suffisamment tenu sa promesse ».</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
JUIL. 1995	<p>24 juillet 1995 <u>Tadeusz Mazowiecki</u>, rapporteur de la commission des droits de l'homme des Nations unies, annonce être sans nouvelles de 7 000 personnes et assure que des actes barbares ont été commis à Srebrenica.</p> <p>27 juillet 1995 Tadeusz Mazowiecki, le rapporteur de la commission des droits de l'homme des Nations unies démissionne. Selon lui, la communauté internationale a entériné la chute de Srebrenica à la conférence de Londres et n'a rien fait pour sauver Zepa.</p>	<p>25 juillet 1995 Prise de <u>Zepa</u> par les forces bosno-serbes, qui assiègent toujours <u>Gorazde</u>.</p>	<p>25 juillet 1995 À <u>Kladanj</u> et <u>Zenica</u>, les équipes MSF assistent les réfugiés qui fuient <u>Zepa</u>.</p>	<p>26 juillet 1995 Conférence de presse <u>Amnesty International</u>, <u>MSF</u>, <u>Causes Communes</u> et <u>Balkanactie der Gemeenten</u> : « Souvenez-vous de Srebrenica – Sauvez Gorazde et Sarajevo – L'indignation ne suffit plus ». <u>Communiqué de presse MSF</u> : « MSF assure la prise en charge des premiers réfugiés de Zepa ».</p> <p>27 juillet 1995 <u>Trouw</u> (Pays-Bas) : « L'infirmière de MSF ne partage pas les critiques à l'encontre du Dutchbat [contingent néerlandais de la Forpronu] ».</p> <p>31 juillet 1995 <u>Communiqué de presse MSF</u> : « 3 200 personnes manquent à l'appel » [Zepa].</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
AOÛT 1995	<p>10 août 1995 Les États-Unis présentent au Conseil de sécurité des Nations unies des photos prouvant l'exécution de plusieurs centaines d'hommes près de Srebrenica par les forces bosno-serbes en juillet. Le Conseil de sécurité des Nations unies demande au TPIY d'enquêter sur le site qui renfermerait d'autres fosses communes et commande un rapport sur les violations du droit de l'homme à Srebrenica et Zepa.</p> <p>31 août 1995 Débat des députés et ministres des Pays-Bas sur l'attitude du contingent néerlandais de la Forpronu à Srebrenica. Série de révélations sur les bêtises du contingent et du gouvernement néerlandais dans la presse néerlandaise, suivie de démentis du ministre de la Défense des Pays-Bas.</p>	<p>28 août 1995 Les forces bosno-serbes bombardent Sarajevo.</p> <p>29 août 1995 Frappes aériennes de l'OTAN et de la FRR sur des positions bosno-serbes en réponse au bombardement de Sarajevo.</p>		<p>16 août 1995 <i>Télérama</i> (France) : « Srebrenica agonise, une infirmière raconte », extrait du journal de bord de l'équipe MSF à Srebrenica.</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
SEPT. 1995	<p>Septembre 1995 Aux Pays-Bas, lancement d'une enquête militaire interne du <u>ministère de la Défense</u> et démentis du <u>ministère de la Défense</u> sur les circonstances de la chute de <u>Srebrenica</u> et sur le comportement du contingent néerlandais de la Forpronu.</p> <p>14 septembre 1995 <u>De Volksrant</u> (Pays-Bas) : <u>Joris Voorhoeve, ministre néerlandais de la Défense</u> était au courant d'un accord <u>Smith/Mladic</u> sur le sort des civils de <u>Srebrenica</u>.</p>		<p>Mi-septembre 1995 Campagne médiatique aux Pays-Bas sur les responsabilités du <u>contingent néerlandais de la Forpronu</u> lors de la chute de <u>Srebrenica</u> : l'équipe MSF est fermement incitée à prendre parti. En vain.</p> <p>29 septembre 1995 Décision de <u>MSF Belgique</u>, <u>MSF France</u> et <u>MSF Hollande</u> de laisser le choix aux membres du personnel de MSF de témoigner ou non dans les enquêtes sur <u>Srebrenica</u> et de les accompagner si besoin.</p>	<p>Septembre 1995 <u>Messages</u> (journal interne MSF France) : « Dossier ex-Yougoslavie - La chute de Srebrenica - Journal de mission », distribué à une centaine de journalistes.</p> <p>19 septembre 1995 <u>Arte</u> (France et Allemagne) : diffusion du film « Srebrenica, in memoriam » de <u>Christophe Picard</u>/État d'urgence production.</p> <p>29 septembre 1995 <u>Conseil d'administration</u> de MSF France : il faut continuer à poser la question des négociations autour de la chute de Srebrenica.</p> <p>2 octobre 1995 <u>Déclaration</u> de <u>MSF</u> sur la chute de <u>Srebrenica</u> : les <u>forces de l'ONU</u> dans l'enclave n'ont pas été en mesure de remplir leur mandat de protection.</p>
OCT. 1995				

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
OCT. 1995	<p>21 octobre 1995 <i>Le Monde</i> (France) révèle que lors d'une réunion préparatoire aux Nations unies le 24 mai, le général Janvier a conseillé d'abandonner les enclaves, selon lui indéfendables.</p> <p>30 octobre 1995 <i>The Independent</i> (Royaume-Uni) publie les mêmes informations que <i>Le Monde</i>. Les États-Unis fournissent au TPIY de nouvelles preuves de massacres d'hommes à Srebrenica. Le Conseil de sécurité des Nations unies demande une enquête et un rapport sur les événements de Srebrenica.</p> <p>31 octobre 1995 Publication du rapport de l'enquête du ministère de la Défense des Pays-Bas : - pas de responsabilité du contingent néerlandais dans la chute de Srebrenica ; - responsabilité des Bosno-Serbes et de l'ONU.</p>		<p>11 octobre 1995 Christina et Daniel, les deux membres du personnel international de MSF présents à Srebrenica lors des événements répondent par écrit aux questions des enquêteurs du ministère de la Défense des Pays-Bas.</p>	<p>17 octobre 1995 <i>Le Monde</i> (France) : « En Bosnie, la colonne de l'enfer », reprend les extraits d'interviews de « Srebrenica, in memoriam ».</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
NOV. 1995	<p>1^{er} novembre 1995 Ouverture à <u>Dayton</u> (Ohio), sous l'égide des États-Unis, des pourparlers entre la <u>République serbe de Bosnie</u> et la <u>Fédération bosniaque croato-musulmane</u> pour le règlement du conflit en ex-Yougoslavie.</p> <p>16 novembre 1995 Le TPIY met en accusation les leaders <u>bosno-serbes Ratko Mladic</u> et <u>Radovan Karadzic</u> pour leur responsabilité individuelle directe dans les exactions perpétrées lors de la chute de <u>Srebrenica</u>. <u>Richard Goldstone</u>, le procureur du TPIY menace de démissionner si un marché est passé entre les États-Unis et <u>Milosevic</u> pour assurer la paix contre l'impunité des chefs serbes.</p>		<p>Mi-novembre 1995 Discussion puis décision de MSF de transmettre aux enquêteurs néerlandais les échanges de fax entre MSF et le <u>contingent néerlandais de la Forpronu</u> au début de la chute de <u>Srebrenica</u>.</p>	<p>24 novembre 1995 <u>Conseil d'administration de MSF France</u> : MSF ne doit pas cesser de demander des comptes. On ne doit pas laisser passer l'occasion de la signature des accords de paix à Paris.</p>
DÉC. 1995	<p>1^{er} décembre 1995 Le <u>secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali</u>, présente le premier <u>rapport de l'ONU</u> sur <u>Srebrenica</u> qui apporte des « preuves indéniables » d'une méthode constante d'exécutions sommaires.</p>			

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
DÉC. 1995	<p>14 décembre 1995 Signature des <u>accords de paix</u> (dits de <u>Dayton</u>) sur l'ex-Yougoslavie à Paris : - création de l'État de <u>Bosnie-Herzégovine</u> abritant la <u>Fédération croato-musulmane</u> (Gorazde reliée par corridor) et la République serbe de Bosnie ; - levée de l'embargo économique sur la République de Serbie ; - création d'une force de maintien de la paix (<u>IFOR</u>) sous le commandement de l'<u>OTAN</u>.</p> <p>21 décembre 1995 Une <u>résolution</u> du <u>Conseil de sécurité des Nations unies</u> exige une enquête sur les atrocités commises par les Serbes à <u>Srebrenica</u>.</p>	<p>20 décembre 1995 Les forces de l'<u>OTAN</u> (IFOR) remplacent la <u>Forpronu</u>.</p>		<p>16 décembre 1995 <u>Le Monde</u> (France) : « Ne sacrifions pas le Tribunal pour l'ex-Yougoslavie » <u>Françoise Bouchet-Saulnier</u>, responsable <u>juridique</u> de MSF France.</p>
1996 FÉV. 1996				<p>Février 1996 Publication du <u>rapport</u> de MSF Belgique/MSF France : « Personnel de l'hôpital de Srebrenica et personnel local : témoignage de l'évacuation de Srebrenica et du sort des collègues disparus ».</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
MARS 1996			<p>22 mars 1996 L'équipe MSF présente à <u>Zenica</u> pose la question de l'intervention de MSF à <u>Srebrenica</u> auprès des déplacés bosno-serbes de <u>Sarajevo</u>. Il n'y aura pas d'intervention.</p>	
AVR. 1996	<p>Début avril 1996 Les enquêteurs du <u>TPIY</u> fouillent des charniers autour de <u>Srebrenica</u>.</p>			<p>24 avril 1996 <u>Télérama</u> (France): « Qui veut la justice ? », Nicole du Roy - citation de <u>Françoise Bouchet-Saulnier</u>, responsable juridique de MSF France.</p>
MAI 1996	<p>29 mai 1996 Diffusion sur <u>Channel 4</u> (Royaume-Uni) de « <u>Srebrenica, enquête sur un massacre</u> » qui démontre que la population de Srebrenica a été sciemment abandonnée aux violences bosno-serbes par la communauté internationale.</p>			
JUIL. 1996	<p>4 juillet 1996 Présentation au <u>TPIY</u> des résultats des fouilles à <u>Srebrenica</u> : preuves matérielles de la préméditation des crimes et de la participation directe du <u>général Mladic</u>. Le chef d'état-major des Pays-Bas accuse les <u>autorités françaises</u> d'avoir obligé le <u>général Janvier</u> à annuler les frappes prévues pour empêcher la prise de l'enclave.</p>			

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
JUIL. 1996	<p>9 juillet 1996 Le TPIY lance des mandats d'arrêt internationaux contre le commandant des forces bosno-serbes Ratko Mladic et le président de la République serbe de Bosnie, Radovan Karadzic.</p>			<p>11 juillet 1996 <i>La Libre Belgique</i> (Belgique) : « Srebrenica un an plus tard », Renaud Tockert et Luc Nicolas, de MSF Belgique. <i>La Croix</i> (France) : « Srebrenica un an après : questions de lâchetés », Pierre Salignon et Françoise Bouchet-Saulnier, de MSF France.</p>
SEPT. 1996	<p>22 septembre 1996 Diffusion sur France 2 du documentaire soutenu par MSF France « <u>Srebrenica, enquête sur un massacre</u> ».</p>			
1998 NOV. 1998	<p>Novembre 1998 Le gouvernement néerlandais commande une enquête approfondie sur la chute de Srebrenica à l'Institut de documentation sur les guerres (NIOD).</p> <p>30 novembre 1998 La résolution 53/35 de l'Assemblée générale des Nations unies : demande l'établissement d'« un rapport complet comprenant une évaluation des événements survenus en ex-Yougoslavie dans la zone de sécurité de Srebrenica ».</p>			

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
1999 SEPT. 1999				4 septembre 1999 Site Internet de MSF International : « Srebrenica, cinq ans après », <u>Eric Stobbaerts</u> , ancien <u>coordinateur général de MSF en ex-Yougoslavie</u> .
NOV. 1999	19 novembre 1999 Kofi Annan, le nouveau <u>secrétaire général du Conseil de sécurité des Nations unies</u> , rend public le <u>rapport d'enquête</u> sur Srebrenica qui reconnaît de « graves erreurs de jugements » de l' <u>ONU</u> .			19 novembre 1999 Le Conseil d'administration de MSF France décide de s'engager en faveur d'une demande de <u>commission d'enquête parlementaire</u> sur le rôle de la <u>France</u> lors de la chute de <u>Srebrenica</u> .
DÉC. 1999	21 décembre 1999 Le <u>ministre de la Défense des Pays-Bas</u> publie une version plus détaillée du <u>rapport de débriefing</u> des Casques bleus néerlandais présents à <u>Srebrenica</u> lors de la chute. Le Parlement des Pays-Bas met en place une <u>commission provisoire</u> chargée d'enquêter sur les responsabilités politiques mises en œuvre dans les opérations de maintien de la paix des <u>Pays-Bas</u> .			10 décembre 1999 Dans son discours d'acceptation du <u>prix Nobel de la paix</u> , MSF rappelle les événements de Srebrenica Nobel, soulignant la nécessité de réformer les opérations de maintien de la paix de l'ONU.

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
2000 MARS 2000			20 mars 2000 <u>Note de contexte</u> interne de la responsable juridique de <u>MSF France</u> concernant la demande par MSF d'une <u>commission d'enquête</u> du <u>Parlement français</u> sur les responsabilités de la France dans les événements de la chute de <u>Srebrenica</u> .	
AVR. 2000				12 avril 2000 Auditionnée par le <u>Conseil de sécurité des Nations unies</u> , <u>MSF</u> met en question les processus de décision qui ont mené, à <u>Srebrenica</u> et ailleurs, à l'abandon, sans protection, de populations.
JUIL. 2000	<p>9 juillet 2000 <u>The Sunday Times</u> (Royaume-Uni) révèle que la publication du livre de l'un des deux officiers britanniques chargés du guidage des <u>frappes aériennes</u> de l'<u>OTAN</u> à <u>Srebrenica</u> a été bloquée par le <u>ministère britannique de la Défense</u>.</p> <p>10 juillet 2000 Le <u>secrétaire général des Nations unies</u>, <u>Kofi Annan</u>, exprime ses regrets et remords sur l'attitude de l'<u>ONU</u> pendant la crise de <u>Srebrenica</u>. Une quarantaine d'intellectuels <u>néerlandais</u> accusent leur gouvernement de « fuir le sujet » et exigent des excuses publiques pour l'abandon de <u>Srebrenica</u>.</p>			

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
JUIL. 2000	<p>14 juillet 2000 <u>Le Monde</u> (France) : Paul Quilès, président de la commission de la défense au Parlement français, se déclare prêt à discuter de l'éventualité de renouveler, pour Srebrenica, le type de contrôle parlementaire de la mission sur les responsabilités de la France au Rwanda. Il reproche à l'appel de MSF de refléter des préjugés accusateurs.</p>			<p>13 juillet 2000 Communi<u>qué de presse</u> de MSF France : « Appel de Médecins Sans Frontières pour la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la responsabilité de la France dans la chute de Srebrenica » <u>Le Monde</u> (France) : « Une commission d'enquête sur Srebrenica ! », Dr Jean-Hervé Bradol, président du conseil d'administration de MSF France.</p>
OCT. 2000			<p>Octobre 2000 À la rentrée parlementaire, <u>MSF</u> reprend ses démarches auprès des députés français pour une investigation parlementaire sur <u>Srebrenica</u>.</p>	
NOV. 2000	<p>9 novembre 2000 François Léotard, ministre de la Défense de la France pendant la guerre en ex-Yougoslavie, est chargé par la commission des affaires étrangères du Parlement français de rédiger un <u>rapport d'information</u> sur Srebrenica.</p>			

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
NOV. 2000	<p>15 novembre 2000 Les commissions des Affaires étrangères et de la Défense de l'Assemblée nationale française décident de créer une mission d'information pour enquêter sur les événements de <u>Srebrenica</u> en juillet 1995.</p>			<p>10 novembre 2000 <u>Communiqué de presse MSF France</u> : « Investigation ou diversion ? Médecins Sans Frontières conteste les conditions de l'enquête parlementaire sur Srebrenica ». Critique de la nomination, comme rapporteur de la commission, de <u>François Léotard</u>, ministre français de la Défense de 1993 à 1995.</p>
DÉC. 2000	<p>14 décembre 2000 Lors de son audition par la mission parlementaire française, l'amiral Lanxade nie avoir négocié la libération des otages contre l'arrêt des frappes aériennes.</p>			<p>14 décembre 2000 <u>Communiqué de presse MSF France</u> : « Médecins Sans Frontières attend de la mission d'information sur Srebrenica qu'elle réponde à plusieurs questions importantes ».</p> <p>16 décembre 2000 <u>Le Figaro (France)</u> : « Ces réponses ont été jugées insuffisantes par MSF. L'organisation [...] réclame [...] "des réponses précises" »</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
DÉC. 2000				<p>20 décembre 2000 MSF France transmet à la mission d'information sur Srebrenica et publie le lendemain sur son site dédié un <u>câble confidentiel</u> de l'ONU semblant <u>accréditer</u> la thèse selon laquelle un <u>accord</u> a été passé entre <u>Chirac</u> et <u>Milosevic</u> sur la retenue des frappes aériennes contre la libération des otages.</p> <p>21 décembre 2000 Site Internet MSF France sur Srebrenica : « Faux départ ». Fabien Dubuet, adjoint à la responsable juridique de MSF France : « La mission d'information parlementaire sur Srebrenica est bien mal partie. »</p>
2001 JAN. 2001				<p>11 janvier 2001 Communi<u>qué de presse</u>, posté sur le <u>site internet</u> de MSF France sur Srebrenica <u>Lettre ouverte</u> de MSF France au <u>président de la mission d'information parlementaire</u> sur Srebrenica demandant qu'une vingtaine de personnes soient libérées de leur devoir de réserve et auditionnées. <u>Lettre</u> de MSF aux <u>secrétaires généraux</u> de l'OTAN et de l'ONU leur demandant d'autoriser l'audition de certains de leurs membres par la mission d'information parlementaire.</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
JAN. 2001	<p>24 janvier 2001 Communi<u>qué de presse du ministère français de la Défense</u> justifiant le huis clos pour les auditions des militaires par l'obligation de se conformer aux modalités appliquées par le TPIY. Lors de son audition par la <u>mission d'information parlementaire française</u>, <u>Alain Juppé</u>, ministre français des Affaires étrangères en poste en juillet 1995, accuse les <u>Casques bleus néerlandais</u> de ne pas avoir défendu Srebrenica. <u>Hans Van Mierlo</u>, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, en poste en juillet 1995, affirme que l'assistance aérienne aux Casques bleus a été refusée par le <u>général Janvier</u> et demande à être auditionné.</p> <p>26 janvier 2001 Le porte-parole du TPIY répond que ses procédures n'ont rien à voir avec celles du <u>gouvernement français</u> et qu'il n'a jamais émis de réserve quant aux auditions des personnes qu'il est amené à interroger.</p> <p>30 janvier 2001 Lors de son audition par la <u>mission d'information parlementaire française</u>, <u>Jean-David Levitte</u>, ancien conseiller diplomatique du président français <u>Jacques Chirac</u>, affirme qu'il n'y a eu aucun marchandage franco-serbe à propos de Srebrenica.</p>			<p>24 janvier 2001 Communi<u>qué de presse MSF</u> : « Huis clos sur 7 000 morts ».</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
JAN. 2001				<p>31 janvier 2001 Lettre de l'OTAN à MSF l'informant ne pas avoir reçu de la part de la <u>mission d'information parlementaire française</u> de demande d'audition de ses responsables sur leurs actions pendant la chute de Srebrenica.</p>
FÉV. 2001	<p>7 février 2001 Lors de son audition par la <u>mission d'information parlementaire française</u>, le général Jean Heinrich, affirme que Srebrenica n'a pas été défendue en raison d'un accord secret entre les Bosno-Serbes et les Bosniaques et qu'en 1996, sans l'opposition des responsables étatsuniens, Mladic et Karadzic auraient pu être arrêtés par l'IFOR à plusieurs occasions.</p>			<p>15 février 2001 Site Internet MSF France sur Srebrenica : MSF France rend publique la <u>réponse de l'OTAN</u> sur l'absence de demandes d'audition.</p>
MARS 2001			<p>16 au 20 mars 2001 Visite de responsables de MSF France à Srebrenica pour expliquer la demande d'enquête parlementaire.</p>	<p>16 mars 2001 Communiqué de presse MSF France : « Alors que la mission d'information parlementaire française poursuit ses travaux, une équipe de Médecins Sans Frontières est en visite en Bosnie ».</p> <p>29 mars 2001 Audition de Christina Schmitz et Daniel O'Brien par la <u>mission d'information parlementaire française sur Srebrenica</u> : « La communauté internationale a failli en ne protégeant pas la population. »</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
AVR. 2001	<p>12 avril 2001 Audition des anciens <u>ministres des Affaires étrangères et de la Défense des Pays-Bas</u> par la <u>mission d'information du Parlement français sur Srebrenica</u>.</p>			<p>8 avril 2001 <u>Le Journal du dimanche</u> (France) : Fabien Dubuet, adjoint à la responsable juridique de MSF France : « Les Néerlandais risquent fort de faire s'écrouler un des pans de la ligne de défense politique et militaire de la France. »</p>
MAI 2001				<p>26 avril 2001 Site Internet MSF France sur Srebrenica : <u>publication</u> de deux documents <u>confidentiels</u> prouvant qu'il existait : - un accord entre Mladic et la Forpronu sur une non-intervention ; - des désaccords au sein de la Forpronu sur les frappes aériennes.</p> <p>16 mai 2001 Site Internet MSF France sur Srebrenica : extraits de l'article de <u>The Independent</u> (Royaume-Uni) du 30 octobre 1995.</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
MAI 2001				<p>17 mai 2001 Audition de <u>Pierre Salignon</u>, adjoint au responsable des programmes de MSF France en ex-Yougoslavie, par la <u>mission d'information parlementaire française sur Srebrenica</u> : mise en lumière des contradictions dans les réponses déjà apportées et interrogation sur des questions précises.</p>
JUIN 2001			<p>Début juin 2001 <u>MSF France</u> et <u>MSF Royaume-Uni</u> s'efforcent, en vain, de convaincre les autorités <u>britanniques</u> de laisser témoigner devant la mission d'information parlementaire française le <u>général Rupert Smith</u>, qui commandait la <u>Forpronu</u> en <u>Bosnie-Herzégovine</u>, sous les ordres du <u>général Janvier</u>, pendant les événements de Srebrenica.</p> <p>5 juin 2001 MSF France transmet à la mission d'information parlementaire française sur Srebrenica les documents mentionnés lors de l'audition de Pierre Salignon et lui signale l'existence d'autres documents à retrouver.</p>	<p>Début juin 2001 MSF décide de ne plus s'exprimer publiquement sur <u>Srebrenica</u> jusqu'à la publication du rapport de la mission d'information parlementaire française.</p> <p>9 juin 2001 Rapport moral du <u>président du conseil d'administration de MSF France</u> : « Le travail de la mission d'information parlementaire française sur Srebrenica ne nous porte pas à l'optimisme ».</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
JUIL. 2001	<p>2 juillet 2001 Après sa seconde audition par la <u>mission d'information parlementaire française</u>, le <u>général Janvier</u> déclare à la presse que le compte-rendu de la réunion du 24 mai 1995, révélé par <u>The Independent</u> en octobre 1995 et republié par <u>MSF France</u> le 17 mai 2001, n'était pas complet, car qu'il avait aussi préconisé le maintien d'observateurs sur place et l'élaboration de forces aériennes stratégiques.</p>			
NOV. 2001	<p>20 novembre 2001 <u>François Loncle</u>, président de la <u>mission d'information parlementaire française sur Srebrenica</u>, déclare à une télévision néerlandaise que le <u>général Janvier</u> avait sous-estimé le <u>général Mladic</u> et qu'il aurait dû répondre positivement aux demandes de frappes aériennes.</p>			<p>28 novembre 2001 <u>MSF France</u> distribue aux médias (y compris britanniques et néerlandais) un <u>document d'analyse</u> reprenant les questions auxquelles la commission doit apporter des réponses.</p>

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
NOV. 2001	<p>29 novembre 2001 Publication du <u>rapport de la mission d'enquête du Parlement français sur Srebrenica</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le <u>général Janvier</u> a commis des erreurs d'appréciation ; - il n'y a pas eu d'accord secret avec Mladic ; - les responsabilités sont celles de toute la <u>communauté internationale</u> ; - il y a eu des carences de la part du <u>contingent néerlandais</u> de l'ONU qui n'a pas opposé de résistance aux forces bosno-serbes. 			<p>29 novembre 2001 <u>AFP</u> (France) : <u>Pierre Salignon</u>, adjoint au responsable des programmes en ex-Yougoslavie de <u>MSF France</u> : « [La commission] effleure un certain nombre de responsabilités [...] on peut aller beaucoup plus loin. »</p> <p>30 novembre 2001 <u>Libération</u> (France) : <u>Françoise Bouchet-Saulnier</u>, responsable juridique de <u>MSF France</u> : « il [le rapport] oublie les responsabilités politiques ». <u>Le Figaro</u> (France) : <u>Dr Jean-Hervé Bradol</u>, président du conseil d'administration de MSF France : « On se demande si vous n'êtes pas en train de vous servir de Janvier pour vous disculper et éviter de trancher les responsabilités politiques ».</p> <p>7 décembre 2001 <u>Le Point</u> (France) : <u>Françoise Bouchet-Saulnier</u>, responsable juridique de <u>MSF France</u> : « Le mensonge a reculé, mais on est encore loin de la vérité. »</p> <p>15 décembre 2001 <u>Colloque</u> « La tragédie de Srebrenica : quelles responsabilités ? Quels enseignements ? » co-organisé à Paris par la <u>Fédération internationale pour les droits humains</u>, la <u>Ligue des droits de l'homme</u>, le <u>Centre de droit international de Nanterre</u> et <u>MSF France</u>.</p>
DÉC. 2001				

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
2002 AVR. 2002	<p>10 avril 2002 Publication du <u>rapport</u> du <u>NIOD</u> (Institut néerlandais de documentation sur la guerre) sur la chute de l'enclave de <u>Srebrenica</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - responsabilités de la <u>communauté internationale</u> ; - le <u>général Janvier</u> n'a pas autorisé les frappes aériennes à temps, mais il n'y a pas eu de marchandage. <p>16 avril 2002 Après la publication du <u>rapport</u> du <u>NIOD</u>, démission de l'ensemble du <u>gouvernement</u> de <u>Wim Kok</u> et du <u>chef d'état-major</u> des armées des Pays-Bas.</p>			<p>9 avril 2002 <u>Communiqué de presse</u> MSF Hollande : « Les leçons de Srebrenica : prendre au sérieux la protection des populations locales ». <u>Mémo</u> MSF Hollande : « Srebrenica, questions pour l'avenir ». <u>Trouw</u> (Pays-Bas) : « Tirer les bonnes conclusions de Srebrenica », tribune de <u>MSF Hollande</u>.</p>
MAI 2002			<p>8 mai 2002 <u>Rapport interne</u> de MSF Hollande : MSF et le rapport du <u>NIOD</u> sur <u>Srebrenica</u>.</p>	
JUIN 2002	<p>5 juin 2002 Le <u>Parlement néerlandais</u> décide la création d'une <u>commission d'enquête</u> sur la chute de l'enclave de <u>Srebrenica</u>.</p>			

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
2003 JAN. 2003	<p>27 janvier 2003 Publication du <u>rapport d'enquête du Parlement des Pays-Bas</u> sur la chute de <u>Srebrenica</u>.</p>			<p>30 janvier 2003 <u>Communiqué de presse MSF</u> : « Après l'enquête néerlandaise sur la chute de Srebrenica, MSF demande une commission d'enquête aux États-Unis et en Grande-Bretagne ».</p>
2004 AVR. 2004	<p>19 avril 2004 Le TPIY :</p> <ul style="list-style-type: none"> - condamne en appel le <u>général Krstic</u>, l'un des principaux responsables <u>bosno-serbes</u> des massacres de <u>Srebrenica</u>, à 35 ans de prison pour <u>génocide</u>, complicité de génocide et crimes de guerre ; - confirme de manière définitive qu'un <u>génocide</u> a été commis à Srebrenica par les forces <u>serbes</u> de Bosnie. 			

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
2005 JUIL. 2005				11 juillet 2005 <i>Libération</i> (France) : « Nous avons eu droit à une belle leçon de cynisme », interview de <u>Pierre Salignon</u> , ex-adjoint au responsable des programmes de <u>MSF France</u> en ex-Yougoslavie.
2007 FÉV. 2007	26 février 2007 La Cour internationale de justice estime qu'un génocide a été commis à Srebrenica par certains éléments de l'armée des <u>Serbes de Bosnie</u> , mais exonère l' <u>État serbe</u> de toute responsabilité.			
2008 JUIL. 2008	3 juillet 2008 <u>Naser Oric</u> , commandant des forces des <u>Musulmans bosniaques</u> dans l'est de la Bosnie-Herzégovine, et en particulier à Srebrenica, jugé coupable en première instance de n'avoir pas empêché ses hommes de commettre des opérations meurtrières contre des populations serbes et de torturer des prisonniers est acquitté en appel par le <u>Tribunal pénal international</u> pour l'ex-Yougoslavie. 22 juillet 2008 Les autorités serbes arrêtent <u>Radovan Karadzic</u> , leader des <u>Serbes de Bosnie</u> au moment des massacres de Srebrenica, et le remettent à la justice internationale.			

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
2010 MARS 2010	31 mars 2010 Le <u>Parlement serbe</u> vote une résolution présentant des excuses publiques pour le <u>massacre de 8 000 musulmans bosniaques à Srebrenica</u> en 1995.			
2011 MAI 2011	26 mai 2011 <u>Ratko Mladic</u> , commandant des forces <u>bosno-serbes</u> est arrêté et remis à la justice internationale.			
2014 JUIL. 2014	16 juillet 2014 Un tribunal de district de La Haye juge les <u>Pays-Bas « civilement responsables »</u> de la mort de 300 Musulmans parmi les 8000 victimes du massacre de <u>Srebrenica</u> .			
2016 MARS 2016	24 mars 2016 Le TPIY juge le dirigeant bosno-serbe <u>Radovan Karadzic</u> coupable de <u>génocide</u> , de crimes de guerre et de crimes contre l' <u>humanité</u> et le condamne à <u>40 ans</u> de prison.			

	International	Ex-Yougoslavie - Srebrenica	Opérations de MSF	Prises de parole publiques de MSF
2017 NOV. 2017	<p>22 novembre 2017</p> <p>Le TPIY condamne <u>le général Ratko Mladic</u> pour dix chefs d'inculpation : un pour <u>génocide</u>, cinq pour <u>crimes contre l'humanité</u> et quatre pour <u>violation des règles et coutumes de la guerre</u>. Il est relaxé pour une accusation de génocide. En tant qu'officier militaire, supérieur hiérarchique chargé du commandement, il est considéré comme responsable du siège et des massacres perpétrés à <u>Srebrenica</u>. Il est condamné à la prison à <u>perpétuité</u>.</p>			
2019 MARS 2019	<p>20 mars 2019</p> <p>Le TPIY rejette la demande d'appel de <u>Radovan Karadzic</u>. Sa sentence initiale est transformée en prison à <u>perpétuité</u>.</p>			
2021 JUIN 2021	<p>8 juin 2021</p> <p>Le TPIY confirme en appel la condamnation de <u>Ratko Mladic</u> à <u>perpétuité</u>.</p>			

Les études de cas sur les prises de parole publiques de Médecins Sans Frontières (MSF) explorent les actions et les processus de prise de décision de l'organisation lors d'interventions humanitaires complexes, qui l'ont amenée à prendre la parole publiquement. Chaque étude de cas s'intéresse à des situations dans lesquelles la prise de parole publique a posé des dilemmes ou/et fait courir un risque à MSF. La méthodologie employée restitue de manière chronologique les dilemmes, les contraintes et les controverses, sans imposer de conclusion définitive sur la qualité des décisions prises.

Toutes les études de cas sont disponibles au téléchargement en français et en anglais sur le site : www.msf.org/fr/speakingout/accueil



MÉDECINS SANS FRONTIÈRES INTERNATIONAL

Route de Ferney 140, Geneva, Switzerland
Tel: +41 (0)22 849 84 84, Fax: +41 (0)22 849 84 04, www.msf.org